QUARANTIÈME ANNÉE – N° 11999

– VENDREDI 26 AOUT 1983

Pékin s'inquiète du rapprochement entre le Japon et l'Alliance atlantique

LIRE PAGE 5



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,60 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte-d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,60 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 200 l. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 130 nd.

Tarif des abonnements page 18

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Les explications de M. Mitterrand sur la crise au Tchad

- *Nous avons mis en place les moyens de répondre militairement et vite à une nouvelle offensive*
- *La France veut réunir les conditions qui rendent possible une négociation*
- *La partition plongerait l'Afrique tout entière dans une instabilité générale*

nous déclare le président de la République

Avertissement

L'entretien que nous a accordé le président de la République traite, finalement, deux grandes questions : pourquoi la France a-t-elle donné l'impression de traîner les pieds face à l'agression libyenne contre le Tchad ? Que peut et que veut faire Paris, aujourd'hui que cette agression est flagrante, pour y mettre un terme ?

Les réponses du président de la République à la seconde question sont les plus convaincantes : après avoir écarté toute idée de partition du Tchad – la bande d'Aouzou constituant un cas à part, – M. Mitterrand indique clairement au colonel Kadhafi que « le dispositif mis en place par la France lui donne tous les moyens, s'il le faut, de répondre militairement et vite à une nouvelle offensive ». Un peu plus loin, le chef de l'Etat revient sur cette idée : le dispositif militaire français n'est pas strictement défensif ; il peut « à tout instant progresser rapidement », et « nos soldats et leurs chefs » feront aussi bien « la paix comme la guerre ».

L'avertissement au colonel Kadhafi est des plus nets. S'il veut la guerre, s'il veut conquérir le Tchad, il rencontrera toute la puissance militaire nécessaire pour le contrer. Cela dit, la France est prête à encourager tous les efforts pour éviter cette épreuve, d'abord dans un cadre africain, puis dans celui de l'ONU s'il le faut. Le problème, c'est que cette politique – au cas où le colonel Kadhafi, tout en renforçant son dispositif dans le nord du Tchad, ne lancerait pas d'offensive – risque de déboucher sur un enlisement de la France au Tchad : ne faut-il pas être au moins deux pour négocier ? Et le colonel Kadhafi ne pousse-t-il pas le cynisme jusqu'à nier la présence de ses troupes au Tchad ? Qu'il ne compte pas cependant sur l'usure du temps, lui fait savoir M. Mitterrand ; mais le président de la République refuse de s'expliquer davantage sur ce point crucial.

Autre écueil possible : la volonté éventuelle de M. Hissène Habré de forcer le cours des choses en impliquant la France malgré elle dans des combats. Lui aussi reçoit un avertissement. Cet « homme de courage et de conviction » doit savoir que « la France ne se laissera pas conduire là où elle ne veut pas ». C'est sans doute ce qu'un important responsable français ira prochainement lui expliquer à N'Djamena au cours d'une « conversation approfondie ».

Les réponses de M. Mitterrand concernant la première question – pourquoi avoir laissé le colonel Kadhafi s'emparer de la moitié septentrionale du Tchad avant de réagir énergiquement ? – emportent moins la conviction. Certes, c'est tout à l'honneur de M. Mitterrand d'avoir voulu jusqu'au bout préserver les chances de la paix et le prestige de la France. Mais n'y a-t-il pas eu mauvaise « lecture » des intentions réelles du colonel Kadhafi, qui avait tout intérêt, ces deux derniers mois, à paraître jouer le jeu de la négociation pour mieux réaliser son O.P.A. sur le nord du Tchad ?

Quoi qu'il en soit, les dés sont jetés. Les Français sont enfin informés des intentions et des moyens du président de la République. Ils savent que l'affaire du Tchad est une crise grave et que l'engagement français ne fait que commencer. Personne, à l'heure actuelle, ne peut dire où il s'arrêtera.

On lira ci-dessous les explications du président de la République sur la crise du Tchad et l'engagement progressif de la France. Il s'agit d'une interview soigneusement revue par le chef de l'Etat. C'est parce que le sujet est si complexe et épineux, explique-t-on à l'Elysée, que M. Mitterrand a tenu à s'expliquer par le biais d'une interview à la presse écrite et non à la télévision.

On apprenait ce jeudi matin que M. Charles Hernu devait se rendre dans l'après-midi au Tchad pour y inspecter les troupes françaises.

« Pensez-vous que l'action de la France a été déterminante dans l'arrêt, peut-être provisoire, des combats ?

– Oui, elle a été déterminante. Si nous avions agi autrement, ou bien la France serait en guerre contre la Libye depuis déjà plusieurs semaines, ou bien l'armée libyenne serait à N'Djamena. Or la guerre civile connaît un répit. La Libye, qui bute sur une réalité contraignante, doit reconsidérer son action, et le feu a cessé. Certes, ce premier résultat peut être remis en cause à tout moment. Mais le dispositif que la France a installé lui donne les moyens, s'il le faut, de répondre militairement et vite à une nouvelle offensive.

– On peut constater tout de même que la moitié du territoire du Tchad est occupé par la Libye.

– La Libye occupe le nord du pays, soit en effet près de la moitié de la superficie, mais pas la moitié, loin de là, de la population et de la production. Dans cette zone vivent cent cinquante mille personnes environ, réparties entre quelques oasis dont la principale est Faya. De son côté, l'armée française, à la demande du gouvernement tchadien et en liaison avec les forces dont celui-ci dispose, protège l'autre partie du territoire, là où se trouvent quatre millions à quatre millions et demi d'habitants et la quasi-totalité de la production.

» Il ne serait pas acceptable que cette situation de fait se transforme en partition consentie. L'indépendance, la souveraineté et l'intégrité de tout Etat reconnu par la société internationale constituent un principe de base de la politique française et, plus encore, si je puis m'exprimer ainsi, quand il est question d'un pays comme le Tchad où nous assumons des responsabilités historiques et contractuelles particulières.

– Ce rappel d'un principe s'applique-t-il à la bande d'Aouzou ?

– Vous savez qu'Aouzou a été pratiquement annexée par la Libye depuis 1973. Mes prédécesseurs considéraient ce contentieux, qui remonte à l'époque coloniale – le Tchad étant une possession française et la Libye une dépendance italienne, – comme une affaire bilatérale entre Tripoli et N'Djamena. Je pense comme eux. M. Hissène Habré avait également raison lorsque, exprimant le souhait de discuter avec M. Kadhafi, il se déclarait prêt à remettre à plus tard l'examen de ce différent.

– Que répondez-vous à ceux qui pensent que, depuis la fin du mois de juin, il y a eu sous-estimation de la part des Français de l'intervention libyenne ? Qu'on a trop attendu ?

– Je répondrai à ces questions par deux interrogations : devions-nous faire, au vu des préparatifs dont nous étions informés, une guerre préventive à la Libye ?

Propos recueillis par
JACQUES AMALRIC
et ERIC ROULEAU.

(Lire la suite page 4.)

Nouvelles révélations de Beate et Serge Klarsfeld

La France aurait utilisé les services d'un responsable de la Gestapo au lendemain de la guerre

Dans le texte que nous publions ci-dessous, Beate et Serge Klarsfeld, qui consacrent leur vie à empêcher que les atrocités nazies ne tombent dans l'oubli, accusent les services spéciaux français d'avoir fait travailler, après guerre, l'un des plus hauts responsables de la Gestapo en poste à Paris durant l'occupation. Ils citent longuement un document inédit de la D.S.T.

Les services spéciaux français ont, eux aussi, utilisé exceptionnellement certains gestapistes qui avaient été actifs en France, par exemple Ernst Misselwitz. Si Klaus Barbie a été le bourreau de Jean Moulin, Ernst Misselwitz a été le tortionnaire de Pierre Brossolette.

Gilberte Brossolette a publié un ouvrage dans lequel elle relate le sort de son mari après son arrestation (1) :

« Le 17 [février 1944], un capitaine des services de l'Abwehr à Rennes avait fait comparaître Bollaert dans son bureau. Sa voix s'était faite doucereuse pour questionner :

» – M. Bollaert, que faisiez-vous donc, le mois dernier, à Audierne, avec M. Brossolette ?

» Ainsi, ils étaient reconnus. Le dernier espoir s'évanouissait. Un second officier se tenait près de son collègue de l'Abwehr : le sinistre Ernst Misselwitz, le patron de la Gestapo de l'avenue Foch, était accouru de Paris tout spécialement. Misselwitz avait effectué une mission à Lyon, peu de temps avant la guerre. Un consul général d'Allemagne était alors en poste dans cette ville. Il s'agissait d'espionner ce diplomate dont le zèle national-socialiste laissait, paraît-il, à désirer. L'envoyé du Reich avait maintes fois entrevu, par la même occasion, le préfet du Rhône de l'époque, c'est-à-dire Emile Bollaert. Nul n'était donc mieux qualifiés pour l'identifier de façon formelle.

» Il voulait ramener lui-même ses proies dans la capitale française, ces « terroristes numéro un » qui tenaient ses hommes en échec depuis des mois et des mois (...). Ils ne furent plus réunis que pour le voyage Rennes-Paris, qui occupa toute la journée du lendemain. Il ne se fit pas en fourgon cellulaire mais dans un banal taxi. Misselwitz était assis à côté du chauffeur. Les deux prisonniers étaient derrière, enchaînés l'un à l'autre par les mains et par les pieds... Pierre fut conduit d'assez bonne heure au 86. L'interrogatoire débuta immédiatement.

BEATE et SERGE KLARSFELD.

(1) *Il s'appelait Pierre Brossolette.* Ed. Albin Michel, Paris 1976. page 276).

La C.G.T. saisie par la gestion

La Confédération multiplie les contre-propositions industrielles dans les entreprises en difficulté

Une manière de gagner du temps et de prendre date

Le changement est presque imperceptible, mais pourrait annoncer de grandes manœuvres : la C.G.T. est à son tour atteinte par la « gestionnite », cette maladie des temps difficiles qui peut frapper les organisations syndicales...

Imprimerie de Montsouris, La Chapelle-Darblay, Peugeot, Talbot ou encore, Renault, tous ces « points chauds » sociaux, surgis au cœur de l'été, ont une caractéristique commune, également constatée chez Monputet et Spiras : dans chaque cas, la C.G.T. a privilégié la nécessité d'élaborer un plan industriel avant d'envisager toute discussion du plan social.

Chez Peugeot, où cette riposte a été confortée par l'attitude de M. Jack Ralite, ministre délégué chargé de l'emploi, le problème de l'embauche d'abord été placé sur un terrain juridique avec le débat sur le caractère « *structurel* » des mesures annoncées par la direction de P.S.A., puis renvoyé à plus tard avec la nomination d'un expert, M. Prada. Chez Talbot, la C.G.T. ne cesse de rappeler que les travailleurs sont mobilisés pour la survie de la marque et pour la sauvegarde du réseau de concessionnaires : deux conditions qui écarteraient la menace de licenciements.

Pour l'Imprimerie de Montsouris, la C.G.T. élabore un plan de sauvetage dont les clients de l'entreprise seraient partie prenante ; pour les papeteries de La Chapelle-Darblay, le syndicat formule des contre-propositions « *françaises* » pour faire pièce au plan de restructuration établi par le groupe néerlandais Parenco, accepté par le ministre de l'indusrie, M. Laurent Fabius.

ALAIN LEBAUBE.

(Lire la suite page19.)

Lire page 22 les déclarations de M. Krasucki

La rentrée littéraire

ROMANS :
Qui donnera tort à La Bruyère ?
ESSAIS :
Les inquiétudes de notre société
LIVRES ÉTRANGERS :
A l'Est, à l'Ouest, peu de nouveau

Lire dans *le Monde des livres* les articles de JOSYANE SAVIGNEAU FRÉDÉRIC GAUSSEN et NICOLE ZAND pages 9 à 12

LE GOUVERNEMENT CHILIEN AUTORISE POUR LA PREMIERE FOIS UNE MANIFESTATION PUBLIQUE DE L'OPPOSITION

Le déclin du général Pinochet

De notre envoyé spécial

Santiago-du-Chili. – En apparence, rien n'a changé, ou presque. Le dictateur est toujours en place, et sans doute est-il convaincu de sa popularité. Pourtant, tout se passe comme si le Chili était déjà entré dans l'ère post-Pinochet. Ce mélange d'attrait et de répulsion qu'a longtemps inspiré le chef de l'Etat à une grande majorité de Chiliens paraît définitivement terminé. On ne le croit plus et on ne le craint plus.

En l'espace de trois mois, entre la première journée de protestation, le 11 mai, et la quatrième, le 11 août, le maître absolu du Chili a vu son autorité remise en question. Celui qui, il y a peu de temps, punissait toute « désobéissance » par l'emprisonnement, l'expulsion ou le bannissement, doit aujourd'hui accepter le retour au pays de personnalités politiques honnies, comme l'ancien ministre de la justice du gouvernement d'Eduardo Frei et l'ancien président du parti démocrate-chrétien, M. Jaime Castillo, devenu un symbole de la lutte contre l'arbitraire.

Celui qui voulait construire une démocratie sans partis politiques se voit contraint d'engager le dialogue avec ces mêmes partis accusés d'obéir à des « *idéologies étrangères* ». Celui qui affirmait à l'issue des manifestations du 14 juin : « *Il n'y aura jamais plus de protestations* », vient de déclarer qu'« il acceptait les protestations mais pas la violence ».

Certes, le général Pinochet n'a pas renoncé à ses virulentes attaques contre le marxisme et semble décidé à se maintenir au pouvoir jusqu'en 1989. Mais tandis que le chef de l'Etat cherche une consolation auprès des femmes regroupées dans les « centres de mères », dont la principale animatrice est son épouse, et parcourt l'intérieur du pays en quête d'applaudissements, le « Chili réel » s'organise activement en vue d'une transition rapide vers la démocratie.

Le débat politique s'intensifie et les médias, totalement silencieux il y a à peine un mois, font désormais une large place aux déclarations de leaders de l'opposition.

Le nouveau chef du gouvernement, M. Onofre Jarpa, sait qu'il a engagé une course contre la montre. « *J'ai jusqu'à la prochaine journée de protestation pour prouver mon autorité au président et démontrer que je peux obtenir le soutien des civils* », a-t-il avoué à l'un de ses interlocuteurs. M. Onofre Jarpa, qui est aussi ministre de l'intérieur, a déjà obtenu des appuis importants. Le général Sinclair, chef des conseillers du président, la junte, les colonels de l'armée de terre et l'épiscopat lui ont accordé leur confiance. Le successeur du cardinal Silva Henriquez, Mgr Juan Francisco Fresno, n'a pas hésité à affirmer « qu'il ferait tout » pour favoriser les contacts entre gouvernement et opposition. M. Onofre Jarpa s'efforce aussi de resserrer les liens avec les organisations syndicales, et en particulier avec la Confédération des travailleurs du cuivre (C.T.C.). Son président, M. Rodolfe Seguel, reçu le lundi 22 août par le ministre de l'intérieur, s'est déclaré satisfait du changement d'attitude des autorités.

JACQUES DESPRÉS.

(Lire la suite page 6.)

RÉTROSPECTIVE AU MUSÉE DES BEAUX-ARTS D'ANVERS

Les mascarades de James Ensor

« *Tout artiste est un héros ingénu. Il faut qu'il souffre pour qu'un jour il ait la joie d'imposer à tous sa victorieuse personnalité totale* », dit James Ensor. Il l'a imposée, malgré le mur de sarcasmes de ses contemporains. S'il en fallait une preuve, la voici au musée des beaux-arts d'Anvers qui, avec 130 tableaux et davantage de dessins, présente – après Zurich – une grande parade ensorienne. Exposition très riche et stimulante en dépit de quelques lourdeurs, elle bat le rappel des diverses périodes bien définies où le peintre témoigne d'un tempérament, d'une originalité, qui ne lui ont pas, à ses débuts, rendu la vie facile. Mais la frustration due à ses rapports conflictuels avec le groupe des Vingt, qui tenait le haut du pavé artistique en Belgique, a stimulé son art.

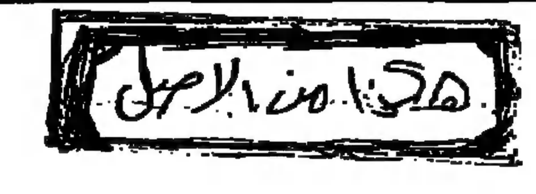
Aujourd'hui, on admire les « outrances » décriées naguère. Ensor est devenu célèbre pour ses mascarades, tableaux-théâtre où des personnages miment la vie, se livrent à des intrigues, des orgies, se disputent des cadavres de pendu (le sien sans doute). Ensor a suivi la tradition flamande du grotesque. Masques, têtes de mort, c'est pour lui du pareil au même : ça parle du quotidien, ça révèle l'existence. Ils profèrent des vérités bonnes à dire, dures à accepter. Il s'agit, pour ce peintre-pensant, de désigner du doigt, à la fois gaiement et les dents serrées.

Individu contradictoire, présentant des tendances tantôt anarchisantes tantôt mystiques, Ensor a lui-même de nombreux visages derrière son propre masque. Les refoulements se manifestent dans ses *autoportraits* où il se montre plus qu'il ne s'étudie. Voyez, en chapeau fleuri, clignant de l'œil du côté de Rubens, la tourmente élégante de ce don Quichotte de la peinture, guerroyant les moulins à vent de Bruxelles et d'Anvers.

Né à Ostende en 1860, Ensor à un père anglais. Sa mère tenait un magasin de masques et objets en coquillages. Et tout cela se retrouve dans sa peinture : le côté flamand de la mère, anglais du père, la boutique familiale qui peuple son enfance, les brumes et les lumières d'argent des dunes d'Ostende...

JACQUES MICHEL.

(Lire la suite page 15.)



Le Monde

idées

LE RAIL

Dans ses proclamations, la gauche a fait du chemin de fer un élément essentiel de la politique des transports. Dans les faits, pourtant, la situation financière de la S.N.C.F. n'a cessé de se dégrader depuis plusieurs années. Jean-Claude Gayssot en rend le précédent septennat responsable, ce que conteste Claude Collet. Pour Jean Sivardière, la solution à la crise passe par des investissements importants, en particulier la réalisation du T.G.V. Atlantique. Plusieurs lecteurs répliquent d'autre part à Dominique Bussereau, secrétaire national du parti républicain, qui, dans un récent « Point de vue », émettait quelques doutes sur l'opportunité d'un tel projet.

Le gouffre

par CLAUDE COLLET (*)

Ayant participé de près à la mise en œuvre de la politique des transports terrestres des précédents gouvernements, j'estime aujourd'hui qu'il est grand temps que l'opinion prenne conscience du gouffre financier dans lequel la S.N.C.F. s'enfonce rapidement. Mais je ne puis partager l'analyse des causes de ce phénomène telle qu'on la présente parfois en invoquant en particulier *« la suppression, en 1970, des subventions d'équilibre »* et *« le refus de normaliser les concours de l'Etat (retraites, infrastructures, investissements) »* (1).

Il ne m'est pas possible, dans le cadre de cet article, d'entrer dans le détail, mais je rappellerai cependant que le nouveau régime de relations entre l'Etat et la S.N.C.F., mis en place au début des années 70, dans la ligne des recommandations du rapport Nora de 1967, était fondé :

— D'une part, en conformité avec la réglementation de la C.E.E., sur une définition claire des contributions financières de l'Etat destinées à compenser les obligations de service public imposées à la S.N.C.F. (omnibus, transports parisiens, tarifs réduits) et à égaliser les conditions de concurrence avec la route (retraites, charges d'infrastructure) ;

— D'autre part, sur l'octroi à la S.N.C.F. d'une beaucoup plus large autonomie de gestion (consistance des services, tarifs), dans le cadre d'une définition d'objectifs à moyen terme, qui a pris les formes successives d'un contrat de programme (jusqu'en 1976) et d'un plan d'entreprise (à partir de 1979).

L'un des principaux objectifs était la suppression, par étapes, de la subvention d'équilibre ou tout au moins sa réduction progressive.

L'Etat a respecté ses engagements, revalorisant en particulier sensiblement sa contribution aux charges d'infrastructure en 1979, au vu des résultats comptables de 1977 et accordant à la S.N.C.F. une large liberté en matière tarifaire à partir de 1979.

Deux reproches cependant peuvent être faits aux pouvoirs publics de l'époque :

— D'abord, de s'être opposés à certaines augmentations de tarifs, notamment en 1974, refus qui a pesé lourdement sur les comptes des années suivantes ;

— Ensuite, de ne pas avoir apuré les déficits d'exploitation successifs, espérant que la situation se redresserait ; cela n'a pas été le cas, mais le montant des déficits cumulés a été multiplié par deux depuis 1981.

Pas de fer à tout prix

Je ne pense pas non plus qu'on puisse valablement reprocher aux précédents gouvernements d'avoir obligé la S.N.C.F. à financer ses investissements en recourant presque exclusivement à l'emprunt, faute d'un autofinancement suffisant.

Il est normal de financer les investissements lourds par l'emprunt afin d'en faire supporter la charge par les générations successives d'usagers (sans parler du bénéfice tiré de l'inflation), qu'il s'agisse d'investissements destinés à améliorer la productivité ou d'investissements nécessités par l'accroissement de l'activité. Quant aux investissements de renouvellement, ils devraient être financés par les amortissements ou des provisions : ils le sont insuffisamment dans le cas de la S.N.C.F., mais les conséquences en sont largement atténuées par l'imputation des charges des emprunts au compte d'exploitation dont le déficit, d'une manière ou d'une autre, est couvert par la collectivité.

Enfin, on doit se demander si le volume très important d'investissements réalisés par la S.N.C.F. depuis 1974 est convenablement adapté à son niveau d'activité prévisible.

Mais, au-delà de ces considérations qui touchent surtout les moyens, je pense qu'il faut surtout apprécier lucidement la situation actuelle. Il ne suffit pas d'affirmer : *« Le rail vaut mieux que la route, il faut le développer »* ; encore faut-il qu'il y ait des raisons objectives pour le faire. Or :

— S'agissant des transports de marchandises, l'évolution de l'économie tant au niveau global qu'au niveau structurel porte en elle la régression des tonnages à transporter (et pas seulement par le fer) ;

— S'agissant du transport des voyageurs, le maintien d'un réseau trop maillé, d'une trop forte péréquation des tarifs et d'une course à la vitesse très coûteuse conduit à un alourdissement des coûts qui affaiblissent la position de la S.N.C.F. face à la route et au transport aérien.

Cette évolution pèse lourdement sur le niveau des recettes. Or, dans le même temps, le développement des charges d'exploitation et d'investissement n'est pas maîtrisé. Les effectifs ont recommencé à augmenter alors que l'activité baissait ; si le nombre des personnels d'exécution a diminué sensiblement au cours des dix dernières années, celui de la maîtrise et des cadres a fortement crû : ce n'est pas en soi un mal, mais, comme partout, il est plus facile de supprimer des emplois d'O.S. que des emplois de direction, et la S.N.C.F. souffre de frais généraux excessivement lourds liés à des structures internes très rigides.

Le pronostic ne peut être que pessimiste. Si on ne veut pas aboutir à la catastrophe financière, qui conduirait à prendre des mesures mal équilibrées et trop rigoureuses, il faut rapidement que les équipes en place abandonnent le slogan de développement du fer à tout prix : elles doivent organiser le rééquilibrage des activités de la S.N.C.F. : développement de certaines, oui, mais aussi régression d'autres, et réintroduire la rigueur dans la gestion en allégeant sensiblement les structures de cette entreprise. Il ne semble malheureusement pas que nous en soyons là.

(*) Ancien directeur des transports terrestres au ministère des transports.

(1) Article du *Monde* du 7 avril 1983.

Tourner la page du déclin

par JEAN-CLAUDE GAYSSOT (*)

Dans ces mêmes colonnes du *Monde* du 3 août, le parti de Valéry Giscard d'Estaing vient de faire connaître son opposition à la réalisation du T.G.V.-Atlantique.

Cette attitude permet de vérifier que la droite, dont l'objectif était le démantèlement de la S.N.C.F. avec l'application du plan Guillaumat, ne se résout pas à ce que la page du déclin organisé du rail ait été tournée avec l'arrivée de la gauche au gouvernement, sous l'impulsion de Charles Fiterman. Par contre, les cheminots et les populations, qui, durant des années, se sont opposés à la politique systématique de réduction d'effectifs, de fermeture de gares et de lignes, peuvent apprécier l'indiscutable changement d'orientation. 1982 devait être l'année de l'éclatement et de la remise en cause des statuts, elle aura été l'année de l'embauche, de la réouverture de certains trafics, de la réforme de la S.N.C.F., d'une avancée de la démocratisation et de la décentralisation.

Le parti giscardien est, par ailleurs, mal placé pour faire référence au coût et à l'endettement de la S.N.C.F. et parler de gestion saine de l'économie. L'état de délabrement financier dans lequel la gauche a trouvé la S.N.C.F. à son arrivée au gouvernement était tel qu'on a pu parler d'une situation de quasi-faillite dont on paye encore aujourd'hui les conséquences.

Pour démontrer l'inutilité du T.G.V.-Atlantique, le parti giscardien s'inscrit dans une vision passéiste des perspectives de trafic, aussi bien voyageurs que marchandises, en figeant les évolutions des différents modes de transport. L'exemple du T.G.V.-Sud-Est est pourtant patent quant à son attrait, y compris pour des automobilistes. Il a fait la démonstration de son efficacité et de son utilité. Or, si les arguments développés contre le T.G.V. par le parti giscardien avaient été retenus pour le T.G.V.-Sud-Est, celui-ci n'aurait jamais vu le jour. C'est bien la preuve que sa réalisation n'est pas due à la volonté de Giscard d'Estaing mais au soutien dont il a bénéficié aussi bien de la part des agents de la S.N.C.F. que de la population.

En ce qui concerne le trafic marchandises, deux raisons nous font considérer que le recul n'est pas inévitable. La première, c'est que nous croyons que la croissance de notre économie et le développement des régions sont nécessaires et possibles. La deuxième, c'est que la S.N.C.F. a une carte à jouer dans ce cadre pour conserver et pour gagner des trafics marchandises en impulsant une politique commerciale enfin à la hauteur, ce qui, malheureusement, n'était pas le cas dans la gestion précédente.

Enfin, la volonté affichée de régression de l'industrie ferroviaire, une des premières industries exportatrices, constitue une menace pour l'emploi. D'autant plus que la construction du T.G.V.-Atlantique permettrait de créer plusieurs milliers d'emplois tant dans l'industrie que le bâtiment et les travaux publics.

Les travailleurs de ces corporations, les cheminots, les usagers du rail et les régions concernées, qui mesurent les avantages du T.G.V., apprécieront combien il serait négatif que les errements du giscardisme se reproduisent.

(*) Membre du bureau politique du parti communiste français.

RÉPLIQUES A... DOMINIQUE BUSSEREAU

T.G.V.-Atlantique : attendre ou pas ?

Après la publication d'un « Point de vue » de M. Dominique Bussereau, secrétaire national du parti républicain, intitulé « T.G.V.-Atlantique : il est urgent d'attendre » (le Monde *du 2 août), M. Pierre Vincent, l'un des représentants du personnel au conseil d'administration de la S.N.C.F. nous écrit :*

Le responsable transport du P.R. exprime une position en continuité avec la politique menée jadis sous l'égide et l'impulsion du plus connu des représentants de son parti, l'ex-président de la République, M. Giscard d'Estaing.

Cette continuité s'affirme à plusieurs reprises dans le texte, d'abord en matière de politique économique et sociale : ainsi l'*« indispensable opération-vérité »* pour la *« réorganisation »* du secteur de l'industrie ferroviaire est en droite ligne de l'opération-vérité menée pour la sidérurgie. C'est un choix de destruction d'emplois, mais c'est aussi un choix de déclin, puisqu'il s'agit d'un secteur parmi les plus porteurs à l'exportation. Mais comme les besoins S.N.C.F. sont jugés *« artificiels »* tout est dit. Pas étonnant que, avec un tel état d'esprit, le projet T.G.V.-Atlantique n'ait jamais été évalué à partir des potentialités d'emplois qu'il comporte, par exemple dans le domaine des travaux publics et au-delà.

Mais là où le comble est atteint, c'est lorsque l'auteur s'apitoie sur l'*« endettement outrancier »* de la S.N.C.F. C'est sans doute un souci analogue qui a conduit, il y a quelques années, un éminent ministre des finances, appelé par la suite à un destin national, à refuser les concours du budget de l'État pour le projet T.G.V.-Sud-Est, contraignant ainsi la S.N.C.F. à recourir aux emprunts, donc à s'endetter outrancièrement.

En fait, il s'agit de la même continuité, une démarche d'attente qui masque mal un refus de principe. On peut d'ailleurs légitimement s'interroger sur le devenir du T.G.V.-Sud-Est si le président Pompidou n'avait pas, parmi ses ultimes décisions, donné le feu vert au projet, et si la ténacité des cheminots n'avait surmonté nombre d'obstacles. Il est vrai que, lorsqu'on considère qu'une décision favorable au T.G.V.-Atlantique correspondrait à des *« raisons de prestige »*, on se situe bien dans la continuité.

Ce qui gêne au plus haut point, c'est bien la capacité du rail français à se maintenir dans le monde d'aujourd'hui et à se placer en bonne position pour demain, c'est aussi un rejet de la politique nouvelle découlant de la loi d'orientation des transports intérieurs.

Voilà pourquoi la C.G.T., accusé de faire pression pour le projet T.G.V.-Atlantique, persiste et signe, mieux elle s'en honore. Non pas pour assurer la gloire des cheminots, mais parce que sa conception de l'intérêt général n'est pas séparable du renforcement technologique de notre pays. Bien sûr, cela cadre mal avec une vision réductrice de la place du chemin de fer en France. Mais, comme l'indique l'auteur de l'article en question : *« Cela est une autre histoire. »*

∴

M. Olivier Givelet, président de l'Association nationale des voyageurs et usagers des services publics de transport (ANVU) ne partage pas non plus le « Point de vue » de M. Bussereau :

M. Bussereau s'oppose au T.G.V.-Atlantique... Un élu qui refuse le progrès, voilà qui surprend de prime abord. Nous laisserons à ses électeurs le soin de le juger. Mais nous rappellerons au secrétaire national du parti républicain que, lors de l'inauguration du T.G.V.-Sud-Est, en septembre 1981, les jeunes giscardiens exhibaient des pancartes disant : *« Le T.G.V., c'est Giscard ! »*

Quant à nous, nous voudrions souligner en notre qualité de voyageurs mais aussi de citoyens et de contribuables, qu'il est *urgent d'entreprendre* le T.G.V.-Atlantique. Le T.G.V. est une invention française qui est la chance de notre pays en ces années 80 : c'est l'un des très rares créneaux où nous disposons, dans une compétition mondiale acharnée, d'une avance considérable face à une concurrence faible. Notre commerce extérieur l'impose donc pour l'exemple qu'il sera, mais notre avenir aussi, car la sécurité de nos communications dépend des moyens de transport électriques grâce à l'indépendance que nous assure le nucléaire. Qui peut dire, dans cet univers troublé et agité par les guerres du Moyen-Orient en escalade continuelle, ce que sera notre approvisionnement en pétrole dans quinze ou vingt ans ?

Par ailleurs l'excellente tenue du trafic-voyageurs de la S.N.C.F. (non atteint par la crise mondiale à la différence du trafic marchandises) commande de réaliser d'urgence la nouvelle voie. Quels que soient leurs talents, nos ingénieurs ne peuvent se contenter d'infrastructures héritées du dix-neuvième siècle ni le pays se satisfaire de seulement 389 kilomètres de voies modernes.

Investissements : la bonne voie

par JEAN SIVARDIÈRE (*)

Les usagers du train — on les oublie trop souvent dans le débat, alors qu'ils sont les premiers concernés, — ne peuvent être que favorables au T.G.V.-Atlantique.

1) Le T.G.V. n'est pas, pour reprendre une formule facile, le Concorde du rail. On a pu constater sur le réseau Sud-Est qu'il est une technique fiable, très attractive et en définitive très rentable pour la S.N.C.F.

2) La saturation des réseaux Ouest et Sud-Ouest est dès aujourd'hui atteinte en de nombreux points : région parisienne, Val-de-Loire, abords du Mans et de Tours. Sans le T.G.V.-Atlantique la qualité des services offerts aux voyageurs ne pourra que se dégrader, même si le trafic n'augmente que faiblement : en effet une amélioration des lignes existantes serait difficile techniquement et d'un coût élevé. Le T.G.V. permettra au contraire un progrès décisif du confort, de la vitesse et des fréquences.

3) En fait le problème n'est pas de savoir si le trafic ferroviaire va augmenter à l'avenir, mais de provoquer une telle évolution par une politique volontariste.

Les grands moyens

Les économies d'énergie, la réduction de l'insécurité routière sont des objectifs qui, hélas, restent d'actualité. Si l'on veut attirer les voyageurs et les marchandises vers le chemin de fer, et diminuer ainsi les coûts sociaux des autres modes de transport, il faut employer les grands moyens.

4) L'investissement est-il si lourd ? On comprend mal que la construction de 308 kilomètres de voies ferrées suscite autant de réticences, alors que celle de 1 400 kilomètres d'autoroutes non rentables semble aller de soi. Certes la S.N.C.F. connaît de graves difficultés financières : seule la poursuite d'investissements importants lui permettra de les surmonter.

Cela étant, le T.G.V. ne doit pas être réalisé au rabais, les problèmes d'environnement posés par son insertion doivent être pris au sérieux. D'autre part, sa mise en place doit se faire dans le cadre d'une promotion générale du rail, et non au détriment des autres services ferroviaires. La collectivité doit donner à la S.N.C.F. les moyens de développer simultanément ses relations radiales, transversales et régionales.

(*) Secrétaire général de la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (F.N.A.U.T.), administrateur de la S.N.C.F.

LU

« L'Autre Chance, un métier pour réussir » de Marcel Rigout

Celui qu'on n'attendait pas

L'ÉCRITURE d'un livre en forme de bilan, après deux années passées à la tête d'un ministère, peut-elle être considérée comme un exercice innocent ?

La question vaut qu'on s'y arrête, s'agissant d'un ministre de la gauche au pouvoir, M. Marcel Rigout, l'un des quatre communistes membres du gouvernement et, qui plus est, le seul ouvrier avec M. Charles Fiterman. De fait, M. Marcel Rigout est celui qu'on n'attendait pas, qui a été valorisé par sa gestion d'un dossier technique — la formation professionnelle, — et dont chacun s'accorde à admettre le sérieux, y compris dans les milieux du patronat.

Fort de résultats positifs et d'un jugement somme toute favorable, le ministre aurait donc voulu assurer sa paternité, et des « plans jeunes » (16 à 18 ans d'abord, 18 à 25 ans ensuite) et du projet de réforme de la loi sur la formation continue. Après tout, un remaniement ministériel est si vite arrivé...

A la lecture, pourtant, d'autres raisons se font jour. Dirigeant un ministère *« qui marche »*, M. Rigout pouvait aussi se prévaloir, par ce livre, d'une action politique qui, quel que soit l'avenir, demeurera valable dans tous les cas de figure. Acceptée par le gouvernement de l'union de la gauche, appréciée par les partenaires sociaux, sa ligne pourrait être aisément avalisée par le seul parti communiste qui a toujours marqué beaucoup d'intérêt pour le thème de la formation. D'ailleurs, le ministre fournit une analyse de sa politique qui n'est pas celle d'un membre du gouvernement, mais s'affirme plutôt comme une lecture communiste des mesures gouvernementales.

Ainsi s'appuie-t-il sur Marx et la création de la plus-value pour indiquer les obstacles rencontrés dans sa bataille pour la qualification et la formation, sachant que tous ses efforts seront finalement conditionnés par une reprise de la croissance et une montée en puissance de la production industrielle. Son livre serait donc, aussi, une façon de prendre date pour son parti et dans son parti.

Vieux militant — depuis l'âge de 15 ans, — résistant et ouvrier qui a lui-même suivi un stage de F.P.A. pour acquérir une formation de tourneur, M. Marcel Rigout présente tous les traits de carrière qui font le bon communiste. Dans son activité de ministre, il apporte une dimension humaine supplémentaire à un sujet technique qu'il connaît et a vécu. Au fil des pages, il sait se faire convaincant pour plaider le dossier de la formation des jeunes, souvent victimes des inégalités scolaires. *« L'insertion sociale et la qualification professionnelle sont indissolublement liées »*, écrit-il. De même, il développe longuement ses vues de la formation continue, rendue indispensable par les mutations technologiques incessantes qui obligent les travailleurs à s'adapter.

Pour tous ceux que ces questions intéressent, le livre de M. Rigout aura l'utilité d'un bilan de deux années. Mais ils y découvriront aussi que, ayant jugé insuffisant l'accord contractuel entre les syndicats et le patronat sur la nécessité de négocier dans l'entreprise un plan de formation, M. le ministre a ajouté cette disposition dans son projet de loi, au grand dam de M. Yvon Chotard, vice-président du C.N.P.F. Sur ce point, au moins, le livre de M. Rigout donne raison au C.N.P.F. : une limite est donnée à la politique contractuelle.

ALAIN LEBAUBE.

★ *L'Autre Chance, un métier pour réussir*, de Marcel Rigout, Editions Sociales — Messidor — 190 pages, 60 F.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX°

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037.

Le Monde

étranger

LA CRISE AU TCHAD

Les forces massées à Faya-Largeau sont sous l'autorité directe d'un officier supérieur libyen proche du colonel Kadhafi

Le dispositif militaire à Faya-Largeau – forces libyennes et partisans de M. Goukouni Oueddeï – s'est très nettement renforcé ces derniers jours et son commandement sur le terrain en a été restructuré sous l'autorité directe d'un officier supérieur libyen, le colonel Al Rhafi, qui passe pour un homme de confiance du colonel Kadhafi. Au total, selon des évaluations de source française, un premier échelon s'est installé dans la palmeraie, tandis qu'un deuxième échelon de forces est tenu en réserve entre Faya-Largeau et la bande d'Aouzou.

A Faya-Largeau même, les combattants ont organisé un système plus défensif qu'offensif, dissimulant leurs blindés et leurs véhicules sous des filets, édifiant quelques bâtiments en dur et des tentes, ou encore plantant des poteaux de transmissions. Des éléments de reconnaissance, transportés par des hélicoptères libyens de fabrication soviétique, partent fréquemment de Faya-Largeau en direction de Koro-Toro et d'Oum-Chalouba, vers le sud, puis regagnent la palmeraie.

Agé de quarante et un ans, le colonel Al Rhafi, qui a précédemment dirigé une compagnie aérienne libyenne, a été en stage d'instruction militaire, pendant deux à trois ans, en République démocratique allemande. Il est considéré comme un fidèle du chef de l'Etat libyen et a organisé, à Faya-Largeau, le dispositif de telle sorte que sa chaîne de commandement reçoive directement ses ordres du colonel Kadhafi. Cette centralisation du commandement est souvent considérée, à Paris, comme étant aussi une garantie de discipline qui permettrait, le cas échéant, d'éviter des aventures ou des improvisations militaires locales.

● A N'DJAMENA, une délégation de cinq militaires américains a quitté mardi 23 août la capitale tchadienne après avoir étudié les besoins éventuels de l'armée tchadienne en matériels militaires supplémentaires. Il ne resterait plus actuellement que trois militaires américains au Tchad : un conseiller chargé d'entraîner les soldats tchadiens au maniement des missiles anti-aériens Redeye livrés par Washington au gouvernement de M. Hissène Habré et deux spécialistes de l'assistance logistique.

D'autre part, des rumeurs persistantes sur l'éviction ou peut-être la mort du chef du GUNT, M. Ouddeï courait dans les milieux diplomatiques à N'Djamena. Le rival de M. Habré n'a, en effet, pas été vu depuis plus de trois semaines.

● A KHARTOUM, les services de sécurité soudanais ont affirmé, mercredi 24 août, avoir obtenu des informations *« confirmant sans aucun doute possible »* que la Libye envisageait de déstabiliser certaines régions du sud du Soudan en collaboration avec l'Union soviétique. Selon les mêmes sources, les services secrets libyens essaieraient d'unir des organisations qui, dans le Sud, luttent contre le gouvernement de Khartoum. D'autre part, selon l'Agence soudanaise de presse, le président Ronald Reagan a adressé un message au président Nemeyri dans lequel il affirme que les Etats-Unis s'engagent à soutenir le Soudan au cas où le conflit du Tchad mettrait en péril l'intégrité territoriale de ce pays. Le président américain souligne la nécessité *« de faire comprendre à tout le monde qu'aucune agression contre le Soudan ne sera tolérée »*.

● A ADDIS-ABEBA, M. Maurice Faure, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, a rencontré mercredi le chef de l'Etat éthiopien, M. Menguistu Haïlé Mariam, à qui il a fait part d'un message de M. Mitterrand.

● A DAKAR, M. Christian Nucci, ministre français de la coopération, s'est entretenu mercredi avec M. Abdou Diouf, président de la République du Sénégal. M. Nucci doit se rendre ensuite au Mali et au Bénin.

● A MOSCOU, Radio-Moscou a affirmé que l'intervention de Paris dans les affaires du Tchad *« a, sous la pression de Washington, revêtu qualitativement un nouveau caractère »*. La radio soviétique a estimé que *« le Tchad pourrait se transformer en un deuxième Liban »*.

● A GENÈVE, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) a lancé mercredi un appel pour une aide médicale en faveur du Tchad, où l'on craint des épidémies de rougeole, de méningite et de malaria. Seuls neuf médecins sont disponibles pour un million et demi d'habitants dans les six provinces affectées par la guerre. L'UNICEF évalue déjà à 170 000 les cas de malaria, de rougeole, de tuberculose, de tétanos, d'hépatite et de méningite, non traités pour la plupart.

Dix-huit ans de guerre civile

1960

11 AOUT. – Proclamation de l'indépendance. François Tombalbaye est élu président de la République.

1964

AVRIL. – L'Assemblée nationale tchadienne exige le retrait des trois mille soldats français encore stationnés au Tchad.

1965

JANVIER. – La moitié nord du pays, qui était sous contrôle de l'armée française, passe sous administration tchadienne.

10 NOVEMBRE. – Des incidents à Mangalmé marquent le début de l'insurrection.

1966

JUIN. – Création au Soudan du Frolinat (Front de libération nationale du Tchad).

1968

28 AOUT. – Le président Tombalbaye fait appel aux troupes françaises pour venir à bout de la rébellion dans le Tibesti.

1970

OCTOBRE. – Onze militaires français tués au cours d'un accrochage dans la région de Faya-Largeau.

1971

JUIN. – Retrait des forces françaises d'intervention.

AOUT. – Après l'échec d'une tentative de coup d'Etat contre Tombalbaye, le Tchad rompt ses relations diplomatiques avec la Libye.

1973

Occupation de la bande d'Aouzou, dans le Nord, par les forces libyennes.

1974

21 AVRIL. – Trois Français, dont l'ethnologue Françoise Claustre, sont pris en otages par les rebelles toubous d'Hissène Habré, dans le désert du Tibesti. Françoise Claustre sera libérée par le Frolinat de M. Goukouni Oueddeï, à Tripoli, en janvier 1977, après de multiples tractations (et le versement par la France d'une rançon), au cours desquelles, en avril 1975, le commandant Galopin, négociateur français, est exécuté.

1975

13 AVRIL. – François Tombalbaye est assassiné au cours d'un putsch à l'issue duquel l'armée prend le pouvoir. Le général Malloum devient président de la République.

1977

20 JUIN. – Offensive généralisée du Frolinat dans le Nord. Des avions français apportent un soutien logistique au général Malloum.

1978

FÉVRIER. – Prise de Faya-Largeau par les rebelles.

31 AOUT. – Réconciliation Malloum-Hissène Habré, qui devient premier ministre.

1979

FEVRIER. – Début du conflit armé entre le général Malloum et M. Habré. Les combats feront plusieurs centaines de morts, notamment à N'Djamena.

23 MARS. – Accord de Kano (Nigéria) : MM. Malloum et Habré démissionnent. Un « Conseil d'Etat provisoire », présidé par M. Goukouni Oueddeï, est mis en place.

10 NOVEMBRE. – A la suite des accords de Lagos, signés le 21 août, le GUNT (gouvernement d'union nationale de transition), présidé par M. Goukouni Oueddeï, rassemble onze tendances tchadiennes. M. Habré est le ministre de la défense.

1980

21 MARS. – Début de la guerre civile entre les Forces armées du Nord (FAN) de M. Habré et une coalition formée par les forces armées populaires de M. Oueddeï, les Forces armées tchadiennes du colonel Kamougué et le Front d'action commune de M. Acyl Ahmat.

17 MAI. – Retrait des troupes françaises.

28 NOVEMBRE. – Accord de défense entre la Libye et M. Goukouni Oueddeï.

6 DECEMBRE. – Entrée des troupes libyennes à N'Djamena. M. Habré se retire dans le maquis à la frontière soudanaise.

1981

28 JUIN. – Le sommet de l'O.U.A., réuni à Nairobi, réaffirme son soutien au GUNT.

17 SEPTEMBRE. – M. Goukouni Oueddeï est reçu à l'Elysée par M. Mitterrand.

2 NOVEMBRE. – Ouverture du sommet franco-africain à Paris. Le 3, les troupes libyennes commencent à évacuer N'Djamena.

13 NOVEMBRE. – Les premiers éléments (zaïrois) de la Force interafricaine arrivent à N'Djamena.

1982

7 JUIN. – N'Djamena tombe sous le contrôle des Forces armées du Nord de M. Hissène Habré. M. Goukouni Oueddeï se réfugie au Cameroun.

8 OCTOBRE. – Le sommet franco-africain s'ouvre à Kinshasa. A cette occasion, M. Habré s'entretient avec M. Mitterrand.

25 NOVEMBRE. – Le sommet de l'O.U.A., qui devait se tenir à Tripoli, est annulé, en raison d'un désaccord sur la question de la représentation tchadienne. En août, le sommet avait déjà été annulé.

1983

9 JUIN. – Le dix-neuvième sommet de l'O.U.A., qui s'ouvre à Addis-Abeba, consacre le gouvernement de M. Hissène Habré.

24 JUIN. – Avec l'aide des forces libyennes, Faya-Largeau est reprise par les forces de M. Goukouni Oueddeï. La France livre des munitions et du carburant au gouvernement de M. Habré.

1er JUILLET. – L'aide française s'intensifie. Le 3, deux cent cinquante parachutistes zaïrois arrivent à N'Djamena.

14 JUILLET. – M. Mitterrand déclare que la France *« n'a aucune raison d'aller au-delà des accords de coopération de 1976 »*.

30 JUILLET. – Les troupes gouvernementales reprennent Faya-Largeau. L'aviation libyenne bombarde la ville.

10 AOUT. – Les troupes gouvernementales, pilonnées par les avions libyens, ont évacué Faya-Largeau. Trois cent quatorze « instructeurs militaires » français sont envoyés à N'Djamena.

15 AOUT. – Les parachutistes français se déploient au nord et à l'est de N'Djamena.

20 AOUT. – Huit avions de combat (Jaguar et Mirage) arrivent à N'Djamena. On estime à près de trois mille hommes les forces engagées dans l'opération « Manta ».

N'Djamena s'interroge sur la finalité de l'« opération Manta »

De notre envoyé spécial

N'Djamena. – Pour entretenir, équiper, protéger et piloter les quatre Mirage et les quatre Jaguar français stationnés sur l'aéroport de la capitale tchadienne, il ne faut pas moins de cent quatre-vingt-dix hommes. Si le pont aérien demeure intense entre N'Djamena et la France – ou les bases françaises de Centrafrique, – c'est qu'il faut acheminer vers le Tchad, entre autres choses, des climatiseurs et tout un matériel indispensable à des troupes qui ont prévu un long séjour sur place.

Il faut également assurer leur entière sécurité, ce qui explique pourquoi tous les cas de figure ont été prévus par l'état-major français. En d'autres termes, les parachutistes protègent des mécaniciens, qui entretiennent des avions défendus par des batteries de missiles sol-air Crotale, elles-mêmes gardées par des parachutistes, dont la sécurité en dernier recours est assurée par l'aviation. Tout le monde protège tout le monde. L'ensemble est cohérent, et le système de défense se veut imperméable, quelles que soient, dans la connaissance actuelle de la situation, les contingences politiques ou militaires.

Le produit de l'« opération Manta », pour tout dire, ressemble à un très beau bijou militaire. On peut même envisager – contingence qui n'a pas été oubliée – d'en faire un instrument offensif. L'autonomie de ce petit corps d'intervention a également été prévue dans cette hypothèse. Un Breéguet-Atlantique, avion de surveillance, traîne dans le ciel tchadien, non seulement pour se renseigner sur ce qui se passe au sol, mais aussi, le cas échéant, pour guider les Jaguar chargés de bombarder sous la protection des Mirage d'interception (1).

Mais cette petite machine bien huilée, disposant des armes les plus sophistiquées, ne tourne-t-elle pas à vide ? On la montre, on l'entretient, on la renforce peut-être, mais on n'ose songer à s'en servir. Tandis que les Libyens consolident leur dispositif dans le nord du pays, tout se passe ici comme si le commandement français avait reçu l'ordre de ne pas bouger. Le jouet est là, mais pas la clef.

Pour éviter, voilà deux semaines, une déroute des forces de M. Hissène Habré face aux légions du colonel Kadhafi, il n'aurait sûrement pas été nécessaire d'installer au Tchad des garnisons si complètes et tellement bien organisées ; quelques Jaguar ou le déploiement d'un bataillon bien équipé de parachutistes y auraient probablement suffi sous certaines conditions. En fait-on aujourd'hui trop ou pas assez – dans ce genre de guerre, la position d'attente n'est pas forcément la plus favorable – et risque-t-on l'enlisement ? L'« opération Manta » s'est bien déroulée, mais ici on se demande toujours à quoi elle sert réellement.

J.-C. POMONTI.

(1) L'avion Breguet-Atlantique, qui appartient à la marine française, est capable de missions d'écoute électronique, d'observation photographique, et il peut aider à la navigation – au-dessus du désert – d'avions de combat en formation d'attaque. En revanche, il ne peut, comme un avion-radar du type de l'AWACS ou du Hawkeye américains, détecter des raids hostiles à longue distance ni, *a fortiori*, guider sur leurs objectifs des avions de combat.

AU COURS DE SA VISITE OFFICIELLE A JERUSALEM

Le chef de l'Etat libérien s'est vu proposer l'appui d'Israël dans sa lutte contre la Libye

De notre correspondant

Jérusalem. – Soucieux de renouer avec l'Afrique noire, les Israéliens vont vite en besogne : le 13 août, le Libéria annonce la reprise des relations diplomatiques avec Israël ; le 22, le président Samuel Doe arrive à Jérusalem pour une visite officielle de quatre jours ; et, avant même la fin de ce séjour, le ministre israélien de la défense, M. Moshe Arens, confirme, le 24, que le gouvernement de M. Begin envisage l'envoi de conseillers militaires à Monrovia pour perfectionner l'entraînement de l'armée libérienne.

M. Arens a aussi laissé entendre que les services de renseignement israéliens pourraient fournir au Libéria des informations utiles sur les menées actuelles de la Libye en Afrique, une offre qui paraît ne pas s'adresser seulement au Libéria mais aussi à d'autres Etats africains avec lesquels Israël a hâte de rétablir des rapports normaux et officiels et qui sont inquiets des menaces que fait peser sur leurs régimes la politique du colonel Kadhafi. Selon la radio israélienne et une rumeur persistante entretenue par les milieux gouvernementaux de Jérusalem, la République Centrafricaine pourrait être le prochain pays à faire connaître son intention de rouvrir son ambassade en Israël (1). Une délégation centrafricaine s'est rendue discrètement à Jérusalem au cours du mois de juillet.

Le gouvernement israélien n'a pas ménagé ses efforts pour s'assurer la venue du président Doe. C'est à bord d'un Boeing-707 de l'armée israélienne que le chef de l'Etat libérien et sa suite sont arrivés en Israël. M. Begin a félicité le prisident Doe pour sa *« décision courageuse »*, soulignant avec insistance qu'elle devait servir d'exemple à d'autres chefs d'Etat africains. Dans l'entourage du président Doe, on fait remarquer que la plupart de ceux-ci ont été déçus par l'attitude des pays arabes, qui, en échange de la rupture avec Israël, n'ont pas apporté l'aide attendue.

Pour ne pas donner l'impression de céder à toutes les sollicitations israéliennes, le président libérien a rappelé qu'il était nécessaire de reconnaître *« les droits du peuple palestinien, y compris celui de posséder un Etat »*. Mais le Libéria a accepté de rouvrir son ambassade à Jérusalem et non pas à Tel-Aviv (à l'exception de celles du Costa-Rica et du Zaïre, toutes les autres ambassades se trouvent à Tel-Aviv).

Un accord d'aide et de coopération devait être signé ce jeudi 25 août par M. Begin et le président Doe. Tous les aspects militaires de cet accord ne seront vraisemblablement pas révélés. Hormis les allusions faites par M. Arens à ce sujet, on sait que les Libériens seraient prêts à acheter à Israël certains types d'armement. Mais les Israéliens n'ignorent pas que dans ce domaine le Libéria bénéficie déjà d'une substantielle aide militaire fournie par les Etats-Unis. La contribution israélienne devrait donc être moins importante que celle qui est accordée au Zaïre depuis un an. (A ce propos, on dément à Jérusalem que des instructeurs israéliens soient impliqués dans l'intervention zaïroise au Tchad).

L'apartheid sud-africain

Au cours de la visite du chef de l'Etat libérien, il a été beaucoup question du Tchad et de l'intervention libyenne. M. Haïm Herzog, président de l'Etat d'Israël, a stigmatisé le *« nouveau danger »* que représente le *« conolialisme libyen »* soutenu par l'U.R.S.S. Il a déclaré au président Doe : *« Votre combat contre cette nouvelle forme d'impérialisme est une lutte à laquelle nous nous identifions et qui attire notre sympathie. »* Soulignant que depuis son accession au pouvoir en 1980, il avait failli être renversé par un coup d'Etat *« fomenté par la Libye »*, le président Doe a déclaré qu'il souhaitait que s'organise un vaste soutien international pour venir en aide au *« gouvernement légitime du président Hissène Habré »*.

Pour faciliter le rétablissement de relations fructueuses entre Israël et l'Afrique noire, les dirigeants de Jérusalem ont également fait preuve de bonne volonté. Par exemple, le président Herzog a, à la surprise de son auditoire israélien, très vigoureusement dénoncé l'apartheid en Afrique du Sud. Les efforts faits par le gouvernement de M. Begin soulèvent cependant quelques critiques. Le quotidien indépendant *Aaretz* et le journal *Davar* (tendance travailliste) ont fait observer qu'Israël, en période d'austérité, n'avait guère les moyens de se livrer à une coopération importante avec les pays d'Afrique noire. Certains milieux de l'opposition travailliste murmurent qu'Israël ne devrait pas céder à la tentation d'être le *« Cuba des Etats-Unis »* sur le continent noir.

FRANCIS CORNU.

(1) A la demande des Etats arabes, la plupart des pays d'Afrique noire avaient rompu avec Israël en 1973 au moment de la guerre de Kippour. Le Zaïre a été l'an dernier le premier à rétablir ses relations diplomatiques avec l'Etat juif, aussitôt après l'évacuation complète du Sinaï, en avril 1982. Avec la restitution de ce territoire à l'Egypte (membre de l'Organisation de l'unité africaine), les pays africains n'ont plus, aux yeux des Israéliens, de raison de prolonger le boycottage d'Israël.

A TRAVERS LE MONDE

Etats-Unis

● SCOTT NEARING, « père » du mouvement écologique américain », est mort mercredi 24 août à l'âge de cent ans, à Harborside, dans l'Etat du Maine. Ecrivain socialiste et pacifiste, précurseur des défenseurs de l'environnement, végétarien, Scott Nearing a publié une dizaine de livres en faveur de la vie rurale, de l'alimentation « naturelle », du pacifisme, des droits civiques et de l'écologie. – *(Reuter.)*

Grande-Bretagne

● TROIS CENTS JOURNALISTES du groupe Express Newspapers ont été licenciés en bloc mercredi 24 août pour avoir refusé de mettre fin à une réunion syndicale. Le groupe, qui publie le *Daily Express*, le *Daily Star* et le *Sunday Express*, a déclaré qu'en arrêtant leur travail pour une réunion sur des revendications salariales les journalistes avaient rompu une clause de leur contrat. – *(Reuter.)*

République Sud-Africaine

● M. PIK BOTHA, premier ministre d'Afrique du Sud, a fixé au 2 novembre la date du référendum parmi la population blanche du pays, sur sa proposition d'offrir aux Indiens et aux métis une participation limitée au pouvoir. Selon les termes de la proposition, l'actuel Parlement, exclusivement blanc, serait remplacé par trois chambres réservées aux Blancs, aux métis et aux Indiens. Les vingt millions de Noirs qui représentent 70 % de la population du pays continueraient d'être exclus du processus de décision politique. – *(Reuter)*

U.R.S.S.

● L'ÉCRIVAIN GUEORGUI VLADIMOV DÉCHU DE SA NATIONALITÉ. – L'auteur du *Fidèle Rouslan* qui anima la branche soviétique d'Amnesty International jusqu'à son départ en mai dernier pour enseigner un an en R.F.A., est privé de la nationalité soviétique pour *« avoir eu des activités hostiles à l'U.R.S.S. »* et avoir, *« par son comportement, infligé des dommages au prestige »* de ce pays. – *(A. P.)*

Uruguay

● LA POLICE A ARRÊTÉ une centaine de personnes à Montevideo, mercredi 24 août, alors que les trois partis légaux avaient invité la population à rester chez elle pendant deux heures, le jeudi 25, en signe de protestation contre le gouvernement. C'est la première fois, en dix ans de régime militaire, que les partis Blanco, Colorado et de l'Union civique invitent la population à protester. La plupart des personnes appréhendées se trouvaient devant le siège de l'organisation de défense des droits de l'homme, Justice et paix, interdite. – *(Reuter)*.

AFRIQUE

Les explications de M. Mitterrand sur la crise au Tchad

(Suite de la première page.)

Fallait-il engager notre armée dès l'apparition d'un soldat ou d'un avion libyen à la frontière nord du Tchad ? J'ai dit non dès la première minute à ces deux hypothèses. Non à une guerre préventive. Non à une guerre automatique. Et j'avais dit non auparavant à la participation directe de la France à la guerre civile.

Pourquoi ces trois non ? D'abord parce que l'idée même de déclencher un conflit avant qu'ait eu lieu une agression extérieure caractérisée était contraire à ma conception de la vie internationale. Ensuite, parce qu'il devait être clair aux yeux de tous les pays du monde, et particulièrement des pays anciennement colonisés, que la volonté de guerre et de domination était celle de la Libye et non celle de la France, et que celle-ci n'intervenait que pour défendre l'indépendance et les justes intérêts d'un pays ami. Enfin, parce que la France n'a pas à arbitrer les conflits intérieurs entre tchadiens.

Les raisons d'ordre militaire s'ajoutaient aux raisons d'ordre moral et politique que je viens d'évoquer. Bombarder, mitrailler Aozou, les pistes qui mènent à Faya et Faya elle-même, livrer au nord, le cas échéant, une bataille aérienne, à 1000 kilomètres et plus de N'Djamea, bref se lancer dans une guerre sans autre forme de procès, j'ai l'impression, à lire beaucoup de commentaires, qu'on nous invitait à une promenade. Eh bien ! je dis que c'est beaucoup de mépris pour les peuples de cette région que de croire ou de laisser croire qu'ils s'enfuient à la première semonce et que c'est beaucoup de présomption pour nous que de croire qu'il n'y aurait plus qu'à rentrer chez soi, toutes choses remises en place.

Les gens sérieux, et il y en a en France, dans tous les milieux, savent que ce n'est pas aussi simple, et qu'il faut réunir, le maximum de conditions favorables.

C'est pourquoi nous avons décidé que les détachements français s'installeraient à l'endroit choisi, à distance opérationnelle de nos bases, avec un rayon d'action adapté à nos capacités de ravitaillement terrestre et aérien, en disposant du moyen à tout instant de progresser rapidement vers d'autres objectifs si la nécessité l'imposait. Je suis sûr de la qualité de nos soldats et de leurs chefs. Ce qu'ils feront, ils le feront bien. La paix comme la guerre.

« L'engrenage »

– N'y a-t-il pas danger de pourrissement du conflit, d'enlisement de la France pour des mois et des mois ? Et n'êtes-vous pas entré dans l'engrenage alors qu'une action militaire plus rapide aurait peut-être pu l'éviter ?

– L'engrenage, il y a beau temps que nous y sommes ! La France n'en est pas à sa première expérience. De 1969 à 1972, elle a conduit une guerre au Tchad aux côtés de Tombalbaye, qui en était le président, contre les hommes du Nord, MM. Goukouni et Hissène Habré, alors associés et soutenus par la Libye. Nos troupes, plus nombreuses encore qu'aujourd'hui, ont ratissé le terrain pendant trois ans. Et, quand elles sont parties, rien n'était résolu. Coups d'État, renversements d'alliance, coalitions vite rompues, rébellions, se sont succédé sans arrêt. Les forces françaises sont entrées de nouveau, en 1978, dans ce jeu infernal. Cette fois avec le président-général Malloum, contre M. Hissène Habré, puis avec MM. Malloum et Hissène Habré contre M. Goukouni, jusqu'à ce que MM. Hissène Habré et Goukouni s'entendent, puis se brouillent. Le voilà l'engrenage ! On en est sorti d'une certaine manière en décembre 1980, lorsque les soldats libyens appelés par M. Goukouni ont conquis N'Djamena d'où nos troupes s'étaient retirées, sur décision du gouvernement français de l'époque, laissant le champ libre aux vainqueurs. Quand je suis arrivé à la présidence de la République, en 1981, telle était la situation : la Libye de M. Kadhafi occupait entièrement le Tchad. Devais-je m'inspirer de cet exemple ?

» Ce rappel des faits montre que deux politiques ont été essayées par mes prédécesseurs. Ni l'une ni l'autre n'a pu résoudre le problème tchadien. N'était-il pas raisonnable d'en pratiquer une troisième ? C'est ce que la France a fait en 1981 en obtenant de M. Goukouni l'évacuation du Tchad par l'armée libyenne, équilibre vite remis en cause au bénéfice de M. Hissène Habré, revenu en force au pouvoir. C'est ce que nous tentons aujourd'hui en affirmant à la fois, notre détermination de sauvegarder l'indépendance du Tchad, notre souci d'éviter la guerre et notre souhait de voir une négociation s'engager et réussir.

– N'est-ce pas inconciliable ?

– C'est assurément très ardu. Mais nul ne pouvant douter de notre volonté de mettre un terme à l'agression libyenne, qui pourrait nous reprocher de rechercher les voies d'une démarche pacifique ?

– La France a établi une sorte de « ligne rouge » entre les deux parties belligérantes. Est-ce que cette « ligne rouge » s'applique aux deux parties ou seulement aux forces libyennes ?

– La France n'est intervenue de la façon que vous savez qu'à cause de l'invasion libyenne. Elle ne se mêle pas directement, je le répète, à la guerre civile. Ses soldats sont venus au secours du Tchad, aux côtés de l'armée tchadienne, l'appel du gouvernement reconnu, admis comme tel par l'Organisation de l'unité africaine, qui rassemble toute l'Afrique.

» Elle n'a rien contre M. Goukouni, sinon que, en sollicitant l'intervention libyenne, il a provoqué l'internationalisation du conflit. Quant à M. Hissène Habré, il sait mieux que personne que la France veut réunir les conditions qui rendent possible une négociation et qu'il convient de donner toutes ses chances à la paix dans le retour au droit.

– Une des grandes idées de Hissène Habré c'est de regrouper ses forces et de repartir sur Faya-Largeau.

– M. Hissène Habré est un homme de courage et de conviction. Mais nos troupes ne peuvent être considérées comme une force supplétive soumise à une stratégie à la détermination de laquelle elles n'auraient pas de part. Il s'agit maintenant d'harmoniser les actions. Puisque la présence de la France est jugée nécessaire, il faut avoir conscience qu'elle n'ira que là où elle voudra aller dans l'intérêt commun qu'elle entend servir.

– La France s'y opposerait militairement ?...

– Nous sommes au Tchad pour aider ce pays à retrouver la paix, pas pour ajouter à ses difficultés.

– Puisqu'il suffirait de la mauvaise volonté d'un seul partenaire pour que la tentative de négociation échoue, la politique que vous esquissez ne dépend-elle pas plus des autres que de vous ?

– Nous apprécierons à mesure. Je crois vous l'avoir dit : l'emploi de notre force ne dépend que de nous. La Libye serait imprudente de spéculer sur l'usure du temps. Et une conversation approfondie doit avoir lieu avec le chef de l'Etat tchadien (1).

Non à la partition

– Quand vous parlez de solution diplomatique, de négociations, avez-vous en tête la partition du Tchad ? La solution de la fédération ?

– La partition serait contraire au droit et plongerait non seulement le Tchad, mais aussi l'Afrique tout entière, dans une tragique période d'instabilité générale, les anciennes frontières coloniales ayant été reconnues intangibles par les nouveaux pays indépendants afin de préserver leur unité souvent fragile et d'empêcher l'explosion des ethnies. La négociation doit avoir précisément pour finalité, l'intégrité du territoire tchadien et le respect de la souveraineté de ce pays. Une fédération est souvent plus conforme à la réalité qu'une l'unité formelle toujours brisée. Mais ce n'est pas à la France qu'il appartient de trancher. Et rien ne peut être conclu sans l'accord des Tchadiens eux-mêmes.

– Mais quelle négociation est, selon vous, envisageable ?

– La négociation la plus utile serait celle qui réunirait les Tchadiens autour d'une table. Mais les antagonismes sont tels que cette solution reste présentement idéale. Ce qui ne nous empêchera pas d'y travailler.

» On peut, en tout cas, espérer une intervention pacifique interafricaine. Celle de l'O.U.A. d'abord, et à partir de là, de toute instance qualifiée, du type de Lagos en 1979 et 1980, ou « comité *ad hoc* » du président Bongo, ou « comité permanent » de 1982. On doit également attendre de l'ONU et de son secrétaire général qu'ils remplissent le rôle qui leur est dévolu. Enfin, quiconque dans le monde contribuera à l'apaisement sera le bienvenu. La France notamment et tout pays intéressé. Nous n'entendons pas, en tout cas, nous substituer, dans ces diverses hypothèses, aux Tchadiens. Je puis dire cependant qu'à mon sens, quel que soit le processus adopté, il devra tendre à l'unité, la souveraineté et l'indépendance du Tchad, au départ des armées étrangères, à un pacte de non-agression entre les pays de la région et à la consultation du peuple tchadien sur les actes diplomatiques qui le concernent. En attendant qu'il se prononce sur ses propres institutions.

– Y a-t-il une amorce de dialogue, un espoir ?

– Espoir, oui. Mais pas encore de procédure.

– L'espoir porte sur quoi ?

– Sur la nécessité de la paix. Au Tchad et ailleurs. Sur la prise de conscience des responsables de tous ordres. Sur la résolution de la France qui continuera sa tâche sans faiblir. Sur le patriotisme des Tchadiens qui ont mieux à faire qu'à s'entretuer et qui comprennent qu'il est temps désormais de s'attacher au développement de leur pays.

– A votre avis, que cherche exactement la Libye ?

– Il semble que son souci immédiat soit d'assurer sinon son expansion, du moins des garanties à sa frontière sud. D'où l'occupation de la bande d'Aouzou. Si elle peut prendre ses aises en s'enfonçant plus au sud, elle n'y manquera pas. Cet objectif rejoint sans doute une pensée plus vaste : celle d'embraser l'Islam africain. Mais je ne crois pas que cette vue politico-mystique prenne le pas sur le réalisme qu'exige le rapport de forces actuel au Tchad.

– Comment faire comprendre aux Français que le souci de la France va au-delà du respect des Accords de 1976 ?

– Il est évident que l'arrivée en plus grand nombre de soldats français, puissamment armés, élargit les limites de l'accord de 1976 interprété en termes stricts. Nous continuons de remplir nos fonctions d'instruction et d'assistance logistique. Mais nous exerçons, en outre, un rôle dissuasif pour qui voudrait approcher de la zone où nous sommes. On sait également que, menacées, nos troupes riposteraient et que, pour mieux se défendre, elles ne limiteraient pas leur réplique à la seule défensive. Cela est conforme à l'appel qui nous a été adressé par le gouvernement du Tchad, conforme à la responsbilité de la France dans l'équilibre africain, conforme aussi à l'article 51 de la Charte des Nations unies, comme à la résolution 387 du Conseil de sécurité du 31 mars 1976 qui rappelle *« le droit naturel et légitime de chaque Etat, dans l'exercice de sa souveraineté de demander l'assistance de tout autre Etat ou groupe d'Etats »*.

L'importance de l'Afrique noire

– Pour vous, c'est vraiment la crédibilité de la France dans les pays africains qui est en jeu ?

– Il est vrai que ces pays ne se sont pas autrement inquiétés lorsque le gouvernement français de 1980 a ordonné l'évacuation du Tchad. Les Américains n'ont pas bronché non plus. Il est très intéressant d'observer la différence de réactions à trois ans de distance. Personne n'a parlé de conflit international, de conflit Est-Ouest. Personne n'a parlé de danger mortel pour l'Afrique noire. Cela prouve sans doute que, depuis lors, les intérêts et les passions sont devenus plus aigus. Ou bien que l'Afrique noire compte de plus en plus sur la France.

» Bref, la France a son mot à dire. bien qu'elle ne le réclame pas.

(Dessin de PLANTU.)

Et ne parlons pas de néo-colonialisme. L'attitude de la France plaide avec éclat contre cette interprétation. Mais il se trouve que les pays d'Afrique noire – plus exactement la plupart des pays d'Afrique noire française et quelques autres – se tournent vers elle. Le Tchad en premier lieu, quels qu'aient été, quels que soient ses dirigeants.

– Vous avez déclaré à Yaoundé, au mois de juin, qu'il n'y avait pas d'hiatus dans la politique africaine de la France avant mai 1981 et après.

– Si la méthode change, l'objectif reste, qui consiste à préserver le rôle et les intérêts de la France et à remplir nos devoirs à l'égard de nos amis africains avec lesquels nous avons contracté des obligations et même des alliances, assorties parfois d'accords militaires. Sans oublier l'effort économique considérable que nous assumons en Afrique.

– Comment avez-vous accueilli les commentaires de la Maison Blanche à l'article d'un quotidien du soir..?

– Ne confondons pas le principal et l'accessoire. L'affaire du Tchad est d'une autre dimension qu'un heurt de circonstance entre Américains et Français. Résumons en disant que nous n'avons pas ignoré les Américains et qu'ils se sont beaucoup occupés de nous. Oui, beaucoup. Nous nous sommes rencontrés, nous avons parlé. M. Reagan m'a écrit, je lui ai répondu. J'ai écouté avec intérêt son envoyé spécial, le général Walters, venu me voir d'urgence. Quand les Etats-Unis ont décidé d'envoyer des AWACS, qui sont des avions-photographes, et des F-15, qui sont des avions de combat, en Egypte et au Soudan, nous ne le leur avions pas demandé. Ils nous ont communiqué d'eux-mêmes ce qu'ils savaient des mouvements libyens, et nous les en avons remerciés. Tout est question de mesure. Je crois que les choses sont maintenant rentrées dans l'ordre.

– Une dernière question, d'ordre constitutionnel. Qu'est-ce que vous pensez des institutions qui font que, en dix jours, le président de la République peut envoyer une force militaire considérable à l'étranger sans avoir à en référer au Parlement ?

– Que la question se pose en effet, mais il suffit de se référer aux institutions pour y répondre.

– Vous aviez été très sévère en 1978 dans l'affaire de Kolwezi...

– Le Parlement siégeait au moment de cet événement. Ce que je vous ai dit au cours de notre entretien vous a convaincu, je l'espère, que nos forces ont été envoyées au Tchad pour servir la paix et le droit. Au risque accepté d'un conflit armé ? Sans doute. Mais il ne s'est pas produit et nos armes n'ont pas tiré un coup de feu. Qu'en eût-il été si j'avais cédé aux pressions de ceux qui me demandaient de lancer tout de suite nos Jaguar sur les colonnes libyennes et les troupes de M. Goukouni ?

» Il n'en reste pas moins que s'il n'est pas approprié à la situation de convoquer le Parlement en session extraordinaire le gouvernement a immédiatement accepté d'aller devant la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, qu'il ira devant la commission de la défense nationale, qu'il répondra à l'invitation du Sénat, que je compte recevoir la semaine prochaine les présidents des Assemblées parlementaires tandis que le premier ministre rencontrera les présidents des groupes.

» Quant à moi, je n'ai pas voulu parler avant que notre dispositif fut sur le terrain. Je commence aujourd'hui avec vous une série d'explications que je poursuivrai, grâce à toutes les formes de médias. Comme toujours lorsqu'il s'agit d'une cause juste et de l'intérêt national, je compte sur la fermeté d'âme des Français. Il peuvent compter sur ma vigilance et ma résolution. »

Propos recueillis par
JACQUES AMALRIC et ERIC ROULEAU

(1) Mitterrand s'est refusé à préciser qui aura cette « conversation approfondie » avec M. Hissène Habré. On apprenait cependant ce jeudi en fin de matinée que M. Charles Hernu doit se rendre dans l'après-midi au Tchad pour « inspecter les troupes françaises ».

DES PRÉCÉDENTS

C'est la quatrième fois depuis son accession à la présidence de la République que M. François Mitterrand s'entretient avec des journalistes du *Monde*. Sa première interview à un journal français avait été publiée dans *le Monde* du 2 juillet 1981, puis le président s'était à nouveau exprimé dans nos colonnes le 4 novembre 1981, la veille du sommet franco-africain, et le 26 novembre 1982

Sous le septennat précédent, M. Valéry Giscard d'Estaing avait à plusieurs reprises accordé des interviews au *Monde*, notamment le 4 mai 1976 sur la politique africaine, le 7 mai 1977 sur les problèmes européens, le 26 janvier 1978 sur l'écologie, le 13 juillet 1978 sur les problèmes économiques.

Les accords de 1976

Par la loi du 9 novembre 1977, le Parlement a ratifié l'accord de coopération militaire technique entre la France et le Tchad, signé les 6 mars et 19 juin 1976 à N'Djamena, ainsi qu'une convention fixant les règles et conditions du concours de la France au soutien logistique des forces armées tchadiennes.

L'accord de coopération dispose notamment :

ARTICLE PREMIER. – *« A la demande du gouvernement de la République du Tchad, le gouvernement de la République française apporte, dans la limite de ses possibilités, le concours en personnels militaires français qui lui sont nécessaires pour l'organisation et l'instruction des forces armées du Tchad. Ces personnels sont mis pour emploi à la disposition du haut commandement des forces armées tchadiennes. »*

ART. 4. – *« Les personnels militaires français servent dans les forces armées tchadiennes avec leur grade. Ils revêtent l'uniforme tchadien ou la tenue civile suivant les instructions de l'autorité militaire tchadienne. Ils sont tenus de se conformer aux règlements en vigueur dans les forces armées tchadiennes (...). Ils ne peuvent en aucun cas participer directement à l'exécution d'opérations de guerre ni de maintien ou de rétablissement de l'ordre ou de la légalité. »*

La convention précise en son article 11 : *« La République du Tchad est responsable du soutien logistique de ses unités et en assume normalement la charge financière. La République française apporte son concours, à titre onéreux ou exceptionnellement à titre gratuit, à ce soutien par des cessions de matériels et équipements. »*

∴

Pour mémoire, il convient de noter que l'article 35 de la Constitution dispose : *« La déclaration de guerre est autorisée par le Parlement. »*

● *M. Roland Leroy*, directeur de l'*Humanité*, interrogé par l'hebdomadaire *Paris-Match* (daté du 2 septembre), a déclaré à propos du Tchad : *« Nous souhaitons que la France joue un rôle actif pour faire aboutir les négociations. »* Il a rappelé *« l'inquiétude »* suscitée chez les communistes par l'évolution de la situation tchadienne et a fait observer que *« l'augmentation de notre contingent, l'expédition d'armes, la présence de nos avions et celle d'un général pour coordonner toutes les opérations sur le terrain sont loin d'apaiser »* cette inquiétude. Il a d'autre part souligné que *« toutes les interventions militaires françaises depuis dix-sept ans au Tchad n'ont jamais donné aucun résultat. »*

● *M. Bertrand Delanoë*, porte-parole du P.S., a indiqué mercredi 24 août que le bureau exécutif du parti socialiste avait confirmé à l'unanimité son accord en faveur de la politique gouvernementale au Tchad.

Mozambique

L'ASSASSINAT DE DEUX SOVIÉTIQUES ET L'ENLÈVEMENT DE VINGT-QUATRE AUTRES SONT CONFIRMÉS A MAPUTO

Le gouvernement mozambicain a confirmé le mercredi 24 août l'assassinat, dimanche, de deux ressortissants soviétiques et l'enlèvement de vingt-quatre autres dans la province du Zambezia (nord du Mozambique) par la Résistance nationale du Mozambique (R.N.M.), opposition armée au régime de M. Samora Machel.

Selon un communiqué officiel du ministère mozambicain de la défense, deux ressortissants mozambicains auraient été tués et quatre autres enlevés lors de la même attaque. Le ministère mozambicain de la défense a indiqué que les deux Soviétiques ont été tués par *« des rafales de mitraillette tirées à bout portant »* par les rebelles.

Cette attaque est la première menée contre les Soviétiques par la R.N.M. En revanche, les enlèvements d'étrangers, une trentaine en deux ans, se sont multipliés dans le centre du pays : Espagnols, Bulgares, Français notamment. Mais la plupart ont été libérés sains et saufs, soit par la R.N.M., soit par l'armée régulière.



Philippines

Une commission de magistrats va enquêter sur le meurtre de Benigno Aquino

Manille (*U.P.I., A.F.P., Reuter*). – Une foule évaluée à près d'un demi million de personnes a suivi, *jeudi matin 25 août*, le corps de Benigno Aquino lors de son transfert du domicile du défunt à une église voisine. Aucun incident n'a été signalé, *mais le cortège – où étaient* scandés des slogans hostiles au régime du président Marcos – constituait l'une des manifestations de l'opposition les plus importantes jamais vues à Manille.

Mercredi, le gouvernement avait annoncé la création d'une commission d'enquête chargée de faire la lumière sur les circonstances de l'assassinat de Benigno Aquino. La commission est composée de cinq magistrats membres ou anciens membres de la Cour suprême de justice. Les autorités ont simultanément fait savoir qu'elles offraient une récompense de 500 000 pesos (environ 45 000 dollars) à toute personne qui apporterait des renseignements permettant l'arrestation des « responsables » de l'assassinat de l'ancien chef de l'opposition philippine.

Venant des Etats-Unis, la veuve de Benigno Aquino est d'autre part arrivée mercredi soir à Manille. Un important dispositif de sécurité avait été mis en place à cette occasion sur l'aéroport international. Mme Aquino, qui a l'intention de demeurer aux Philippines, a tenu une conférence de presse au cours de laquelle elle a appelé le peuple philippin à suivre l'exemple de son mari et à appliquer la non-violence.

L'ambassade des Etats-Unis à Manille, enfin, a tenu à démentir les informations publiées par la presse américaine selon lesquelles elle aurait exonéré les services de sécurité philippin de toute responsabilité dans la mort de Benigno Aquino (*le Monde* du 24 août). *« La presse nous a mal compris »*, a déclaré le porte-parole de l'ambassade, ajoutant que *« le gouvernement américain souhaite qu'une enquête soit rapidement effectuée »*.

Pakistan

Un appel attribué à Mme Bhutto invite le peuple à la « lutte contre le régime militaire »

Islamabad (*A.F.P., Reuter, U.P.I.*). – L'agitation antigouvernementale semblait s'essoufler, mercredi 24 août, dans la province du Sind, où les forces de l'ordre avaient reçu d'importants renforts, notamment devant les édifices publics. Officiellement, les heurts de ces derniers jours ont fait dix-sept morts, *mais des sources locales avancent* le chiffre de quarante.

D'importants renforts de police ont également été dépêchés dans la *province voisine du Pendjab*, peu affectée jusqu'alors par la campagne de désobéissance civile. A Multan, (Lahore), ainsi qu'à Peshawar (province de la frontière du nord-ouest) et Quetta (Baloutchistan), des membres de l'opposition se sont fait arrêter volontairement, comme au premier jour de la campagne.

Dans l'ensemble du pays, un bilan officiel établissait, mercredi, à mille six cent cinquante le nombre des arrestations (dont les deux tiers dans la province du Sind). Ce chiffre serait toutefois à multiplier par deux ou trois, selon les estimations avancées par les dirigeants de l'opposition encore en liberté, rapporte l'A.F.P.

Un appel à la *« lutte contre le régime militaire »*, attribué à Mme Bhutto, veuve de l'ancien premier ministre, demande *« au peuple de se lever contre l'oppression et les persécutions »* et appelle notamment les habitants de la province du Pendjab et les partis politiques n'appartenant pas au Mouvement pour la restauration de la démocratie (qui est à l'origine de la campagne de désobéissance civile) à se joindre à la *« lutte qui ne s'arrêtera plus »*. *« Le peuple*, dit ce texte, *descend dans la rue et continuera de le faire pour dire non aux meurtres des opposants politiques, non à la trahison de l'Islam, non à la dictature (...), au fouet, à la prison, à la faim, à la pauvreté et à la maladie. »*

Cet appel invite le général Zia-Ul-Haq à *« démissionner immédiatement »*.

Le chef de l'Etat continue cependant d'afficher la plus grande sérénité, alors que, dans les échelons supérieurs de l'administration, l'idée de consultations avec l'opposition semble gagner du terrain. Le général Zia a assuré que les élections locales se dérouleraient comme prévu, à partir du 29 août dans le Sind. Certains fonctionnaires locaux estiment toutefois qu'un tel pari sera difficile à tenir.

Sri-Lanka

LE CHEF DE L'ÉTAT REFUSE TOUT DIALOGUE AVEC LES « SÉPARATISTES »

Colombo (*A.F.P., Reuter*). – Dans une déclaration, lundi 22 août, à la nation, le président Julius Jaye-Wardene a écarté l'hypothèse d'un dialogue avec toute formation revendiquant *un partage de l'île*. *Le Front* uni de libération tamoul, prédominant dans les régions du Nord et de l'Est où les Tamouls sont majoritaires, s'est prononcé en faveur de la formation d'une entité autonome.

Commentant les récents affrontements entre Tamouls et Cinghalais, le chef de l'Etat en a rejeté la responsabilité sur les « séparatistes » tamouls qui ont *« réveillé et attisé »* l'animosité traditionnelle entre les deux communautés. Il a déclaré que les troubles n'étaient pas un mouvement spontané de la population mais qu'ils avaient été *« soigneusement préparés et entretenus »*, affirmant que *« certains partis »*, devant leurs *« échecs politiques, avaient délaissé la légalité pour se réfugier dans la violence »*. Une enquête est menée sur le rôle de certains partis de gauche *dans les émeutes*. Les dirigeants du parti communiste pro-soviétique ont été arrêtés, mais ceux de deux autres groupes – le Front de libération populaire et le Nouveau Parti socialiste – sont passés dans la clandestinité.

Mercredi 24 août, la population tamoule du nord de Sri-Lanka a observé une journée de grève générale. Le mot d'ordre s'était propagé de bouche à oreille sans qu'aucune organisation n'en revendique la responsabilité. Tous les magasins sont restés fermés et les transports publics ont été paralysés.

Cependant, le premier vol amenant des touristes d'Europe depuis les affrontements intercommunautaires est arrivé, mardi 23 août, à Colombo. Le Festival bouddhiste annuel de Kandy s'est d'autre part achevé sans incident.

Chine

Pékin s'inquiète du rapprochement stratégique entre le Japon et l'alliance atlantique

Le directeur général de l'agence japonaise de défense, M. Kazuo Tanikawa, a, cette semaine, à Washington, des conversations avec le secrétaire américain à la défense, M. Caspar Weinberger. Les discussions portent sur la coopération stratégique entre les Etats-Unis et le Japon et sur le renforcement, souhaité par Washington, de la puissance militaire japonaise.

De notre correspondant

Pékin. – La volonté du Japon, depuis l'arrivée au pouvoir de M. Nakasone, de jouer un rôle plus actif sur la scène internationale et le désir des dirigeants nippons de se rapprocher de l'alliance atlantique, voire de s'y intégrer, suscitent à Pékin des craintes de plus en plus perceptibles. A deux reprises, ces derniers jours, l'agence Chine nouvelle a relevé l'apparition dans la politique japonaise d'une *« tendance défavorable »* qui exige, à son sens, des pays asiatiques qu'ils se montrent vigilants, s'ils veulent empêcher une *« renaissance du militarisme nippon »*.

Si, dans un premier temps, Chine nouvelle s'était contentée de se faire l'écho du malaise de l'opinion publique, de certains journaux et milieux politiques japonais à la suite de diverses initiatives récentes de l'actuel gouvernement de Tokyo, l'agence a repris à son compte, samedi 20 août, ces inquiétudes, *tout en se livrant* à une analyse systématique des faits, qui, de son point de vue, les justifient.

Des efforts du parti libéral-démocrate en vue d'amender la Constitution « pacifiste » du pays à la décision de M. Nakasone de livrer, pour la première fois, aux Etats-Unis de la technologie militaire, en passant par l'hommage rendu, le 15 août, par quinze membres du cabinet nippon, premier ministre en tête, aux morts de l'armée impériale pendant la seconde guerre mondiale, Chine nouvelle relève un faisceau de signes qui attestent, *estime-t-elle*, de l'influence croissante des cercles favorables à une remilitarisation du Japon.

Sans entrer dans le détail, l'agence constate encore que, pour la première fois, le Japon a manifesté son intention de *« devenir une grande puissance politique et de ne plus se contenter de son présent statut de puissance économique »*.

Dans un récent article, publié dans la revue *Connaissance du monde* (numéro 16), un ancien diplomate chinois, M. Huan Xiang, aujourd'hui conseiller du gouvernement pour les questions de politique internationale, avait été plus précis. Analysant le rôle joué par le Japon lors du dernier sommet occidental de Williamsburg, l'auteur notait que M. Nakasone, *dans son désir de* rehausser le prestige politique de son pays, s'était fait, à tout moment, « le porte-parole » des Etats-Unis. Or, poursuivait-il, le poids politique d'un pays doit s'appuyer sur ses forces militaires. Si la stratégie de M. Nakasone se situe bien dans cette perspective de puissance, alors, concluait-il, *« il est inévitable que le Japon renforce son potentiel militaire »*.

De cela, la Chine, à vrai dire, est convaincue depuis pas mal de temps. Il y eut même une époque, pas si lointaine, où Pékin ne voyait pas d'un si mauvais œil les efforts d'autodéfense de Tokyo. Si les données du problème se sont aujourd'hui sensiblement modifiées, la responsabilité n'en incombe pas seulement à M. Nakasone. La stratégie de ce dernier, visant à s'intégrer dans un front diplomatique uni avec *les Etats-Unis et l'Europe occidentale* et à resserrer sa coopération militaire avec Washington, est, pour tout dire, ressentie avec des sentiments d'autant plus mélangés à Pékin que la Chine, pour sa part, a amorcé dans le même temps un virage en vue de parvenir, à plus ou moins long terme, à une normalisation de ses relations avec Moscou.

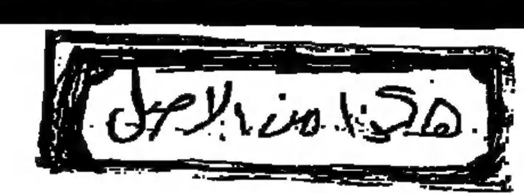
Il est évident, en effet, que l'émergence d'une puissance militaire nippone et l'approfondissement de la coopération stratégique entre Tokyo et Washington ne pourraient que pousser les Soviétiques à renforcer leur propre dispositif en Extrême-*Orient. Moscou n'a certes pas besoin* d'excuses pour procéder au redéploiement en Asie d'une partie de ses SS-20. Mais une remilitarisation plus marquée du Japon lui fournirait, on s'en doute, le prétexte et la justification rêvés.

Pour toutes sortes de raisons, une telle perspective ne saurait plaire à Pékin. Engagée, sur le plan intérieur, sur la voie de la consolidation politique et du développement économique, toujours à la recherche d'une stratégie militaire claire, la Chine favorise, depuis un certain temps, l'apaisement des tensions à ses frontières. Elle s'est certes prononcée contre le transfert vers la Sibérie asiatique de SS-20. Mais elle n'est pas loin de penser que le problème, en fait, a été créé par les Occidentaux eux-mêmes, lorsque fut prise au sein de l'OTAN la décision de lier le sort des fusées Pershing-II et celui des missiles Cruise à celui des SS-20. Dans cette affaire, Pékin ne manifeste pas, en tout cas, de *compréhension particulière* envers l'Ouest et ne peut donc que s'inquiéter de voir le Japon emboîter, au contraire, le pas aux Etats-Unis et à l'Europe occidentale.

Ces considérations stratégiques sont, sans doute, en grande partie à l'origine de ses « malentendus » et de ces « craintes » qui, ainsi que le *déclarait récemment M. Hu* Yaobang, secrétaire général du parti, à une délégation de journalistes japonais, apparaissent plus fréquemment dans les relations entre Pékin et Tokyo. Ce malaise s'était déjà manifesté au début de l'année, lorsque M. Nakasone avait dépêché auprès des dirigeants chinois un envoyé spécial, M. Nikaido, pour les rassurer après ses visites en Corée du Sud et aux Etats-Unis. On ne peut pas dire, bien au contraire, que, depuis lors, la vigilance de Pékin se soit relâchée.

MANUEL LUCBERT.

Voir page 20



EUROPE

R.F.A.

Le débat sur les euromissiles domine la rentrée politique

De notre correspondant

Bonn. – En présidant mercredi 24 août le premier conseil des ministres de la rentrée, le chancelier Helmut Kohl, d'entrée de jeu, en a appelé à *« l'esprit d'équipe »* et a souhaité qu'il continue de prévaloir dans le gouvernement de coalition.

Le chancelier compte sur une cohésion sans faille au sein de son cabinet à la veille de « l'automne chaud » des pacifistes, décidés à s'opposer au déploiement des euromissiles sur le sol ouest-allemand, prévu pour la fin de l'année en cas d'échec des négociations de Genève.

Le même jour, dans un entretien accordé au quotidien des milieux d'affaires *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, M. Kohl a fait le point sur cette question pour dissiper toute confusion après les « petites phrases » de l'été.

« Si l'on ne parvient pas à un résultat satisfaisant à Genève, les euromissiles seront stationnés en R.F.A. Concrètement, cela veut dire que nous nous en tenons au calendrier arrêté [dans la double décision de l'OTAN de 1979] *et au stationnement prévu de Pershing-2 »*, a déclaré le chancelier.

En se disant *« plein d'espoir »* avant la reprise du dernier round des négociations de Genève, le 6 septembre, il rejette ainsi clairement la proposition de la Grèce d'ajourner de six mois le début du stationnement, afin de donner un délai supplémentaire aux négociateurs.

« Dans l'hypothèse où une solution intermédiaire serait trouvée, ce que je crois toujours possible, il n'est pas question de renoncer à la combinaison d'armes » [Pershing-2 plus missiles de croisière], dit le chancelier, levant ainsi les doutes quant à la volonté réelle de la R.F.A. d'accueillir les Pershing-2.

En effet, le 17 juillet dernier, lors d'une interview accordée depuis Varna, en Bulgarie, à une radio ouest-allemande, son ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, avait semé le doute en déclarant : *« Je pense que l'U.R.S.S. a tout intérêt à se demander si elle ne ferait pas mieux d'accepter la solution à laquelle étaient parvenus, en juillet 1982, les deux négociateurs, l'Américain Paul Nitze et le Soviétique Youli Kvitzinski, lors de la « promenade dans les bois »*. Ce compromis prévoyait la réduction du nombre des SS-20 soviétiques en Europe à soixante-quinze et le déploiement de soixante-quinze batteries de missiles de croisière américains, donc le renoncement aux Pershing-2.

Le 21 juillet, dans une interview au *Washington Post*, M. Kohl lui-même avait embarrassé ses alliés américains en demandant à Moscou et à Washington de réexaminer le compromis de la « promenade dans les bois ». A Washington, certains experts militaires avaient alors douté de la « fiabilité » de la R.F.A.

Le chancelier ouest-allemand s'explique : il n'a évoqué cette possibilité en direction de l'U.R.S.S., affirme-t-il, que parce que ce type de compromis ne prend pas en compte les forces de frappe française et britannique, contrairement à ce que l'Union soviétique réclame à présent à Genève.

Les querelles entre les libéraux et la C.S.U.

Le chancelier, en revanche, ne revient pas sur l'idée, lancée par M. Franz-Josef Strauss, d'un *« droit de veto »* ouest-allemand sur l'utilisation des armes basées en R.F.A. L'allié bavarois de M. Kohl – souvent qualifié de « ministre-bis » des affaires étrangères, à la suite de ses vacances « privées » en R.D.A. où il avait été reçu par le numéro 1 est-allemand, M. Erich Honecker – avait préconisé un système de « double-clé » (américaine et ouest-allemande) pour l'utilisation des Pershing. M. Kohl avait aussitôt écarté cette idée.

Enfin, le chancelier ne fait aucune allusion au sondage publié cette semaine selon lequel trois Allemands sur quatre sont opposés aux nouvelles armes. Le gouvernement américain a également commandé un sondage en R.F.A. pour mesurer l'hostilité de l'opinion. M. Kohl a souhaité que *« la question du stationnement soit traitée sans passion »* et a demandé à son gouvernement d'organiser une campagne d'information.

Au sein de la coalition, le duel qui opposait MM. Genscher (libéral, F.D.P.) et M. Strauss (chrétien-social) a changé de partenaires : c'est désormais le ministre de l'économie, M. Lambsdorff (libéral), qui attaque le ministre-président de Bavière.

« M. Strauss veut devenir chancelier », a-t-il affirmé en critiquant l'attitude de la C.S.U. dans une querelle sur l'allocation de maternité. Le budget d'austérité 1984 prévoit, en effet, de réduire l'allocation de congé de maternité de 750 marks à 600 marks par mois. La C.S.U. s'oppose à ce projet, et le chancelier Kohl devra trancher lui-même ce différend.

Libéraux et chrétiens-sociaux continuent, d'autre part, à s'opposer à propos de la politique à l'égard des immigrés. Dernier rebondissement dans cette querelle : le « médiateur » du gouvernement pour ces questions, Mme Liselotte Funke (F.D.P.), a menacé de donner sa démission si le ministre de l'intérieur, M. Zimmermann (C.S.U.), s'obstine à vouloir empêcher les enfants de plus de six ans de rejoindre leur famille en R.F.A.

En revanche, la restriction du droit de manifestation, autre différend entre M. Zimmermann et les libéraux, est, pour l'instant, passée au second plan, même si la question de l'interdiction de manifester « masqué », réclamée par la C.S.U. et rejetée par le F.D.P., n'est pas réglée.

De toute façon, la nouvelle loi n'entrera pas en vigueur avant les grandes manifestations pacifistes de l'automne. Leur coup d'envoi sera donné le 1er septembre à Schwäbisch-Gmünd (Bade-Wurtemberg) avec le blocage d'un futur site de stationnement des Pershing-2, auquel de nombreuses personnalités, en particulier les écrivains Heinrich Böll et Günter Grass ainsi que le pacifiste est-allemand Roland Jahn, expulsé de R.D.A., doivent participer.

(Intérim.)

AMÉRIQUES

Chili

Le déclin du général Pinochet

(Suite de la première page.)

Le plus dur sera de nouer le dialogue avec la démocratie chrétienne. M. Onofre Jarpa s'est surtout employé jusqu'à présent à créer un climat favorable à l'ouverture de discussions. C'est ainsi qu'il a admis la possibilité de *« retirer la force publique durant la prochaine journée de protestation si les organisateurs assument la responsabilité des incidents qui peuvent se produire »*. Il a promis d'une part, la promulgation à bref délai du statut des partis politiques et l'élection *« avant 1989 »* d'un Parlement. Celle-ci serait précédée d'un référendum permettant la modification de la Constitution de 1980. Enfin, M. Onofre Jarpa a déclaré qu'il n'était pas partisan des mesures d'exception.

Les contacts officieux que ce dernier a pris avec certains dirigeants démocrates-chrétiens, dont le président du Proden (projet de développement national), M. Jorge Lavandero, ont provoqué des remous au sein du parti et de l'Alliance démocratique. On voit mal comment cette dernière coalition, constituée il y a une quinzaine de jours, pourrait discuter avec le ministre de l'intérieur, alors que l'un des points essentiels de son programme est la démission du général Pinochet.

L'aile droite de la démocratie chrétienne est tentée, malgré tout, de répondre à l'invitation de M. Onofre Jarpa. *« Nous ne pouvons pas risquer, en adoptant une attitude intransigeante, de faire le jeu de l'extrême gauche et de ressouder le régime militaire face au péril marxiste »*, affirme l'un de ses leaders. Le Proden, principal promoteur des deux dernières journées de protestation, a d'ailleurs adressé une lettre au ministre de l'intérieur, dans laquelle il pose comme conditions à un éventuel dialogue l'abrogation de l'état d'urgence, l'abandon par le général Pinochet de son pouvoir discrétionnaire en matière de libertés publiques, la reconnaissance des actuels dirigeants des partis politiques, la réintégration des travailleurs et des dirigeants syndicaux licenciés et le retour des exilés. A aucun moment, il n'est question du départ du chef de l'Etat.

L'acceptation du dialogue par la démocratie chrétienne risque de porter un rude coup à l'Alliance démocratique. Les socialistes, qui n'ont toujours pas adhéré à cette « multipartite », ont annoncé qu'ils resteraient en dehors de l'Alliance si celle-ci négociait avec le gouvernement. *« Son objectif est de renverser la dictature, pas de lui apporter un ballon d'oxygène »*, affirme l'un d'eux.

Le regroupement de la gauche

Redoutant un regroupement du *centre-droit, qui assurerait une fin* honorable au régime du général Pinochet, conscients, d'autre part, des progrès rapides de la mobilisation populaire, le parti socialiste, le parti communiste, le MAPU, la gauche chrétienne et le MIR (1) ont décidé de s'unir sur un *« programme démocratique et populaire »*, qui devrait être lancé dans les prochains jours. Ce dernier préconise une lutte plus intense pour rétablir la démocratie dans un délai maximum de dix-huit mois. Il demande la démocratisation de la justice et des forces armées. Enfin, il exige le châtiment de ceux qui ont commis des crimes contre l'humanité alors que l'Alliance démocratique, plus prudente sur ce terrain, se déclare adversaire de *« toute forme de vengeance »*.

Tout n'est cependant pas réglé au sein de la gauche, dont le principal problème reste l'unification du parti socialiste. Les partisans de M. Almeyda, l'ancien ministre des affaires étrangères d'Allende se réclament en effet du marxisme-léninisme et penchent pour un parti fortement centralisé, position difficilement acceptable par le groupe « Altamirano ». Néanmoins on pense, dans les rangs socialistes, que *« les nécessités de la lutte favorisent l'unité »*. En mettant l'accent sur *« la mobilisation des masses »*, plutôt que sur *« la lutte armée »*, les communistes et le MIR favorisent un regroupement de la gauche.

Les démocrates-chrétiens et les partisans d'un socialisme *« à l'espagnole »* ont mal réagi à l'initiative de la gauche. *« C'est vouloir reconstituer l'antinomie démocratie chrétienne-Unité populaire, alors que la priorité doit être l'union de toutes les forces démocratiques »*, affirment-ils. Les partis de gauche rétorquent que la définition d'une *« solution de rechange populaire »* n'est pas incompatible avec la constitution d'un *« grand accord national »*. *« Notre objectif est de veiller à ce que la chute de la dictature ne profite pas seulement à la droite, mais se traduise par un véritable changement »*.

JACQUES DESPRES.

(1) *MAPU* : Mouvement d'action populaire unifié.

MIR : Mouvement de la gauche révolutionnaire.

• *Les principaux chefs militaires* des forces armées chiliennes ont réexprimé, mardi 23 août, leur loyauté au général Pinochet à l'occasion du dixième anniversaire de son accession au commandement en chef de l'armée. Le général Pinochet avait, en effet, été nommé le 23 août 1973 à la tête des forces armées par le président Salvador Allende. Trois semaines plus tard, il dirigeait le coup d'Etat. Dans un discours, le général Pinochet a déclaré que *« les forces du chaos, de la destruction et de la terreur apparaissent à nouveau »* au Chili. – *(A.F.P.)*

Guatemala

• *Le docteur Jorge Rosal*, ancien professeur à l'université de médecine San-Carlos du Guatemala, a accusé mardi 23 août, à Paris, le gouvernement guatémaltèque d'avoir enlevé son fils Jorge Alberto Rosal Paz, âgé de vingt-sept ans, le 12 août dans la capitale guatémaltèque.

Le docteur Rosal sollicite une intervention de la commission des droits de l'homme des Nationsunies à Genève et des organisations humanitaires comme le Conseil œcuménique des Églises, Amnesty international et la Fédération internationale des droits de l'homme.

Pologne

La direction du Pen-Club national est à son tour dissoute

Varsovie *(A.F.P., U.P.I.)*. – C'est dans la salle des chantiers navals Lénine de Gdansk – où furent négociés, puis signés le 31 août 1980, les accords portant notamment sur la créaton d'un syndicat indépendant – que le vice-premier ministre, M. Mieczyslaw Rakowski, devait, ce jeudi 25 août, expliquer aux ouvriers la politique de son gouvernement. L'ancien président de Solidarité, M. Lech Walesa, a annoncé par avance qu'il n'assisterait pas à cette réunion.

A Varsovie, M. Julius Zulawski, président du Pen-Club polonais, a annoncé que la mairie de Varsovie l'avait informé, le 19 août, que la direction de son groupe avait été dissoute, cette mesure allant de pair avec la dissolution de l'Union des écrivains (Z.L.P.). Les biens du Pen-Club ont été placés sous séquestre en attendant la nomination d'une nouvelle équipe. Le Pen-Club polonais, dont la direction dissoute comptait dix-huit personnes – parmi lesquelles MM. Jan Jozef Szczepanski et Leszek Prorok, respectivement président et vice-président de l'Union des écrivains, – avait été créé en 1925. Regroupant quelque deux cent soixante-dix membres, la section polonaise est l'une des plus anciennes organisations affiliées au Pen International, dont le siège est à Londres.

A Cracovie, on apprend de source informée que M. Wladyslaw Hardek, l'un des six fondateurs de la commission nationale clandestine de Solidarité (T.K.K.), qui avait lu mardi soir une déclaration de reddition à la *télévision* polonaise, a été remis en liberté après avoir été longuement entendu par le parquet militaire et les autorités judiciaires. Mais personne n'a pu l'approcher depuis cette libération.

A Varsovie, les correspondants occidentaux ont reçu mercredi une déclaration du principal animateur de la T.K.K., M. Zbigniew Bujak. Il y affirme que *« Hardek a participé jusqu'au dernier moment aux travaux de la T.K.K., et rien n'indiquait qu'il ait eu l'intention d'abandonner la lutte et de se rendre »*. *« Actuellement*, ajoute-il, *j'ignore quelles circonstances ont conduit Hardek dans les mains des autorités et devant les caméras. (...) »*

Le doute sur le caractère spontané de cette reddition est accentué par le fait que le jour même où elle est censée avoir eu lieu, c'est-à-dire le lundi 22 août, M. Hardek avait contresigné avec les cinq autres membres de la T.K.K. un appel confirmant tous les mots d'ordre lancés par Solidarité à l'occasion des anniversaires des accords de Gdansk. De plus, selon ses amis, les termes même de la déclaration qu'il a lue – sans lever le nez d'un texte écrit – sont les mêmes que ceux utilisés par la propagande officielle et ne rappellent en rien le franc-parler usuel du personnage.

La T.K.K. rappelle d'autre part le mot d'ordre de grèves perlées et fait *« obligation à tous les membres du syndicat »* de participer, le 31 août, aux cérémonies et actions de protestation prévues : défilés dans les rues à la sortie du travail, boycottage des transports publics de 14 heures à 16 heures et de la presse toute la journée. La T.K.K. exprime aussi son total soutien à Lech Walesa face à la virulente campagne menée contre lui.

DIPLOMATIE

• *M. Bush en Europe de l'Est et en Afrique du Nord.* – Le vice-président américain, M. Bush, se rendra entre le 11 et le 21 septembre au Maroc, en Algérie, en Tunisie, en Yougoslave, en Roumanie, en Hongrie et en Autriche, a annoncé la Maison Blanche mercredi 24 août. C'est la première fois depuis l'arrivée au pouvoir du président Reagan qu'un haut responsable américain se rend dans des pays d'Europe de l'Est. M. Bush était allé à Moscou l'an dernier pour assister aux funérailles de Brejnev. *« La visite du vice-président dans deux importants pays d'Europe de l'Est souligne la volonté des Etats-Unis de maintenir le dialogue avec l'Est »*, a précisé la Maison Blanche. La visite de M. Bush en Hongrie et en Roumanie montre également que les Etats-Unis poursuivent leur politique *« visant à différencier les pays de l'Europe de l'Est »*, ajoute le communiqué. – *(A.F.P.)*

• *Moscou refuse la proposition américaine sur la destruction des armes chimiques.* – L'agence Tass a laissé entendre, mercredi 24 août, que l'U.R.S.S. n'accepterait pas de participer au « séminaire » sur la destruction des armes chimiques proposé par les Américains dans leur usine secrète construite à cet effet à Tooele (Utah). Le délégué américain au comité du désarmement de Genève avait invité ses membres, mardi, pour une réunion de travail dans cette usine les 14 et 15 novembre *(le Monde* du 25 octobre) afin d'avoir *« un regard direct sur les procédés utilisés par les Etats-Unis pour la destruction des armes chimiques »*. C'est *« un geste de publicité »* qui *« ne saurait induire en erreur qui que ce soit »*, estime Tass. *« Un aussi long voyage n'est pas nécessaire*, ajoute l'agence soviétique, *pour voir comment les Américains détruisent des armes chimiques désuètes. »* – *(A.F.P.)*

• *L'ambassade du Vietnam à Paris* qualifie, dans un communiqué, de *« pure invention »* les accusations formulées par la Fédération internationale des droits de l'homme selon lesquelles le Vietnam aurait conclu avec la Tchécoslovaquie *« un accord portant sur l'exportation de milliers de travailleurs en échange de matériel, principalement militaire »* (*le Monde* du 24 août). L'ambassade rappelle que les *« échanges de techniciens et de travailleurs manuels »* entre le Vietnam, les pays socialistes et d'autres pays du tiers-monde ont lieu *« dans le cadre des accords intergouvernementaux sur la base de la coopération et de l'entraide technique »*.

• *Le président Moubarak* a rencontré le ministre israélien de l'énergie, M. Yitzhak Modri, premier membre du gouvernement israélien à se rendre en Égypte depuis plus d'un an, a indiqué la presse cairote de mercredi 24 août. – *(A.F.P.)*

PROCHE-ORIENT

Israël

Le petit parti Tami fait peser une hypothèque sur l'avenir de la coalition gouvernementale

De notre correspondant

Jérusalem. – Cette fois, la menace paraît plus inquiétante que les précédentes. Le parti Tami, l'une des petites formations associées au Likoud au sein de la coalition gouvernementale, menace de nouveau de reprendre son indépendance, sinon de rejoindre les rangs de l'opposition. Dénonçant les dernières mesures économiques prises par le conseil des ministres, le bureau politique du Tami (qui compte trois députés à la Knesset) s'est prononcé, en principe, le 23 août, pour un tel départ

Mais il est encore trop tôt pour prédire la chute du gouvernement Begin, car la décision finale du Tami ne pourra être arrêtée que par le comité central de ce parti, et celui-ci ne se réunira que la semaine prochaine, ce qui laisse le temps à M. Begin d'essayer d'apaiser le ressentiment de partenaires dont il ne peut guère se passer. A cette fin, le premier ministre a reçu, le 24 août, les dirigeants du Tami et, selon la plupart des observateurs à Jérusalem, il lui est encore possible de leur donner *satisfaction, mais sa marge* de manœuvre est étroite.

Si le Tami quitte la coalition, la majorité gouvernementale sera réduite à soixante et une voix (sur cent vingt) à la *Knesset*, et le gouvernement sera alors à la merci de la défection de certains députés, notamment deux membres du parti libéral qui, à plusieurs reprises, ont déjà donné la preuve de leur indiscipline. Il s'agit tout particulièrement de M. Itzhak Berman, ancien ministre de l'énergie, une « colombe », qui a quitté l'an dernier le cabinet Begin après les massacres de Sabra et de Chatila.

Il semble que, pour le moment, les dirigeants du Tami vont tenter de modifier le train des mesures d'austérité décidées par le gouvernement après plus d'une semaine de débats difficiles *(le Monde* du 11 août). Le Tami estime que les coupes claires pratiquées dans le budget (environ 10 %) qui touchent, entre autres, aux crédits de l'éducation, et une augmentation de la fiscalité sont inappropriées parce qu'elles frappent surtout les couches les plus défavorisées de la population.

D'autre part, le Tami reproche au gouvernement de n'avoir pas réussi à faire voter à la Knesset une nouvelle loi sur une augmentation des allocations aux familles nombreuses. Enfin, le Tami souhaite que le gouvernement et les autres partis de la majorité empêchent l'opposition d'obtenir la suspension du mandat parlementaire de M. Aaron Abouhatzera, président du Tami, ancien ministre des affaires religieuses, qui a été condamné à trois mois d'emprisonnement ferme pour détournement de fonds *(le Monde* du 9 août).

FRANCIS CORNU.

Egypte

Un incident avec les Frères musulmans a marqué la première réunion du néo-Wafd, parti laïque

Correspondance

Le Caire. – *« Le Wafd est de retour ! Vive la démocratie ! »* M. Fouad Serageddine-Pacha, le vieux dirigeant wafdiste coiffé de son tarbouch (1) pense sans doute à la première fondation de son parti, quand la délégation (*wafd* en arabe) présidée par Saad Zaghloul partit en 1919 demander l'indépendance de l'Egypte à la conférence de Versailles. Devant lui, mardi 23 août au soir, lors de la première réunion publique du néo-Wafd, ils étaient près de dix mille, jeunes ou âgés, à s'être assemblés dans la cour de l'école Saidiya, près de l'université du Caire à Gizeh, deux jours après l'annonce par le néo-Wafd (*le Monde* du 24 août) de la reprise de ses activités politiques.

Les chefs de l'opposition égyptienne étaient présents au grand complet : MM. Khaled Mohieddine, du Rassemblement progressiste unioniste (marxiste-nassérien), Ibrahim Choukri, du parti travailliste (gauche modérée), Mustapha Kamel Mourad, du parti libéral (droite), et même Me Omar Telmessani, guide suprême de la confrérie (interdite) des Frères musulmans, ont applaudi le retour de M. Serageddine sur la scène politique.

M. Serageddine, soixante-quinze ans, est un vieux routier de la politique égyptienne depuis les années 30. Ministre des finances, de l'intérieur et des affaires sociales dans différents cabinets wafdistes, il entame une longue traversée du désert après la révolution de 1952, qui interdit les partis politiques. En 1977, il reprend ses activités politiques et fonde le néo-Wafd. L'année suivante, le parti s'autodissout, après que le président Sadate eut fait plébisciter une loi interdisant la scène politique aux politiciens de l'époque de la monarchie parlementaire.

Bien que s'étant ensuite tenu coi, « Fouad Pacha » sera arrêté en septembre 1981 pour *« tentative de constituer un parti clandestin »*. Il sera libéré, avec d'autres responsables de l'opposition, en novembre 1981, par le nouveau raïs, le général Moubarak.

Mardi, à l'occasion de son premier discours officiel depuis 1978, M. Serageddine a rendu un vibrant hommage au raïs actuel pour son *« intégrité »* et sa *« politique favorisant la démocratie »*. Il lui a toutefois demandé d'aller plus loin sur cette voie en abrogeant l'état d'urgence et en levant les obstacles entravant la formation de nouveaux partis.

Le rôle des coptes

Tout en restant assez vague sur le programme économique de son parti, l'ancien ministre des finances du roi Farouk n'en cache pas moins ses sympathies libérales, notamment quand il parle du secteur étatique : *« Je ne suis pas contre le secteur public, mais j'estime que l'État doit limiter ses efforts aux grandes industries. »*

Le chef du néo-Wafd a d'autre part, rendu un hommage remarqué à la communauté copte en soulignant son rôle patriotique dans les rangs du Wafd depuis sa création en 1919 (M. Ibrahim Farag, secrétaire général du néo-Wafd, est copte). Les chrétiens ne manquent pas de souligner que M. Serageddine n'a pas parlé dans son discours de l'application de la loi islamique. Le Wafd a toujours été en faveur de la laïcité. Un incident est venu illustrer cette tendance mardi, quand, au début de la réunion, lors de l'entrée de M. Telmessani, des Frères musulmans scandèrent le slogan de la confrérie : *« Allah est le plus grand ! Louanges à Dieu ! »* Les wafdistes répliquèrent : *« Le Wafd est la foi de la nation ! »* Et l'incident ne fut clos que grâce à l'intervention des responsables des deux bords.

(1) N.D.L.R. – Le port du tarbouch (sorte de chéchia), proscrit par Nasser en tant que mode d'origine ottomane, est considéré comme un signe d'opposition aux idées du premier raïs.

OCÉANIE

Voyage au cœur du Pacifique sud

III. – *Tonga : « God save the King »*

Leur isolement a permis à certains archipels du Pacifique sud de préserver tant bien que mal leur identité. Ainsi Tonga, qui n'a jamais abdiqué son indépendance et qui a remodelé son système de chefferie à la mode victorienne *(le Monde* **des 24 et 25 août).**

De notre envoyé spécial
PATRICE DE BEER

Nuku'alofa. – Le vent de la contestation aurait-il commencé de souffler sur Tonga, l'ancien Archipel des amis, gouverné depuis plus d'un millénaire par une des plus anciennes monarchies de la planète ? La famille royale serait-elle aussi atteinte ? En décembre, le roi Taufa'ahau Tupou IV mariait son dernier fils avec la fille d'un de ses barons, au milieu de la liesse populaire, dans son minuscule palais qui ressemble à une villa cossue à pignons de la Belle Époque. Mais on murmurait en ville que le jeune fiancé avait été rattrapé alors qu'il tentait de prendre l'avion pour Hawaii, où vit un de ses frères, déshérité pour s'être marié sans autorisation paternelle. Le prince héritier, Tupouto'a, ministre des affaires étrangères, qui, avec persistance, avait pendant des années décliné cette union, avait choisi ce moment pour visiter plusieurs capitales européennes, dont Paris. Aussi bon musicien que diplomate, il ne put donc charmer la noce en jouant du piano.

L'année 1982 avait bien mal commencé : le 3 mars, le cyclone Aisake (Isaac) avait traversé l'archipel, ravageant les récoltes, détruisant cocotiers et habitations. Les dégâts ont été estimés à 25 millions de Pa'angas dollars, soit 56 % du PIB de 1980-1981. L'aide locale, régionale et étrangère – y compris française – a été importante et rapide, permettant à la population de se remettre du cataclysme, le plus grave de mémoire d'homme. Mais, devant cette assistance massive, bien des Tongiens, qui, jadis, se seraient mis à l'ouvrage pour rebâtir, ensemble, selon la tradition tongienne, takatonga, se sont contentés d'attendre et de prendre ce qui leur était apporté. D'autre part, le gouvernement ayant décidé, selon le bon principe *« aide-toi, le ciel t'aidera »*, que les sinistrés devraient payer 700 pa'angas sur les 2700 que coûtait une nouvelle maison, ceux qui avaient tout perdu ont dû se débrouiller tout seuls ou attendre l'assistance des Églises. Les mormons qui, à coup d'argent, achètent toutes les âmes disponibles, n'ont aidé que leurs ouailles.

L'émigration des jeunes

Il en est résulté quelque chose d'inouï dans cette autocratie : une manifestation d'une centaine de personnes, conduites par l'évêque catholique, venues présenter respectueusement une pétition au roi lui demandant de venir en aide à son peuple. Le roi les remercia de s'être adressées à lui ; mais il avait pris soin de s'assurer de la présence des cinquante membres de la garde royale. Pour la première fois, des Tongiens avaient osé *« contester »* !

Il faut dire que, quelques jours plus tôt, le ministre des finances, en poste depuis vingt-deux ans, le meilleur économiste du royaume, le propre beau-frère du souverain, M. Mahe Tupounia, avait été contraint de donner sa démission : il avait eu l'audace, à deux reprises, de refuser d'avancer de l'argent pour les déplacements royaux, sous prétexte que les caisses étaient pratiquement vides ! C'était deux semaines après le cyclone.

La société tongienne est pourtant bien verrouillée depuis que, en 1875, le roi George Tupou I promulgua une Constitution supprimant l'oppressive chefferie villageoise, accordant des terres aux roturiers (1), créant trente-trois nobles et un Parlement de vingt-trois membres (les neuf membres du gouvernement, sept élus de la noblesse, autant de roturiers), en fait une simple chambre d'enregistrement. Depuis lors, la monarchie a bloqué les réformes, bien que l'on dise le souverain actuel, au demeurant fort populaire, *« ouvert »* à la *« critique constructive »*. Pourtant, plus des deux tiers des hommes de Tonga n'ont pas accès à ce lopin de terre que la loi leur promet ; en 1975, la noblesse et le roi possédaient 27 % des terres, les roturiers s'en partageaient 39 %.

Les choses n'évoluant pas toujours selon un schéma pré-établi, la frustration qui se faisait sentir il y a une dizaine d'années, et qui semblait présager des temps difficiles pour le régime, s'est en partie estompée. D'abord en raison de l'émigration, qui touche actuellement plus de 20 % de la population. Ensuite, parce que des nobles louent une partie de leurs fiefs, avec ou sans titres et, au dire de Tongiens, font preuve d'un certain paternalisme envers leurs sujets. Aussi parce que, au sein de la famille élargie, on s'arrange pour partager la terre, ou pour permettre l'exploitation du lopin d'un parent émigré. Mais un projet visant à reprendre et à redistribuer les terres des Tongiens s'étant fixés à l'étranger ou ayant opté pour une autre nationalité a été bloqué par le roi. Et, la pression démographique aidant, le système traditionnel d'assolement triennal ou quinquennal régresse au profit d'une culture plus intensive qui appauvrit les sols.

Beaucoup de paysans restés au village sont des vieux, affirme un coopérant : les jeunes – alphabétisés à 100 % – émigrent à l'étranger s'ils sont qualifiés, la population se concentre sur Tongatapu, la plus grande île (37 % de la population en 1891, 70 % aujourd'hui, dont 30 % à Nuku'alofa). *« Notre principale source en devises, c'est l'argent que nous envoient les expatriés »*, affirme un fonctionnaire, minimisant l'impact de cette *« fuite des cerveaux »*. La deuxième est l'aide étrangère (93 % du budget de développement), la troisième, le tourisme. Les timbres, de toutes formes et émis à l'occasion de tout événement mondial (comme le mariage du prince Charles d'Angleterre), assurent, avec 300 000 pa'angas en 1981-1982, 8 % des revenus gouvernementaux. Les timbres courants, de un à cinq seniti (centimes), représentent des fruits : une banane poue un seniti, deux pour deux seniti...

L'Eglise officielle méthodiste s'insère bien dans cette société féodale, qui lui assure terres et prestige. Mais, là aussi, les choses changent. Le docteur Amanaki Havea, qui la préside, ne mâche pas ses mots dans son petit bureau sombre : *« Le système a fonctionné pendant quatre-vingts ans ; les nobles étaient alors les sauveurs de leur communauté. Aujourd'hui, ils sont nobles par un accident de naissance. La plupart d'entre eux vivent dans la capitale, négligeant leurs terres, ne s'y rendant que pour collecter les fermages (...). Il faut changer la loi et donner la terre à ceux qui la travaillent. Nous pouvons parler et notre rôle est de critiquer ce qui doit l'être. »* Ce n'est sans doute pas ce genre de sermon que le chapelain du palais prononce le dimanche.

Un autre prêtre sera plus dur, une fois mis en confiance. Car, à Tonga, on hésite à parler, surtout du régime et de la terre, qui plus est à un étranger. *« Les nobles ne servent à rien. Ce sont des gens qui ne travaillent pas. »*

Nous nous sommes adressés à M. Epeli Hau'ofa, responsable du développement rural, qui nous avait été indiqué comme le « radical », le « dissident » de l'archipel. Mais la société tongienne semble fort habile à récupérer ses brebis égarées, qu'un vent de liberté a un moment étourdies lors d'un séjour à l'étranger.

« Avec l'individualisation de la propriété – cas unique dans le Pacifique sud, – les contraintes de la propriété traditionnelle et l'influence des chefs de village ont été réduites. Le climat est bon, la terre riche, la productivité plus élevée qu'ailleurs. Dans ce petit pays, tout le monde est parent, des nobles aux roturiers », assure-t-il. *« Bien entendu, il y a énormément d'inégalités, mais les deux tiers des nobles ne possèdent pas grand-chose. Les exploiteurs, ce sont les entrepreneurs de la classe moyenne. (...) Tonga est le meilleur pays du monde pour ceux qui ne veulent pas se mêler aux affaires publiques ; pour les autres, c'est très frustrant »*, reconnaît-il.

« C'est une dictature, mais elle est tellement inefficace qu'elle ne marche pas », ajoute-t-il, reconnaissant les pressions sociales qui pèsent sur les Tongiens. *« Il faut être dans le système, ou s'en aller. Les dissidents potentiels, issus des classes moyennes, ont toujours la possibilité de partir faire de l'argent ailleurs. »* Au contraire de Samoa-Occidentales voisines, les structures sociales sont faibles au niveau du village, mais fortes au sommet. Le royaume a son armée, sa police, pend encore ses criminels. Le roi est populaire, même dans ses lubies, comme l'élevage des oies, la prospection du pétrole... Mais, nous ont dit plusieurs Tongiens, *« si la génération adulte le vénère, nous ne savons pas ce qu'en pensent les jeunes »*. Là comme ailleurs, la coupure des générations est une réalité.

L'aide est-elle nécessaire ?

Un autre intellectuel, M. Futa Helu, considéré aussi comme un peu en marge – ne dirige-t-il pas la seule école laïque du pays, l'Atenisi, – a compris ce problème et s'acharne à donner aux jeunes une éducation « classique » mais adaptée au pays, afin qu'ils ne soient plus tentés de s'expatrier. Avec un peu d'aide – dont celle de la R.F.A., – il a construit sur un terrain marécageux, de bric et de broc, un institut qui délivre des diplômes appréciés. Le roi assiste désormais à la cérémonie de remise des parchemins. *« Il faut rendre les gens capables de résoudre leurs propres problèmes*, assure-t-il, *car la situation économique devient très sérieuse et nous allons vers des temps difficiles. Le navire de l'Etat ne reste à flot que grâce à l'aide étrangère. »* En même temps, il faut organiser une « transition souple » du système social. *« La pression de la coutume est trop forte pour que les aristocrates fassent ces changements. Mais le roi réalise la nécessité de changer les choses ! » « On ne fait la révolution que lorsqu'on a faim »*, conclut pour sa part le docteur Hau'ofa, qui, après quelques années à Muku'alofa, a décidé de s'expatrier à nouveau.

En dépit d'une forte population, la faim n'est pas la préoccupation majeure des Tongiens, au demeurant de forts gaillards aux muscles bien enveloppés. Les paysans sont très travailleurs. Un expert français nous a raconté comment, ayant annoncé qu'il allait donner des cours sur la culture de la vanille – culture de très bon rapport et qui semble prendre à Tonga, – il a vu arriver cinquante paysans avec cahiers et crayons, prenant des notes... De retour chez eux, ils ont non seulement suivi les instructions, mais pris des initiatives qui se sont révélées bénéfiques. Un autre coopérant aide les charrons locaux à fabriquer des charrues avec les moyens du bord. *« Les tracteurs sont souvent pris par les nobles. »* Mais ils ne croient pas à une coopération massive : *« Il y a ici beaucoup de coopérants ignorants et arrogants. L'un d'eux est responsable de la mort de tous les porcs de la ferme-modèle. Si on arrêtait de donner une aide en argent ou en nourriture aux Tongiens, cela irait peut-être mieux. L'Occident est en train de créer un sentiment de dépendance, d'en faire des assistés ! »*

Assistés ? Peut-être, mais en tout cas farouchement indépendants, et pro-occidentaux. Les Français sont bien vus : n'ont-ils pas été les premiers à reconnaître l'indépendance de Tonga,... en 1855 ! (2) D'ailleurs, le royaume se préoccupe peu des essais nucléaires, ni de l'agitation indépendantiste en Nouvelle-Calédonie : *« Nous avons souvent dit aux Français : le problème calédonien est celui d'une minorité braillarde qui se démène aux dépens de nous*, déclare Sonatane Tu'a Taumoepeau Tupou, secrétaire aux affaires étrangères. *Une majorité silencieuse »*. Il faut dire que, à Tonga, la contestation est mal vue, que les grands courants diplomatiques mettent bien du temps à venir jusqu'à Nuku'alofa, assoupie au bord de son lagon dans l'attente d'un bateau de touristes. Ainsi Tonga sera-t-elle l'un des derniers pays de la planète à accepter l'existence de la Chine populaire et à rompre avec Taiwan !

---

(1) La loi prévoit que chaque adulte tongien, à seize ans, a droit à 3 hectares de terre et à 0,16 hectare pour sa maison, à condition qu'il y plante 200 cocotiers et n'y laisse pas pousser de mauvaise herbes.

(2) Le consul honoraire de France, le R.P. Calles, vit à Tonga depuis 1937 et y est très populaire.

Prochain article :

FIDJI : LA COLÈRE DES CHEFS.

◆ INFORMATIQUE ◆

La raison

Métier d'avenir, intégré aux réalités actuelles où la position du demandeur d'emploi est souvent confortable.
Rémunération élevée, des offres d'emploi très nombreuses, mais quel sera l'impact de l'évolution des techniques sur la nature des besoins des entreprises ?

Voir page 20

Il ne s'agit pas de passer dans le clan des durs ou des reaganiens

nous déclare M. Pierre Méhaignerie

Invité des Jeunes Démocrates sociaux réunis en université d'été à Forcalquier (Alpes-de-Haute-Provence), M. Pierre Méhaignerie ne devrait pas, lors de son intervention du 29 août, se contenter d'un plaidoyer en faveur de l'Europe, même s'il s'agit du thème retenu par les jeunes centristes.

Le président du C.D.S. devrait profiter de cette tribune pour faire le point de la situation économique et politique du pays, et pour réaffirmer la place du C.D.S. au sein de l'opposition à un moment où la préparation des futures élections sénatoriales suscite quelque tension entre le P.R. et le C.D.S., principales composantes de l'U.D.F.

Au cours de la dernière réunion de leur comité exécutif, le 10 août à Fréjus (Var), ville dont M. François Léotard est le maire, les principaux responsables du parti républicain se sont longuement interrogés sur la stratégie du C.D.S. et l'attitude à adopter en réponse. Prenant en exemple la préparation des élections sénatoriales du 25 septembre, ils ont notamment accusé le C.D.S. de vouloir leur « *tailler des croupières* » en privilégiant les accords locaux avec le R.P.R. Il a été reproché au C.D.S. de se placer d'ores et déjà dans la voie d'une rupture des alliances.

Ces reproches, s'ils ne sont pas nouveaux — le parti républicain a toujours suspecté le C.D.S. de ne pas se satisfaire d'une alliance avec les giscardiens, d'autant moins qu'ils ne partageaient plus le pouvoir, — semblent prendre une nouvelle vigueur. Mais ils ne paraissent pas entamer le calme de M. Pierre Méhaignerie. « *Le P.R.*, explique-t-il, *a toujours été plus intégrationniste que le C.D.S. Il a toujours craint que nous soyons tentés par d'autres alliances. Or le C.D.S. ne pense pas quitter l'U.D.F. Compte tenu du besoin de simplification de la vie politique, j'accepte la discipline à l'intérieur d'une structure telle que l'U.D.F., d'autant plus que nous avons obtenu satisfaction sur un point qui nous semble essentiel : l'indépendance de l'U.D.F. à l'égard d'un futur présidentiable. Pour le reste, nous pouvons estimer que des questions d'organisation doivent encore être résolues, mais je reste optimiste quant à l'avenir de cette union.* » « *L'U.D.F. a un créneau fantastique à jouer. Il faut simplement ne pas imaginer que nous pourrions fonctionner comme le R.P.R.* », ajoute-t-il.

S'il juge souhaitable « *une évolution* » du P.S. qui favoriserait un rapprochement du centre vers la gauche, M. Méhaignerie ne croit pas en cette hypothèse. « *Il faudrait*, explique-t-il, *que le gouvernement et le parti socialiste acceptent une remise en cause de la gestion passée et de leurs alliances, que le parti socialiste soit remis dans la voie de la social-démocratie, que le gouvernement choisisse une politique de rigueur et accomplisse des gestes concrets en faveur des entreprises.* » Le C.D.S. pourrait alors, pense M. Méhaignerie, adopter une attitude moins critique et estimer que l'alternance en 1981 aurait au moins eu le mérite de « *favoriser l'abandon des conflits idéologiques du passé* » et de « *favoriser une plus grande maturité politique* ».

M. Méhaignerie émet le souhait que le plan Delors réussisse, mais il attend le soir des résultats du prochain congrès du P.S. en octobre. « *Ou M. Delors a les mains libres pendant deux ans, et s'éloigne ainsi le spectre d'une déroute financière et économique, ou il est remis en cause régulièrement, et la situation continue de se dégrader* », explique-t-il.

Pour la rentrée de septembre, le président du C.D.S. croit à un regain de « *fatalisme* » et à une plus grande « *perte de confiance* » dans l'opinion.

Emploi, fiscalité, budget, tels sont les préoccupations de M. Méhaignerie, qui réclame toujours la publication chaque trimestre du « *seul véritable chiffre qui puisse donner une idée exacte de la situation de l'emploi : celui du nombre des actifs en France* ». « *On nous raconte des histoires sur l'emploi*, s'exclame M. Méhaignerie, *alors que la situation est pire qu'elle n'a jamais été.* » « *Avec la déflation que nous allons connaître en 1985*, ajoute-t-il, *je prends le pari que nous terminerons la législature avec sept cent mille ou huit cent mille actifs de moins.* »

Il reconnaît que le C.D.S., « *au confluent des forces libérales et de la social-démocratie* », est contraint de développer un discours plus libéral que social-démocrate. Une telle nécessité ne semble pourtant pas inciter le C.D.S. à se rapprocher davantage du P.R. : « *Nous ne voulons pas faire des seules forces libérales l'alpha et l'omega de toute action politique*, explique M. Méhaignerie. *Il ne s'agit pas de passer dans le clan des libéraux durs ou des reaganiens.* » Il souhaite que soient davantage organisés, au sein de l'U.D.F., des débats entre le P.R. et le C.D.S., et que s'affirme une concurrence entre Mme Simone Veil et MM. Raymond Barre et Giscard d'Estaing. Avec toutefois une préférence qui s'exprime pour le discours de M. Barre. « *Il est temps*, dit-il, *que nous prenions les dossiers, un par un, et que nous disions ce que nous ferions si nous retournions au pouvoir.* »

Le 14 septembre, le C.D.S. réunira son bureau politique et déterminera sa stratégie pour les mois à venir. Ses objectifs restent cependant le renforcement de son organisation et l'amélioration du rapport de forces entre élus et militants en sa faveur.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

LES UNIVERSITÉS POLITIQUES D'ÉTÉ DE L'OPPOSITION

L'Europe, centre d'intérêt des Jeunes Démocrates sociaux

Deux invités d'honneur : Mme Veil et M. Barre

Pour la huitième année consécutive, les Jeunes Démocrates sociaux organisent une université d'été. A Forcalquier (Alpes-de-Haute-Provence), quelque trois cents jeunes militants et jeunes élus centristes seront réunis du 29 août au 2 septembre. A leur programme, des cours de formation, une réflexion sur l'Europe et, comme le veut maintenant la tradition, des échanges de vues avec leurs aînés du C.D.S., qu'il s'agisse de M. Méhaignerie, président, de M. Barrot, secrétaire général, ou de MM. Stasi, Monory et Diligent, membres du collège exécutif du C.D.S. M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., sera bien entendu présent (le 1er septembre), mais aussi, pour la quatrième fois consécutive, M. Raymond Barre, qui viendra en voisin de sa maison de Saint-Jean-Cap-Ferrat (le 31 août) et Mme Simone Veil (le 2 septembre).

Presque simultanément, le parti républicain, les 29 et 30 août à La Baule, et, du 4 au 11 septembre à Bandol, les Jeunes Giscardiens, du 2 au 6 septembre à La Plagne, et, pour la première fois, les jeunes du R.P.R., du 29 août au 3 septembre à Avignon, réuniront leur propre université d'été. MM. Raymond Barre et Giscard d'Estaing se succéderont les 10 et 11 septembre à l'université du P.R., tandis que M. Chirac viendra clôturer les journées d'études des jeunes du R.P.R., le 3 septembre.

Chez les Jeunes Démocrates sociaux, le thème de l'Europe a été retenu très vite, dès le mois d'avril. « *Les menaces françaises sur l'Europe, la période d'hésitation de M. Mitterrand quant à une éventuelle sortie du serpent monétaire, les crises monétaires et agricoles et, enfin, la réglementation des taux de change, ont guidé notre choix* », explique M. Jean-Pierre Abelin, président des J.D.S. « *Nous avons le sentiment que l'Europe s'endort et que les partis politiques à l'origine de la construction de l'Europe se préoccupent maintenant davantage de la gestion de l'acquis européen que des nouveaux problèmes qui se posent, qu'il s'agisse de la sécurité européenne, des euromissiles, de l'énergie ou de l'électronique* », poursuit-il. « *Nous souhaitons aussi*, ajoute M. Jean-Pierre Abelin, *faire avancer l'Europe du quotidien. Il n'y a pas de prise de conscience dans l'opinion, si ce n'est chez les agriculteurs parce qu'ils sont directement concernés.* »

Les Jeunes Démocrates sociaux réfléchiront à des propositions susceptibles de faire avancer cette « *Europe au quotidien* ». Ce pourrait être la création d'un « *office européen des échanges* », l'instauration sur la future quatrième chaîne d'un « *cahier des charges orienté vers l'échange avec les autres pays européens* ».

« *Nous ne sortirons de la crise qu'avec l'Europe et nous ne sortirons l'Europe de la crise qu'avec la jeunesse.* » Tel est le message des jeunes centristes. « *Il serait paradoxal*, remarque M. Abelin, *que seul le R.P.R. se fasse entendre sur ce sujet qui ne lui est pas naturel.* »

Ce thème de l'Europe continuera à occuper l'esprit des Jeunes Démocrates sociaux au-delà même de leur université d'été. Ils participeront, les 13 et 14 octobre à Strasbourg, au congrès de l'Union des jeunes démocrates-chrétiens, et souhaitent, comme ils avaient pu le faire en 1978 à Paris, organiser en France un grand rassemblement des jeunes européens.

C. F.-M.

LES NOUVELLES MUNICIPALITÉS A L'HEURE DE LA REVANCHE

Grasse : la « normalisation »

De notre correspondant régional

Grasse. — « *Pendant une vingtaine d'années, nous paierons la présence du P.C. aux leviers de commande.* » Afin qu'ils n'en ignorent rien, M. Hervé de Fontmichel, l'ex et le nouveau maire de Grasse, a prévenu ses électeurs. L'« interrègne » de M. Georges Vassallo, l'ancien maire (P.C.) qui lui a confisqué son fauteuil pendant six ans, aura laissé, selon lui, des traces profondes et néfastes dans la gestion de la ville.

Contre toute attente, en 1977, alors que M. de Fontmichel avait accompli un premier mandat, Grasse (40 000 habitants) s'était donné une municipalité d'union de la gauche à majorité communiste. Battu de 366 voix (1), M. de Fontmichel, un avocat de quarante-sept ans, descendant d'une très ancienne famille de l'oligarchie grassoise, cultivé et faussement nonchalant, exerçait un certain autoritarisme qui lui avait aliéné une partie de son propre conseil. Deux ans plus tard cependant, il parvenait à conserver, face à M. Vassallo, son siège de conseiller général des Alpes-Maritimes, et l'emportait enfin aisément, en mars 1983, dès le premier tour de scrutin (2).

Sa première préoccupation dès son retour dans les anciens bâtiments épiscopaux de la mairie : établir un « *constat d'urgence* » concernant la situation laissée par ses prédécesseurs. Un Livre blanc préparé avec le concours d'experts « *assermentés auprès de la cour d'appel* » sera publié ultérieurement.

Mais, déjà, une bataille de chiffres a commencé. Selon M. de Fontmichel, l'état des finances de la ville serait « *dramatique* ». En six ans, l'endettement se serait accru de 123,60 %, la pression fiscale aurait fait un bond de 231,34 % et les dépenses de fonctionnement se seraient alourdies de 161,30 % en raison essentiellement du recrutement de trois cent cinquante agents communaux supplémentaires (soit une augmentation de 54 %). A ce sombre tableau, l'actuel maire de Grasse ajoute une série d'exemples tendant à démontrer la mainmise du P.C. sur la ville : « *noyautage* » de l'administration communale, orientation des subventions et des contrats d'étude au profit d'associations et d'organismes conseils d'« *obédience communiste* », attribution partisane de logements sociaux, radiation abusive d'électeurs, inquisition fiscale au détriment des résidents secondaires, etc. « *Je rends volontiers hommage à M. Vassallo*, ironise M. de Fontmichel. *Il a bien mérité du P.C.F...* »

Réplique de l'ancien maire et professeur de collège, également âgé de quarante-sept ans, avenant et très peu doctrinaire : « *La nouvelle municipalité est atteinte d'une véritable paranoïa anticommuniste et voit le K.G.B. partout...* »

Pour M. Vassallo, toutes les assertions de son successeur ne sont que billevesées, et tous les chiffres sont faux ou tendancieux, à commencer par celui concernant le taux d'endettement de la commune. Malgré une vigoureuse politique d'investissements et une action permanente pour plus de justice sociale, il aurait au contraire diminué de plus de 5 %... L'ancien maire se félicite au demeurant des initiatives prises par la précédente municipalité pour débusquer les contribuables « *qui échappaient injustement à l'effort collectif* ». Même si cette recherche des « *fraudeurs* » a pris une tournure particulière avec visites domiciliaires, photographies de piscines, de façades, etc.

L'heure de la revanche est cependant arrivée. Sans attendre, M. de Fontmichel s'en est pris tout d'abord à la radio locale Grasse FM, créée en mars 1982 dans les bâtiments du Centre des congrès de la ville et dont les installations (5 millions de francs) avaient été entièrement financées par l'ancienne municipalité. Le 5 mai, l'entrée des locaux était interdite au personnel, les serrures changées et l'émetteur coupé. « *Cette radio*, explique dans le dernier bulletin municipal, le nouvel adjoint délégué à l'information, M. Yves Mesiot, *pratiquait une censure implacable en sélectionnant les émissions, la musique et même les interprètes selon un critère exclusivement politique.* » A preuve, dans le domaine de la musique classique, « *le plus gros de la discothèque était constitué d'enregistrements du Grand Orchestre de Moscou...* » Grasse-F.M. s'est donc tue au bénéfice de Radio-Pays de Grasse, couvée comme il se doit par les nouveaux élus mais « *au service de tous les Grassois* ».

Cet épisode du changement préfigurait d'autres décisions tout aussi radicales. Début juillet, M. de Fontmichel dressait lui-même une liste des « *annulations de mesures particulièrement condamnables* » touchant surtout à la politique urbanistique conçue par la gauche. La plus pernicieuse, il est vrai, aux yeux de la nouvelle municipalité puisqu'elle visait à modifier complètement les règles du jeu foncier et immobilier.

Exit le POS « communiste »

Dès son installation, la municipalité Vassalo avait en effet mis à l'étude un plan d'occupation des sols (POS) dont l'une des principales dispositions consistait à créer plusieurs zones d'aménagement différé (ZAD), notamment à l'emplacement des parfumeries anciennes de Grasse. En application de ces nouvelles règles, les terrains occupés par les usines du centre-ville ne pouvaient être revendus que dans le cas d'un transfert d'activité sur le territoire de la commune. Leur prix était d'autre part déterminé par les droits à construire résultant d'une concertation entre les aménageurs et la collectivité locale. Objectif proclamé : éviter toute spéculation immobilière et organiser le développement de la ville en tentant de concilier les besoins collectifs et particuliers.

Le nouveau document ne prenait en fait tout son sens que dans la perspective d'une restructuration de la parfumerie grassoise passant par la décentralisation de trois entreprises importantes. En liaison avec le conseil régional et le ministère de l'industrie, des études subventionnées à 50 % avaient été lancées afin d'évaluer les opportunités d'aménagement.

Le scrutin de mars dernier a mis un terme à l'expérience. « *Le POS élaboré par la précédente municipalité*, estime M. de Fontmichel, *était particulièrement collectiviste. Il amenait la puissance publique à contrôler de façon autoritaire la plus grande partie du territoire communal et allait même jusqu'à geler purement et simplement de vastes espaces.* » *Exit* le « *POS communiste* », dont la révision a été demandée et déjà obtenue par le maire en place. Dans la foulée, toutes les opérations de rénovation de la vieille ville entamées par les anciens élus ont été suspendues en attendant l'élaboration d'un nouveau projet.

L'essentiel du programme de construction sociale décidé antérieurement aux élections a également été abandonné. « *Au lieu des grands ensembles Vassallo, on réalisera de petites unités de H.L.M. !* », lance le maire actuel de Grasse, en schématisant quelque peu la situation. La réhabilitation des vieux quartiers de la ville doit d'abord s'appuyer, selon lui, sur l'initiative privée. La spéculation ? « *Il n'y en a jamais eu et il n'y en aura pas. C'était un épouvantail brandi par le P.C.* » « *D'autant*, poursuit M. de Fontmichel, *que la ville n'avait pas les moyens d'acheter les immeubles dont la vente était bloquée, ce qui avait pour conséquence de stériliser le marché.* »

Chasse aux sorcières

Le nouveau maire n'a pas toujours été frappé, au demeurant, par ces évidences : il avait eu recours en 1976, dans le même secteur, à la même procédure de ZAD qu'il répudie aujourd'hui. Quoi qu'il en soit, le spectre d'une municipalisation des sols a résolument été écarté.

Même s'il n'y a pas eu, ou pas encore, à Grasse, de grandes manœuvres sur le front culturel, la « *chasse aux sorcières* » bat son plein parmi le personnel communal, selon M. Vassallo. « *Sept licenciements ont déjà été prononcés à l'encontre d'agents, de cadres appartenant à notre organisation* », confirme la C.G.T., qui fait état par ailleurs de mutations « *professionnellement injustifiées* », ainsi que « *de brimades et de vexations* ». « *Le personnel connaît ma tolérance*, répond M. de Fontmichel, *et ne prend pas ces accusations de chasse aux sorcières très au sérieux. Mais il est vrai que je serai obligé de corriger les errements du P.C. ; d'appliquer un plan de désinflation du personnel communal afin de ramener sur dix ans les effectifs d'un millier d'agents à huit cents.* »

Au sein du conseil, les élus de l'opposition, eux, ne sont pas spécialement choyés. « *Nous n'avons toujours aucun bureau, ni de secrétaires, pas même une feuille de papier, pas un crayon, pas un timbre* », s'indigne M. Vassallo. « *En ont-ils vraiment besoin*, s'interroge, impavide, M. de Fontmichel, *quand on songe aux nombreux locaux dont ils se sont assuré le contrôle et à tous les fonctionnaires qui partagent leurs préoccupations ? A titre d'exemple, l'immeuble de la C.G.T. est presque à lui seul un second hôtel de ville et une véritable contre-administration...* »

Désormais, c'est M. de Fontmichel qui le suggère, les choses vont retrouver leur cours « normal ». Après la Révolution, Grasse est entrée de plain-pied dans la Restauration.

GUY PORTE.

(1) Au deuxième tour de scrutin, sur un total de 14 974 suffrages exprimés, la liste de l'union de la gauche, conduite par M. Vassallo et comprenant 17 P.C., 11 P.S., 2 M.R.G., avait recueilli 7 670 voix. Celle emmenée par M. de Fontmichel avait obtenu 7 304 voix.

(2) La liste de M. de Fontmichel avait obtenu 9 230 voix, soit 50,90 % des suffrages exprimés, contre 7 027 voix (38,75 % des suffrages exprimés) pour la liste Vassallo. Il y avait deux autres listes en présence, dont l'une se réclamant de l'opposition (6,51 %) et l'autre conduite par un socialiste dissident (3,83 %). Dans la nouvelle municipalité, le P.C. détient 5 sièges et le P.S., 3. La majorité est composée de 8 R.P.R., 6 P.R., 2 rad. soc., 2 C.D.S., 1 P.S.D. et 12 divers opposition.

LE COMMUNIQUÉ OFFICIEL DU CONSEIL DES MINISTRES

● **LA COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE DES COLLECTIVITÉS LOCALES**

Le ministre des relations extérieures a présenté au conseil des ministres du 24 août un projet de loi autorisant l'approbation de la convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales.

Cette convention élaborée dans le cadre du Conseil de l'Europe est déjà ratifiée par neuf Etats membres. Elle s'inscrit dans le cadre de la politique du gouvernement, tendant au développement des libertés locales. Elle a, en effet, pour objet de favoriser la coopération entre collectivités territoriales des pays signataires dans des domaines où se présentent pour elles des problèmes communs (développement urbain ou rural, protection de l'environnement, amélioration des infrastructures, entraide en cas de sinistre).

Cette coopération s'exercera dans le cadre d'accords que les Etats auront conclus préalablement, ainsi que dans la limite des compétences respectives de l'Etat et des collectivités territoriales, telles qu'elles sont fixées par le droit de chaque pays signataire.

● **CHILI**

Le conseil des ministres a évoqué la répression policière au Chili.

Le gouvernement condamne les actes délibérés dont sont victimes des innocents qui ne faisaient que manifester pour le retour de la démocratie au Chili. Il souhaite que les Chiliens retrouvent le droit, reconnu à tous les peuples, de s'exprimer et de vivre libres.

● **LA FRANCOPHONIE**

Lire *le Monde* du 25 août, ainsi que page 22.

DÉFENSE

Le général Cuq est nommé commandant la Ve région militaire

Sur la proposition de M. Charles Hernu, ministre de la défense, le conseil des ministres du mercredi 24 août a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● TERRE. — Est élevé au rang et à l'appellation de général de corps d'armée, le général de division Gilbert Forray, nommé commandant la composante terrestre de la force d'action rapide (*le Monde* du 10 août) ;

Est nommé gouverneur militaire de Lyon et commandant la Ve région militaire, le général de corps d'armée Jean Cuq, en remplacement du général d'armée Wilfrid Boone Arbod Borssat de Lapérousse, admis en deuxième section (réserve) à compter du 15 septembre.

[Né le 27 août 1927 à Naucelle (Aveyron) et artilleur de formation, Jean Cuq, après avoir servi en Indochine et en Algérie, a notamment commandé, de 1973 à 1975, le 35e régiment d'artillerie à Auch, puis à Tarbes. Il dirige le bureau des études de l'état-major de l'armée de terre jusqu'en 1977, date à laquelle il prend le commandement de la 2e brigade parachutiste. En avril 1978, il est désigné pour servir, au Liban, comme chef d'état-major de la Force intérimaire des Nations unies (FINUL). En 1980, il devient commandant la 5e division blindée.]

Est promu général de division, le général de brigade Guy Simon, nommé gouverneur militaire de Nancy, commandant la 4e division blindée et la 61e division militaire territoriale.

[Depuis juin 1981, le général Simon était chef du cabinet militaire du premier ministre, M. Pierre Mauroy.]

***

Sont promus : général de brigade, les colonels Michel Timores, Guy Barascud, Serge Douceret et Max Gayral ; contrôleur général des armées, le contrôleur des armées René Chabod.

Sont nommés : inspecteur de l'artillerie, le général de division Michel Berthier ; commandant les écoles de l'armée de terre, le général de division Guy de la Rochette de Rochegonde ; commandant la 1re division blindée, le général de brigade Jean Salvan ; commandant la 31e division militaire territoriale, le général de brigade Claude Dorange-Pattoret ; commandant la 42e division militaire territoriale, le général de brigade François Lecouffe.

De préférence à un blindé américain la Suisse choisit d'acheter un char ouest-allemand

De notre correspondant

Berne. — Le gouvernement helvétique a décidé mercredi 24 août de choisir le char ouest-allemand Léopard-II de préférence à son concurrent américain M-1 Abrams pour équiper, à partir de 1984, les trois divisions mécanisées de l'armée suisse. Un crédit de 2,5 milliards de francs suisses (environ 9 250 millions de francs français) sera demandé au Parlement pour l'acquisition d'une première série de 210 blindés, dont 175 seront fabriqués sur place, sous licence. Au total, la commande portera sur 420 engins de ce type livrables de 1984 à l'an 2000 pour remplacer les vieux chars suisses « 68 ».

Après avoir longtemps hésité, le Conseil fédéral s'était résolu en 1979 à abandonner le projet de construction d'un nouveau char de combat suisse. Malgré les objections des syndicats et des milieux intéressés, il avait estimé que son prix serait trop élevé et que son développement exigeait un délai trop long.

Après l'élimination du char britannique Challenger et du char français AMX-32, il a fallu plus de deux années d'études et d'essais pour départager le Léopard-II et le M-1 Abrams. Des délais de livraison plus rapides et des conditions plus avantageuses ont finalement fait pencher la balance en faveur du char ouest-allemand. D'un poids de 55 tonnes et armé d'un canon de 120 millimètres, le Léopard-II aurait l'avantage, à en croire les experts militaires helvétiques, de pouvoir soutenir la comparaison avec le nouveau T-80 soviétique.

Le montant global de la transaction s'élèvera à 4,5 milliards de francs suisses (l'équivalent de 16,6 milliards de francs français), dont 60 % reviendront à l'industrie helvétique. Pour le reste, a précisé M. Georges-André Chevallaz, chef du département militaire fédéral, les Allemands se sont engagés à passer des commandes de compensation. La fabrication en Suisse sera confiée à un consortium de plusieurs entreprises dirigées par la Société Contraves, filiale du groupe Oerlikon-Buehrlé. Cette commande devrait permettre d'assurer du travail à deux mille personnes pendant sept ans.

J.-C. B.

Le Monde

LIVRES

LA RENTRÉE LITTÉRAIRE

Le rendez-vous

BIENTOT la rentrée aura commencé, avec sa mélancolie presque routinière, son habituelle cohue et cette manière de se presser qui dissimule on ne sait quoi. Septembre 1983 – qui s'en étonnerait ? – obéira, dans le domaine des livres, aux rites établis depuis longtemps déjà. Les éditeurs, comme à l'accoutumée, publieront une multitude de romans. La saison l'exige, qui se termine par la cérémonie des prix littéraires. Des auteurs nouveaux et des récidivistes seront au rendez-vous pour confirmer que cette époque est bien celle où la France livre son cœur à travers des fictions. Nous espérons seulement qu'il se trouvera, parmi ces écrivains, beaucoup de gens qui auront eu d'abord rendez-vous avec eux-mêmes.

F.B.

Le retour d'André Suarès

CET automne sera marqué par le retour d'André Suarès (1868-1948), qui fut trop longtemps oublié. Après Temples grecs maisons des dieux, *Granit rééditera, en effet,* le Voyage du Condottiere, *tandis que Rougerie publiera un texte inédit :* Pour un portrait de Goya. *Auparavant, du 3 au 10 septembre à Cerisy, des journées consacrées à Larbaud et à Suarès auront réuni des passionnés du « Condottiere » parmi lesquels Yves-Alain Favre, professeur à l'université de Pau, et Michel Drouin, qui a publié récemment une partie de la correspondance de Suarès, avec Jacques Copeau (voir l'article d'Yves Florenne dans la rubrique Revues).*

A propos de Suarès, Roger Nimier écrivait dans l'Élève d'Aristote : « Il faut admettre cette idée : il est des hommes dont le naturel est grandiloquent, courageux, excessif. L'idée qu'on se fait de la nature en France, c'est qu'elle pousse et qu'elle est verte. C'est une vue insuffisante ».

La vie d'Aron et les amours de Sartre

DEUX gros ouvages, qui figurent incontestablement parmi les événements de la rentrée, devraient nous aider à mieux connaître la personnalité de deux grands penseurs du siècle : les Mémoires, *de Raymond Aron (780 pages, Julliard) et les* Lettres au castor et à quelques autres 1926-1963, *de Jean-Paul Sartre (deux volumes, Gallimard).*

Le sous-titre du livre d'Aron : 50 ans de réflexion politique, *indique qu'il s'agit avant tout d'un itinéraire intellectuel. Mais, à travers le récit d'une vie entièrement consacrée à l'analyse du monde contemporain, nous pourrons discerner l'autoportrait d'un homme à la fois célèbre et discret.*

Quant à la correspondance de Sartre, elle permettra de mieux comprendre ses relations avec les femmes – et en particulier avec celle qui fut la compagne de sa vie et sa constante confidente : Simone de Beauvoir.

Romans : qui donnera tort à La Bruyère ?

EN temps de prospérité comme en période de crise, la rentrée littéraire assène les mêmes chiffres : plus de cent soixante romans français cette année – à peu près le même nombre qu'en 1982, – dont un quart de premiers romans et environ un tiers écrit par des femmes.

Les grands éditeurs de littérature en publient dix à douze chacun, mais, comme l'an dernier, plusieurs autres maisons augmentent leur production romanesque. Ainsi Balland et Belfond annoncent chacun six romans et Ramsay en fera paraître cinq, dont le second volume de *la Bicyclette bleue*, de Régine Deforges, son grand succès de 1982, prix des maisons de la presse.

Les petits éditeurs confirment leur intérêt pour le genre. Bernard Barrault et les Editions du quai (Jeanne Laffitte), dont c'est la première rentrée, proposent chacun trois titres ; Actes Sud, deux – dont *Éléonore à Dresde*, d'Hubert Nyssen, son directeur ; Acropole et Lieu commun, chacun deux ; Jean Picollec, trois ; et P.O.L., désormais séparé d'Hachette, cinq.

Ce sont eux qui prennent le plus souvent le risque de publier, des premiers romans Flammarion et Grasset n'en proposent qu'un chacun, et Gallimard deux seulement. Les auteurs sont parfois de très jeunes gens comme François Poirié, vingt ans, qui donne un roman-poème : *la Passade légendaire* (Flammarion) ; beaucoup sont enseignants ou universitaires, comme Violaine Vanoyecke, *Clair de Symphonie* (Jean Picollec), ou Jean-Emile Genvrin, assistant de philosophie à l'université Paris-VIII, qui prépare un essai sur Gombrowicz, et dont Stock sort le livre au titre de B. D., *Hitler et son ami concombre*. De son côté, l'helléniste Jacques Lacarrière fait revivre dans *Marie d'Égypte* (Lattès) une célèbre prostituée d'Alexandrie, au IVe siècle après Jésus-Christ.

Trois nouveaux écrivains maghrébins apparaissent, au Seuil, chez Belfond et chez Laffont : Abdelhak Sehrane : *Messaouda* – la *« nuit gluante »* d'un monde hanté par ses tabous. – Djanet Lachmet : *le Cowboy* – l'enfance d'une petite algérienne pendant la guerre d'Algérie, – et Ahmed Zitouni : *Avec du sang déshonoré d'encre à leurs mains* – la dérision désespérée d'un Maghrébin des ghettos français.

Pour la danseuse Ludmilla Tcherina – *l'Amour au miroir* (Albin Michel), – le roman n'est qu'une aventure nouvelle dans une longue carrière artistique. Yann Andréa, trente et un ans, n'est connu, lui, que pour être un proche de Marguerite Duras. Dans son récit, *M.D.* (Minuit), un écrivain célèbre doit entrer à l'hôpital pour y subir une cure de désintoxication... Les fidèles de Marguerite Duras ne résisteront pas à la curiosité d'ouvrir ce livre, même s'il ont peu de goût pour un certain vampirisme.

Enfin, plusieurs journalistes figurent parmi les débutants. Catherine David, critique au *Nouvel Observateur*, publie *l'Océan miniature*, et Jean-Louis Ezine, critique aux *Nouvelles littéraires*, *la Chantepleure* (tous deux au *Seuil*).

JOSYANE SAVIGNEAU.

(Lire la suite page 12.)

CAFE LITTERAIRE



Essais : les inquiétudes de notre société

LA crise est là. Ces prochaines semaines, elle sera, en tout cas, dans les vitrines des librairies, où nous verrons fleurir diagnostics et prophéties des docteurs qui se pressent au chevet de notre monde malade. Les difficultés stimulant les audacieux, plusieurs d'entre eux, confiants dans leurs remèdes, ont déjà les yeux fixés sur les lendemains...

Ainsi l'Américain Ervin Lazlo, dans *la Dernière Crise* (Grasset), estime que la mauvaise passe où nous nous trouvons peut être une chance pour l'humanité, si celle-ci sait en tirer les leçons. Un autre Américain, Bruce Nussbaum, nous annonce, dans *l'Après-Pétrole* (Acropole), que les secousses actuelles marquent l'entrée de notre planète dans une nouvelle phase de son histoire : l'ère technologique, qui succède à l'ère industrielle. C'est cette mutation que décrit Éric Laurent dans *la Puce et les Géants. De la révolution informatique à la guerre de renseignements* (Fayard), en analysant l'exemple de la fameuse Silicon Valley en Californie, où se concentrent les recherches dans les technologies de pointe.

A l'échelle de notre modeste Hexagone, André Grjebine, dans *l'État d'urgence* (Flammarion), dresse les grandes lignes d'une stratégie susceptible d'arracher la France au sous-développement qui la guette. Refusant lui aussi de désespérer, Michel Cicurel, dans *la France quand même* (Laffont), nous assure que nous avons en main de solides atouts pour franchir ces moments difficiles. Et le directeur du C.N.R.S., Pierre Papon, fait un plaidoyer éloquent et argumenté *Pour une prospective de la science* (Laffont), destiné à montrer comment notre pays peut aborder cette révolution scientifique dans les meilleures conditions.

Les lecteurs qui voudraient mieux comprendre les ressorts cachés des grands mouvements de l'économie mondiale pourront, s'ils ont du souffle, se plonger dans la monumentale *Histoire de l'analyse économique* de J.A. Schumpeter en trois volumes, préfacée par Raymond Barre (Gallimard), ou, si leurs ambitions sont plus modestes, se contenter de *Marianne et le pot au lait*, de Philippe Alexandre et Roger Priouret (Grasset), petit manuel pour survivre en temps de crise, destiné à la piétaille. Ceux qui se plaignent de voir leur niveau de vie rabaissé par les initiatives de M. Delors pourront – égoïstement – se consoler en apprenant, dans *les Riches et les Pauvres* d'Éliane Mossé (le Seuil), qu'il y a, au cœur même de notre société d'abondance, plus malheureux qu'eux : il n'est pas nécessaire d'aller dans les pays du tiers-monde pour rencontrer de vrais pauvres.

∴

Mais la misère économique n'est pas le seul de nos maux. Il faut aussi compter avec la violence – personnelle et collective – dont Henri Laborit esquisse une théorie générale dans *la Colombe assassinée* (Grasset), ouvrage d'abord conçu pour des militaires et mis maintenant à la disposition du grand public. On retrouve ce thème de la violence comme fil conducteur du livre autobiographique de Casamayor... *Et pour finir, le terrorisme* (Gallimard), où l'auteur retrace les grands moments d'une carrière au service de la justice.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

(Lire la suite page 12.)

le feuilleton

LA DESTINÉE D'UN MÉTÉORE

Bruno Schulz, juif de Galicie

IL est des destins qui sont à eux seuls des tragédies exemplaires, comme s'ils soufflaient à ceux qui les subissent le synopsis de leurs créations littéraires. Il est des œuvres qui n'ont pas le sort qu'elles méritent et qui risqueraient de rester ignorées à jamais sans l'aide incomparable de grands critiques et éditeurs qui sont souvent de véritables « redresseurs de torts » de l'histoire...

Maurice Nadeau est un de ces discrets justiciers (qui ne sont jamais des chasseurs de primes !). Il a joué un rôle essentiel dans la connaissance que nous avons en France de grands écrivains méconnus. C'est lui qui – après avoir révélé Malcolm Lowry et bien avant de nous avoir fait connaître G. B. Edwards *(Sarnia)* – fut le premier à publier en France Bruno Schulz, en 1961 (1), sur la recommandation d'un critique polonais, Arthur Sandauer ; celui-ci venait de faire découvrir à ses compatriotes l'écrivain, mort depuis dix-huit ans. Une heureuse réédition, cette année, chez Denoël, devrait enfin faire sortir de l'oubli et de l'ignorance ce météore nommé Bruno Schulz, qui est un des plus grands écrivains polonais du vingtième siècle (avec Gombrowicz et Witkiewicz) (2).

∴

Né en 1892 dans un bourg de Galicie, Drohobycz, tué par la Gestapo d'un coup de revolver dans la nuque, dans une rue de sa ville natale, le 19 novembre 1942, Bruno Schulz, admirateur de Kafka – il a traduit en polonais *le Procès* en 1936, – admiré de Gombrowicz et de Witkiewicz, est resté toute sa vie un provincial en marge. *« Non que Bruno Schulz ait été un écrivain maudit,* remarque Maurice Nadeau. *Ce sont plutôt les temps qui étaient maudits : de guerre, d'« occupations » et de génocide, de fluctuations de frontières et de changements de régime. Né Autrichien, il a vécu Polonais et est mort juif, manquant l'occasion de devenir Russe. »* En effet, Schulz n'aura pour ainsi dire jamais quitté Drohobycz, sauf se rendant parfois dans la capitale galicienne – Lemberg, Leopol, Lwow, aujourd'hui Lvov, – qui relevait de la couronne « impériale et royale » de François-Joseph avant de devenir polonaise en 1918, soviétique en 1945.

par Nicole Zand

Son père, Jacob Schulz, le héros de beaucoup de ses récits, était un marchand de drap aisé, qui dirigeait la grande boutique de la place, au-dessous de l'appartement familial où régnait « la » bonne, cette Adèle qui faisait verser des larmes de concupiscence au père comme au fils ! Bruno est le cadet, il fera des études d'architecture, puis, quand la famille sera ruinée, après la mort du père, enseignera, jusqu'à sa mort, le dessin au collège de la ville.

UNE de ses anciennes élèves de Drohobycz, Maria Craipeau, a évoqué son souvenir (3) : *« Je n'ai pas connu Bruno Schulz « le grand écrivain polonais »,* écrivait-elle. *Lorsque j'étais petite fille, il était peintre et professeur de dessin... »* Bruno Schulz, en effet, est devenu écrivain par hasard : il commence par écrire à un ami gravement malade, pour le tenir au courant de la vie dans sa petite ville. Puis il prend de plus en plus goût à ce qu'il relate et, au lieu d'être toutes envoyées, les lettres deviennent des manuscrits qu'il garde dans des tiroirs secrets. Grâce à une amie écrivain, éblouie par l'audace artistique de ce petit homme timide, Schulz publie à Varsovie, en 1934, *les Boutiques de cannelle*, puis, en 1937, *le Sanatorium au croque-mort*. Ces deux volumes constituent tout ce qu'on connaît de son œuvre écrite (un roman auquel il travailla pendant longtemps, *le Messie*, a disparu après sa mort ; on n'en a rien retrouvé).

∴

EN revanche, les dessins restent assez nombreux pour qu'on se fasse une bonne idée de l'imaginaire de l'écrivain. Il est remarquable que les cycles de dessins des années 20 annoncent les images des œuvres littéraires. On peut découvrir cette œuvre graphique exceptionnelle en allant voir l'exposition des « Présences polonaises » (4). Des images se répètent, obsessionnelles, d'un l'homme, nu ou habillé, se prosternant devant une femme, avec ou sans fouet, dont il veut baiser les pieds qui lui écrasent la tête.

Cette série d'autoportraits de l'écrivain, on la trouve dans *le Livre idolâtre* : images insoutenables et pathétiques d'hommes avortons atteignant, dans leur avilissement, le bonheur suprême, couples monstrueux unis par un sado-masochisme voluptueux et douloureux... *« Ses dessins sont des poèmes de la cruauté des pieds et des jambes »,* écrivait à ce sujet S.-I. Witkiewicz, fasciné, mais réaliste : *« Malgré leurs gueules monstrueuses,* ajoutait-il, *on a l'impression que les dames de Schulz se lavent soigneusement les pieds deux fois par jour en utilisant des brosses, et qu'elles n'ont pas de cors aux orteils. Autrement, tout cela serait réellement terrifiant... »*

TOUT cela est « réellement » terrifiant, et revient avec un art beaucoup plus riche et plus élaboré dans la prose de Schulz : de courts récits, fragments d'une autobiographie fantastique d'un homme enfermé. Enfermé dans sa famille, dans sa ville, dans ses obsessions, voué à une perpétuelle enfance, fidèle à des mœurs patriarcales qui s'effritent, attaché à jamais aux méthodes traditionnelles d' *« un négoce nocturne et cérémonieux ».*

Il n'accepte pas « l'esprit du temps », l'économie moderne, et il évoque inlassablement l'échec du père *« cloîtré dans le sacerdoce solitaire d'un idéal sublime »* qui tente de lutter contre *« les prétentions indues de ces messieurs des filatures et tissages mécaniques »,* mais qui n'échappera pas à la déconfiture *(la Morte-saison)*. Le fils, lui, rêve souvent de s'échapper vers les *« boutiques de cannelle »*, imprégnées d'une puissante odeur de laque, de couleurs, d'encens, d'aromates de pays lointains, et de retrouver le Livre que lui lisait le père, ou bien encore de se mêler à la foule terne et anonyme du quartier moderne *(la Rue des Crocodiles)*. *« Une des particularités du quartier,* écrit-il, *ce sont les fiacres sans conducteur qui roulent tout seuls dans les rues, non qu'ils manquent de cochers, mais parce que ceux-ci, mêlés à la foule et accaparés par mille affaires, ne se soucient pas de leurs voitures ».* Bruno Schulz serait plutôt tenté par le destin de Szymcio, le bureaucrate qui, après sa retraite, décide de retourner à l'école et qui réussira à *« devenir réellement un enfant »* avant de s'envoler, dans le tourbillon d'une toupie, *« plus haut, toujours plus haut vers les espaces jaunes, inexplorés, automnaux » (le Retraité)*.

CETTE « recherche du temps perdu » – qui ne doit rien à Proust, – il faut la savourer jusque dans tous ces mots que Schulz, en poète du verbe, rend à leur sens profond. Pour lui, le mot n'est pas un reflet de la réalité, mais, au contraire, *« la réalité est une ombre du mot »*. Lui, petit homme écrasé par les femmes et par le destin, nous donne un bonheur de lecture où tous les sens sont conviés : les couleurs descendent d'une octave quand les stores de lin sont tirés tandis que les passants barbotent dans l'or de juillet sur la place du marché balayée par les vents chauds comme le désert biblique.

★ **LES BOUTIQUES DE CANNELLE et LE SANATORIUM AU CROQUE-MORT, de Bruno Schulz. Nouvelles traduites du polonais par Thérèse Douchy, Allan Kosko, Georges Sidre, Suzanne Arlet, Georges Lisowski. Préface d'Arthur Sandauer. Denoël, 232 pages et 264 pages. 49 et 56 F.**

★ **LE LIVRE IDOLATRE, de Bruno Schulz. Un album (grand format) de dessins et de photographies. Préface de Serge Fauchereau. Calligrammes (18 rue, Elie-Fréron. 29000 Quimper), 160 F.**

---

(1) Des extraits de l'œuvre de Bruno Schulz furent publiés, sous le titre *Traité des mannequins* (Julliard-Lettres nouvelles 1961).

(2) Le Prix du meilleur livre étranger fut attribué à la première édition complète des *Boutiques de cannelle* et du *Sanatorium au croque-mort* (Denoël, 1974), *La Clepsydre*, le beau film tiré par le Polonais Wojcek Has de l'œuvre de Schulz, avait reçu à Cannes en 1973 le Grand Prix du jury.

(3) Bruno Schulz : *Lettres perdues et retrouvées*. Préface et traduction de Maria Craipeau. Pandora, 1979.

(4) « Présences polonaises », Centre Pompidou jusqu'au 26 septembre. Voir aussi le remarquable catalogue de l'exposition, 135 F.



histoire littéraire

Balzac et le journalisme

● *L'honnête Honoré parmi des jeunes loups.*

1830, note la chronologie de l'édition en « Pléiade » de *la Comédie humaine*, est pour Balzac « *une année d'intense activité journalistique et littéraire. Toutefois, bien des détails de (sa) vie nous échappent* ». Rectifions : *nous échappaient*, jusqu'à la publication récente du *Balzac journaliste, le tournant de 1830*, de Roland Chollet. Cette thèse de 655 pages se lit d'un bout à l'autre comme un passionnant document historique sur la société de 1830, et en particulier sur le monde tumultueux de l'édition et de la presse. A coups de détails précis, de dates, de chiffres, revivent ainsi la dizaine de journaux, de « *magasins* », ou de revues auxquels Balzac a collaboré à partir de janvier 1830. C'est un grouillement d'idées, de talents, mais aussi de petites et grandes canailleries : tout ce joli monde se pille, se copie et s'étripe. La plus remuante de ces petites feuilles a pris pour titre, toute honte bue, *le Voleur*, en précisant : « *Butin* (sic) *littéraire, scientifique et industriel de la semaine.* »

A ses associés, qui voulaient plus prudemment appeler cette publication *la Lanterne magique*, Émile de Girardin, vingt-deux ans, répond : « *Non, nous n'aurions pour abonnés que des enfants. Notre chance de succès, c'est d'avoir le courage d'être vrais ; prenons pour titre :* le Voleur. »

Que va donc faire dans ce mauvais lieu le brave et foncièrement honnête Honoré ? Gagner son pain, en attendant des jours meilleurs. A la fin de 1829, il est l'auteur à la mode de *la Physiologie du mariage*. Mais ce succès flatteur se limite à mille exemplaires vendus, sur chacun desquels Balzac touche en principe 1 franc, payé en « billets » à terme, plus ou moins solides, qu'il lui faut faire escompter en courant tout Paris et en y laissant 15 % d'usure et d'agios. C'est le sort commun alors à tous les auteurs : à quelques mois de là, *le Rouge et le Noir*, tiré à cinq cents exemplaires, ne se vendra même pas !

Ainsi donc, calcule Balzac, si tout va bien et au prix d'un labeur de galérien, mes romans me rapporteront 200 F par mois. De quoi survivre (c'est ce que gagne un petit fonctionnaire), mais pas de quoi payer les dettes de l'imprimerie-fonderie qu'il a créée en 1827 et qui a rapidement « plongé ». Des dettes qui pèseront sur toute sa vie : 100 000 F (lui-même dira 120 000), 4 millions « lourds » d'aujourd'hui, qu'il est absolument résolu à payer à force de travail et de privations.

Comme il n'envisage pas un instant de renoncer à écrire, que ce soit au moins pour de l'argent, le plus et le plus tôt possible. Alors, à *Voleur*, voleur et demi !

Les précurseurs de notre siècle de « communications »

On s'étonne de lire dans la chronologie balzacienne citée plus haut (« Pléiade », vol. I), qu'il se lie en 1830 avec Émile de Girardin (disons plutôt, après R. Chollet, qu'il entre en relations d'affaires avec lui en 1829) « *et une joyeuse bohème littéraire* ». Personne n'a jamais moins été « bohème » que Girardin ni que ses associés moins connus, Lautour-Mézeray ou Victor Ratier. Ce sont de redoutables jeunes loups, intelligents, ambitieux et sérieux ; les créateurs de la presse d'idées et de combat du dix-neuvième siècle, les précurseurs de notre siècle de « communications ».

Nous trouvons la preuve de leur sérieux dans l'obstination que met Balzac, dès 1829, à « être présenté » à Girardin, son cadet de sept ans cependant. C'est qu'il sent bien de quel côté est l'argent à venir : pas de celui des libraires traditionnels, mais du côté des remueurs de capitaux et de formules nouvelles. Le journalisme paie, et paie comptant. Le libraire-éditeur ne retrouve l'argent engagé dans un roman qu'une fois tout le tirage vendu, et encore ! Il recule donc autant qu'il le peut le moment de payer l'auteur. L'éditeur de presse, lui, encaisse l'argent des abonnements (on ne vend guère au numéro, à l'époque) avant même d'avoir demandé des articles à ses auteurs, et ne fait aucune difficulté pour les payer à la remise.

Ce n'est pas la fortune pour Balzac, il s'en faut : au moins ses revenus augmentent-ils assez, dès 1830, pour qu'il puisse commencer à donner des preuves de sa volonté très réelle de se libérer de ses dettes. Et surtout, le mariage réussi de son génie de romancier avec le génie commercial de Girardin les mènera très vite à la publication en « feuilletons » de romans entiers, avant leur parution en librairie.

C'est cela, le grand tournant de 1830. A mesure qu'il multiplie les collaborations aux journaux et aux revues, la confiance lui revient en même temps que l'argent. « *Le système de la publication en revue*, écrit R. Chollet, *a apporté à Balzac une solution littéraire et commerciale au problème qui s'était posé à lui en termes d'urgence quotidienne et de fatalité économique au lendemain de* la Physiologie du mariage : *comment survivre sans cesser d'être romancier ?* »

Le très grand mérite de Roland Chollet, redisons-le, est d'associer constamment l'amabilité de l'écriture et le plaisir du texte à une documentation immense et parfaitement maîtrisée. Un autre est de nous présenter Balzac, non pas en tête à tête avec un univers romanesque intemporel, mais aux prises avec la difficulté quotidienne de « faire de l'argent » de cet univers. Un problème qui, n'en déplaise aux hypocrisies et aux fausses pudeurs, n'a pas cessé d'être actuel. Désormais, c'est d'un œil un peu autre que nous relirons *la Comédie humaine*.

JACQUES CELLARD.

★ BALZAC JOURNALISTE, LE TOURNANT DE 1830, de Roland Chollet, Klincksieck éditeur, avec le concours du Centre national des lettres, 655 p.

Octave Mirbeau, le peintre de la « pourriture »

Réédité dans une collection de poche, *le Journal d'une femme de chambre* parut pour la première fois en 1900, mais ce roman d'Octave Mirbeau, qui inspira Luis Bunuel, se lit toujours comme un « brûlot ».

LE *Journal d'une femme de chambre* mêle audacieusement l'esprit « fin de siècle », décadent et libertin, et le naturalisme impressionniste le plus violent et le plus noir. Personne ne sort indemne de la pourriture exhibée par Octave Mirbeau.

On connaît la trame : Célestine tient le journal de sa condition domestique. Depuis sa nouvelle place, « *la douzième en deux ans* », elle décrit non seulement la famille normande où elle a échoué, le village, les affaires, les histoires honteuses de la population, mais encore tout son itinéraire antérieur. De la sorte, ce journal constitue la traversée des milieux sociaux de l'époque, sur la toile de fond de l'affaire Dreyfus. L'entremêlement des fils narratifs se fait par l'alternance des retours en arrière et des épisodes actuels. Points d'orgue : un viol et un vol, dont Célestine devine très vite qu'ils ont dû être perpétrés par Joseph, brute fascinante qui représente les anciennes idées de l'auteur et que la narratrice finira par épouser, du même coup libérée de son servage et intronisée patronne.

Donc, guère de suspense, mais un document ambigu, dont le langage et l'esprit restent passionnants à déchiffrer. La dénonciation de l'état domestique y prend un ton très fort : « *Un domestique, ce n'est pas un être normal, un être social... C'est quelqu'un de disparate, fabriqué de pièces et de morceaux qui ne peuvent s'ajuster l'un dans l'autre, se juxtaposer l'un à l'autre... C'est quelque chose de pire : un monstrueux hybride humain (...) On prétend qu'il n'y a plus d'esclavage... Ah ! voilà une bonne blague, par exemple... Et les domestiques, que sont-ils donc, eux, sinon des esclaves ?...* » Mais cette prise de conscience est associée à la résignation, comme s'il s'agissait d'une fatalité : « *D'être domestique, on a ça dans le sang...* » Pour Célestine, un seul remède, le salut individuel par le mariage. Devenue maîtresse à son tour, elle sera toute dureté envers les servantes : « *Ce qu'elles sont exigeantes, les bonnes, à Cherbourg, et chapardeuses, et dévergondées !... Non, c'est incroyable, et c'est dégoûtant...* »

La réussite du roman de Mirbeau tient sans doute à la complexité de l'héroïne, dont l'enfance misérable a fait ce personnage trouble, dévoué, maternel, fleur bleue, cruel, vicieux, infernal. En sa passion pour l'« *étrange Joseph* » se concentrent les contradictions de cette femme, partagée entre son goût pour l'ordre, la religion, le patriotisme et l'ordure, la dépravation, le « crime » (c'est le mot de la fin).

Son vocabulaire traduit ses obsessions : « sales », « saletés », « pourries » sont parmi les mots les plus fréquents, tout comme « la chose », synonyme de « cochonnerie », pour désigner l'amour physique.

La charge contre la société bourgeoise (symbolisée par les maîtres de Célestine et par l'écrivain officiel de la classe, Paul Bourget) se transforme en une misanthropie qui n'épargne personne et ronge jusqu'au style de la narratrice. Avec elle, nous perdons notre âme à « renifler » et « fouiller » ce tas d'immondices et de décombres où l'être humain est dépossédé de « *la forme même de son moi* ».

SERGE KOSTER.

★ LE JOURNAL D'UNE FEMME DE CHAMBRE, d'Octave Mirbeau. GF/Flammarion. Préface et notices par Michel Mercier. 396 p. 24 francs.

Portrait d'un extrémiste

Un portrait à peine imaginaire se dessinerait aisément à partir des textes d'Octave Mirbeau. Il serait confirmé par la biographie et révélerait un homme aux passions extrêmes, sectaire et sincère dans ses choix et ses emportements.

Octave Mirbeau est né à Trévières (Calvados), en 1848, dans une famille appartenant à la bourgeoisie provinciale royaliste. Le père, officier de santé et conseiller municipal à Rémalard, en Normandie, inscrit son fils à Vannes, chez les jésuites, ces « *pétrisseurs d'âmes* », qui finissent par renvoyer leur élève du collège en 1863. Mirbeau achève ses études secondaires à Caen en 1866 et, muni du baccalauréat, entame à Paris des études de droit, très vite aléatoires. Enrôlé comme sous-lieutenant en 1878, il termine la guerre à l'hôpital, puis en prison, où il passe vingt mois sous l'accusation de désertion.

Libéré en 1872, Mirbeau devient journaliste dans le camp de l'ordre moral et collabore à divers journaux d'opposition, tels *le Gaulois, la Force, l'Ordre, le Figaro*. Paradoxe parmi d'autres ; réactionnaire en politique, il est critique d'art moderniste, qui fait connaître Rodin, Manet, Cézanne ; en témoigne le recueil posthume de ses articles, *Des artistes* (1922). Son acharnement contre l'État républicain lui fait suivre, entre 1877 et 1882, de bizarres chemins de traverse : il est tour à tour chef de cabinet du préfet de l'Ariège, boursicoteur et patron-pêcheur en Bretagne.

Le moment le plus fort de son engagement dans l'opposition royaliste se situe en 1883-1884, lorsqu'il déploie ses talents de pamphlétaire dans l'hebdomadaire satirique *les Grimaces*, dont il est rédacteur en chef. Son premier éditorial est une « Ode au choléra » où il exprime le vœu d'une épidémie qui balaierait le personnel gouvernant : « *La horde des bandits qui déshonorent la France, l'épuisent et la rançonnent.* »

Du royalisme à l'anarchie

Antirépublicaine, antibourgeoise et anticapitaliste, l'idéologie de Mirbeau véhicule un antisémitisme virulent : « *(...) Le jour où toute la France appartiendra aux juifs, nous ne verrons plus ni un champ de blé, ni une prairie, ni rien de ce qui nous fait heureux (...). Nous n'aurons plus ni roi, ni empereur, ni président de la République. M. de Rothschild sera le président de la Faisanderie française.* »

Cette guerre déclarée à la démocratie le mène devant une alternative qu'il formule ainsi : « *dictature ou radicalisme* ». Le second terme l'emporte chez cet individualiste forcené, qui participe alors aux revues libertaires de Zo d'Axa et de Jean Grave ; de ce dernier il préface en 1893 *la Société mourante ou l'Anarchie*. Partisan de Dreyfus et de Zola, il propose à *l'Aurore* de Clemenceau des articles qui marquent la disparition de son antisémitisme. L'itinéraire tourmenté de son existence se reflète violemment dans ses romans, au départ largement autobiographiques. *Le Calvaire* (1887), *L'abbé Jules* (1888) et *Sébastien Roch* (1890), transmettent sa haine de la bourgeoisie militariste et cléricale. Les vices sexuels, les hiérarchies d'argent et de classe qui règnent dans les « *vieilles sociétés de mensonges* », tels sont ses sujets.

Octave Mirbeau est mort à Paris le 16 février 1917. Si le pamphlétaire a désormais son épitaphe apaisée (« *Ne hais personne, pas même le méchant. Plains-le, car il ne connaîtra jamais la jouissance qui console de vivre : faire le bien* »), il manque à l'écrivain la solide étude que son génie appelle.

S. K.

revues

L'amitié de Suarès et de Copeau

MICHEL DROUIN s'est attaché à la correspondance de Suarès avec Jacques Copeau. Elle comporte plus de quatre cents lettres. Comment une telle amitié a-t-elle pu se nouer entre l'irascible « condottiere » enfermé dans sa solitude et le révolutionnaire du théâtre ? Gide et le groupe de la N.R.F., qui n'aimaient pas Suarès, voulaient attirer ce rebelle pour des raisons de stratégie littéraire. Copeau qui, lui, l'admirait, et qui dirigeait alors la revue, était le seul à pouvoir accomplir cette mission impossible. Ce sont les lettres de cette période — 1912-1913 — donc les premières, qu'a choisi de publier Michel Drouin : petit-fils d'un des fondateurs, la N.R.F. est pour lui comme une personne de la famille.

Quand, après plusieurs années incommodes, Suarès rompit définitivement avec ce qu'il appelait « la revue de Gide », l'amitié avec Copeau, loin d'en souffrir, se fortifia et ne finit qu'à la mort des deux hommes qui devait survenir presque en même temps. Ces trente-six années d'une « indestructible affection » firent apparaître des affinités affectives et intellectuelles parmi lesquelles, dès les premiers jours, leur commune passion du théâtre. Car on sait peu que Suarès fut ce « dramaturge malheureux », cet « homme de théâtre inaccompli » que montre bien Michel Drouin. Chacun des nouveaux amis retrouva donc chez l'autre les mêmes idées neuves qu'ils nourrissaient ensemble sans le savoir. Suarès fut le témoin fervent et stimulant de la grande aventure du Vieux-Colombier. C'est tout le programme du théâtre de Copeau qu'il résume en quelques lignes, dans la lettre qui s'achève sur cette confidence émouvante : « *...si un tel lieu d'asile avait été ouvert à ma plus ancienne et plus secrète passion, ma vie eût été changée* ».

Il aura fallu une revue des antipodes (*Australian Journal of French studies*, vol. XIX nº 1. Monash University, Clayton, Victoria, 3168, Australia) pour s'intéresser à une telle correspondance. Sa publication intégrale s'impose en France.

Y. F.

★ Le troisième et dernier cahier de la correspondance Copeau-Rivière vient de paraître. (Association des amis de J. Rivière et Alain-Fournier, 31, rue Arthur-Petit 78220 Viroflay).



lettres allemandes

Les étrangetés de Kleist

● *Un fanatique de l'absolu*

UN homme étrange, qui ne consentait pas à vivre dans le désordre de son époque. Marthe Robert l'a défini ainsi : Kleist est le *« vrai poète tragique de l'Allemagne »*. Il a gêné tout le monde. Gœthe, après avoir encouragé sa vocation de dramaturge, fit tout pour lui barrer la route. Les romantiques ne le tenaient pas pour l'un des leurs. Lui-même se disait *« inexprimable »*. Il a laissé une œuvre brève, mais d'un éclat tout particulier.

Son théâtre est d'un lyrisme audacieux, et qui n'a pas son pareil en Allemagne (1). Il soutenait que *Catherine von Hellbronn* et *Penthésilée* avaient la même héroïne, mais placée dans des situations inverses, ce qui lui permettait d'affirmer que ses pièces mettaient en scène des *« marionnettes suspendues au fil du destin »*. Il en va de même dans les huit récits qu'il a laissés et que traversent les thèmes de la cruauté et de l'injustice. Cependant, la prose de Heinrich von Kleist est à l'opposé du style de ses œuvres dramatiques : à l'emportement succède une rhétorique froide, très figée. L'auteur, dans ses contes, s'écarte, s'efface, se détache. Dès lors, ce qui transparaît avec force, ce sont les inquiétudes de la vie profonde : la pulsion de l'inceste, la peur inconsciente, le besoin irraisonné du meurtre, affleurent jusqu'à devenir intolérables. Les récits de Kleist créent le trouble, provoquent une singulière angoisse, suscitent un malaise subtil. Comme *la Marquise d'O...* (2), *Michael Kohlhaas* bouleverse le lecteur attentif, lui faisant découvrir un aspect imprévu du *romantisme*.

Heinrich von Kleist est né en octobre 1777. En 1792, il entre au régiment de la garde à Potsdam. En 1794, il combat dans le Palatinat. Il devient lieutenant en 1797. Un document éclaire son trajet, c'est sa *Correspondance complète* (3). Il y donne les raisons qui le font quitter l'armée en 1799 pour se lancer à cœur et corps perdus dans les sciences. Ce qui lui importe, c'est un univers précis, net, entièrement plié aux lois et règles de la raison. Ce qu'il revendique, c'est la possibilité de dresser *« un plan de vie »* et de s'y tenir.

« L'empire de la raison »

« Ce magnifique assujettissement à l'empire de la raison », c'est toute sa destinée. Ainsi, lorsqu'il se fiance avec Wilhelmine von Zenge (qu'il nomme Mina) en 1800, la prévient-il : *« Je ne veux point d'une fille achevée, si parfaite soit-elle. Je dois la former à moi, l'éduquer. »* Et c'est ce qu'il entreprend : il lui dicte des thèmes de méditation, il lui demande de disserter sur des points précis, il la conseille en tout. Mais c'est à peine s'il la voit, s'il la rencontre : il fait des voyages mystérieux, il s'éloigne de plus en plus, un peu comme Kafka devant Felice. Et comme Kafka qui n'épousera pas Felice, Kleist n'épousera pas Mina...

C'est en mars 1801 que se brise son univers intellectuel. A cette époque, il découvre l'œuvre d'Emmanuel Kant : *« J'ai l'impression de devenir une de ces victimes de la folie, comme la philosophie de Kant en a tant sur la conscience. »* Que s'est-il passé ? Simplement que le relativisme kantien a rendu impossible tout « plan de vie », car, ayant lu Kant, *« nous ne pouvons décider si ce que nous nommons vérité est vraiment la vérité, ou si elle nous paraît seulement telle »*. Et conclut : *« Mon unique but, mon but suprême s'est effondré, et je n'en ai plus aucun désormais »*. Alors, il fuit, il voyage *« pour se dérober à tout savoir »*...

Il y aura des femmes et des hommes autour de Heinrich von Kleist. Il aime aimer, mais il voudrait que l'amour soit si absolu qu'il le mène à la mort. Il y a d'abord sa demi-sœur Ulrike, avec laquelle il voyage, et qui l'accompagne vêtue en adolescent. D'elle, il dira : Ulrike est *« un individu qui n'est ni homme ni femme et qui hésite comme un être hybride entre les deux sexes »*. Puis vient Marie von Kleist, sa cousine, qui lui versera une pension par des voies détournées. Enfin, Kleist va rencontrer une jeune femme mariée, atteinte d'un cancer, Henriette Vogel. Avec elle, il pourra accomplir l'acte suprême : ils se donneront la mort ensemble, sur les bords du lac de Wannsee, à Potsdam, le 21 novembre 1811.

Le désordre du monde

En 1802, Kleist écrit à Mina : *« J'ai décidé de me consacrer, avec joie ou déplaisir, n'importe, à la littérature. »* Il crée une revue, *Phébus*. Ce sera un échec. Ensuite, il se consacre à une feuille quotidienne, *les Berliner Abendblatter*, où il inaugure sa troisième manière : celle des écrits brefs et des anecdotes. A ce moment, il se veut patriote et manifeste son hostilité à Napoléon. Jean Ruffet admire *« le talent de Kleist, potinier malgré lui, qui a su faire de cet ensemble de publications à ras de terre... un chef-d'œuvre d'astuce, de dérision, d'ironie et de clairvoyance* (4) ». Le préfacier d'*Anecdotes et petits écrits* a raison de rapprocher l'activité journalistique de Kleist de ce phénomène particulier aux pays de l'Est, et qu'on a pris coutume de nommer « radio bonne femme »...

Victime exemplaire du mal du siècle, Heinrich von Kleist, dans sa pauvreté, dans ses ambiguïtés, dans sa passion de l'absolu, aurait pu dire, comme son héros Michael Kohlhaas, à quel point il souffrait *« de voir le monde en un grand et si monstrueux désordre »*. Seule la mort en compagnie d'un être aimé lui paraissait consolante.

HUBERT JUIN.

★ **MICHAEL KOHLHAAS ET AUTRES NOUVELLES. Texte français par Armel Guerne, Jane et Robert Sctrick. Éditions Phébus, 221 pages, 79 francs.**

(1) Lou Bruder a donné une excellente traduction des trois pièces maîtresses de Kleist, en 1960, au Club français du Livre.

(2) Les Éditions Phébus ont publié, en 1976, *la Marquise d'O... et autres nouvelles* — Traduction par Armel Guerne.

(3) *Correspondance complète (1793-1811)*, traduit de l'allemand par Jean-Claude Schneider, Gallimard (1976).

(4) Kleist : *Anecdotes et petits écrits*, traduits de l'allemand et présentés par Jean Ruffet, Petite Bibliothèque Payot (1981).

romans

L'amour de l'Andalousie

● *Quand Clément Lépidis et Agustin Gomez-Arcos font la peinture d'un même pays*

DÉLAISSANT ses deux précédentes amours : la Grèce et Belleville, Clément Lépidis nous offre cette fois avec *l'Or du Guadalquivir* une méditation enchantée et enchanteresse sur l'Andalousie.

La Grèce, c'était l'amour des origines. Belleville, celui du quotidien. L'Andalousie, c'est l'amour-passion.

Mettant ses pas dans ceux de Barrès, Lépidis redécouvre la magie du « romancero gitan » et fait se lever les ombres mêlées aux vivants. Son regard, en effet, n'est pas seulement celui du voyageur, fût-il pénétrant comme chez Barrès, ou canaillement jouisseur comme chez Montherlant. Il est un regard de la mémoire qui retrouve les siens. Entre la Grèce de la tragédie et l'Andalousie du drame réincarné, il y a les correspondances et les ressemblances d'une même errance méditerranéenne, embrasée du même feu. Et le migrant de Belleville vient là se consumer au cratère jamais éteint de ce qui fut à la fois une grande éruption et un grand brassage.

De Tolède à Grenade, Séville, Cordoue, le héros de Lépidis, jeune Madrilène dont le père, grenadin, a été exécuté par les Maures de France, va reconstituer les étapes initiatiques d'un parcours qui, de tavernes en hôtels de passage, de personnages de rencontre en dépositaires du mythe, de faits divers crapuleux en fêtes liturgiques, le ramènera à la source et à la pureté du chant flamenco, c'est-à-dire à la reconquête de son identité, à la redécouverte de lui-même.

Trois femmes animent cette croisade à rebours vers la terre de consumation et de violence : l'une, légendaire ; l'autre, épisodique ; la troisième, dont le destin tragique clôturera le drame. Trois femmes incarnant la douleur de l'amour bafoué et qui se vengent en de cruelles représailles. Trois femmes dansant le ballet inépuisable de la séduction et de la punition, sur cette terre où ne poussent que les pierres, la misère et les roses.

Pour raconter cette histoire, Clément Lépidis réinvente les sonorités, les raucités du chant flamenco, les torsions, les flamboiements de la danse gitane. La voix parfois se brise, s'arrête ou se fait tendre, ironique ou familière, puis elle repart, orgueilleuse, inspirée, altière. Les images s'amoncellent, comme une pluie de fleurs de sang. Ce sont les noces ininterrompues de la poésie et de la lumière.

Le clou en est la Semaine sainte de Séville, où, dans un tourbillonnement de sons et de figures, se mêlent pénitent noirs, Vierges de velours, Hercules de foire, porteurs de croix et de torches, faux Nazaréens, vrais soldats, Golgothas, flagellations feintes et crucifixions imagées. Parti à la recherche de son héroïne, le héros la retrouve écartelée au pied de la cathédrale, immolée par un amant jaloux. L'initiation est achevée.

Agustin Gomez-Arcos, qui, lui, est andalou d'origine, poursuit dans *l'Enfant pain* l'évocation de la terre natale et du destin de ceux qui y vivent. Il est intéressant de comparer les deux témoignages : celui qui vient d'une rencontre peut-être prédestinée et celui qui tient à la naissance.

Un point de départ commun : l'après-guerre civile. Le héros de Lépidis a eu son père fusillé par les troupes de Franco. Il revient, vingt ans plus tard, sur les lieux de l'assassinat. Le personnage central de Gomez-Arcos, lui, est un enfant qui vit les immédiats lendemains de la victoire franquiste. Son père était le maire, républicain, du village. Deux de ses frères étaient engagés dans les troupes légalistes. L'un, blessé, a réussi à rentrer. L'autre est en prison, attendant un jugement qui tarde à intervenir. Sa sœur Maria elle-même, qui a pris part à la lutte idéologique, a été incarcérée plusieurs semaines.

Le roman montre bien, en même temps que la volonté pesante, de la part des vainqueurs, d'exercer des représailles sur les vaincus, l'extrême complexité de la situation dans les villages où les membres d'une même famille furent et restent divisés. Un des oncles du jeune garçon est devenu, temporairement, le nouveau maire, franquiste. Il sera remplacé par un phalangiste à l'orthodoxie plus intransigeante. La haine qui a dressé l'une contre l'autre les deux parties de la population continue d'envenimer les rapports. Mais s'y mêlent la complicité familiale et les nécessités de la vie quotidienne, cet entrelacs de services et de relations que constitue toute existence villageoise. La famille de l'enfant, parce qu'elle a le meilleur four de la localité, cuira le pain que l'État octroie parcimonieusement. Mais, parce que républicaine, elle n'y aura pas droit pour elle-même. L'enfant vivra dans ce supplice permanent d'un pain dont il ne pourra que humer l'odeur sans jamais satisfaire sa faim. D'où le titre.

Tout le roman est tissé de ces scènes rurales, familiales ou familières, vues par le regard de l'enfant, qui, à leur étrangeté, ajoute la spontanéité de la découverte, de l'émerveillement ou de l'épouvante.

On mesure alors ce qui différencie les livres de Lépidis et de Gomez-Arcos. La vision de Lépidis est plus enthousiaste. Elle embellit son objet un peu comme ces étrangers qui, s'étant pris de passion pour un pays, ou une région, le parent de toutes les vertus. La vision de Gomez-Arcos est plus réaliste. Née sur un coin de terre, elle en fait apparaître les beautés, mais en assume aussi les ombres. Toutes deux partent du cœur. Mais l'une est cérébrale et se nourrit d'images, l'autre est plus viscérale et s'alimente des mille petits événements qui composent la trame de la tapisserie sociale.

L'une exalte le flamenco, les taureaux et les processions de la Semaine sainte. L'autre dépeint les amours, les rivalités, les querelles de voisinage, le travail quotidien, les deuils, la misère et la faim.

PAUL MORELLE.

★ **« L'OR DU GUADALQUIVIR », de Clément Lépidis. Le Seuil, 185 p., 65 F.**

★ **« L'ENFANT PAIN », d'Agustin Gomez-Arcos. Même éditeur, 320 p., 69 F.**

— Un précédent roman de Gomez-Arcos : *Maria Republica* vient d'être réédité dans la collection « Points » (Le Seuil).

au fil des lectures

Récits

Le jardin secret de Jean de Boschère

Poète, essayiste, romancier, graveur et peintre, Jean de Boschère cultivait un jardin secret où il se réfugiait lorsque le poids du monde devenait insupportable. Ce solitaire avait néanmoins le talent de susciter de grandes amitiés. Celle d'Antonin Artaud ne devait jamais se démentir et celui-ci, pourtant avare de compliments, devait saluer, à la parution de *Marthe et l'enragée* (1), *« une œuvre écrite comme une torture »*.

Le Pays du merle bleu rassemble des textes extraits de diverses publications de cet écrivain, qui recherchait dans la nature les enchantements que lui avait procurés les contes de fées de ses jeunes années.

Les oiseaux représentaient, pour ce poète, *« des œuvres d'art inanimées »* et il pouvait rester des journées entières à contempler leurs amours et leurs conflits. Il se serait même, volontiers, fait chasseur pour leur prouver que, dans un art perfide, les hommes savaient se montrer supérieurs aux animaux. Jean de Boschère, tout comme Stendhal, éprouvait une particulière tendresse pour le merle bleu, que toutes les langues latines nomment *« le solitaire »*.

PIERRE DRACHLINE.

★ **LE PAYS DU MERLE BLEU, de Jean de Boschère, préface de Jean Cassou. Christian Pirot, 13, rue Maurice-Adrien, 37100 Saint-Cyr-sur-Loire. 140 p., 60 F.**

(1) Réédité en 1977 par les éditions Granit.

Romans

Les nouveaux travailleurs de la mer

Quelques titres à la *Une*, vingt secondes d'images au *Journal télévisé* nous rappellent de temps à autre l'existence des plates-formes de forage « dressées » sur l'océan, et encore faut-il qu'il y ait une catastrophe donnant du « pittoresque » à un micro-univers qui pourtant n'en manque pas. Le pittoresque est au rendez-vous du roman de Philippe Saint-Gil, mais sous sa forme la plus authentique.

Pour un tel sujet — et pour en maintenir le suspense — le romancier ne saurait suffire, il y faut le technicien ; l'ingénieur Saint-Gil en a toutes les qualités plus une, car non seulement il sait les mystères de « Galaxie I », mais sur ce gigantesque trépied de science-fiction devenu réalité, il a partagé la vie très marginale de ces nouveaux travailleurs de la mer.

Cette conjugaison du romanesque et du documentaire n'allait pas sans risques ; l'habileté du narrateur les surmonte. Tous les personnages qui s'opposent ou s'unissent à Chennevière, héros un tantinet autobiographique, ne nous retiennent pas par leur seul travail au milieu des éléments, ce sont aussi des époux, des amants, des vous-et-moi qui, revenus sur le sol, y retrouvent les problèmes quotidiens grands et petits du cœur, de la maladie, des banques et de la politique.

P.-R. LECLERCQ.

★ **L'ILE D'ACIER, de Philippe Saint-Gil. Flammarion, 250 p., 60 F.**

Science-fiction

L'amour et la mort

« Une salle de religion, des contrôles de conformité, une chambre d'accélération temporelle, des passeurs de temps... ». A l'évidence, nous sommes dans la science-fiction, et c'est bien dans un monde du troisième millénaire que les auteurs nous installent en nous présentant d'entrée les *« travailleurs blancs »* (disons des cadres) et les *« travailleurs gris »* (des prolétaires). L'ordre règne. Mais cet univers déshumanisé n'est pas tout à fait inhumain, on peut s'en échapper pour un tourisme très particulier. On ne va pas d'un point à l'autre du globe, mais on voyage dans le temps.

Bien sûr, ce voyage n'est pas sans contrepartie ; qui s'y livre est contrôlé par un ordinateur et doit « payer » de trente ans de sa vie, peine suprême dans ce troisième millénaire qui a fait reculer la mort. C'est au cours d'un de ces voyages que Boris et Isa, découvrant une *« île bleue »* que l'ordinateur ne contrôle pas vont *« retrouver le temps »*, devenir un *« couple qui a connu l'amour et a voulu mourir »*.

Un récit simple, des dialogues très nombreux et un pittoresque futuriste bien dosé conduisent le lecteur de l'aventure à la réflexion avec quelques sourires.

P.-R. L.

★ **L'ILE BLEUE, de Michel Jeury et Jean-Claude Guidicelli. Plasma. 208 p., 59 F.**

Poésie

Malcolm de Chazal l'iconoclaste

Malcolm de Chazal, qui avait déjà publié, en 1947, cinq ouvrages d'économie politique, sept recueils de *Pensées* et une *Histoire de la pensée universelle* lourde de douze pages, demeurait un parfait inconnu. Sa décision d'envoyer à quelques privilégiés son recueil d'aphorismes *Sens-Plastique II* devait déranger, à jamais, son orgueilleuse solitude.

André Breton qui, avant Jean Paulhan et Georges Bataille, se laissa griser par cette brise venue du grand large, n'hésita pas à écrire *« qu'on n'avait rien entendu de si fort depuis Lautréamont »*. Néanmoins, ce savoir-vivre de l'absurde provoqua une vive polémique parmi les surréalistes, certains reprochant à cette alchimie des sens d'être par trop mystique.

Au nom du groupe surréaliste, Sarane Alexandrian interrogea Malcolm de Chazal sur ses rapports avec Dieu. Dans sa réponse qu'on vient de publier, le poète de l'île Maurice n'entend pas se justifier. Il manifeste la volonté de prendre toutes les idées à revers. L'homme, selon Malcolm de Chazal, était à reconstruire à coups de hache. Pour en finir avec *« la raison encrasseuse »*, il voulait libérer les sens et enflammer des passions à chaque coin de rue. Cet iconoclaste cachait pourtant au fond de lui des trésors de tendresse et avouait que *« dormir à deux rend la nuit moins opaque »*.

P. Dra.

★ **MA RÉVOLUTION, de Malcolm de Chazal, préface de Sarane Alexandrian, éditions Le temps qu'il fait (1, rue Lenôtre, 16100 Cognac), 82 pages, 39 F.**

La lumière de Jean Mambrino

Jean Mambrino s'est fait connaître comme poète par un premier recueil, en 1965 : *le Veilleur aveugle* (Mercure de France). Neuf ans de retrait, de silence et de méditation, puis ce fut *la Ligne de feu* (Editeurs français réunis) en 1974 et, la même année, *Clairière* (Desclée de Brouwer). Depuis ce temps, on dirait que l'inspiration ne cesse de visiter cet écrivain, comme en témoignent les deux livres qu'il a publiés cette année : *le Mot de passe* (Granit), et *Ainsi ruse le mystère* (José Corti).

Evoquant avec des mots simples la rose et la neige, l'herbe grise, l'eau de la fontaine, Jean Mambrino nous restitue des biens que nous avions un peu oubliés. Nous ne pensions plus, négligents comme sont les riches, à nous réjouir de leur proximité. Poète de l'éveil, Jean Mambrino nous tire de nos somnolences maussades pour nous rendre le monde vif et secret que nous offraient autrefois les émerveillements de l'enfance.

L'instant de grâce fuit, sauf si le poète a su le retenir et en fixer l'émotion. C'est un piège qu'il tend au vrai et au vécu, avec une rapidité d'oiseleur qui est celle de la concision. *Le Mot de passe* est un recueil de quatre cents distiques, — gestes brefs et décisifs qui capturent en plein vol les éclairs divers d'une éternité entrevue. Cet art exige d'extrêmes précautions :

Si tu nommes trop haut les choses
/elles se retirent.

Dans ce dialogue intime entre le poète et les choses du monde — où les plus ordinaires sont miraculeuses, — le poète n'est pas extérieur au miracle :

Non pas spectateur
/mais dauphin de l'océan
/Dauphin dans l'océan...

l'homme éveillé participe au monde, avec tout ce qu'il est, corps, cœur, intelligence. Ainsi, la poésie de Jean Mambrino naît d'une jouissance ingénue et sensuelle, plus que d'une spéculation philosophique. Et ce plaisir est encore avivé par l'effacement perpétuel de ce que nous avons eu à peine le temps d'aimer :

Le jus du temps.
Déshabille la pêche.
Une gorgée de vin nu
/dans ta bouche.
La fable est fraîche.
Le goût
/de ce qui n'est plus.
(Ainsi ruse le
/mystère)

La mort, jamais nommée, accompagne chacun en silence, mais elle ne suscite aucune amertume. L'amour enfante la sagesse :

Ne demeure
/que ce qui change

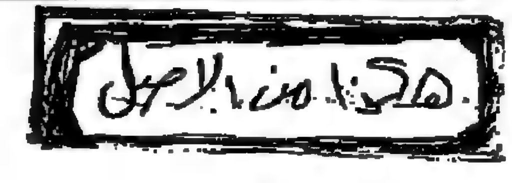
La poésie lumineuse de Jean Mambrino vient éclairer nos propres profondeurs : sa lecture est de celles — si rares ! — qui nous transforment.

JOSANE DURANTEAU.

★ **LE MOT DE PASSE. Ed. Granit. 213 pages. 65 F.**

★ **AINSI RUSE LE MYSTÈRE. Ed. José Corti. 192 pages. 65 F.**

Ces deux ouvrages sont publiés avec le concours de Centre national des lettres.



LA RENTRÉE LITTÉRAIRE

Lettres étrangères : à l'Est, à l'Ouest, peu de nouveau

TRADITIONNELLEMENT, l'automne n'est pas, dit-on, la saison des étrangers et, pour la rentrée, les traductions savent se faire discrètes. Mais elles sont, parfois, claironnantes.

Claironnante, brillante, en effet, devrait être la sortie le 15 septembre d'un gros roman de 800 pages que Vladimir Dimitrijevic publie, en co-édition Julliard-l'Age d'homme : *Vie et destin*, de Vassili Grossman.

« Voici un des grands livres du siècle », annonce le slaviste Georges Nivat à propos de ce roman soviétique conçu, par son auteur journaliste et écrivain officiel, comme une grande fresque historique, « Guerre et paix » à l'âge de Stalingrad. Saisi par le K.G.B. en 1960, le manuscrit n'a survécu que par miracle (la sortie vers Vienne des manuscrits microfilmés entreposés à la Loubianka reste mystérieuse). Vassili Grossman – né à Berditchev en 1905 – mourut en 1962, brisé par la perte de son œuvre... Un volume intitulé *le Cas Vassili Grossman* (Julliard-l'Age d'homme) éclaire la personnalité de cet écrivain soviétique, dont les éditions Stock avaient publié, il y a une dizaine d'années, *Tout passe*... C'est Simon Markish, un des deux fils du grand poète yiddish Peretz Markish, qui a écrit *le Cas Grossman*.

Autre climat. Autre roman qui sera qualifié d'antirévolutionnaire et qui est autobiographique : *Dans mon jardin paissent les héros* (Presses de la Renaissance), du Cubain Heberto Padilla, Prix de poésie 1968, qui fut en résidence surveillée pendant près de dix ans pour avoir refusé de signer un texte d'autocritique. Le livre raconte l'histoire d'un intellectuel mettant le régime castriste en question. Expulsé en mars 1980, Padilla, qui enseigne à l'université de New-York, publie simultanément un choix de poèmes : *Héritages* (Belfond).

Encore un livre autobiographique, qui vient de Chine cette fois : *Six contes de l'école des cadres*, de Yang Jiang (chez Christian Bourgois). L'auteur relate, avec dérision et discrétion, le gâchis insensé d'une « révolution culturelle » qui, proclamant que *« le cerveau de l'intellectuel pue »*, envoya l'élite du peuple dans des écoles de rééducation à la campagne. Yang Jiang est la femme d'un des écrivains chinois les plus prestigieux encore en vie, Qian Zhongshu, dont Simon Leys nous disait récemment qu'il était digne du prix Nobel...

V.S. Naipaul dans un recueil de nouvelles *Dis-moi qui tuer* (chez Albin Michel), regroupe des textes à la fois littéraires et politiques qui dépeignent les lendemains agités de l'indépendance dans un pays africain et mettent en scène ces hindous de la diaspora que Naipaul connaît comme lui-même.

On attend aussi chez Stock le second tome de l'autobiographie de Bashovis Singer, chez Gallimard le second tome de celle de Thomas Bernhard, qui s'affirme chaque fois davantage comme un des grands écrivains de langue allemande. Bernard Malamud revient avec *la Grâce de Dieu*, une fable d'anticipation qui se passe après l'anéantissement de la race humaine, quand il ne reste plus au seul survivant de celle-ci que la possibilité de créer une famille avec les gorilles et les chimpanzés (Flammarion, octobre).

Signalons encore les ouvrages de deux romancières new-yorkaises qui sont de fidèles collaboratrices de la *New York Review of Books* : *Nuits sans sommeil*, d'Elizabeth Hardwick (Buchet-Chastel, septembre), et *les Siècles des siècles*, de Francine du Plessix-Gray (Mazarine).

Enfin, ce début de saison sans surprise confirmera la carrière des grands best-sellers : le second tome de *la Pierre et le Sable* (1500 pages de samouraïs en deux volumes) chez Balland et *Autant en emporte le vent* en édition pour la jeunesse chez Gallimard (collection « 1000 Soleils ») ; une adaptation du roman-fleuve qui vous fait tout savoir sur la guerre de Sécession va être montée par Robert Hossein, avec Gabrielle Lazure dans le rôle de Scarlett. A quand *Retour à Tara*, la biographie de Margaret Mitchell qui vient de paraître avec un beau succès en anglais ?

Autre phénomène d'édition : *le Nom de la rose*, d'Umberto Eco (déjà 150 000 exemplaires en France, dont 40 000 club), poursuit son époustouflante carrière et tient la première place sur la liste des romans aux Etats-Unis, depuis le début août, ce qui ne s'est, dit-on, jamais vu. Les droits de l'édition de poche se seraient négociés à 500 000 dollars... Il sera passionnant pour le sémiologue-sociologue Umberto Eco d'étudier les causes de la formation des succès littéraires. Où se cache donc la recette ? Dans la bibliothèque d'un moine de Toscane, naturellement.

N. Z.

Rimbaud, Stendhal, Casanova

TROIS importantes biographies littéraires figurent dans les programmes : *Rimbaud*, par l'anglaise Enid Starkie (Flammarion), ouvrage capital écrit en 1938 et traduit pour la pemière fois en français (après l'avoir été en italien en 1950...), *Une insolente liberté* (Les aventures de Casanova), par Félicien Marceau (Gallimard) et *Stendhal ou la chasse au bonheur*, par Jacques Laurent (Grasset). On retrouvera des portraits de Stendhal et Casanova dans la réédition du livre de Stefan Zweig, *Trois poètes de leur vie* (Belfond), le troisième étant Tolstoï.

Autre bonne surprise dans le domaine des essais littéraires : L'*Élégie érotique romaine, l'amour, la poésie et l'Occident* (Seuil) où l'historien Paul Veyne fait un tableau éblouissant des mœurs romaines.

A mi-chemin de la littérature et de la philosophie, on trouve le livre de réflexions de Marguerite Yourcenar, *le Temps ce grand sculpteur* (Gallimard), l'« apologue », de Michel Serres, *Détachement* (Flammarion) où il est beaucoup question de mer et de voyages, et une méditation de Claude Roy sur la vérité : *Permis de séjour* (Gallimard).

Le réconfort des philosophes

En philosophie, la moisson s'annonce riche. On attend avec impatience (mais sera-t-il prêt pour la rentrée ? un doute subsiste...) le deuxième volume de l'*Histoire de la sexualité*, de Michel Foucault, intitulé *le Souci de soi*, ainsi que le livre de Gilles Deleuze : *Cinéma I. L'image en mouvement* (Minuit).

Mais bien d'autres titres attirent l'attention, comme ceux de Vincent Descombes : *Grammaire d'objets en tous genres* (Minuit), Ernest Cassirer : *Individu et cosmos dans la philosophie de la Renaissance* (Minuit), Jacques Rancière : *le Philosophe et ses pauvres* (Fayard), Gérard Deladalle : *la Philosophie américaine* (l'Age d'homme).

On retiendra que, dans la morosité et le catastrophisme ambiants, Clément Rosset, ne craint pas de consacrer un essai – *la Force majeure* (Minuit) – à ... la joie, seule raison de vivre affirme-t-il, *« parce qu'elle se passe de toute raison »*.

Romans : qui donnera tort à La Bruyère ?

(Suite de la page 9.)

Si l'on considère l'ensemble des romanciers de cette rentrée, on y trouve plus de vingt journalistes. Aux côtés d'écrivains confirmés comme Jean-Marie Rouart (*Avant-Guerre*, Grasset), qui obtint le pris Interallié en 1977, ou Michel Grisolia (*la Petite Afrique*, Balland), on remarque notamment Laurence Cossé (*le Premier Pas d'amante*, Gallimard), Jacques Duquesne (*Maria Vandamme*, Grasset) et Henri de Grandmaison, le directeur d'*Ouest-France* (*les Chiens de Dieu*, Julliard).

Des universitaires et des chercheurs reviennent également au rendez-vous, en particulier le linguiste Michel Arrivé, avec *l'Horloge sans balancier* (Flammarion), qui relate l'étrange aventure d'un homme né en 1990 et parvenu en dix-huit mois à l'âge de dix-huit ans.

Ils sont nombreux, ceux qu'on présente avec la formule *« par l'auteur de... »*, écrivains jeunes encore, mais dont le ou les précédents livres ont été remarqués. Parmi eux : Didier Martin, qui raconte dans *les Petits Maîtres* (Gallimard) l'histoire d'une curieuse prison, dirigée par des enfants de moins de quinze ans, dans un pays totalitaire ; Jean Metellus, auteur haïtien, dont *Une eau forte* (Gallimard) est le quatrième roman ; le chanteur Yves Simon, avec *Océans* (Grasset) ; Hervé Guibert, avec *les Lubies d'Arthur* (Minuit) ; Walter Prévost, un cheminot âgé de trente ans, avec *Café terminus* (Grasset).

Les écrivains dont le nom est, à lui seul, un signe de reconnaissance, ne sont pas en reste pour 1983 : Florence Delay, *Riche et légère*, son quatrième roman (Gallimard) ; François Weyergans, *le Radeau de la Méduse* (Gallimard) ; Danièle Sallenave, *Printemps froid* (POL) ; Jean-Pierre Faye, *Yumi* (Lieu commun) ; Sébastien Japrisot, *l'Amour à l'envers* (Denoël) ; Remo Forlani, *Pour l'amour de Finette* (Ramsay).

D'autres, qui s'illustrent par une redoutable régularité, donnent leur «cuvée» annuelle : Yves Navarre, *Premières pages* (Flammarion) ; Pierre-Jean Rémy, *le Dernier Eté* (Flammarion) ; Catherine Clément, *le Maure de Venise* (Grasset). Quant à Catherine Rihoit, après avoir produit un roman par an depuis 1977, elle en publie cette année deux : *Triomphe de l'amour* (Gallimard) et *Tentation* (Denoël), paru en feuilleton dans *le Monde dimanche* de cet été. Il serait par trop «injuste» qu'après tant de constance dans les rendez-vous avec l'édition, pour la bataille des grands prix littéraires, ces auteurs n'arrivent pas tous à leurs fins (Pierre-Jean Rémy a déjà obtenu le Renaudot en 1971 et Yves Navarre le Goncourt en 1980).

Alphonse Boudard et Elie Wiesel, eux, donnent leurs livres le moment venu : cette année, *le Café du pauvre* (la Table ronde) pour le premier (Boudard et les femmes), et *le Cinquième Fils* (Grasset) pour le second. On relèvera aussi le nouveau Georges Conchon : *le Bel Avenir* (Albin Michel) ; le onzième roman de Camille Bourniquel, *le Jugement dernier* (Julliard), et le dernier Rezvani : *la Loi humaine* (Seuil).

Bien que les recueils de nouvelles soient réputés «invendables» en France, cinq auteurs en publient : Jean Vautrin, *Patchwork* (Mazarine) ; Anne Bragance, *le Damier de la reine* (Mercure de France, où paraît également son roman *l'Eté provisoire*) ; Jacques Jouet, *le Bestiaire inconstant* (Ramsay) ; Pierre Joffroy, *Nouvelles des contrées dangereuses* (Ramsay), et Pierre Gascar, *le Fortin* (Gallimard), qui annonce une biographie de Buffon par le même auteur.

Elie Wiesel, qui s'interroge sur le sens que revêt le châtiment d'un vieil officier SS plusieurs dizaines d'années après les horreurs du nazisme, est à la frontière des thèmes d'actualité et de l'histoire. Plus de dix romans de cette rentrée ont pour cadre la seconde guerre mondiale – et quelques-uns encore l'immédiat avant-guerre ou après-guerre.

La guerre d'Algérie, toile de fond d'au moins cinq romans, perd son statut d'événement contemporain pour entrer dans l'histoire. Qu'elle ne suscite plus, en majorité, des documents mais des œuvres de fiction montre qu'une nouvelle génération d'écrivains l'a prise en charge.



Dessin de CAGNAT

Cela ne saurait se confondre avec une nouvelle génération d'écriture, le sujet n'étant gage ni de passéisme ni de modernité. Sans doute est-il prématuré de faire un constat pessimiste sur cette rentrée, car il y aura, comme toujours, des découvertes et des surprises. Mais, au premier survol de ces nombreux romans, on remarque surtout la banalité des écritures, les recettes, les « à la manière de ». Trop d'auteurs semblent donner raison à cette maxime de La Bruyère *(Des ouvrages de l'esprit)* : *« Il n'est pas si aisé de se faire un nom par un ouvrage parfait que d'en faire valoir un médiocre par le nom qu'on s'est déjà acquis. »* Rares sont ceux qui, comme Jean Rolin, *l'Or du scaphandrier* (Lattès), et Manz'ie, *Répertoire pour un Piaf masculin* (Denoël), savent trouver un langage ou se jouer, avec ironie et distance, des stéréotypes, comme Jean Echenoz, *Cherokee* (Minuit). Souvent, la « différence » tant revendiquée est plus affirmée dans les prières d'insérer que manifeste à la lecture du livre.

JOSYANE SAVIGNEAU.

Le silence des politiques

Ce ne sera pas une grande rentrée politique. Les ténors de la majorité et ceux de l'opposition n'ont pas profité de leurs vacances pour mitonner programmes ou philippiques – à l'exception de l'infatigable Michel Poniatowski qui annonce une « lettre ouverte » au président de la République (Albin Michel). Charles Hernu sera le seul ministre à l'affiche avec *Défendre la France* (Flammarion).

Dans ce silence des acteurs habituels, la voix la plus originale viendra... d'ailleurs, avec la *Lettre aux Français* du comte de Paris (Fayard), où le prétendant au trône rappelle, sur un ton modéré, que, dans une France coupée en deux, la nécessité d'un pouvoir d'union et d'arbitrage se fait de plus en plus sentir.

Le mystérieux Caton s'apprête à frapper encore avec un livre dont, évidemment, on ignore tout : *De la Renaissance* (Fayard).

Pour parler de quoi ?

Voilà, ils sont là, de l'inconnu au célèbre, d'un bout à l'autre de la hiérarchie littéraire. Mais pour parler de quoi ? La source autobiographique est, certes, toujours féconde. Mais de nombreux auteurs puisent, plus largement, dans l'actualité, dans les inquiétudes et les fantasmes de l'époque. Ainsi le cancer, même s'il ne suscite que deux romans, *Sauve-toi Lola*, d'Ania Francos (Bernard Barrault) et *Une mémoire de Santal*, d'Olympia Alberti (Albin Michel), apparaît comme la nouvelle maladie littéraire, ce que fut naguère la tuberculose.

L'Afrique noire, le Maghreb, sont de plus en plus présents, tant par les origines des auteurs que d'un strict point de vue thématique. Les grands événements des dernières années – l'Irlande, l'attentat de la rue Copernic, la Pologne – servent de base, respectivement, à *Rendez-vous à Belfast*, de Jacqueline Rossa (Jean Picollec), *la Danse d'amour du vieux corbeau*, de Claude Brami (Denoël) et *l'Hiver au cœur*, d'Anne Rabinovitch (Bernard Barrault).

Essais : les inquiétudes de notre société

(Suite de la page 9.)

Le terrorisme n'est plus une violence individuelle ni spontanée. Il fait partie des grands conflits internationaux qui déchirent la planète et dont certains ouvrages dressent pour nous, cartes à l'appui, le paysage inquiétant : comme l'*Atlas stratégique, géopolitique des rapports de forces dans le monde*, de Gérard Chaliand et Jean-Pierre Rageau (Fayard), ou l'*Atlas du monde armé*, de Michael Kidron et Dan Smith (Calmann-Lévy).

Hélène Carrère d'Encausse s'efforce de montrer, dans *le Grand Frère. L'Union soviétique et l'Europe soviétisée* (Flammarion), comment s'est constitué et s'est maintenu, depuis 1945, l'empire slave en Europe, tandis que l'historien dissident soviétique Jaurès Medvedev raconte, dans *Andropov au pouvoir* (Flammarion), la carrière, l'accession au sommet et les premières initiatives de l'actuel patron de l'U.R.S.S. Léon Poliakov, pour sa part, veut faire apparaître, dans *De Moscou à Beyrouth. Essai sur la désinformation* (Calmann-Lévy), comment les récents événements du Proche-Orient ont entraîné un progrès de l'antisionisme et de l'antisémitisme dans les médias.

Le réveil de Narcisse

L'évolution incertaine de notre société, les mouvements et les contradictions qui la traversent, inspirent plusieurs ouvrages, les uns théoriques, les autres reposant sur des enquêtes ou des témoignages. C'est dans la première catégorie qu'il faut placer le livre de Raymond Boudon, *la Place du désordre* (PUF). Cet auteur analyse les raisons de l'échec des diverses « théories du changement social » élaborées au cours des trente dernières années, et propose de leur substituer une démarche insistant davantage sur l'influence des actions individuelles. Alain Cotta, dans *le Triomphe des corporations* (Grasset), affirme qu'en France le débat entre libéralisme et socialisme cache une réalité plus profonde : le poids et la permanence du corporatisme. Sylvain Maresco a étudié *les Dirigeants paysans* (Minuit) et Nicolas Martin et Marc Crépin les militaires, dans *L'armée parle* (Fayard), tandis que Jean-Louis Missika et Dominique Wolton s'interrogent, dans *la Folle du logis* (Gallimard), sur l'avenir de la télévision. Jean Stoetzel analyse, au moyen d'une enquête d'opinion auprès de douze mille personnes dans neuf pays européens, l'évolution des *Valeurs du temps présent* (PUF) : la morale, la religion, la politique, la famille, le travail... Jetant un regard sévère sur l'évolution de notre pays, le Québécois Pierre Vadeboncœur nous adjure, dans *Trois Essais sur l'insignifiance. Suivi de lettre à la France* (Albin Michel), de réagir contre l'américanisation de notre société.

L'anthropologue Louis Dumont, dans *l'Individualisme* (le Seuil), observe comment l'Europe se distingue du reste du monde par la place grandissante qu'elle accorde à l'individu au détriment de la collectivité, thème que l'on retrouve dans *l'Ère du vide. Essais sur l'individualisme contemporain*, de Gilles Lipovetski (Gallimard), consacré à la montée du narcissisme. Tandis que Serge Quadruppani épingle, à travers son *Catalogue du prêt-à-penser français depuis 1968* (Balland) les palinodies de l'intelligentsia parisienne.

L'éducation et l'enfance continuent de susciter analyses et prises de position. Laurent Schwartz, dans un livre au titre mobilisateur *Pour sauver l'Université* (le Seuil), revient sur les thèses qu'il avait présentées à M. Mauroy. Bruno Bettelheim, lui, s'intéresse, dans *la Lecture et l'Enfant* (Laffont), à l'autre bout de la chaîne éducative : l'apprentissage de la lecture et les moyens de diminuer les échecs dus à des blocages effectifs. Francine Muel-Dreyfus, dans *le Métier d'éducateur* (Minuit), établit un parallèle entre les instituteurs de 1900 et les éducateurs spécialisés de 1968. Citons encore, au chapitre de l'enfance, l'enquête de Patrick Braun sur l'alcoolisme des jeunes, *Quand les enfants boivent...* (Mercure de France).

La « médicalisation » – et l'attention au corps – jouant un rôle de plus en plus grand, il est normal que les livres médicaux figurent en bonne place dans les programmes des éditeurs : deux sont consacrés à l'ostéopathie – *Jeu de main, jeu de vie. L'alternative ostéopathique*, de Claude Bocheburg (le Seuil) et *l'Ostéopathie exactement*, de Lionelle et Marielle Issartel (Laffont). La psychiatrie et la psychanalyse confirment leur présence avec *les Logiques de la dépression*, de Daniel Widlocher (Fayard), *le Moment lacanien*, de Bernard Sichere (Grasset), *l'Amour inconscient*, de Daniel Sibony (Grasset), *Hypothèse sur le fantasme*, de Contardo Galligaris (le Seuil) et *Des Indes à la planète Mars*, de Théodore Flournoy (le Seuil), un classique du genre racontant les fantasmes d'une jeune femme qui, au cours de séances de spiritisme, vivait trois vies à la fois : elle était la réincarnation d'une antique princesse indienne, la reine Marie-Antoinette, et une voyageuse dans la planète Mars...

La mort, le sang et le péché

Les lecteurs qui rechercheraient dans les livres consacrés au passé un moyen de s'évader des angoisses du présent risquent d'être déçus. Les deux ouvrages historiques les plus marquants annoncés pour cette rentrée portent sur des sujets peu réjouissants : *la Mort et l'Occident de 1300 à nos jours*, de Michel Vovelle (Gallimard), monument de 780 pages, et *le Péché et la Peur. La culpabilisation en Occident*, de Jean Delumeau (Fayard), qui montre à quel point nos ancêtres ont vécu dans un univers macabre et pessimiste, auprès duquel le nôtre semble une partie de plaisir. On rapprochera de ces deux ouvrages celui, guère plus réconfortant, de Marie-Christine Pouchelle, *Corps et chirurgie à l'apogée du Moyen Age* (Flammarion). L'auteur montre comment cette spécialité médicale rejoignait dans l'imaginaire des contemporains la besogne des bouchers, des éboueurs ou des bourreaux.

Mais les livres historiques ne sont pas tous consacrés à des réalités aussi morbides. On notera particulièrement ceux qui concernent l'origine de l'homme et la préhistoire comme *le Singe, l'Afrique et l'homme*, d'Yves Coppens (Fayard), ou *Lucy, une jeune fille de 3 500 000 ans*, de Donald Johanson (Laffont).

Signalons aussi *Genèse de l'antiquité tardive*, de Peter Brown (Gallimard), et *Enquête sur Pierro della Francesca*, de Carlo Ginzburg (Flammarion), où l'historien italien étudie la société de la Renaissance florentine à partir des personnages et des commanditaires des peintures.

L'histoire contemporaine est présente avec *la Grande Guerre*, de Pierre Miquel (Fayard), le *Journal de guerre 39-45*, de Charles Rist (Fayard), *la Résistance polonaise et la Politique en Europe*, de Tadeusz Wyrwa (France Empire), *Solik, tribulations d'un jeune Polonais dans la Russie en guerre*, autobiographie de K.S. Karol (Fayard), *l'Occupation française en Allemagne*, de M. Hillel (Balland).

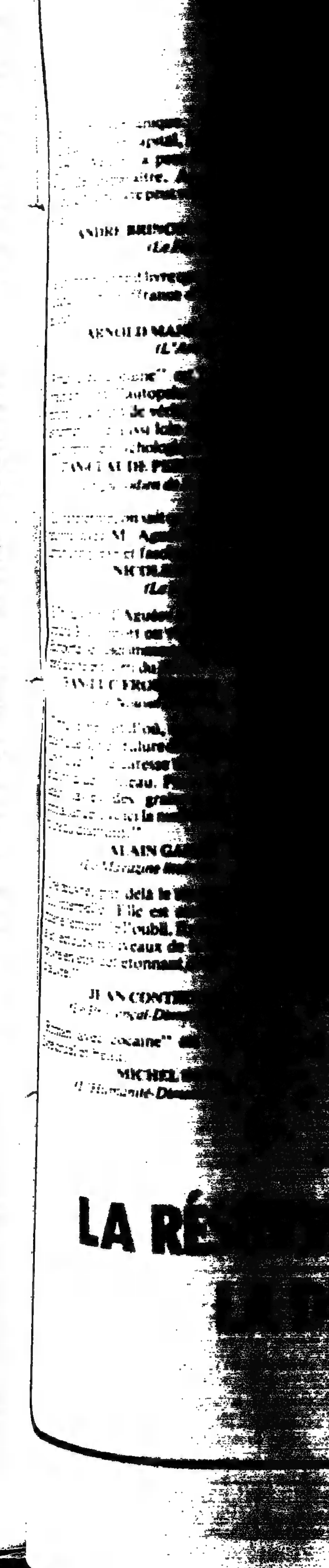
Le livre de Georges Dupoy, journaliste au *Figaro*, sur *la Chute d'Allende* (Laffont) revêt une actualité particulière, le président chilien ayant été renversé il y a juste dix ans, le 11 septembre 1973. Enfin, on attend avec curiosité les *Mémoires* de l'écrivain René Hardy (Fayard) dont le rôle – jamais bien élucidé – dans l'arrestation de Jean Moulin a fait à nouveau la une des journaux, après l'arrestation de Klaus Barbie. Il semble que la rédaction de ces Mémoires, commencée il y a une dizaine d'années, ait été sensiblement accélérée sous l'influence des événements récents. La publication de cet ouvrage pourrait bien provoquer quelques remous...

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

De Cocteau à Martin du Gard

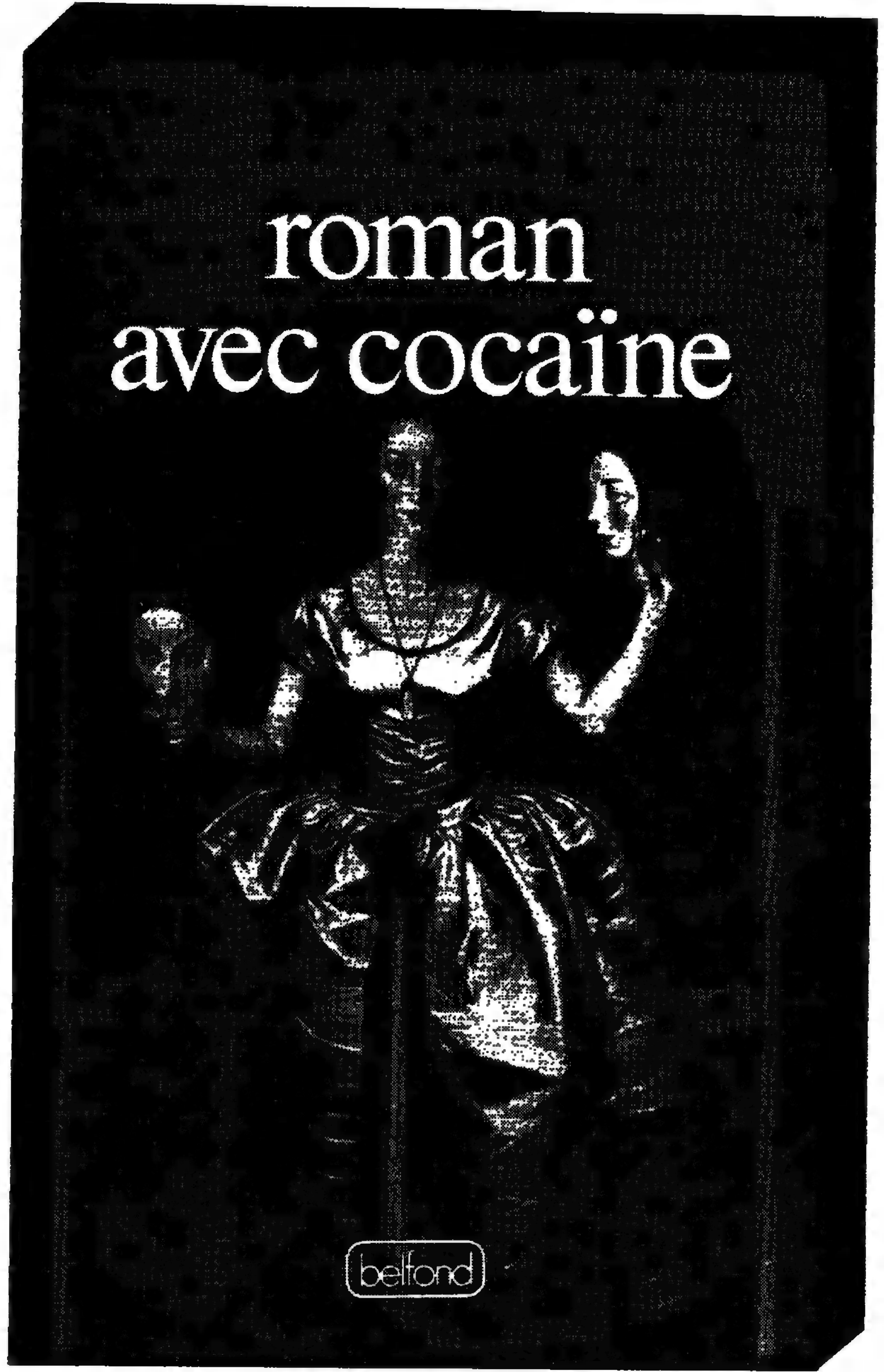
La rentrée 1983 célèbre Cocteau vingt ans après sa mort. Gallimard publie, en octobre, son journal, *le Passé défini*, jusqu'à présent inédit, tandis que Stock reprend sa *Lettre à Jacques Maritain* (avec la réponse de celui-ci), *la Voix humaine* et *Opium*. Persona réédite *le Mystère de Jean l'Oiseleur*, et Encre, *Mes monstres sacrés*, – une galerie de portraits, de Marlène Dietrich à Orson Welles, en passant par Picasso. Pour leur part, les éditions du Rocher republient *la Difficulté d'être* et *le Testament d'Orphée*, suivi du *Sang d'un poète*. Enfin, un album de la revue *Masques* sera consacré à Jean Cocteau.

Dans « la Pléiade », on pourra enfin lire *le Lieutenant-Colonel de Maumort*, de Roger Martin du Gard, une œuvre monumentale, restée inachevée. Toujours chez Gallimard, on trouvera, à partir de novembre dans la « Collection blanche », le tome IV de la Correspondance de Chateaubriand.



des livres pour l'été...

Aujourd'hui, Pierre Belfond vous propose:



Il s'agit d'un livre unique... je veux dire d'un livre capital, hors du temps... Aguéev a peut-être bien fait de disparaître. Après avoir tout dit. Un livre peut valoir une vie.
ANDRÉ BRINCOURT
(Le Figaro)

C'est un âpre et grand livre que ce "dictando" de souffrance d'un être déchu.
ARNOLD MANDEL
(L'Arche)

"Roman avec cocaïne" est un livre âpre et fort, l'autopsie d'un monstre, fascinant de vérité. On est rarement allé aussi loin dans l'autobiographie psychologique...
JEAN-CLAUDE PERRIER
(Le Quotidien de Paris)

"Le livre refermé, on sait qu'on a rencontré, avec M. Aguéev, un écrivain complexe et fascinant."
NICOLE ZAND
(Le Monde)

"Enfin, la voix d'Aguéev se fait entendre. Est-il mort ou vivant? Peu importe, le voici immortel. Son chef-d'œuvre est sorti du néant."
JEAN-LUC FROMENTAL
(Le Nouvel Homme)

"Tombé on ne sait d'où, un livre météorique. Une brûlure de neige carbonique. Une caresse de talc et un froid de couteau. Pour les lecteurs lassés des graisseuses complaisances, voici la nudité, la rayure du diamant."
ALAIN GARRIC
(Le Magazine littéraire)

"Une œuvre, par delà le temps, nous interpelle. Elle est sauvée matériellement de l'oubli. Il reste à ses lecteurs nouveaux de faire revivre en eux cet étonnant chef-d'œuvre."
JEAN CONTRUCCI
(Le Provençal-Dimanche)

"Roman avec cocaïne" est un livre cruel et beau.
MICHEL BOUÉ
(L'Humanité-Dimanche)

"Style superbe d'un écrivain unique."
MICHEL BRAUDEAU
(L'Express)

On se doit de dire les mots que tout romancier rêve d'entendre. Aguéev est un génie, son "Roman avec cocaïne" appartient à ces rares livres émouvants et complexes que l'on referme avec la certitude d'avoir suivi ligne à ligne le cours même de la vie.
JEAN-FRANÇOIS FOGEL
(Le Point)

"Le livre est à la hauteur des mystères dont il émerge, il porte une angoisse, une espèce de folie furieuse rentrée, qui sont infalsifiables."
FRANÇOIS-OLIVIER ROUSSEAU
(Le Matin)

"Aguéev est un écrivain qu'il sera difficile d'oublier. Et son livre pourrait bien être l'événement littéraire de la saison."
JACQUES BOFFORD
(Radio Suisse Romande)

"Cette scission du vrai et du faux, du jeu et du drame, préside en fait au livre lui-même, donnant une grande force à l'irruption finale de la cocaïne."
J.-M. DE MONTRÉMY
(La Croix)

"Ce roman noir, avec poudre blanche, ce galop désespéré de l'autodestruction, cette écriture moite comme l'hallucination..."
DOMINIQUE DURAND
(Le Canard enchaîné)

"Roman avec cocaïne" est un livre capital. Un de ces ouvrages-limite, comme "Mars" de Zorn, dans lesquels l'auteur se livre à nu... Aguéev a mis toute sa vie dans un roman. Du coup, il gagne son pari sur l'éternité. Alors qu'il a disparu sans laisser de traces, il nous reste de lui ce "Roman avec cocaïne", chef-d'œuvre sauvé du temps.
JEAN-PIERRE ENARD
(V.S.D.)

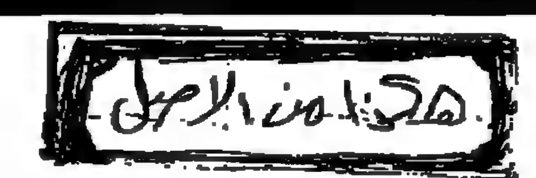
Roman avec cocaïne, et avec génie.
PIERRE COMBESCOT
(Les Nouvelles littéraires)

traduit du russe par Lydia Chweitzer

LA RÉSURRECTION D'UN CHEF-D'OEUVRE
LA DÉCOUVERTE D'UN GÉNIE

Publiscope

belfond



Le Monde

société

SPORTS

NATATION

Le Suédois Johansson meilleur sprinter européen

Deux résultats inattendus ont marqué, mercredi 24 août, à Rome, la troisième journée des championnats d'Europe. Le Suédois Per Johansson et le Soviétique Sergeï Zabolotnov ont gagné respectivement la médaille d'or du 100 mètres nage libre et celle du 200 mètres dos.

De notre envoyé spécial

Rome. – Personne ne s'attendait vraiment à la défaite de Joerg Woithe. Rarement un nageur n'avait eu, sur le plot des départs, plus de chances que l'Allemand de l'Est pour gagner le titre européen du sprint. N'avait-il pas battu, lors de la finale des championnats du monde, en 1981, à Guayaquil (Equateur), l'Américain Rowdy Gaines, véritable star de la natation, qui était déjà, en 49 sec. 36, l'homme le plus rapide du monde ? N'était-il pas le seul du Vieux Continent à avoir nagé la distance en moins de 50 secondes ? N'avait-il pas, en prenant la deuxième place derrière l'Allemand de l'Ouest Gross, montré, au terme du 200 mètres de ces championnats d'Europe, qu'il était dans une forme éclatante ?

L'Allemand de l'Est n'a cependant pas manqué de se souvenir que, aux championnats d'Europe de 1981, à Split (Yougoslavie), un nageur lui avait fait subir une sacrée mésaventure : le Suédois Per Johansson. Et c'est le même homme qui est devenu, mercredi, champion d'Europe pour la deuxième fois. Troisième du 100 mètres des Jeux olympiques de Moscou, boycottés par les Américains, loin derrière son éternel rival Woithe, le Suédois avait fait, à dix-neuf ans, un grand pas vers la notoriété. Son objectif était alors de conquérir le titre mondial en 1982, à Guayaquil. Las ! Il avait trouvé cette année-là sur son chemin l'Américain Gaines et l'Allemand de l'Est Woithe.

Delcourt a craqué

Qu'importe !, semble dire aujourd'hui le Suédois : *« Si la couronne mondiale m'est interdite, je me contenterai du titre européen. Pour l'instant. »* Car Per Johansson, athlète de 1,95 mètre, dont le visage semble avoir été taillé dans la masse à coups de serpe, a l'ambition d'entrer dans le club des moins de 50 secondes. Il s'est contenté jusqu'ici de 50 secondes 19 centièmes.

Paradoxalement, le Suédois était persuadé que, pour battre l'Allemand de l'Est, il lui fallait faire la course en tête. Or c'est précisément en restant dans le sillage de son rival qu'il a pu gagner, en portant son attaque dans les quinze derniers mètres. Per Johansson a désormais pour objectif de gagner, en 1984, aux Jeux olympiques de Los Angeles. *« Je crois bien,* dit-il, *que je m'arrêterai alors de nager. »*

Joerg Woithe, lui, n'a pas pris sa défaite au tragique. Lors de la remise des médailles, il a sportivement applaudi son adversaire et ne s'est même pas montré déçu de sa « contre-performance ». Tout juste, a-t-il déclaré, lors des séances d'interviews auxquelles sont conviés les médaillés de chaque épreuve : *« Je savais que je ne serais pas le plus rapide aujourd'hui en raison de la fraîcheur du temps. Je suis néanmoins satisfait. »*

Frédéric Delcourt, en revanche, n'était pas dans le même état d'esprit après sa course. Celui qui était, avec Franck Iacono et Catherine Poirot, l'un des médaillés possibles de ces Championnats d'Europe n'a pas tenu plus de 100 mètres. Comprenne qui pourra. Le champion français, qui porte désormais tous ses efforts sur la distance du 200 mètres dos a craqué alors que les spécialistes le croyaient capable de gagner la médaille de bronze, comme en 1981 à Split.

Quatrième meilleur temps des séries (2 min. 5 sec. 59), Frédéric Delcourt, qui a quitté cette année le centre d'entraînement de l'Institut national des sports et de l'éducation physique pour aller aux Etats-Unis avec Franck Iacono, Xavier Savin et Laurence Bensimon, est tombé de haut à Rome. Et pourtant, le champion français ne confiait-il pas récemment : *« Un temps de 2 min. 0 sec. 7 sera nécessaire pour monter sur le podium. Gagner 2 secondes sur mon record paraît difficile. »* Avec un temps de 2 min. 8 sec. 48, on est effectivement loin du compte.

GILLES MARTINEAU.

LES RÉSULTATS

MESSIEURS

100 mètres

1. Johansson (Suède), 50 sec 20 ; 2. Woithe (R.D.A.), 50 sec 29 ; 3. Smiriagine (U.R.S.S.), 50 sec 35.

200 mètres dos

1. Zabolotnov (U.R.S.S.), 2 min 1 sec ; 2. Wladar (Hongrie), 2 min 1 sec 61 ; 3. Baltrusch (R.D.A.), 2 min 2 sec 46 ; 8. Delcourt (Fr.), 2 min 8 sec 48.

DAMES

400 mètres

1. Strauss (R.D.A.), 4 min 8 sec 07 (record d'Europe ; ancien record : 4 min 8 sec 25 par la même) ; 2. Sonnenbrodt (R.D.A.), 4 min 10 sec 37 ; 3. Laricheva (U.R.S.S.), 4 min 12 sec 90.

100 mètres dos

1. Kleber (R.D.A.), 1 min 1 sec 71 ; 2. Sirch (R.D.A.), 1 min 2 sec 46 ; 3. Bonaciu (Roum.), 1 min 3 sec 08.

4 × 100 mètres

1. R.D.A. (K. Otto, S. Link, C. Sirch, B. Meineke), 3 min 44 sec 72 ; 2. Pays-Bas, 3 min 48 sec 24 ; 3. R.F.A., 3 min 49 sec 86 ; 7. France (S. Kamoun, F. Piegad, C. Amoric, V. Jardin), 3 min 52 sec 67 (nouveau record de France ; ancien record : 3 min 53 sec 93).

PLONGEON

Haut vol messieurs

1. Ambartsumian (U.R.S.S.), 605,79 pts ; 2. Troshine (U.R.S.S.), 563,31 pts ; 3. Haage (R.D.A.), 559,41 pts.

CYCLISME

Hinault, Renault et les affaires

« J'ai le sentiment profond que Bernard Hinault va quitter Renault », disait le 23 août Alain Vigneron, l'un de ses équipiers. Dès le lendemain, le champion breton a tenu à faire une mise au point. *« Je vais avoir des pourparlers très importants avec Renault-Gitane dans quelques jours car les ponts ne sont pas définitivement coupés. Mais,* a-t-il ajouté, *tout dépend de leur état d'âme. Il s'est passé de graves choses personnelles avec les dirigeants et que le public n'a pas à savoir. Si je dois continuer, je ne me laisserai pas faire cette année, comme ce fut le cas l'an dernier. »*

Par cette déclaration, Bernard Hinault vise en premier lieu son directeur sportif Cyrille Guimard. Nul n'ignore plus que leurs relations ne sont plus au beau fixe. En obligeant Hinault à renoncer à Paris-Roubaix pour aller donner le départ du Tour d'Amérique ou à courir le Tour d'Espagne avant le Tour de France, Guimard ne faisait sans doute qu'appliquer une stratégie commerciale de son employeur, quitte à desservir la carrière de son champion. A vingt-huit ans, le Breton semble vouloir à nouveau accorder la priorité à ses objectifs sportifs.

Deux groupes (Raleigh et Wolber) seraient prêts à faire de lui leur leader. Cela le met en position de force pour négocier. Mais Guimard et la régie Renault ne sont pas dépourvus d'atouts depuis la victoire de Laurent Fignon dans le Tour de France et l'épanouissement de Greg Lemond et de Marc Madiot qui ont prouvé en l'absence d'Hinault qu'ils étaient mieux que de simples équipiers.

Dans le conflit Hinault-Guimard, c'est en fait un choix qui se pose pour Renault : le court terme avec le Breton ou le plus long terme avec Guimard et les jeunes. Bernard Hinault fera connaître sa décision en octobre.

D'un sport à l'autre

ATHLÉTISME. – *Aldo Canti a battu, le 24 août, à Zurich, le record de France du 400 mètres en 45 sec 35. L'ancien record était détenu par Christian Nicolau en 45 sec 77.*

CYCLISME. – *Le Soviétique Viktor Koupovets a gagné, le 24 août, à Zurich, la finale de la poursuite amateurs des championnats du monde contre l'Allemand de l'Est Bernd Ditert.*

FOOTBALL. – *Malgré une intense domination, l'équipe de France a dû se contenter d'une victoire par 1 à 0, contre le Penarol de Montevideo, le 24 août, à Toulouse, à l'occasion d'un match organisé au profit de l'Union nationale des footballeurs professionnels. Le but français a été marqué par l'Auxerrois Jean-Marc Ferreri après trente-neuf secondes de jeu.*

TENNIS. – *François Errard (Racing C.F.) est devenu champion de France cadet, le 24 août, au stade Roland-Garros, en battant Olivier Delaitre (Metz), 6-1, 6-3. Chez les cadettes, Valérie Lamalle (Vincennes) l'a emporté devant Frédérique Lindrec (C.A.S.G.), 6-2, 6-0.*

Nouvelles révélations de Beate et Serge Klarsfeld

(Suite de la première page.)

» – Nous savons que vous êtes Brossolette.

» – Mon nom est Paul Boutet...

» Ses tortionnaires ne lui arracheraient rien d'autre au cours des heures qui suivirent. Ils lui enlevèrent ses vêtements. Ils firent pleuvoir les coups de nerf de bœuf et de ceinturon sur le corps nu, en ne s'interrompant que pour des immersions prolongées dans l'eau glacée d'une baignoire, jusqu'à la perte totale de connaissance...

» Les coups recommencèrent à s'abattre vers 10 heures. Les violences diverses se succédèrent sans provoquer autre chose que des gémissements et des râles. Vers midi, la folie sanguinaire marqua une trêve. Les policiers étaient eux-mêmes fatigués. Leur supplicié n'avait plus aucune réaction. Il était saoul de douleur ; il avait dépassé les limites de la souffrance physique et paraissait insensible, inaccessible dans sa torpeur, sa demi-inconscience. » (pp. 249, 250, 253.)

Quelques instants plus tard, Pierre Brossolette allait se jeter dans le vide, alors qu'on l'avait enfermé dans une chambre de bonne du cinquième étage du 84, avenue Foch.

Dans le tome 3 de sa monumentale *Histoire de la Résistance en France*, Henri Noguères expose comment Misselwitz, « *adjoint de Boemelburg* », (le chef de la Gestapo en France), fut aussi celui à qui Barbie est venu remettre Jean Moulin, après l'avoir affreusement torturé (pp. 472, 473).

L'âme du bureau de la Résistance

Né le 31 août 1909, Misselwitz, selon un rapport du 3 avril 1947 de la brigade de surveillance du territoire à Baden-Baden, *« a été employé à la sous-section I.V.E. (bureau de la Résistance) au B.D.S. de Paris dès juillet 1942. (...) Il importe de signaler qu'il assurait des fonctions de tout premier ordre et qu'il était en quelque sorte l'âme du bureau de la Résistance.*

» Indépendamment de cette lourde charge, qui lui permettait d'informer le commandement allemand des progrès réalisés par la Résistance, d'en localiser les noyaux, d'identifier les chefs et même d'adopter des mesures préventives contre une attaque armée ou un sabotage, quelques interrogatoires lui furent confiés. C'est ainsi qu'il put approcher Jean Moulin, le général Delestraint et Aubry et qu'il connut plus particulièrement l'affaire de l'Armée Secrète (...)

» Il y a intérêt à le mettre en confiance. Misselwitz connaît vraisemblablement beaucoup plus qu'il n'en a déclaré sur la répression allemande en ce qui concerne la Résistance française. Il est craintif et redoute particulièrement la publicité au cas où il serait appelé à témoigner dans une affaire. En résumé, Misselwitz doit être traité avec ménagement, son action en Allemagne pouvant être très avantageuse pour nos services ».

Un passage de ce même rapport (2) relate comment Misselwitz est entré en contact avec les services spéciaux français. Il est intéressant de le citer pour comprendre – cela concerne aussi le cas Barbie – comment pouvaient réagir des services spéciaux confrontés à de pareils personnages :

« Le 23 septembre 1945, Misselwitz, qui vient d'Altenbourg (Thuringe), où il était domicilié provisoirement, se présente à la sécurité publique française de Berlin-Frohnau, 49, Edelhofdamm, au lieutenant Koehne, alias Moustang.

» Misselwitz fait à cet officier un récit de son passé en signalant son activité en France. Le lendemain, Koehne le présente à un autre lieutenant auquel il fait un exposé très bref de sa situation. (...) A ce moment-là, Misselwitz réside à Berlin-Hermsdorf, Parkstrasse 3 b, qu'il doit abandonner par la suite, les agents du N.K.W.D. étant à sa recherche.

« Offres de service »

» Sa situation alimentaire étant précaire, Misselwitz remet une lettre au lieutenant Calmont destinée à Koehne et par laquelle il lui fait connaître qu'il va se retirer en zone anglaise pour chercher du travail, mais qu'il demeurera constamment en liaison avec lui aussitôt après son installation. Il se présente à la mairie de Hermsdorf en vue d'obtenir une attestation de résidence, mais, le maire le voyant pour la première fois et croyant avoir affaire à son cousin, Helmut Misselwitz, domicilié à Berlin-Hermsdorf, engagé volontaire et lieutenant dans les S.S., le fait arrêter et présenter au commissariat de police à un officier français. Il a raconté son passé, ses intentions et, son affaire ayant été éclaircie, il fut remis en liberté. (...)

» Le 10 octobre 1945, il est arrêté par un capitaine et un sous-lieutenant qui le considèrent suspect à cause de toutes les pièces d'identité régulières qu'il avait pu conserver (carte d'identité, carnet militaire, certificat de sa qualité d'interprète, certificats de travail délivrés par des maisons privées dans lesquelles il avait travaillé antérieurement, etc.). Il est incarcéré à Berlin-Foegel. Il n'a plus revu ce capitaine et ce sous-lieutenant et n'a plus retrouvé les documents qui lui appartenaient.

» Le 11 ou le 12 octobre 1945, le lieutenant qui l'avait libéré au commissariat de police, lors de sa première arrestation, vient le voir en prison. Il fut bientôt suivi d'un capitaine, qu'il revit une quinzaine de jours plus tard, et il fut interrogé. Il rédigea, pour le compte des officiers, tout son curriculum vitae, narra les divers éléments pendant l'occupation à Paris et son activité au R.S.H.A. (Office central de sécurité du Reich). Il fit également ses offres de service.

» A six ou sept reprises différentes, le lieutenant vint chercher les rapports établis par Misselwitz et manifesta à ce dernier sa satisfaction pour son travail. Vers la fin du mois d'octobre 1945, ce même lieutenant, qui voulut l'éprouver, le mit en cellule en présence d'un homme qui, dit-il, se révéla comme un fonctionnaire communiste. Misselwitz dressa un rapport sur ce dernier.

» Le lieutenant Michel, actuellement au B.Doc. (Berlin Document Center) de Berlin-Hermsdorf, lui rendit deux visites au début du mois de décembre 1945. Enfin, Misselwitz fut libéré le 19 janvier 1946. »

Ainsi, au début de l'année 1946, Misselwitz est devenu un agent des services spéciaux français en Allemagne. Plus tard, lorsque les circonstances de la mort de Pierre Brossolette furent mieux connues, deux agents de la Gestapo de Paris furent accusés de l'avoir torturé : Robert Krekeller et Ernst Misselwitz. Krekeller se constitua prisonnier et fut acquitté par le tribunal militaire de Paris, le 5 janvier 1951 (jugement n° 3996). Quant à Misselwitz, bénéficiant probablement de la protection des services qui l'utilisaient, il fut jugé par défaut et ne fut condamné qu'à cinq ans de prison par contumace, le 4 mars 1952 (jugement n° 5434).

Pour celui qui douterait de cette protection, il suffit de citer un extrait d'un témoignage d'un officier des services spéciaux en poste en Allemagne, qui a témoigné au cours de l'instruction de cette affaire, le 23 juin 1948. Cet officier, André Cann, s'était trouvé, le 3 février 1944, en compagnie de Pierre Brossolette et d'Emile Bollaert, sur la pinasse « Le Jouet des flots, qu'il avait lui-même achetée en tant qu'officier du T.R. (3), et qui, essayant de gagner l'Angleterre, finit par s'échouer dans la baie d'Audierne. Brossolette et Bollaert furent arrêtés quelques jours plus tard.

Dans sa déposition, André Cann explique que Misselwitz est venu trouver la police française en septembre 1945, qu'il a été libéré et qu'il est devenu informateur pour les services spéciaux français, puis « *un auxiliaire précieux* » après avoir mis sa famille à l'abri en zone d'occupation française. *« Depuis cette époque, Misselwitz est devenu pour moi un véritable ami, ne ménageant ni son temps ni sa peine et n'hésitant pas à courir les plus graves dangers pour que sa tâche soit accomplie. Je vous avoue que j'ai été bouleversé quand j'ai appris que Misselwitz était sans doute arrêté pour avoir exercé des brutalités sur Brossolette, car j'ai vécu une tragique aventure avec l'ancien député et j'ai miraculeusement échappé à l'arrestation, le 3 février 1944, date à laquelle il a été arrêté par la police allemande à Plogoff, après que notre bateau se fut échoué sur la côte. Cela est une autre histoire.*

» Serait-il possible que vous disiez à M. Misselwitz que je ne l'oublie pas, que j'ai foi en son innocence et que je lui conserve mon amitié ».

Ernst Misselwitz vit peut-être encore en Allemagne. Nous ne savons pas quand s'est achevée sa carrière dans les services spéciaux français.

L'utilisation de Barbie par les services spéciaux américains a été une pratique déplorable, comme on l'a officiellement souligné à Paris, au terme de l'enquête de M. Ryan, en omettant le caractère exceptionnel des excuses américaines.

Nous voulions, pour notre part, rappeler que les Etats-Unis n'ont pas eu l'exclusivité d'une pareille pratique. Mais peut-être conserveront-ils celle, en un semblable cas, d'avoir suscité une efficace commission d'enquête.

BEATE et SERGE KLARSFELD.

(2) Ce rapport de la Direction de la surveillance du territoire est coté sous le numéro D 95 32 SN. STE – 644.450/O11.

(3) *« Le T.R. constitue alors en France l'organisation propre des services spéciaux se réclamant du général Giraud »* (Henri Noguères, ouvrage cité, page 276).

« Un homme précieux »...

Le document est sur son bureau. Me Serge Klarsfeld fonde ses accusations sur un long texte rédigé, en 1947, par les services de la Direction de la surveillance du territoire (D.S.T.). Un texte clair et dense, diffusé à l'époque sous la classification *« secret »*. Le directeur de la D.S.T. adresse ce dernier, plusieurs dizaines de feuillets, au juge d'instruction militaire près le 2e tribunal militaire de Paris.

La D.S.T., fondée et dirigée par M. Roger Wybot, est alors tout entière tournée vers la traque des criminels de guerre nazis encore cachés sur le territoire français et des ressortissants nationaux qui ont collaboré. Elle travaille pour la justice. Elle a une immense tâche à accomplir. Des milliers de personnes furent arrêtées, jugées, condamnées.

Archives

Pour ce travail, le service de contre-espionnage, qui en est à ses débuts, a besoin d'informateurs, d'auxiliaires, d'employés. Pour la D.S.T., selon toutes les apparences, la fin justifie les moyens. Elle ne dédaigne pas les confidences-aveux d'Ernst Misselwitz, qui fut, selon ses propres termes, *« l'âme du bureau de la Résistance »*, c'est-à-dire le centralisateur de la lutte contre les résistants français.

La D.S.T., à l'ombre de la classification *« secret »*, avoue à son tour : *« (...) Misselwitz est un homme précieux, qui, au contact d'autres témoins qu'il est susceptible de retrouver à Paris, peut se remémorer les phases importantes d'interrogatoires, les conditions dans lesquelles certaines arrestations ont été opérées, et même remonter aux causes de ces arrestations et permettre l'arrestation des dénonciateurs. »*

Ernst Misselwitz a donc collaboré avec la D.S.T. Mais combien de temps, dans quelles conditions ? Seule une commission d'enquête pourrait l'établir avec précision. Le travail du procureur Allan Ryan, au département américain de la justice, sur Klaus Barbie et ses liens étroits avec les services secrets américains montrent que cela est réalisable. Les archives de la D.S.T., du SDECE et de la sécurité militaire française en Allemagne – pour ne citer qu'elles – doivent encore garder la trace d'Ernst Misselwitz...

LAURENT GREILSAMER.

PIERRE BROSSOLETTE

Disciple de Blum, Pierre Brossolette a côtoyé Mendès France et Malraux. En 1940, il entre dans la Résistance, s'y affirme comme un organisateur et un animateur habile et courageux. Arrêté par la Gestapo en janvier 1944, il se jette par une fenêtre lors d'un interrogatoire, le 22 mars 1944, pour ne pas courir le risque d'une trahison.

ÉMILE BOLLAERT

Emile Bollaert a été préfet du Rhône en 1934. Révoqué en 1940, il devient l'un des organisateurs de la Résistance. Le général de Gaulle le nomme délégué en France du Comité national de la libération française en 1943. Il est arrêté en 1944 par la Gestapo, puis déporté au camp de Bergen-Belsen en 1944. A la Libération, il devient haut commissaire de la République en Alsace puis membre du conseil de la République en 1946. Emile Bollaert est décédé le 17 mai 1978 à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

FAITS ET JUGEMENTS

M. Badinter réplique à M. Poniatowski

Personnellement et très violemment mis en cause par M. Michel Poniatowski, qui l'accusait, dans *Paris-Match* daté du 26 août, de *« s'écarter constamment de la loi »* et de contribuer *« par chacun de ses actes au désordre général et à la démoralisation de la police »* (*le Monde* daté 21-22 août), M. Robert Badinter contre-attaque. Dans le dernier numéro du même hebdomadaire, le garde des sceaux, après avoir remarqué que *« peu d'hommes publics ont comme M. Poniatowski le goût de l'insulte »*, dénonce ceux *« qui font du crime leur fonds de commerce politique »*.

Rappelant que Tomi Recco *« a tué six personnes dans des conditions atroces »* après avoir été mis en liberté conditionnelle du temps où M. Alain Peyrefitte était ministre de la justice, M. Badinter souligne qu'il n'avait été dit *« nulle part que M. Peyrefitte avait six morts sur la conscience »* ; ni que *« M. Poniatowski était le complice du terrorisme international »* après qu'une grenade eut été lancée au Drugstore de Saint-Germain des Prés.

« J'ai plutôt le sentiment de faire le parcours du combattant que de vivre une partie de campagne, conclut le ministre de la justice, *mais ce n'est pas pour autant que je m'arrêterai. Je suis l'animal le plus persévérant qui soit. »*

● *Nouvelle inculpation dans l'affaire des Irlandais de Vincennes.* – Le commandant de gendarmerie Jean-Michel Beau, ancien chef de la section de recherches de Paris, a été inculpé de subordination de témoins, mercredi 22 août, par M. Alain Verleene, juge d'instruction à Paris. L'inculpation de l'officier, jusqu'à présent hospitalisé pour état dépressif, intervient près de deux mois après celle de son adjoint, le major José Windels. Tous deux avaient reconnu, le 9 juin dernier, avoir incité leurs subordonnés à prononcer de fausses déclarations devant M. Verleene, pour couvrir les irrégularités commises lors de l'interpellation à Vincennes, le 28 août 1982, de trois Irlandais soupçonnés de terrorisme : Michael Plunkett, Stephan King et Mary Reid.

SERINGUE ET CUILLÈRE NOIRCIE

Christophe et Philippe ne se connaissaient sans doute pas. Ils sont morts dans la même solitude, à quelques heures d'intervalle, avec la même seringue et la même cuillère noircie à côté d'eux.

Le premier est né à Libourne le 20 mai 1959, le second à Paris le 26 décembre de la même année. Christophe était aide-géomètre. Philippe était sans emploi. Ils habitaient tous deux à Paris, l'un dans un minable meublé de l'avenue Gambetta (20e), l'autre dans une chambre sordide de la rue Saint-Sauveur (2e).

Les médecins du SAMU, alertés trop tard par une amie de Christophe, n'ont pas réussi à le ranimer.

Inquiets du silence de Philippe, ses parents ont prévenu la police, trop tard là aussi : il avait cessé de vivre depuis quarante-huit heures...

Ils avaient vingt-trois ans, et leur décès n'a bouleversé personne : « *Des drogués, y'a que ça dans le quartier.* » – M. Z.

4,5 tonnes de cannabis saisies à Marseille

Quatre cent vingt et un bidons contenant chacun 10,5 kilos de plaquettes de cannabis, soit au total plus de 4,5 tonnes de drogue, ont été saisis, mercredi 24 août, à bord d'un cargo libanais, le *Fast-Two*, qui venait d'accoster dans le port de Marseille en provenance de Beyrouth. Cette quantité de drogue représente une valeur, à la revente, d'environ 20 millions de francs. Cette prise est la plus importante qui ait été faite en France depuis 1977 lorsque 2,5 tonnes de haschisch avaient été découvertes dans des villas de la Côte d'Azur appartenant à Christina von Opel.

Le capitaine du navire et la vingtaine de marins libanais et turcs composant l'équipage ont été conduits dans les locaux de la police pour y être entendus par des fonctionnaires de la police.

Le Monde

culture

SOIRÉES

Le music-hall s'en va

Les adieux ne sont pas éternels. Le 30 août, le rideau rouge de l'Olympia se fermera pour la dernière fois sur les Compagnons de la chanson.

Quand on a parcouru le monde entier pendant trente-cinq ans, trois années ne sont pas de trop pour dire au revoir aux gens qu'on a connus. Les Compagnons de la chanson, qui avaient dû interrompre leur tournée d'adieux, car Fred Mella, le ténor soliste était malade, vont accepter encore des contrats pour 1984, et après ils arrêtent. « *Nous voulons terminer en beauté* », explique Jean-Louis Jaubert, le porte-parole du groupe. Ils ont peur de l'usure, de la lassitude.

La lassitude, ils l'ont rencontrée ces dernières années. Dans les villes où ils passaient, les gens se disaient qu'ils avaient le temps, qu'ils les verraient dans deux ans, puisqu'ils revenaient toujours. Ils ne vont plus revenir et ces adieux attirent beaucoup de monde : vingt jours à Lyon au lieu de huit, cinquante villes en Suisse romande, cinq semaines à l'Olympia depuis mai, alors qu'une seule avait été prévue.

Ils partent « *avec nostalgie, mais contents du travail accompli* ». Ils ont eu tous les publics de la terre, ils ont bien gagné leur vie. La retraite ? « *Impossible de rester inactifs ! Trois d'entre nous resterons dans le métier, Fred Mella, qui a une voix, et deux autres qui sont très musiciens. Mais la plupart d'entre nous décidera seulement de son avenir le jour où l'on mettra la clé sous la porte* », répond tranquillement Jen-Louis Jaubert, qui espère continuer de voyager pour la Fédération française de football.

Non moins tranquillement, il dit : « *Nous terminons avec une grande partie de la population qui ne saura jamais que notre spectacle est à 50 % visuel, qui nous imaginera toujours comme des types qui chantent plantés derrière un micro.* » La télévision n'a jamais enregistré un récital en entier. Jean-Louis Jaubert précise qu'ils n'y tenaient pas : « *Nous gardions ça comme un secret. Non, ça n'est pas dommage. La caméra ne remplace pas le public.* »

Le public de ce mois d'août est fervent, salue chaque chanson d'un frisson de joie. Ils connaissent tout. Ils sont reconnaissants. Leur jeunesse des années 40, ou leur enfance des années 50, ou la jeunesse de leurs enfants, déboule en condensé. Ces spectateurs ressemblent aux chanteurs. Ils ont vieilli ensemble, ils sont un peu parents, disons. Sur scène et dans la salle, on ne frime pas, on ne délire pas. Modestie et simplicité colorent ce rendez-vous.

De la même génération que les Frères Jacques, les Compagnons n'ont pas le même statut, la même stature, dans l'histoire de la chanson française. Là où les Frères Jacques créaient un style, modelaient la poésie et l'humour des textes représentés, les Compagnons étaient plutôt des artisans conventionnels. On l'a souvent dit à juste titre. Il a souvent été de bon ton de les considérer comme une chorale insipide, leurs pantalons bleus et leurs chemises blanches renvoyant aux « fêtes de la jeunesse ».

Mais à les voir partir aujourd'hui, on comprend ce qu'on perd : le music-hall. Il y a leurs voix. On ne peut pas mieux les décrire que Cocteau : « *Ecoutez leurs voix s'allumer l'une à l'autre pareilles aux feux de la Saint-Jean qui se communiquent de colline en colline. Ecoutez-les se taire et se répondre. Ecoutez-les s'éparpiller et se regrouper comme du mercure.* »

Il y a le spectacle. Une petite mise en scène miraculeuse où les huit chanteurs se partagent minutieusement les rôles, ne cessant d'animer les refrains de gags et de mouvements. Ils sont des hommes-orchestre, ils jouent de tous les instruments. Ils sont drôles, mélancoliques, farceurs, mélodramatiques.

Ils manqueront aux souvenirs de ceux qui ne les auront pas vus. Et ils sont si forts que plus tard, on oubliera que *le Marchand de bonheur* n'est pas une rengaine anonyme naturellement transmise.

CLAIRE DEVARRIEUX.

★ Olympia : 28, boulevard des Capucines, Paris 75009. Tél. : 742-52-86. Jusqu'au mardi 30 août, à 21 heures (relâche dimanche). Places de 60 à 130 F.

MUSIQUE

SIXIÈMES SESSIONS D'ÉTUDE

A Royaumont, la clé des chants

Organisées depuis 1978 par la Fondation Royaumont dans le cadre du Centre régional de la voix de l'Ile de France et entièrement consacrées aux « métiers du chant », les sixièmes sessions d'étude se distinguent de celles qui les ont précédées par la diversification des programmes qu'elles proposent et par la variété des participants auxquels elles s'adressent.

En effet, outre les aspects de technique vocale et d'interprétation, ces sessions abordent d'autres domaines, aussi essentiels à la formation du chanteur, tels que l'analyse des rôles, les rapports avec l'orchestre et avec le chef, la technique de la scène... Par ailleurs, l'enseignement n'est plus destiné seulement à de jeunes professionnels mais également à des professionnels confirmés ainsi qu'aux pédagogues. Deux des quatre sessions sont consacrées à l'orientation des chanteurs débutants, une autre, comme en 1981, est réservée aux pianistes accompagnateurs.

Les possibilités d'hébergement limitées et le souci d'un enseignement aussi personnel que possible expliquent le nombre relativement réduit (entre six et quinze) de ceux qui participent à chaque session ; outre certaines limites d'âge, l'inscription définitive est d'ailleurs subordonnée à l'envoi préalable d'un *curriculum vitae*, à la proposition d'un programme et, pour les chanteurs, d'une cassette.

Si l'on y ajoute les frais de séjour, le total peut encore sembler élevé ; toutefois, compte tenu du caractère privilégié d'un cadre comme celui de cette abbaye située en pleine campagne, des moyens mis à disposition des participants (pianos, salles, unité vidéo, orchestre...) et du temps réellement consacré à chacun avec, notamment, la possibilité de cours particuliers à côté des séances de travail collectives, le prix de revient reste tout à fait raisonnable et la haute qualité de l'enseignement permet d'affirmer que les sommes déboursées sont de l'argent bien placé qu'il appartient à chacun, par la suite, de faire fructifier.

En renonçant délibérément à la tentation d'asseoir leur réputation sur la présence de certaines étoiles du chant qui ne sont pas nécessairement aussi exceptionnelles dans le domaine de la pédagogie, les organisateurs n'ont pas pris un risque exorbitant car dans un milieu relativement circonscrit les informations circulent vite. D'ailleurs, certains noms peu familiers du grand public jouissent, dans les milieux professionnels, d'une réputation solidement établie. Enfin il est des artistes, tels Hans Hotter ou Dalton Baldwin, qui y enseignent actuellement l'interprétation et l'accompagnement du lied allemand, sur lesquels l'opinion de mélomanes rejoint celle des spécialistes et, à en juger par leurs réactions spontanées, celle des stagiaires fascinés par les vastes horizons qui s'ouvrent au contact de ces hommes dont la carrière n'a ni refroidi l'enthousiasme ni figé le comportement, qui, loin de prétendre détenir la vérité, vont à la recherche de celle des autres.

« *Ce que je voudrais avant tout,* dira Hans Hotter en conclusion d'une série de tâtonnements pour résoudre une difficulté particulière à l'un des stagiaires, *c'est qu'à l'issue de ce stage vous ayez conscience qu'il existe toujours plusieurs solutions à un problème et que vous soyez en mesure de savoir celle qui est bonne pour vous.* » Cet appel à une prise de conscience lucide des parti pris apparaît comme un trait dominant de l'enseignement de Hans Hotter, qui commence généralement par poser des questions. « *Quelles sont, à votre avis, les règles d'interprétation d'un lied comique ?* », demande-t-il après avoir entendu une page d'Hugo Wolf. La réponse permet de corriger immédiatement les défauts du chanteur : ne pas charger, choisir un ou deux traits pour les rendre saillants, être économe de mimiques sans exclure un regard, un geste de la main ou un mouvement du corps s'il vient naturellement.

Après un lied de Schubert, autre question : « *Quel conseil donneriez-vous à quelqu'un qui voudrait aborder cette mélodie ?* », interroge le maître, qui va ainsi amener l'interprète à toucher du doigt les défauts de sa prestation. Chacun chante deux lieder de son choix et, faisant découvrir ici une insuffisance, là un excès, sans jamais laisser entendre qu'il s'agit d'une faute mais qu'un progrès est toujours possible, Hans Hotter aborde successivement tous les grands problèmes de l'art du chant en général et du lied en particulier.

A travers les murs, très loin, on entend un duo de *Cosi fan tutte*, mais on devine que, au même moment, dans l'ancien réfectoire, l'orchestre de l'Ile-de-France, que dirige Jacques Mercier, prête son concours à une autre chanteuse dans un air de Rossini, tandis que, au dernier étage, la session de technique de scène s'occupe du premier acte des *Noces de Figaro* : sous l'œil critique de Pierre Barrat, un unique Figaro aux allures de Masetto est aux prises tour à tour avec deux Suzanne en herbe dont l'une au moins penche du côté de Zerline... Il y a encore beaucoup de travail en perspective, et la présentation au public des deux premiers actes, les 26 et 28 août, n'aura d'autre prétention que de prolonger l'enseignement par une mise en condition propre à révéler d'autres faiblesses dans le feu de l'action...

Certes, à Royaumont, si l'on s'occupe tant des défauts, ce n'est pas pour le seul plaisir de les corriger, mais parce qu'ils peuvent cacher une qualité, comme un verrou qu'il faut ouvrir ; patiemment, on cherche la clé, voilà tout.

GÉRARD CONDÉ.

★ Renseignements : Fondation Royaumont, 95270 Asnières-sur-Oise. Tél. (3) 035-30-16.

CINÉMA

« CARMEN », de Carlos Saura

Où l'on ne néglige aucun cliché

En mai dernier, Antonio Gadès créait au Théâtre de Paris son ballet, *Carmen*, pour lequel il a longtemps cherché une interprète idéale, qu'il n'a pas trouvée si l'on en croit le film de Carlos Saura (1).

En effet, ici, après avoir couru les studios de danse en Andalousie, le chorégraphe, qui joue son propre rôle, choisit une jeune fille au merveilleux profil, à la taille fine, aux seins provoquants : Maria del Sol. Mais c'est en vain qu'il s'escrime, tout au long des répétitions d'ensemble et particulières, à lui faire exprimer la passion de la farouche gitane. La gamine s'en contrefiche, d'où l'on peut conclure que le mythe de Carmen a été inventé par des gens, des hommes, d'une autre génération, en âge d'être son père.

Le mythe de Carmen femme libre remonte à la mise en scène par Jorge Lavelli de l'opéra de Bizet au Théâtre de Nancy. Depuis ce temps, elle est ce symbole que la société machiste du dix-neuvième siècle ne peut pas accepter, et qui en meurt. L'histoire s'est répétée avec Marguerite-Violetta aux camélias.

L'opéra favorise la simplification et la sublimation des personnages. Mais enfin, voir dans l'obligation de monnayer le sexe sans pouvoir choisir son partenaire le modèle de libération féminine est vraiment une idée d'homme. Antonio Gadès fantasme à coups de sombres regards douloureux. Maria del Sol le tourne en dérision. Son personnage est celui d'une petite garce froide, contre laquelle se brisent toutes les valeurs mâles. Carlos Saura filme des cours de castagnettes, des répétitions de zapateados, une scène de lit pudique, l'anniversaire d'un danseur avec tous les gentils copains qui parodient une corrida, tout le monde s'amuse et s'aime bien dans cette troupe, excepté Maria del Sol qui joue son jeu et s'en va quand elle en a assez.

Le film, calqué sur les comédies musicales (show-business genre 42e rue), ne néglige aucun cliché sur le monde nerveux, instable et enfantin du spectacle. Il se termine sur un doute : Antonio Gadès est-il passé à l'acte ? A-t-il réellement poignardé l'infidèle ? Peu importe puisqu'on n'aura plus à la voir danser. Carlos Saura n'est pas le Busby Berkeley ni le Bob Fosse d'Espagne. Sa Carmen ressemblerait plutôt à *Fame*, le feuilleton.

COLETTE GODARD.

★ Voir les films nouveaux.

(1) C'est Christina Hoyos qui dansait Carmen à Paris. Dans le film, Antonio Gadès lui dit : « *Non, tu es trop vieille* »... et lui demande de faire travailler Maria del Sol.

Les applaudissements de la critique espagnole

C'est avec un enthousiasme unanime que les critiques espagnols avaient accueilli le film *Carmen* de Carlos Saura lors de sa sortie sur les écrans madrilènes en mai dernier. « *C'est le premier film musical espagnol qui frise la maîtrise absolue* », affirmait *Diaro 16*. « *A cinquante ans, Saura a réalisé l'un des plus beaux films* », renchérissait *El Pais*. Pour le journal *Ya*, « *Saura démontre avec ce film l'étendue de son registre en passant du drame intimiste au grand spectacle musical* », tandis qu'*A.B.C.* soulignait : « *Le cinéma espagnol ne peut avoir à Cannes une ambassade plus brillante* » (1).

Avec Carlos Saura, l'Espagne a récupéré Carmen. Telle est sans doute la principale louange adressée au cinéaste par la presse de son pays, pour qui le roman de Mérimée et le livret de Bizet tenaient trop de la caricature. « *Carmen est une expérience très intéressante qui vise à recréer un mythe célèbre en le débarrassant de ses excroissances typiques au goût français et en lui donnant une racine hispanique* », souligne le critique de *Ya*, en ajoutant : « *Saura a réussi à ressusciter un genre typiquement espagnol, jusqu'ici perdu entre l'« espagnolisme » à bon marché et le spectacle faussement typique.* » C'est aussi l'opinion du quotidien *Informaciones* : « *carmen est une revendication de ce qui est espagnol face aux versions étrangères basées sur le lieu commun. Saura et Gadès ont trouvé une voie propre pour faire un ciné musical espagnol éloigné à la fois du folklore et des modèles importés.* »

El Pais, de son côté, note que le cinéaste et le danseur ont choisi de « *styliser l'histoire de Mérimée : Saura aborde la tragédie de Carmen à partir d'une conception qui respecte les clés initiales tout en prenant à leur égard de la distance. L'éclairage choisi rend impossible le ton enthousiaste de nos vieux films folkloriques* ». Quand à *Diario 16*, il souligne : « *carmen exprime toute la sensibilité, la violence, le pouvoir de séduction et aussi la modernité de la danse espagnole surgie d'une tradition rénovée.* »

Tant l'esthétique et le travail de la caméra que les aspects chorégraphiques du film appellent les applaudissements de la critique. « *La caméra semble ne plus exister et l'écran est converti en un miroir où se reflètent des images immédiatement transcendées par le jeu du ballet jusqu'à la conclusion qui fascine la vision et la vie* », observe le quotidien *A.B.C. Informaciones*, de son côté, souligne : « *La caméra semble avoir des ailes pour suivre le mouvement frénétique des pieds ou montrer paisiblement comme dans un cadre fixe les évolutions du couple.* »

Au milieu de ce concert de louanges, toutefois une réserve : la plupart des critiques espagnols se montrent d'accord pour considérer la narration de l'intrigue amoureuse comme le point faible du film, tant au niveau du jeu des acteurs que des dialogues. Une opinion que *Diario 16* résume en affirmant : « *Si Carmen n'est pas véritablement un chef-d'œuvre, c'est parce que Saura n'est pas un bon scénariste. C'est un excellent réalisateur, un constructeur magistral d'images nées de sentiments et de sensations viscérales, mais qui échouent au niveau des mots.* »

THIERRY MALINIAK.

(1) Le film, très bien accueilli, a remporté le prix de la meilleure contribution artistique.

PEINTURE

Les mascarades de James Ensor

(Suite de la première page)

Peintre précoce, Ensor produit des œuvres accomplies, dès ses premiers pas. Nombreuses sont ses petites pochades de plage qui rappellent Manet avec les gris, les noirs – travail direct et physique de la matière picturale, jetée au couteau, à la diable, mais avec justesse, par touches allusives, sans prendre la peine de lécher les formes, parce que le fini plaît surtout « *aux imbéciles* ».

Il veut saisir le frémissement de la vie. Quelque chose bouge dans l'immobile silhouette noire du *Lampiste*, enfant de la mine regardant le *Fifre* de Manet. Ses premiers grands tableaux révèlent l'étonnante maîtrise de l'espace dans le rendu des intérieurs bourgeois fin de siècle. L'intimité silencieuse de ces maisons où l'on est assis à table au milieu du salon, retiré dans un coin au fond d'un fauteuil pour lire, coudre ou somnoler, est angoissante, frappée d'un ennui mortel. Le beurre brun de ses couleurs que font vibrer les verts émeraude et les bleus de cobalt, n'était pas du goût de ses contemporains. La période dite « sombre » d'Ensor dure jusqu'en 1883. Mais il vire vite, après tout, il n'a que vingt-trois ans.

Vient la période « claire ». Aux intérieurs naturalistes, aux plantureuses natures mortes aux légumes, structurées par un patient travail de la brosse, succèdent les peintures irréalistes, fantaisies masquées où il met en scène l'ignoble, l'absurde théâtre de la vie.

Mais une rêverie tendre et métaphysique traverse toute sa mâle et joyeuse entreprise. Rentré chez ses parents, après avoir cherché fortune à Bruxelles, Ensor aménage un atelier sous les combles de la maison familiale d'où il a une vaste vue sur le ciel. Un tableau nous dit la légèreté de la brume qui enveloppe les toits roses de la ville. A sa fenêtre, Ensor est un peu comme Monet devant ses *Nymphéas*. Il regarde le firmament se transformer au fil des heures et peint son irisation suspendue d'opale et de nacre. Si bien que, parallèlement à la lourde atmosphère de ses intérieurs et à sa flamande *Mangeuse d'huîtres* attablée devant ses verres et ses bouteilles de vin d'or, il devient un peintre de l'air, d'un mouvement de lumière, d'une buée de couleur. Ensor rêve devant des paysages vides où il y a plus de ciel que de terre, mais ils sont pleins de mystères, de drames, de formes incertaines.

Le tableau-manifeste

Ensor a-t-il connu Turner ? On se pose la question devant une grande toile atmosphérique, *Adam et Eve chassés du paradis*, où la couleur s'envole et part en volutes dorées. En tout cas, il a vu Whistler, un des invités du groupe des Vingt et premier impressionniste à avoir approché le paysagiste des brumes. Il l'imite. Ensor, qui depuis des années se dit excité par le spectacle de la mer, a-t-il retrouvé quelque chose de ses origines anglaises chez Turner, *via* Whistler ? Voilà la mer chez Ensor relativement tranquille, qui se met à tressaillir, voilà que les eaux qui montent, que les cieux chutent, que la couleur aussi perd son assise *(le Christ apaisant la tempête)*.

La tempête, c'est aussi sa lutte fratricide avec les Vingt, dont il conteste les choix et qui récusent les siens. Il s'estime tellement trahi qu'il se peint en crucifié... « *L'art est fille de la douleur* », dit-il. Mais en réalité rien n'arrête le martyre de l'invention triomphante porté par son tempérament de guérillero, par son talent, audacieux en tout. Outré de voir ses amis accueillir Seurat, le peintre de *la Baignade à Asnières* dont (oh ! sacrilège) il n'appréciait pas les procédés de couleurs, trop secs à son goût, il abandonne les demi-tons très siècle d'or de sa *Mangeuse d'huîtres* et peint son tableau-manifeste, *l'Entrée du Christ à Bruxelles* qui va prêcher devant les «fanfares doctrinaires» de la «Sociale».

Ce tableau, qui doit beaucoup à sa verve caricaturale, est loin d'être sa meilleure œuvre. C'est seulement la plus connue. Peut-être parce que, avec son irréalisme carnavalesque, elle a l'impact d'une affiche. Bien plus denses sont ses mascarades où il donne de sarcastiques images de l'aliénation moderne, avec ces couleurs crues dont les expressionnistes allemands – dont Nolde – feront par la suite leurs armes favorites. Cette féroce période, la plus féconde, la plus neuve, s'achève sur l'enfer de couleurs et de formes défaites de *la Chute des anges rebelles* et *la Tentation de saint Antoine*. Ensor s'y laisse aller à l'expression du sentiment intérieur, à son agressive subjectivité, à laquelle se plient les formes du réel. Nos abstraits lyriques contemporains et les peintres Cobra ont un ancêtre chez Ensor !

La célébrité l'a atteint de plein fouet à partir de 1900. Accepté, loué, intégré, ennobli, le baron Ensor peint désormais des natures mortes bon genre et des compositions polies, sans tension. Frustré dans sa jeunesse, en lutte à l'âge d'homme, reconnu à la maturité, son art a perdu le mordant et l'angoisse qui le rendaient pathétique. Le meilleur Ensor n'aura duré qu'une douzaine d'années, de 1887 à 1900 environ. Il restait à l'homme un demi-siècle à vivre et à peindre, en se souvenant des beaux succès passés qu'il reprenait volontiers dans de nouveaux et dociles tableaux. Symbolique de sa fin tranquille est le trop gentil *Auto-Portrait aux masques* de 1936, qui clôt la rétrospective sur la sérénité enfin retrouvée dans le regard et le pouvoir d'inventer depuis longtemps perdu.

JACQUES MICHEL.

★ Rétrospective Ensor au musée royal des beaux-arts d'Anvers. Jusqu'au 30 octobre.

LA MORT DE MARC POREL

Le comédien Marc Porel qui est mort à Casablanca (Maroc), le 15 août 1983, des suites d'une méningite, à l'âge de trente-quatre ans, était le fils de Gérard Landry (jeune premier du cinéma français des années 30) et de la comédienne Jacqueline Porel, et l'arrière-petit-fils de Réjane (nos dernières éditions du 26 août).

Il débuta en 1966 dans deux films de Costa-Gavras et d'Etienne Périer (*Un homme de trop*, et *Des hommes et des filles*). Dirigé jusqu'en 1979 par des cinéastes aussi divers que Georges Lautner, Luchino Visconti, Pierre Granier-Deferre, il avait eu son plus beau rôle dans un film d'Edouard Molinaro, *Les aveux les plus doux*, en 1970.



SPECTACLES

théâtre

DAUNOU (261-69-14), 21 h : Un canapé-lit (dernière le 27).
ESPACE MARAIS (271-10-19), jeu. 15 h : le Mariage de Figaro.
GALERIE 55 (326-63-51), 21 h : Play it again, Sam (en anglais).
HUCHETTE (326-38-99), 20 h 30 : la Leçon.
LUCERNAIRE (544-57-34), I. : 18 h 30 : le Pain nu ; 20 h 30 : les Mystères du confessionnal ; II : 20 h 15 : Six heures au plus tard ; 22 h 15 : L'esprit qui vole.
MARIGNY (225-20-74), 21 h : la Surprise.
PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : la Fille sur la banquette arrière.
POTINIÈRE (261-44-16), 20 h 45 : Il Signor Fagatto.
THEATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas cadres.
THEATRE A BOURVIL (373-47-84), 21 h : les Dames de fer ; 22 h : Y'en a marr...ez vous ?
VARIETES (233-09-92), 20 h 30 : l'Etiquette.

Les cafés-théâtres

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I : 20 h 15 ; Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres ; II : 20 h 15 : les Caïds ; 21 h 30 : Qui a tué Betty Grandt ? ; 22 h 30 : Version originale.
CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 22 h 15 : l'Auvent du pavillon 4.
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), I : 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes. 22 h 30 : L'amour c'est comme un bateau blanc ; II : 20 h 15 : Les blaireaux sont fatigués ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Slips et sentiments.
COMÉDIE ITALIENNE (320-85-11), 20 h 15 : Dieu m'tripote ; 21 h 30 : Un vautour sur mon balcon ; 22 h 30 : Fais voir ton Cupidon.
LES LUCIOLES (526-51-64), 20 h 15 : Roman-photo pour bonniches en délire.
LE PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : J'viens pour l'annonce.
RESTOSHOW (508-00-81), 21 h : G. Daban.
SENTIER DES HALLES (236-37-27), 22 h : Vous descendez à la prochaine ?
SPLENDID SAINT-MARTIN (208-21-93), 20 h 30 : Aïe... love you ; 22 h : Marianne Sergent.
LE TINTAMARRE (887-33-82), 20 h 15 : Phèdre ; 21 h 30 : Apocalypse Na.
THÉATRE DE DIX HEURES (606-07-48) : l'Infini Express (dernière).
VIEILLE GRILLE (707-60-93), 21 h : Métamorphoses d'une mélodie.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : François, j'ai mal à mes sous.

La danse

ESCALIER D'OR (523-15-10), à 19 h : Signan's Danse, F. Olry ; 22 h : Groupe Incline, J. Taffonel.

Le music-hall

ALCAZAR (329-02-20), 22 h 30 : Spectacle.
CRAZY HORSE SALOON (727-32-32), tls 21 h 25 et 23 h 45.
ÉLÉPHANT BLANC (562-05-67), 21 h : Frissons d'Hawaï.
ÉLÉPHANT BLEU (359-58-64), 22 h 30 : Tahiti.
ÉLYSÉE-MONTMARTRE (252-25-15), 21 h : Montmartre Folie.
FOLIES BERGÈRE (246-77-11), 20 h 45 : Folies de Paris.
OLYMPIA (742-25-49), 21 h : Les compagnons de la chanson.
TOUR EIFFEL (550-34-56), 21 h : On chante sur la tour.
TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41), 22 h 15 : J.-C. Carrasco, W. Rios, C. Perez.

Les concerts

LUCERNAIRE, 19 h 45 : A. Szycinska (Beethoven, Chopin, Szymanovsky).
ÉGLISE SAINT-ÉTIENNE-DU-MONT, 21 h : orchestre de chambre de Heidelberg (Vivaldi, J.-S. Bach, Mozart, Teleman).

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : S. Guérault.
CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24), 22 h 30 : Pedro Wognin.
LUCERNAIRE (544-57-34), 22 h 15 : François Allysse Group.
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : G. Lafitte, Wild Bill Davis, Cl. Lucq.
LA RESSERRE AUX DIABLES (272-01-73), 22 h : René Urtreger, Michelot, Chautemps.

Les festivals

XVIIIe FESTIVAL ESTIVAL DE PARIS (227-12-68)

SAINTE-CHAPELLE, 18 h 30 : Ensemble V. Fortunat, dir. A.-M. Deschamps.
FACULTÉ DE DROIT D'ASSAS, 20 h 30 : Philharmonia Hungarica, dir. : A. Paris (Mozart.

RENCONTRES THEATRALES DU CARREAU DU TEMPLE (274-46-42)

20 h 15 : les Cenci.

En région parisienne

FONTAINEBLEAU, château (422-26-21), 18 h : Concerts d'élèves du Conservatoire américain.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

15 h, Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : Un grand patron, de Y. Ciampi ; 19 h, l'Héritage de la chair, de E. Kazan ; 21 h, Une balle signée X, de J. Arnold.

BEAUBOURG (278-35-57)

15 h, Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : le Cheminot, de P. Germi ; 17 h, Rétrospective Klaus Wildenhahn : Emden geht nach U.S.A. ; 19 h, Carte blanche à la cinémathèque de Luxembourg : Club Havana, de E.G. Ulmer.

Les exclusivités

A BOUT DE SOUFFLE MADE IN USA (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).
L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS (Aust., v.o.) : Cinoche, 6e (633-10-82) ; Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).
L'ARGENT (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38).
LES AVENTURES DE PANDA (Jap., v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).
LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (Hsp), 14e (321-41-01).
CARBONE 14, LE FILM (Fr.) : Le Marais (Hsp), 4e (278-47-86).
CHICANOS STORY (Mex., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).
LE CHOIX DE SOPHIE (A., v.o.) : Cinoche, 6e (633-10-82) ; U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
LE CERCLE DES PASSIONS (It., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
COUP DE FOUDRE (Fr.) : Colisée, 8e (359-29-46).
CUJO (A., v.o.) (*) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

DANS LA VILLE BLANCHE (Suis.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; St-Ambroise, 11e (700-89-16).
DARK CRYSTAL (A., v.f.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).
DEBOUT LES CRABES, LA MER MONTE (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24).
DIEU ME SAVONNE (Bost., v.o.) : Quintette, 5e (639-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Impérial Pathé, 2e (742-72-52) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).
LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost.-A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-63-65) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
DIVA (Fr.) : Movies, 1er (526-43-99) ; Panthéon, 5e (354-15-04).
ENIGMA (Fr.-A., v.o.) : U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23).
EQUATEUR (Fr.) (*) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Convention-St-Charles, 15e (579-33-00) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).
E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).
L'ÉTÉ MEURTRIER (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).
FAITS DIVERS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
FANNY ET ALEXANDRE (Suéd., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).
FANNY HILL (**) (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : Forum O. Express, 1er (233-63-65) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Rio Opéra, 2e (742-82-54) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. (Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Images, 18e (522-47-94).
LA FEMME DU CHEF DE GARE (All., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).
FRAGMENTS POUR UN DISCOURS THÉATRAL - VITEZ - LE CONSERVATOIRE (Fr.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
FURYO (Jap., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Miramar, 14e (320-89-52).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
«LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES»
281-26-20 +
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Jeudi 25 août

GALJIN (Bré., v.o.) : Denfert (Hsp.) 14e (321-41-01 ; Châtelet-Victoria (Hsp.) 1er (508-94-14).
GANDHI (Brit., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; v.f. : Capri, 2e (508-11-69).
HISTOIRE DE PIERRA (Franco-it., v.o.) (*) : Noctambules, 5e (354-42-34).
L'HOMME BLESSÉ (Fr.) (*) : Berlitz, 2e (742-60-33).
L'HOMME DE LA RIVIÈRE D'ARGENT (Aus., v.o.) : Escurial Panorama, 13e (707-28-04).
IRON MASTER, LA GUERRE DU FER (Franco-It., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).
JOY (Fr.) (**) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Normandie, 8e (359-41-18) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
LE JUSTICIER DE MINUIT (A., v.f.) (**) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
LUDWIG-VISCONTI (It., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
LA LUNE DANS LE CANIVEAU (Fr.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47).
LA MATIOUETTE (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42).
LA MÉMOIRE (Egyp., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19) ; Olympic, 14e (542-67-42).

LES FILMS NOUVEAUX

LES AVENTURIERS DU COBRA D'OR, film américain d'Anthony M. Dawson (v.f.) : Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Coonvention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
CARMEN, film espagnol de Carlos Saura (v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; (v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
CHALEUR ET POUSSIÈRE, film anglais de James Ivory (v.o.) : Beaubourg les Halles, 3e (271-52-36) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C.-Champs-Élysées, 8e (359-12-15) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; (v.f.) : U.G.C.-Boulevards, 9e (246-66-44) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Images, 18e (522-47-94).
LA CRIME, film français de Philippe Labro : Forum, 1er (297-53-74) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C.-Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; U.G.C.-Boulevards, 9e (246-66-44) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; U.G.C.-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-99) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
DE SI GENTILS PETITS MONSTRES (**), film américain de Max Kalmanowic (v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; (v.f.) : Forum Orient-Express, 1er (233-63-65) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
EVIL DEAD (*), film américain de Samuel M. Raimi (v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; U.G.C.-Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
KOYAANISQATSI, film américain de Godfrey Reggio : Biarritz, 8e (723-69-23) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50).
YOR, LE CHASSEUR DU FUTUR, film américain d'Anthony M. Dawson : (v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-63-65) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Élysées, 8e (720-76-23) ; (v.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36).
LA MONTAGNE MAGIQUE (All., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-63-65) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43).
MONTY PYTHON, LE SENS DE LA VIE (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82).
LE MUR (Franco-Turc, v.o.) (*) : 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81).
NEWSFRONT (Aust., v.o.) Saint-André-des-Arts (Hsp.) 6e (326-48-18).
NOUS ÉTIONS TOUS DES NOMS D'ARBRE (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.) : 7e-Art Beaubourg, 3e (278-34-15).
ŒIL POUR ŒIL (A., v.o.) : Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Tourelles, 2e (364-51-98).
OU EST PASSÉ MON IDOLE ? (A., v.o.) : U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23).
PATRICIA (Aut., v.o.) (**) : U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
PAULINE A LA PLAGE (Fr.) : Cinoche (Hsp.) 6e (633-10-82).
PORKY'S II (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Marignan, 8e (359-92-82). – (V.f.) : Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Images, 10e (522-47-94).
LES PRÉDATEURS (Brit.) (*), (v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (297-53-74) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Marignan, 8e (359-92-82). – (V.f.) : Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).
LE ROI DES SINGES (Chinois) (V.f.) : Marais, 4e (278-47-86).
STELLA (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Bretagne, 2e (222-57-97) ; Ambassade, 8e (359-19-08).
SUPERMAN III (A., v.o.) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George V, 8e (562-41-46) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – (V.f.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
TONNERRE DE FEU (A., v.o.) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-42-75) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23). – (V.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Galaxie, 13e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wépler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
TOOTSIE (A., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; Marbeuf, 8e (225-18-45). – (V.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
LA TRAVIATA (It.) (v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83).
LA TRILOGIE D'APU (Ind., v.o.) ; 14 Juillet-Racine, 2e partie, 6e (326-19-68) ; 14 Juillet Parnasse, 1re partie, 6e (326-58-00).
LA ULTIMA CENA (Cub.) (v.o.) : Hsp Denfert, 14e (321-41-01) ; Hsp Châtelet Victoria, 1er (508-94-14).
UN FLIC AUX TROUSSES (A.) (v.f.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).
VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17).
LA VIE EST UN ROMAN (Fr.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22).
VIVEMENT DIMANCHE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Lincoln, 8e (359-36-14) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ;14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair Pathé, 16e (525-27-06) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wépler, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
LA VOITURE (Fr.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
LE VOYAGE A BEAUVILLE (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42).
VOUS HABITEZ CHEZ VOS PARENTS ? (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; George V, 8e (562-41-42).

Les grandes reprises

ANNIE HALL (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e, (354-39-47).
LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Napoléon, 17e, (380-41-46).
L'ASSASSINAT DE TROTSKY (Fr.) : Acacias, 17e, (764-97-83.).
BARRY LYNDON (A., v.o.) ; Movies Halles, 1er, (260-43-99) ; Epée de Bois, 5e, (337-57-47) : Olympic Balzac, 6e, (561-10-60).
BYE BYE BRASIL (A.) : Denfert, 14e, (321-41-01).
CANNIBAL HOLOCAUST (A., v.f.) (**) : Paramount Marivaux, 2e, (296-80-40).
CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.) : Champo, 5e, (354-51-60).
LES CINQUANTE-CINQ JOURS DE PÉKIN (A., v.o.) : Action Christine, 6e, (325-47-46) ; Escurial (Hsp.), 13e, (707-28-04).
LES CHIENS DE PAILLE (A., v.o) (**) : U.G.C. Odéon, 6e, (325-71-08).
CONAN LE BARBARE (A., v.f.) : Montparnos, 14e, (327-52-37).
CONTES DE LA VIE ORDINAIRE (It. v.o.) (*) : Paramount Odéon, 6e, (325-59-83).
COUP DE CŒUR (A., v.o.) : Studio Bertrand (H.sp.), 7e, (783-64-66).
LES DAMNÉS (It., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e, (296-62-56).
LE DAHLIA BLEU (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e, (633-97-77).
DEEP END (A., v.o.) : Studio Bertrand (H.sp), 7e, (783-64-66).
DÉLIVRANCE (A., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e, (296-62-56) ; Boîte à Films (H.sp), 17e, (622-44-21).
DOCTEUR JIVAGO (A., v.o.) : Marbeuf, 8e, (225-18-45) ; (v.f.) : Lumière, 9e, (246-49-07) ; Gaumont Sud, 14e, (397-85-50) ; Montparnos, 14e, (327-52-37).
EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount City, 8e, (562-45-76).
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Saint-André-des-Arts, 6e, (326-48-18).
ERASERHEAD (A., v.o.) : Escurial, 13e, (707-28-04).
LA FABULEUSE HISTOIRE DE DONALD ET DES CASTORS JUNIORS (A., v.f.) : Richelieu, 2e, (233-56-70) ; Ambassade, 8e, (359-19-08) ; La Royale, 8e, (265-82-66) ; Fauvette, 13e, (331-56-86) ; Grand Pavois, 15e, (554-46-85).
LE FACTEUR SONNE TOUJOURS DEUX FOIS (A., v.o.) (*) : George-V, 8e, (562-41-46) ; (v.f.) : Montparnos, 14e, (327-52-37).
L'EXTRAVAGANT MR. RUGGLES (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e, (633-97-77) ; Olympic Balzac, 8e, (561-10-60).
FLESH (A.) (**) : Movies, 1er (260-43-99) ; Action Christine (Hsp), 6e, (325-47-46).
GEORGIA (A., v.o.) : 7e Art Beaubourg, 3e, (278-34-15) ; Quintette, 5e, (633-79-38).
GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéostone, 6e, (325-60-34).
GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (Hsp) (Fr.) (**) : Denfert, 14e, (321-41-01).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucernaire, 6e, (544-57-34).
LA GRANDE BOUFFE (Franco-It.) (**) : 14 Juillet Parnasse, 6e, (326-58-00) : 14 Juillet Bastille, 11e, (357-90-81).
HAIR (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e, (325-59-83) ; Publicis Matignon, 8e, (359-31-97).
HAMMETT (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e, (783-64-66).
L'HOMME AU MASQUE DE CIRE (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e, (327-95-94.
LES HOMMES PRÉFÈRENT LES BLONDES (A., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).
IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (Franco-It. v.f.) : Trois Haussmann, 9e (246-66-44).
L'ILE SUR LE TOIT DU MONDE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) (**) : La Boîte à Films (H.sp), 17e (622-44-21).
JEREMIAH JOHNSON (A. v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56) ; Boîte à Films (H.sp.), 17e (622-44-21).
JÉSUS DE NAZARETH (It. v.f.) (1re partie) (2e partie) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
KRAMER CONTRE KRAMER (A. v.o.) : Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Ranelagh, 16e (288-64-44) ; (v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).
LA MAITRESSE DU LIEUTENANT FRANÇAIS (A. v.o.) : 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81).
MÊME A L'OMBRE LE SOLEIL LEUR A TAPÉ SUR LA TÊTE (It. v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).
MONTY PYTHON SACRE GRAAL (A., v.o.) : Cluny-Écoles, 5e (354-20-12).
MOROCCO (A., v.o.) : Action Écoles, 5e (325-72-07).
NEW YORK, NEW YORK (version intégrale) : Calypso, 17e (380-30-11).
NINOTCHKA (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).
NOCES DANS LE SANG (Esp., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70).
LA NUIT DE L'IGUANE (A., v.o.) : Action Christine, (Bis), 6e (325-47-46).
ON ACHÈVE BIEN LES CHEVAUX (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).
PINOCCHIO (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).
PLACE AU RYTHME (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).
REBECCA (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).
RIZ AMER (It., v.o.) : Studio Logos, 5e (354-26-42).
SPARTACUS (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
SUPERVIXENS (A.) (**) : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).
TAIS-TOI QUAND TU PARLES (Fr.) : Arcades, 2e (233-54-58).
LE TAMBOUR (All., v.o.) (*) : St-André-des-Arts, 6e (326-80-25).
TRAQUENARD (A., v.o.) : Action Christine (H.sp.), 6e (325-47-46).
THE ROSE (A., v.o.) : Parnassiens, 14e (329-83-11).
TAXI DRIVER (A., v.o.) (**) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; St-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Élysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; (v.f.) : Lumière, 9e (246-49-07).
TIREZ SUR LE PIANISTE (Fr) : Olympic, 14e (542-67-42).
LE TROISIÈME HOMME (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).
UNE FEMME DISPARAIT (A., v.o.) : André Bazin, 13e (337-74-39).
WOODSTOCK (A., v.o.) : Péniche des Arts, 16e (527-77-55).
YOYO (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).

Les festivals

MARX BROTHERS (v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07) : Noix de coco.
LES FEMMES DE FASSBINDER (v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 14 h : le Mariage de Maria Braun ; 16 h 5 : Lili Marleen ; 18 h 10 : Lola, une femme allemande.
DOSTOIEVSKY (v.o.) Cosmos, 6e (544-28-80), 16 h : les Nuits blanches, 18 h : l'Idiot (de Lampin), 20 h : Crime et Châtiment.
VITEZ ET LE THÉATRE vu par MARIA KOLEVA : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
POLAR-STORY (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50), : Et tournent les chevaux de bois ; Olympic, 14e (542-67-42) : Bas les masques.
LES STARS D'HOLLYWOOD (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50) : Elle et Lui.
CINÉMA ITALIEN (v.o.) Républic Cinéma, 11e (805-51-33) : l'Argent de la vieille.
LES GRANDES REPRISES DE L'ESCURIAL : Escurial, 13e (707-28-04), 17 h : Ludwig, requiem pour un roi vierge ; 21 h 30 : les 55 jours de Pékin.
COMÉDIES MUSICALES (v.o.) : Mac-Mahon, 17e (380-24-81) : Tous en scène.
RICHARD DREYFUSS : Rialto, 19e (607-87-61), en alternance : les Dents de la mer (*) : The Big Fix ; le Concours ; Rencontre du troisième type.
BUSTER KEATON : Marais, 4e (278-47-86) : le Mécano de la General.
NEW-YORK VU PAR... (v.o.) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91), 15 h 45 : Non stop Greenwich Village. 17 h 30 : Sur les quais ; 19 h 45 : les Bas-Fonds newyorkais ; 21 h 30 : le Prince de New-York.
TRILOGIE DE BERGMAN (v.o.) : Studio Bertrand, 7e (583-64-66), 14 h : la Soif ; 15 h 40 : le Septième Sceau : 17 h 20 : la Source.

Les séances spéciales

L'AGE D'OR (Mex.) : Templiers, 3e (272-94-56), 20 h.
AMERICAN GIGOLO (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 18 h 15.
ALIEN (A., v.o.) (*) : Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32), 20 h 10.
APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*) Boîte à films, 17e (622-44-21), 21 h 45.
BLADE RUNNER (*) (A., v.o.) : Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32), 22 h 15 + v.f. Opéra Night, 2e (296-62-56), 19 h 20, 21 h 30.
LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), 19 h.
CARMEN JONES (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68), 21 h.
CASANOVA, UN ADOLESCENT A VENISE (It., v.o.) : Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32), 16 h 15.
CLEMENTINE TANGO (Fr.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 22 h 15.
COUP DE CŒUR (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66), 20 h 40.
LA DAME DE SHANGHAI (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.
DIALOGO DI ROMA (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.
ELEPHANT MAN (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), 20 h 10.
FLESH (A., v.o.) (**) : Action-Christine, 6e (325-47-46), 22 h 25.
HAMMETT (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66), 16 h, 22 h 30.
JOHNNY GOT HIS GUN (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 20 h 15.
LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.
MACADAM COW-BOY (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11), 19 h 30.
MAD MAX I (A., v.o.) (**) : Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32), 18 h 30.
LE MASQUE DE FU MANCHU (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg (633-97-77), 24 h.
LA NUIT DE VARENNES (It., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), 21 h 30.
ORANGE MÉCANIQUE (**) (A., v.o.) Studio Galande, 5e (354-72-71), 20 h 15.
PANIQUE A NEEDLE PARK (**) (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.
LE PROCÈS (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.
LE PROFESSIONNEL (Fr.) : Péniche, 16e (527-77-55), 19 h.
QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 22 h.
QUERELLE (All., v.o.) (**) : Boîte à Films, 17e, (622-44-21), 18 h 15.
RÊVE DE SINGE, (It., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 16 h.
THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A., v.o.) (*) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 22 h 40.
TOUTE NUDITÉ SERA CHATIÉE (Brés.) : Denfert, 14e (321-41-01), 16 h.
VA TRAVAILLER VAGABOND (Brés., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01), 22 h.
VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11), 21 h 15.
XICA DA SILVA (Brés., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01), 18 h.

COMMUNICATION

Jeudi 25 août

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Téléfilm : la Route inconnue.
Réal. J. Dewever. Avec J.-P. Mocky.
Un jeune homme entre deux rêves, deux femmes, deux images. Laquelle choisir ? Première partie d'une œuvre inspirée d'un roman d'André Dhotel. Univers onirique, fabuleux jeu de passe-passe entre la réalité et les songes adolescents. Un peu long à démarrer, mais plutôt séduisant.

22 h 5 Journal.

22 h 15 Championnats d'Europe de natation à Rome.

22 h 30 Caméra festival : Les mémoires de la Méduse.
Série de C. Laperrière et B. Gouley.
L'histoire de cette fameuse frégate échouée en 1816.

23 h 35 Journal.

23 h 45 Un soir, une étoile.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Soirée italienne. Club des télévisions du monde (R.A.I. 2) : L'Affaire Graziosi.
Téléfilm de M. Massa. Avec Jean-Pierre Cassel, R. Paladini...
Une affaire authentique qui avait défrayé la chronique en Italie : suicide ou crime prémédité ? Pianiste réputé, Graziosi est accusé d'avoir tué sa femme. Condamné à la réclusion à perpétuité, en 1947, il sera finalement gracié en 1959. Le film repose essentiellement sur les minutes du procès. C'est assez bien ficelé, tourné dans les couleurs sépia et bleue qui font très « année 40 ». Jean-Pierre Cassel, cheveux gominés, yeux cernés, est excellent, à la fois trouble, transparent, digne et opaque : impénétrable.

22 h 40 Variétés : Lady Magic.
Avec les chanteuses Ornella Vanoni (Italie), Maria Cruesa (Brésil), Anna Belen (Espagne) et Patty Austin (U.S.A.), sur une chorégraphie de Guelis.

23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma sans visa.
Emission de J. Lacouture et J.-C. Guillebaud.

20 h 40 Film de Turkménie : la Bru.
Film turkmène de K. Narliev (1972), avec H. Ovezguelenov, M. Aimedova, K. Narliev, A. Ajmanlieva (v.o. sous-titrée).
Dans le désert du Turkménistan, une jeune femme, vivant avec son beau-père, éleveur de moutons, rêve au retour de son mari, dont elle n'a plus de nouvelles depuis la fin de la guerre. Révélation d'un monde inconnu, et du cinéma de la République socialiste du Turkménistan. Une œuvre à la fois réaliste et poétique sur les nomades turkmènes et la condition de la femme musulmane.

21 h 50 Témoignages.
Débat sur et autour du film, avec K. Narliev, le réalisateur, M. Rodinson, islamologue, Mme H. Carrère d'Encausse, historienne, et N. Dioujeva, journaliste.

22 h 35 Journal.

22 h 55 Prélude à la nuit.
Eduardo Falu, guitare et chant.

FRANCE-CULTURE

20 h, La chanson de l'oiseau.
21 h, Les cinéastes du documentaire : Passepartout en Asie.
22 h, Un rêveur de mots, Gaston Bachelard, la poésie et les éléments (l'air).
22 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : la bière, boisson noble.
23 h 30, New wave.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (donné le 30 mai 1983 au Festival de Bergen) : *Duo pour violon et alto n° 1*, de Mozart ; *Sonate pour alto*, de Hindemith ; *Duetti*, de Berio ; *7 Rosen hat ein Strauch pour violon solo*, de Takahashi ; *Duo pour violon et alto n° 2*, de Mozart, avec G. Kremer, violon, et K. Kashkashian, alto.
22 h 15, Fréquence de nuit : le tour du monde en trente-cinq rêves ; sauce piquante : Cuba, Porto-Rico, Miami, New-York.

Vendredi 26 août

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h Vision plus.
12 h 30 Le bar de l'été.
13 h Journal.
13 h 35 Série : Colditz.
16 h 30 Croque vacances.
18 h Le rendez-vous.
18 h 10 Revoir : La fin des Seigneurs du désert.
19 h 5 Météorologie.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Jeu : Super-défi.
19 h 45 Jeu : Marions-les.
20 h Journal (et à 22 h 15).

20 h 35 Au théâtre ce soir : Un dîner intime ou un maître coq.
De Y. Chatelain, mise en scène de R. Manuel avec R. Mirmont, J. Balutin, F. Lax...
Un célibataire attire dans sa garçonnière la femme de son meilleur ami. Arrive un pique-assiette...

22 h 25 Championnats d'Europe de natation à Rome.

23 h Le jeune cinéma français de court métrage.
« Chansons souvenirs », de R. Salis.

23 h 20 Journal.

23 h 35 Un soir, une étoile.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal (et à 12 h 45).
12 h 5 Platine 45.
Avec Elton John, Captain Sensible's...
12 h 30 Série : Les amours des années grises.
13 h 30 Série : Le Virginien.
14 h 45 Aujourd'hui la vie.
15 h 45 Dessin animé : Tom et Jerry.
15 h 55 Sports été.
Natation, cyclisme.
18 h Récré A2.
18 h 40 Flash info.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.

20 h 35 Série : Verdi.
De R. Castellani. Adapt. C. Tommasi et E. Baletti.
Verdi compose Aïda *pour l'ouverture du canal de Suez. La mort de Mariani et celle de Manzoni affectent le musicien... La plus consternante des séries !*

21 h 55 Apostrophes.
Magazine littéraire de B. Pivot.
Sur le thème : Marx, cent ans après sa mort, sont invités : Georges Labica (*Dictionnaire critique du marxisme*), Jean-Pierre Lefèbvre (traducteur de la quatrième édition du *Capital* de Karl Marx), Maximilien Rubel (critique et analyste des *Œuvres* de Karl Marx — 3 tomes), Claude Mazauric (pour *Karl Marx, histoire de sa vie*, par Franz Mehring).

23 h 15 Journal.

23 h 25 Cinéma d'été, cinéma d'auteur : le Cœur à l'envers.
Film français de F. Apprédéris (1980) ; avec A. Girardot, L. Malet, C. Denner, S. Audran, F. Pernet, R. Bertin.
Un jeune homme de vingt-quatre ans vient perturber la vie de sa mère (séparée de lui depuis son divorce) par son affection tyrannique. Il l'entraîne dans un voyage en Espagne et la pousse à un jeu pervers. Mise en scène d'une effarante nullité pour un sujet qui aurait pu donner une intéressante étude psychologique. Le métier d'Annie Girardot n'arrive pas à sauver ce film.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

19 h 10 Journal.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 35 Pour les jeunes.
Le professeur Balthazar ; Ordinaquiz ; Page après page : Steinbeck.
19 h 50 Dessin animé : Ulysse 31.
20 h Les jeux.

20 h 35 Vendredi : A quoi rêvent les jeunes filles ?
Magazine d'information d'A. Campana.
A travers le portrait de quatre adolescents ou jeunes filles, Françoise Liffran cherche à comprendre les motivations, les inquiétudes, les rêves d'une génération qui mélange scepticisme, individualisme, goût de la réussite.

21 h 30 Journal.

21 h 50 Série : l'Aventure.
Une terre d'avant les hommes, de F. Rossif.
L'Australie — le plus petit continent, la plus grande île — visitée comme un gigantesque musée national.

22 h 40 Festival international du jazz à Juan-les-Pins.
Avec Kenny Clarke.

23 h 10 Prélude à la nuit.
Deux bagatelles, de Casterede, par le Quatuor de flûtes Arcadie.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Colportages.
8 h, La vie animale en péril : respecter la vie.
8 h 32, Les matinées de France-Culture ; à 9 h 7, Destin des villes : Londres ; à 10 h, Redécouvrir Villon ; à 10 h 15, Les piétons de Paris.
11 h, Musique : Festival estival de Paris, en direct de la station Auber (et à 16 h).
12 h, Les parlers régionaux.
12 h 45, Panorama.
13 h 30, Feuilleton : le Mystère de la chambre jaune.
15 h, Agora, avec Annie Kriegel.
15 h 30, Un saint devenu roi.
18 h 30, Entretien avec... Philippe Soupault.
19 h Actualités magazine.
19 h 30, Agora : la Corée.
20 h, La chanson de l'oiseau : peut-on écrire la musique des oiseaux ?
21 h, Les cinéastes du documentaire : Passepartout aux Amériques.
22 h, Un rêveur de mots : Gaston Bachelard, la poésie et les éléments (le dur, le mou et le métallique).
22 h 30, Communautés des radios publiques de langue française : Radio-France présente : la Belle, par J.-P. Milovanoff.
23 h 30, New wave.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques du matin.
8 h, Le journal de musique.
8 h 15, Autour de... *la Mer*, de Debussy : œuvres de Vivaldi, Wagner, Fauré, Ravel, Elgar, Debussy, Schönberg, Webern.
12 h, Actualité lyrique.
12 h 35, Jazz s'il vous plaît.
13 h, Avis de recherche.
13 h 30, Jeunes solistes : œuvres de Granados, Presti, Bartok, Petit avec S. et Y. Chatelain, guitares.
14 h 4, Équivalences.
14 h 30, Autour de... « Arthur Grumiaux » : œuvres de Telemann, Schubert, Ravel, Mozart...
17 h 5, Repères contemporains : Michel Chion.
18 h, Jazz.
18 h 30, Plages choisies.
20 h 20, Concert : (donné le 10 février 1983 au grand auditorium de Radio-France) : *Allegro de concert pour piano et orchestre, Concerto pour violoncelle et orchestre, Symphonie n° 1, Konzerstück pour quatre cors et orchestre*, de R. Schumann, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. T. Guschlbauer ; sol. : M. Dalberto, piano, F. Lodéon, violoncelle, J.-J. Justafré, A. Courtois, J.-P. Gantiez, J.-C. Barro, cors.
22 h 15 Fréquence de nuit : le tour du monde en trente-cinq rêves : « Chili, musiques pour un arbre fou. »

TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI 25 AOUT

— *M. Henri Krasucki*, secrétaire général de la C.G.T., est l'invité du journal « Soir 3 », sur FR3, à 22 h 35.

VENDREDI 26 AOUT

— *M. Jean Bornard*, président de la C.F.T.C., participe au journal « Inter-matin », sur France-Inter, à 7 h 40.

CARNET

Décès

— Le docteur Gaston Eliet,
Thodor et Claude Mitev,
Françoise Eliet,
Jean-Claude Le Guillou,
Nathalie, Pierre et Katia Mitev,
Anne et Olivier Le Guillou,
Jacob et Alice Eliet,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme le docteur
Edwige ELIET,
née Bronislawski,
psychanalyste,
membre adhérent de la
Société de psychanalyse de Paris,

survenu le 19 août 1983 munie, sur sa demande, des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques et la cérémonie religieuse ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

53, rue de la Tour,
75016 Paris.
54, Grand-Rue,
91430 Vauhallan.

— Mme Guy Godlewski,
M. et Mme Christian Godlewski,
Stéphane et Nicolas,
M. et Mme Cyril Godlewski,
Olivia et Cécile,
Mlle Florence Godlewski,
Le docteur
et Mme Jean Godlewski,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Florent Ramaugé,

Ses fidèles Mamadou,
Mustapha et Habiba,
ont la douleur de faire part du décès accidentel du

docteur

Guy GODLEWSKI,

officier
de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1940,
ancien interne
des hôpitaux de Paris
ancien chef de clinique
à la faculté de médecine
de Paris,
cosecrétaire général
des Assises de médecine,

président
du Souvenir napoléonien,

survenu le 22 août 1983,
dans sa soixante et onzième année.

La levée du corps aura lieu 14, rue Saint-Guillaume, Paris-7e, le lundi 29 août 1983, à 9 heures.

Les obsèques religieuses seront célébrées le même jour, à 10 h 45, en la collégiale Saint-Martin de Montmorency (rue de l'Eglise, à Montmorency, Val-d'Oise).

14, rue Saint-Guillaume,
75007 Paris.

— Le baron Gourgaud,
président d'honneur,
Les vice-présidents,
Le comité d'honneur,
Le comité directeur,

Et les membres du
Souvenir napoléonien,

ont la grande tristesse de faire part du décès accidentel de

leur président,
le docteur
Guy GODLEWSKI,

officier
de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1940,
ancien interne
des hôpitaux de Paris,
ancien chef de clinique
à la faculté de médecine
de Paris,

cosecrétaire général
des Assises de médecine,

survenu le 22 août 1983,
dans sa soixante et onzième année.

La levée du corps aura lieu 14, rue Saint-Guillaume, Paris-7e, le lundi 29 août 1983, à 9 heures.

Les obsèques religieuses seront célébrées le même jour, à 10 h 45, en la collégiale Saint-Martin de Montmorency (rue de l'Eglise, à Montmorency, Val-d'Oise).

82, rue de Monceau,
75008 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Mme Jean-Marc Juillet,
son épouse,
Jean-Michel et Carole,
ses enfants,
Mme Jean Juillet,
Mme Jooss,
Les docteurs Robert et Nicole Portugal et leur fils,
M. et Mme Jean-Pierre Bour
et leur fils,
Les familles Meyer, Jooss, Garnier, Boulinier,
ont la douleur de faire part du décès accidentel du

docteur Jean-Marc JUILLET,

survenu le 23 août 1983, à l'âge de quarante-six ans.

Les obsèques seront célébrées en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 10, rue de l'Annonciation, Paris-16e, où l'on se réunira le vendredi 26 août 1983 à 14 heures.

5 *bis*, rue Le Tasse,
75016 Paris.

— Le conseil d'administration et les membres de l'Union nationale des attachés de presse professionnels de la communication (U.N.A.P.C.) ont la tristesse de faire part du décès de leur trésorier et ami,

M. Marcel MAROY,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre,
Bronze Star,
survenu le dimanche 14 août 1983.

16, place de la Madeleine,
75008 Paris.

— Versailles.
Les obsèques de

M. Jean THOMAS,
représentant en publicité,

décédé à Troyes (Aube), muni des sacrements de l'Eglise, le 24 août 1983, à l'âge de soixante-deux ans, auront lieu le vendredi 26 août, à 14 heures, en l'église Notre-Dame de Versailles.

De la part de sa famille et de ses amis.

— Françoise Valls-Kergreis
a la douleur de faire part du décès de

M. Charles-Henri VALLS
survenu le 10 août 1983.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

248, boulevard Raspail,
75014 Paris.

— Lyon.
Mme Robert Wolville,
M. Pierre Wolville,
et ses enfants Laure, Patricia, Jérôme, Roch,
Le docteur Francis Monod,
et Mme, née Françoise Wolville,
et leurs enfants Olivier, Christine, Jean-Philippe, Valérie, Dominique,
Mme Jean Ricard,
née Suzanne Wolville,
M. et Mme Jean Boucaud,
et leurs enfants,
Les familles Labasse, Sinner, Schulz, Brunner, Hedrich, Karcher,
ont la douleur de faire part du décès, dans sa soixante-quinzième année, de

M. Robert WOLVILLE,
commandeur de la Légion d'honneur.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité familiale le 24 août 1983.

« Le charme de l'homme, c'est sa bonté. »

Cet avis tient lieu de faire-part.
126, rue Tronchet,
69006 Lyon.

Anniversaires

— Que ceux qui on connu et aimé

Georges NEVEUX

aient pour lui une affectueuse pensée en ce premier anniversaire de sa mort.
Jeanne et Noële Neveux.

— A l'occasion du trente-neuvième anniversaire de la libération de Paris, Mme la maréchale Leclerc de Hauteclocque et l'Association des anciens de la 2e D.B. vous prient de bien vouloir honorer de votre présence le service solennel qui sera célébré à la mémoire de ceux qui sont tombés pour la libération de la capitale
le dimanche 28 août 1983,
à 11 h 30 précises,
en la cathédrale Notre-Dame de Paris.

ÉDUCATION

Le directeur des enseignements supérieurs invite les universitaires à « conjuguer dynamisme et rigueur »

De nombreuses universités de Paris ou de province ont, l'an dernier, connu des difficultés financières. Traditionnellement, les responsables des établissements d'enseignement supérieur ont pris l'habitude de ne pas lésiner sur l'utilisation des crédits alloués par le ministère. Ils s'inquiétaient assez peu d'un déficit budgétaire, espérant toujours obtenir de l'administration centrale des moyens supplémentaires. Depuis deux ans, la direction des enseignements supérieurs tente de mettre les universitaires qui participent à la gestion des établissement devant leurs responsabilités. Soumis, comme les autres ministères, à la rigueur, celui de l'éducation nationale a demandé, dès 1982, à la communauté universitaire de participer à l'effort de solidarité.

Dans nombre d'établissements, des solutions ont été trouvées pour assurer les cours et les travaux dirigés dans l'intérêt des étudiants et maintenir en activité les laboratoires de recherche. Des regroupements, voire des fusions, entre des enseignements fréquentés par peu d'étudiants ont eu lieu. Mais, face à l'augmentation des tarifs, des fournitures (eau, électricité, téléphone...), comme des abonnements aux revues françaises et étrangères, qui permettent aux établissements de vivre et de travailler, plusieurs responsables sont inquiets. Ils craignent que le budget 1984 de l'éducation nationale amputé pour cause d'économie, ne se traduise par une baisse des crédits nécessaires au paiement des heures complémentaires ou des vacataires.

M. Jean-Jacques Payan, directeur général des enseignements supérieurs et de la recherche, tente de les rassurer. Dans l'éditorial du dernier numéro du bulletin d'information de ses services (1), il explique que « *le gouvernement a réservé aux enseignements supérieurs un traitement privilégié* ». Selon lui des « *dispositions* » devraient permettre d'améliorer le taux d'encadrement dans les établissements, et de nouveaux postes de personnels administratifs, techniques, ouvriers et de service devraient être créés.

Cependant le directeur général met en garde les présidents et les conseils d'université : les moyens en personnel ou financiers seront attribués aux établissements qui s'efforceront de restaurer leur gestion. « *Les moyens nouveaux iront*, écrit M. Payan, *aux établissements qui auront su conjuguer dynamisme et rigueur. Cependant leur ampleur limitée nous contraindra à persévérer dans la voie du rééquilibrage entre les établissements et à prélever des moyens disponibles là où on les utilise partiellement pour les affecter à ceux qui en font un usage optimal.* »

Le directeur général affirme que ses services tiendront compte de la « *volonté de redresser des situations compromises* ». Il signale que l'administration a agi ainsi, à la fin du mois de juin, en examinant la situation des universités parisiennes en déficit. Un soutien limité a été promis aux établissements qui entreprennent « *un effort considérable de gestion et de rigueur* ». Ceux qui n'adoptent pas des mesures « *indispensables de transparence et d'assainissement* » se sont vu refuser l'aide de l'administration centrale. La rigueur socialiste va probablement provoquer de nombreuses protestations.

S.B.

(1) *Bulletin d'information des personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche*, n° 4.

DEUX RECTORATS CHANGENT DE TITULAIRE

CRÉTEIL : M. Christian Becle

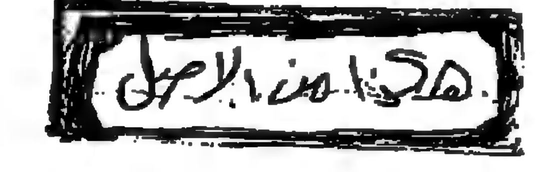
Sur proposition du ministre de l'éducation nationale, le conseil des ministres du 24 août a nommé M. Christian Becle, actuellement recteur de l'académie de Rouen, recteur de l'académie de Créteil. Il remplace M. Jacques Dehaussy, en poste depuis 1976.

[Né le 21 décembre 1941 à Frontignan (Hérault), M. Christian Becle est agrégé de sciences physiques (1966), docteur d'Etat (1968). Chargé de cours à l'Institut national polytechnique de Grenoble en 1968, il devient, en 1971, maître de conférences à l'institut universitaire de technologie de Nantes où il était professeur depuis 1979.]

ROUEN : M. Paul Bachelard

M. Paul Bachelard, professeur à l'université de Tours, est nommé recteur de l'académie de Rouen. Il remplace M. Christian Becle.

[Né le 7 août 1937 à Messat (Loiret), M. Paul Bachelard est agrégé de géographie (1967) et docteur d'Etat (1975). Ancien élève de l'Ecole normale d'Orléans, il a commencé sa carrière comme instituteur, avant d'être nommé en 1970 assistant à l'I.U.T. de Tours, puis maître-assistant (1972) et maître de conférence (1976) en géographie économique. Directeur de l'I.U.T. depuis 1977, il était également, depuis 1981, vice-président de l'université de Tours, où il dirige l'équipe de recherche du sud du Bassin parisien.



RÉGIONS

En Guadeloupe

Les « pilleurs de sable » menacent l'activité touristique

De notre envoyé spécial

Grande-Terre. — *Ils sont une trentaine, du gros artisan au professionnel, une trentaine qu'on appelle désormais en Guadeloupe « les marchands de sable »,* en fait de véritables pilleurs qui s'en vont la nuit sur les plages désertes, à renfort de camions et de pelleteurs, ramasser du sable pour le revendre aux particuliers.

Tout a commencé par de petits chapardages pour des travaux domestiques : carrelages, seuils de portes. Puis les chapardeurs sont devenus pilleurs, et l'on a vu arriver devant les tribunaux des individus qui en étaient à *« la pose de leur cinquantième carrelage »* avec du sable volé la nuit.

D'autres encore ont franchi récemment un nouveau pas : ils achètent à crédit des camions de bonne taille — qui s'en vont le plus souvent mourir sur les pistes *accidentées, craquelées, lunaires* qui mènent aux plages de Grande-Terre, — embauchent pour la nuit un ou plusieurs pelleteurs payés 50 F, et accomplissent leur forfait : 8 à 10 mètres cubes de sable disparaissent à chaque opération. On dit ici qu'*« ils ont leur bout de littoral comme d'autres ont leur bout de trottoir ».*

Devant nous, ce matin d'août ensoleillé, la plage de la baie du Moule, à l'est de Grande-Terre. La bande de sable est rabotée sur la moitié de sa largeur, la tête de cocotiers effondrés est léchée par la mer. Les marchands de sable ont encore frappé. Nous pourrions aussi bien être à la plage de Bois-Jolland, d'Anse-Bertrand ou bien à celle de l'anse à la Croix, visitées récemment par les pilleurs. De Sainte-Anne à la pointe des Châteaux, de la pointe des Châteaux au Moule, *on ne compte plus les vols.* C'est un secteur peu peuplé, aux plages très difficilement accessibles, à l'écart des circuits touristiques. Bref, on peut y opérer en toute tranquillité.

Il y a vingt ans, la récupération du sable était tolérée, coutumière. Puis elle fut interdite. Mais, depuis quelques années, est apparue la vogue de la maison individuelle en bois et en béton, ou « tout béton », afin de se prémunir contre les cyclones. Depuis dix ans, la consommation de sable a augmenté considérablement. Il existe bien une carrière tout à fait officielle et réglementée à Baie-Mahaut, où le sable est vendu au même prix que celui des pilleurs. Mais les habitants de Grande-Terre estiment qu'il est plus simple et plus rapide d' *« aller près de chez soi ».* D'autant plus que, selon la chambre de commerce de Pointe-à-Pitre, quarante pour cent des maisons, à la campagne, sont construites sans autorisation.

Le pillage est facile : les gendarmes ne peuvent bien sûr pas surveiller toutes les plages vingt-quatre heures sur vingt-quatre. *« On ne peut pas casser nos Land-Rover en permanence sur les pistes très difficiles,* explique le commandant Noël, de la brigade de gendarmerie du Moule. *Il y a tellement de pilleurs que cela prendrait tout notre temps. »* Les risques aussi sont importants. Quand la gendarmerie surprend des voleurs, ceux-ci cherchent naturellement à s'enfuir et se protègent en larguant la cargaison sur les poursuivants. Il arrive aussi que les voleurs soient plus nombreux que les gendarmes, et donc impossibles à attraper.

Depuis 1981, pourtant, la sévérité s'est accrue. La condamnation la plus fréquente est de 1 000 F d'amende et d'un mois d'emprisonnement avec sursis. Cela semble insuffisant pour les voleurs, dont on estime qu'ils n'ont qu'une chance sur cinq de se faire prendre. Le coup reste jouable, et aux tracasseries judiciaires répond l'ingéniosité. Après les camions que la gendarmerie faisait saisir, les voleurs ont eu recours aux charrettes à bœufs. *« On ne peut pas garder les bœufs,* explique un gendarme, *et transformer les greffes en étables... »*

D'autres choisissent des plages inaccessibles par la terre et les « exploitent » par bateau. Cela n'est d'ailleurs pas sans danger. L'an dernier, trois hommes se sont noyés et leurs corps ont été retrouvés par 8 mètres de fond sous neuf sacs de 50 kilos de sable !

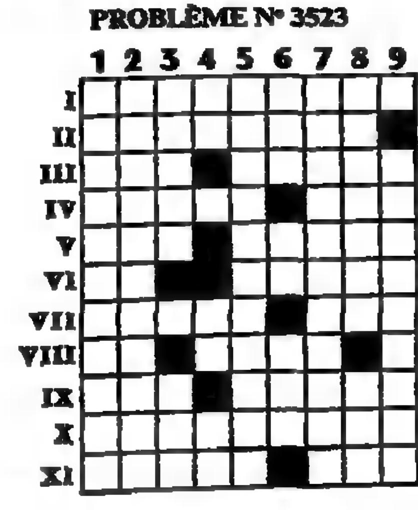
Cette razzia n'a pas encore touché toutes les plages de Guadeloupe. Seules les plages isolées sont menacées, mais les pilleurs commencent à se tourner vers des plages plus connues : celle de l'Anse à l'eau par exemple, où l'on pensait développer des activités touristiques. A la Corniche d'argent, entre Saint-Anne et Saint-François, la plage a été amputée de moitié en un an alors que des travaux sont en cours pour la construction d'un hôtel de 180 chambres et un village de vacances de 3 000 mètres carrés. La plage de la Caravelle, où est installé un des deux villages du Club Méditerranée de Guadeloupe, a même été « visitée ».

Ce qui n'était que chapardage commence à inquiéter sérieusement plusieurs responsables locaux. Avant la canne à sucre et la banane, les plages de l'île font du tourisme la première activité économique du département.

FRANCIS GOUGE.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3523



HORIZONTALEMENT

I. Actes divins ou actes de vin. — II. On y accède à pied ou sur les genoux. — III. Pour évaluer une accélération. On lui en bouche un coin ou elle nous bouche un creux. — IV. Un endroit à donner le frisson. Archipel de Guinée. — V. Mise au pas par les Allemands. Titres étrangers. — VI. Côtoient certaines étoiles. Botte à boutons. — VII. Quelque chose d'agréable. Un nom à particule. — VIII. Devrait aller loin, si l'on en croit le proverbe. Ne sont pas bouchés avec des bouchons. — IX. Cause de rugissements ou de rougissement. Fis du bien ou du mal. — X. N'a donc pas de raisons de bailler. — XI. Crois donc en la justice des hommes. Jadis, permettait de conserver la culotte.

VERTICALEMENT

1. Il en est un qui sert et l'autre qui a bien servi. — 2. Comme certaines vues. — 3. Travaille par roulement. Manière d'être. — 4. Se prend à tout âge. Symbole chimique. Pronom. — 5. Relations que l'on peut avoir dans la police. — 6. Mauvaise mère. Personnel. Châtiment suprême. — 7. Leur fonction les amène à bien connaître le globe. — 8. Plante sacrée. Cause de « déstabilisation », en Angleterre. — 9. Etape la plus importante avant le secondaire.

Solution du problème n° 3522

Horizontalement

I. Pellicule. — II. Anoure. EV. — III. Régner. Té. — IV. Freezer. — V. UV. Août. — VI. Mantelure. — 7. Etoilées. — VIII. Rimée. Is. — IX. IO. Rigide. — X. ENA. Silex. — XI. If. Se.

Verticalement

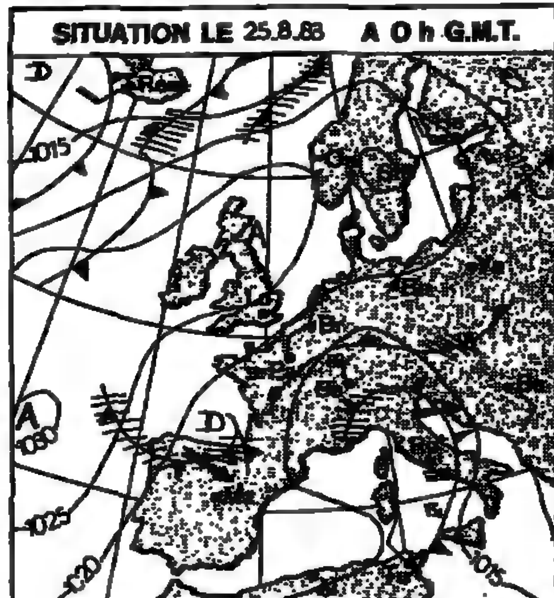
1. Parfumeries. — 2. Enervation. — 3. Loge. Nom. Ai. — 4. Lune. Tier. — 5. Irez. Eléis. — 6. Céréale. Gin. — 7. Roue. Il. — 8. Let. Ursidés. — 9. Eventé. Sexe.

GUY BROUTY.

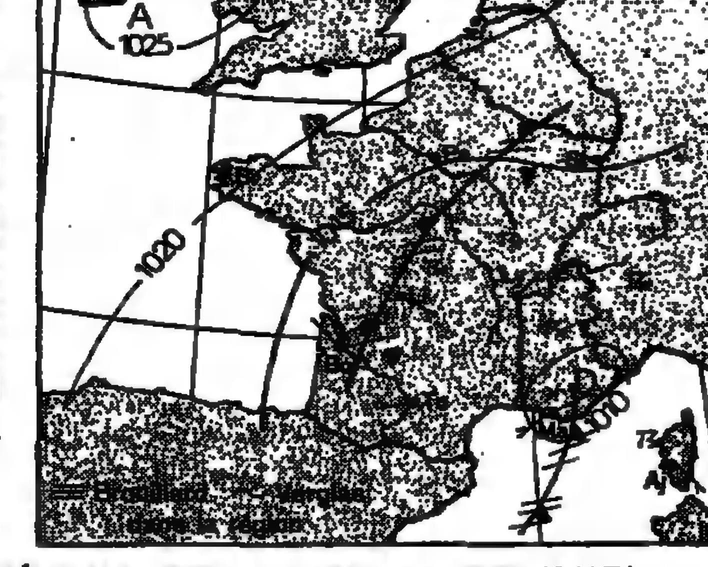
INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 25.8.83 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 26.8.83 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 26 AOUT A 0 HEURE (G.M.T.)



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 25 août à 0 heure et le vendredi 26 août à minuit.

Les hautes pressions de l'Atlantique continuent leur poussée vers l'Angleterre et la mer du Nord. Le vent de nord-est rabat sur la France l'air chaud et orageux qui remonte de la Méditerranée vers l'Alsace. D'autre part, des masses d'air instable du golfe de Gascogne et une petite dépression se dirigent vers la Méditerranée après être passées sur les régions pyrénéennes en donnant *des orages localement violents.*

Vendredi, l'amélioration va s'amorcer sur la moitié nord de la France où un vent d'est de plus en plus sec soufflera. Les brumes et nuages du début de matinée se désagrégeront assez rapidement et de belles éclaircies se développeront. Les températures seront en légère baisse, il ne fera pas plus de 23 °C à 24 °C en général.

Sur la moitié sud, encore des nuages et des averses en début de journée sous un ciel très chargé. Progressivement là aussi le temps va s'améliorer. Le ciel s'éclaircira un peu et les orages seront moins fréquents et moins violents. En soirée, les régions pyrénéennes et méditerranéennes seront les plus menacées. Les températures pourront atteindre 27 °C localement mais sous les orages baisse de 4 à 5 °C brutalement.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris le 25 août à 8 heures, de 1017,5 millibars, soit 763,2 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 24 août ; le second le minimum de la nuit du 24 au 25 août) :

Ajaccio, 25 et 19 degrés ; Biarritz, 21 et 18 ; Bordeaux, 25 et 17 ; Bourges, 25 et 17 ; Brest, 24 et 15 ; Caen, 21 et 17 ; Cherbourg, 19 et 15 ; Clermont-Ferrand, 21 et 17 ; Dijon, 27 et 18 ; Grenoble, 24 et 18 ; Lille, 24 et 16 ; Lyon, 24 et 18 ; Marseille-Marignane, 22 et 19 ; Nancy, 26 et 19 ; Nantes, 26 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 20 ; Paris-Le Bourget, 26 et 17 ; Pau, 23 et 16 ; Perpignan, 23 et 20 ; Rennes, 27 et 16 ; Strasbourg, 24 et 19 ; Tours, 25 et 17 ; Toulouse, 23 et 17 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 16 degrés ; Amsterdam, 22 et 15 ; Athènes, 31 et 20 ; Berlin, 26 et 16 ; Bonn, 28 et 16 ; Bruxelles, 25 et 14 ; Le Caire, 34 et 23 ; Iles Canaries, 27 et 21 ; Copenhague, 23 et 16 ; Dakar, 30 et 25 ; Djerba, 39 et 26 ; Genève, 24 et 17 ; Jérusalem, 28 et 18 ; Lisbonne, 31 et 17 ; Londres, 22 et 14 ; Luxembourg, 26 et 17 ; Madrid, 28 et 17 ; Moscou, 25 et 11 ; Nairobi, 24 et 14 ; New-York, 26 et 19 ; Palma-de-Majorque, 28 et 16 ; Rome, 29 et 19 ; Stockholm, 16 et 4 ; Tozeur, 39 et 25 ; Tunis, 33 et 22.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Service national

APPEL SOUS LES DRAPEAUX DU CONTINGENT D'OCTOBRE

Le ministère de la défense communique :

La fraction de contingent 1983/10 comprendra, s'ils ont été reconnus aptes au service :

Les jeunes gens :

a) Dont le report d'incorporation arrivera à échéance le 1er octobre 1983 ;

b) Dont l'appel avec une fraction de contingent antérieure a été, pour des motifs divers, annulé et fixé à l'échéance du 1er octobre 1983 ;

c) Volontaires pour être appelés le 1er octobre 1983 et qui, à cet effet, ont, avant le 21 juin 1983, déposé une demande d'appel avancé ;

d) Volontaires pour être appelés le 1er octobre 1983 et qui, à cet effet, ont, avant le 1er août 1983, fait parvenir leur résiliation de report d'incorporation.

Les jeunes gens destinés à l'armée de terre, à la marine ou à l'armée de l'air seront appelés à partir du 4 octobre 1983.

EN BREF

CRÉATION INDUSTRIELLE

LA CLOTURE DES INSCRIPTIONS pour la prochaine session d'admission à l'Ecole nationale de création industrielle est fixée au 12 septembre 1983.

★ **Renseignements : secrétariat de l'Ecole nationale supérieure de création industrielle, 46-48, rue Saint-Sabin, 75011, Paris. Tél. : 338-09-09.**

FORMATION

CONSEIL EN ENTREPRISE. — L'Association pour la promotion et le développement industriel (Aprodi) organise, du 10 octobre 1983 au 31 mars 1984, une session de formation pour dirigeants et cadres d'entreprises, demandeurs d'emploi ou en congé-formation, désirant s'orienter vers le conseil en P.M.I. ou la reprise d'entreprises saines ou en difficulté. Une expérience de plusieurs *années en entreprise est requise.* Possibilités de rémunération de l'Etat.

★ **S'inscrire, avant le 10 septembre à Aprodi, 89, avenue Kléber, 75016 Paris.**

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	554 F	767 F	980 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	601 F	1 074 F	1 547 F	2 020 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	634 F	887 F	1 140 F
II. — SUISSE, TUNISIE	454 F	779 F	1 105 F	1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

L'assurance scolaire

Chaque année, de nombreux enfants sont responsables ou victimes d'accidents. Le choix d'une assurance adéquate est donc une formalité importante de la rentrée scolaire. On distingue les assurances familiales personnelles et les assurances scolaires de groupe.

Il existe deux types d'assurances familiales :

L'assurance de « responsabilité civile familiale », qui est presque toujours incluse dans les contrats « multirisque-habitation », couvre tous les membres de la famille, les employés de maison et les animaux domestiques, pour les dommages qu'ils occasionnent à autrui.

L'assurance « individuelle-accidents », que l'on souscrit pour un ou plusieurs membres de la famille, prévoit le remboursement complémentaire des soins prodigués à la victime d'un accident et le versement d'un capital en cas d'incapacité permanente.

Les assurances scolaires, souscrites par l'intermédiaire d'une association de parents d'élèves, sont en général proposées par l'établissement scolaire au mois de septembre. Non *obligatoires, elles peuvent faire* double emploi avec les assurances familiales.

— L'assurance scolaire comporte, pour chaque élève, une garantie de responsabilité civile (dommage à autrui) et une garantie individuelle-accidents (blessures reçues). Elle joue dans le cadre de l'activité scolaire proprement dite et sur le trajet domicile-école, aller et retour.

— L'assurance scolaire et extra-scolaire comporte les mêmes garanties, mais, en plus, elle joue toute l'année, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, même pendant les vacances, en tous lieux et en tous temps. Cette assurance peut être exigée pour les activités scolaires facultatives (excursions, par exemple). A défaut, il faut apporter la preuve que l'on possède bien une assurance familiale de responsabilité civile et une « individuelle-accidents ».

Les primes et l'indemnisation diffèrent selon les options choisies. Aussi faut-il comparer les garanties offertes par les unes et les autres.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 27 AOUT

« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M. Serres (Caisse nationale des monuments historiques).

« Couvent des Carmes », 15 heures, 70, rue de Vaugirard (Mme Camus).

« Collège des Quatre-Nations », 15 heures, 23, quai Conti (Mme Ferrand).

« L'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Flâneries).

« Le Palais de justice », 15 heures, métro Cité (Mme Hauller).

« Hôtel de Lassay », 15 heures, 2, place du Palais-Bourbon (Histoire et archéologie).

« La Seine », 10 h 30, place du Châtelet (Paris autrefois).

« Le mystère des Templiers », 15 heures, 195, rue du Temple (Paris et son histoire).

« Le vieux Belleville », 15 heures, métro Télégraphe (Résurrection du passé).

DIMANCHE 28 AOUT

« Au Marais », 15 heures, 60, rue des Francs-Bourgeois (Mme Allaz).

« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, Mme Bachelier.

« Le château de Maisons-Lafitte », 15 h 30, entrée, côté parc, M. Serres (Caisse nationale des monuments historiques).

« L'Académie française », 15 heures, 23, quai Conti (Mme Hauller).

« Notre-Dame », 15 heures, portail central (Histoire et archéologie).

« Le Marais », 15 heures, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

TRANCHE D'AOUT DES SIGNES DU ZODIAQUE

TIRAGE N° 34 DU 24 AOUT 1983

TERMINAISON	FINALES et NUMÉROS	SIGNES du ZODIAQUE	SOMMES à PAYER F.
1	71	tous signes	200
	20 081	bélier	150 000
		autres signes	15 000
2	2	tous signes	100
	72	tous signes	200
	82	tous signes	200
	042	tous signes	500
	082	tous signes	500
	2 582	poissons	10 100
		autres signes	1 100
	3 802	bélier	10 100
		autres signes	1 100
	7 842	cancer	10 100
		autres signes	1 100
	30 572	scorpion	150 300
		autres signes	15 300
3	200	tous signes	400
	7 493	taureau	10 000
		autres signes	1 000
	2 183	sagittaire	15 000
		autres signes	1 500
	18 573	cancer	150 000
		autres signes	15 000
	26 323	scorpion	[illegible] 000 000
		autres signes	150 000
4	7 084	balance	15 000
		autres signes	1 500
	05 414	verseau	150 000
		autres signes	15 000
	10 184	gémeaux	150 000
		autres signes	15 000
5	6 535	scorpion	10 000
		autres signes	1 000
	5 915	lion	[illegible]
		autres signes	1 500
	72 085	capricorne	150 000
		autres signes	15 000
	36 075	vierge	150 000
		autres signes	15 000
6	6	tous signes	100
	[illegible]	tous signes	500
6	2 426	capricorne	10 100
		autres signes	1 100
	6 [illegible]	[illegible]	10 100
		autres signes	1 100
	1 326	scorpion	15 100
		autres signes	1 [illegible]
	10 496	[illegible]	150 100
		autres signes	15 100
	22 556	balance	150 100
		autres signes	15 100
	32 376	sagittaire	150 100
		autres signes	15 100
7	67	tous signes	200
	5 817	capricorne	10 000
		autres signes	1 000
	8 077	vierge	10 000
		autres signes	1 000
	5 327	gémeaux	15 000
		autres signes	1 500
	39 767	poissons	150 000
		autres signes	15 000
8	478	tous signes	400
	5 328	gémeaux	10 000
		autres signes	1 000
	6 498	balance	10 000
		autres signes	1 000
	75 498	lion	150 000
		autres signes	15 000
9	[illegible]	tous signes	400
	7 [illegible]	lion	10 000
		autres signes	1 000
	4 [illegible]	vierge	15 000
		autres signes	1 500
	5 [illegible]	[illegible]	15 000
		autres signes	1 500
	6 [illegible]	taureau	15 000
		autres signes	1 500
0	6 [illegible]	bélier	15 000
		autres signes	1 500
	1 140	capricorne	15 000
		autres signes	1 500
	4 [illegible]	cancer	15 000
		autres signes	1 500
	9 [illegible]	poissons	15 000
		autres signes	1 500

PROCHAINS TIRAGES LE 31 AOUT 1983
TRANCHE DES GERANIUMS A MALAKOFF (Hauts-de-Seine)
L'ARLEQUIN A LA ROCHELLE (Charente-Maritime)

LOTO — TIRAGE N° 34: 4 15 18 43 46 49 — NUMERO COMPLÉMENTAIRE 22

PROCHAIN TIRAGE LE 31 AOUT 1983 VALIDATION JUSQU'AU 30 AOUT APRES-MIDI

Le Monde

économie

SOCIAL

La C.G.T. saisie par la gestion

(Suite de la première page.)

Chez Renault, en franchissant un degré supplémentaire, la C.G.T. met en cause la stratégie industrielle développée par une entreprise nationalisée et accuse son P.-D.G., M. Bernard Hanon, d'*« entraver la réussite de l'expérience de la gauche en France »*.

Certes, il ne s'agit pas, à proprement parler, d'un nouveau langage, puisque le quarante et unième congrès confédéral, en juin 1982, à Lille, avait déjà ouvert la voie, mais plutôt d'une inflexion dans un discours qui ne ferait que se préciser. Depuis des mois déjà, la C.G.T. répète à satiété son slogan *« produisons français »* et lui trouve, entreprise après entreprise, de nouvelles applications.

En fait, la C.G.T. constate que les critères de gestion n'ont guère varié depuis mai 1981. Elle estime aussi que le plan Delors risque d'avoir des effets néfastes sur le tissu industriel, ne serait-ce que dans la mesure où il réduit les débouchés intérieurs. Dès lors, elle estime logique de ne pas se cantonner aux seuls aspects sociaux. Ainsi la Fédération de la métallurgie rappelait-elle récemment : *« La production règle le chômage. La compétitivité des entreprises et la situation du marché intérieur, par exemple, sont des domaines qui relèvent de l'autorité de notre organisation syndicale, cela fait partie de nos prérogatives »*.

Derrière ces préoccupations, apparaît la volonté manifeste, pour la C.G.T., de s'inscrire au plus vite dans le champ d'application des nouvelles lois Auroux. Avec l'intention d'y prendre une place prépondérante, alors que certains des nouveaux droits des travailleurs ne correspondent pas à la tradition de la première organisation syndicale française. Une telle attitude peut s'avérer payante si elle réussit, à l'heure où elle connaît un certain effritement, à renforcer son implantation dans les entreprises, notamment dans ses « bastions » anciens et nouveaux (Renault et Talbot).

En plus de l'accès aux documents économiques, la C.G.T. se félicite aussi de disposer, avec un gouvernement de gauche, de facilités dont elle entend tirer profit. *« Chaque fois que cela sera possible, et que nous en aurons les moyens, nous interviendrons »*, prévient la F.T.M.-C.G.T.

Si l'avertissement est clair, c'est également à ce point précis que la stratégie de la centrale syndicale devient plus complexe. Il y entre le souci d'utiliser au maximum les « acquis » d'un gouvernement de gauche au pouvoir et, parallèlement, la préoccupation, soit de lui faire tenir ses promesses, soit de l'amener à accepter les objectifs de la C.G.T. L'attitude que développe la confédération ouvrière à l'égard des entreprises nationalisées en est une illustration. Prenant appui sur celles-ci, la C.G.T. tente de régler certains dossiers délicats — on l'a vu pour l'Imprimerie de Monsouris et pour La Chaujourd'hui, dans le cas Peugeot-Citroën-Talbot, la centrale syndicale n'hésite pas à évoquer une nécessaire *« coopération »* avec Renault qu'elle repoussait encore il y a peu.

Dans un tel contexte, ce n'est pas par hasard si la régie Renault est rappelée à ses devoirs d'entreprise nationale, ou que l'UGICT (Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens C.G.T.) déclare, dans un communiqué, que le secteur public doit jouer *« sur le poids économique qu'il représente pour amorcer l'inversion de la logique de gestion, basée sur la seule rentabilité financière immédiate »*. De semblables manœuvres se profilent chez PUK ou chez Thomson.

Ce discours, on le retrouve dans la presse communiste, et notamment dans *l'Humanité* qui, du 12 août au 19 août, a publié trois articles importants sur ces mêmes sujets.

Ce fut d'abord M. René Le Guen, ancien secrétaire général de l'UGICT-C.G.T. et membre du bureau politique du P.C.F., qui, sous le titre « Changer avec le secteur public » fustigeait *« le déclin de notre appareil productif »*. Chacun, ajoutait-il, *« quel que soit le poste professionnel qu'il occupe dans le secteur nationalisé a le devoir d'appliquer l'orientation définie démocratiquement par le pays (...). L'autonomie de gestion, à laquelle nous sommes profondément attachés, ne peut servir de couverture à des orientations contraires à l'intérêt national. »*

Ce fut ensuite l'économiste du P.C.F., M. Philippe Herzog, qui, en deux textes intitulés « Une gestion économique pour l'emploi », reprenait à nouveau le thème de la *« reconquête du marché intérieur »* en énumérant les potentialités du pays.

Entre-temps, dans un éditorial, Mme Martine Bulard mettait en cause les opérations financières des entreprises (*« Renault et Elf ne s'en sont pas privées »*) et des banques *« qui refusent de financer des productions nationales mais gonflent leurs opérations à l'étranger »*.

Au-delà de ces convergences évidentes, que l'on retrouve dans l'action de M. Ralite (les « propositions » du ministre de l'emploi en faveur des contrats emploi-formation-production, sans être avalisées par le gouvernement, ont bénéficié d'une bonne publicité au sein du P.C.F. et de la C.G.T., qui feignent toutes deux de les croire acceptées), s'ébauche une stratégie très politique.

La C.G.T. joue cette partie avec adresse. De deux choses l'une en effet : ou bien ses interventions débouchent sur une remise en cause de projets qu'elle combat, ou bien en cas d'échec du plan Delors elle pourra rappeler qu'il existait une politique alternative, une *« solution nationale »* à la crise qu'elle avait étayée par ses propositions.

« La C.G.T. travaille actuellement au second degré », note un responsable de la C.F.D.T., *« parce que ce qui est jouable économiquement est pénible à assumer socialement »*. Et d'ajouter, ironiquement : *« En attendant, on fait dans le stratosphérique et le planétaire. »*

A ce jeu, la C.G.T. a tout à gagner dans l'immédiat. Elle peut exploiter les ambiguïtés gouvernementales comme ses indécisions. Elle peut espérer sauvegarder l'essentiel, voire marquer des points, comme dans le débat « rampant » sur d'éventuelles nationalisations.

Surtout, en gagnant du temps (l'affaire Peugeot ne réapparaîtra que le 15 décembre), la confédération se donne la possibilité d'utiliser au mieux une période délicate, la rentrée sociale, durant laquelle elle pourra comptabiliser les résultats politiques et économiques du gouvernement, tout en maintenant ses troupes en réserve. Une position idéale pour voir venir...

ALAIN LEBAUBE.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou	Dép. −	Rep. + ou	Dép. −	Rep. + ou	Dép. −
$ E.-U.	7,9530	7,9560	+ 145	+ 200	+ 290	+ 350	+ 785	+ 845
$ can.	6,4638	6,4678	+ 148	+ 212	+ 292	+ 360	+ 731	+ 875
Yen (100)	3,2688	3,2714	+ 141	+ 183	+ 290	+ 337	+ 891	+ 977
DM	3,0091	3,0110	+ 173	+ 198	+ 348	+ 377	+ 959	+ 1024
Florin	2,6893	2,6910	+ 134	+ 161	+ 275	+ 303	+ 788	+ 850
F.B. (100)	15,0099	15,0184	+ 405	+ 559	+ 793	+ 986	+ 1865	+ 2239
F.S.	3,6965	3,6996	+ 226	+ 260	+ 469	+ 507	+ 1339	+ 1422
L (1 000)	5,0373	5,0405	− 225	− 167	− 460	− 385	− 1493	− 1341
£	12,0432	12,0613	+ 239	+ 348	+ 506	+ 631	+ 1303	+ 1559

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	9 3/16	9 3/4	9 1/2	9 7/8	9 11/16	10 1/16	10 3/16	10 3/4
DM	4 11/16	5 1/16	4 7/8	5 1/4	5	5 5/8	5 5/8	6
Florin	5 5/8	6 1/8	5 5/8	6	5 3/4	6 1/8	6 3/8	6 1/2
F.B. (100)	8	9	8 1/4	8 3/4	8 1/2	9	9 1/2	10
F.S.	1 3/8	2 1/8	4 3/4	4 7/8	4 1/2	4 7/8	4 3/4	5 1/8
L (1 000)	15 1/2	16 1/2	16 1/2	17	16 7/8	17 3/8	18 1/8	18 5/8
£	9 3/8	9 5/8	9 1/4	9 5/8	9 7/16	9 13/16	9 7/8	10
F. franç.	12	12 1/2	12 3/4	13 1/8	13 7/8	14 1/4	16 1/4	16 5/8

«L'Humanité» et la C.F.T.C. critiquent les déclarations de M. Maire

L'interview que le secrétaire général de la C.F.D.T. a accordé au *Monde* du 25 août suscite déjà de nombreux commentaires. Sous le titre «Les vacances d'Edmond Maire», *l'Huamnité* du 25 août écrit : *«Et si Edmond Maire se prononce pour une exploitation de toutes les potentialités des lois Auroux, il en a une vision singulièrement restrictive puisqu'il qualifie d' «autarcique»* (sic) *toute intervention des travailleurs dans la gestion des entreprises. Ces coups de griffe aux acquis sociaux et la vacance de la C.F.D.T. devant l'offensive patronale découlent d'une stratégie et d'une politique d'action désormais connues.»* «*Edmond Maire*, poursuit Claudine Ducol, *n'a que de vieilles recettes : le partage du travail comme remède exclusif au chômage, la redistribution des salaires dans le cadre d'une masse salariale inchangée et l'alignement de la France sur les autres pays européens.»*

«A la C.F.T.C., a déclaré de son côté M. Jean Bornard, président de la C.F.T.C., *on se préoccupe davantage de faire du syndicalisme que de définir le socialisme. Et quand le secrétaire de la C.F.D.T. reproche aux socialistes d'avoir ignoré les réalités économiques, on peut se demander s'il ne fait pas une autocritique. Pour la C.F.T.C., faire du syndicalisme, c'est avant tout garder la même ligne de conduite quel que soit le pouvoir en place.»* D'autre part, dans un éditorial à paraître dans le numéro de septembre de *Syndicalisme-C.F.T.C.*, M. Bornard affirme que *« les perspectives sociales ne cessent de s'aggraver »*. *«On ne peut pas demander aux travailleurs de simples actes de foi*, écrit-il, *il faut leur apporter des démonstrations concrètes. La grande priorité aujourd'hui c'est donc bien de préparer l'avenir, mais, pour être crédible, encore faut-il ne pas aggraver la récession. Cela impose qu'au plan national, comme au niveau des grands secteurs d'activité, des objectifs concrets et positifs soient définis, au-delà des sacrifices demandés et des restructurations dont la portée n'apparait pas clairement. Cela impose au niveau des entreprises et des régions un effort de discussion et d'imagination pour dégager des perspectives de développement. Sinon, le mécontentement et l'irritation actuelle risquent fort de déboucher un jour ou l'autre sur un clash de grande ampleur.»*

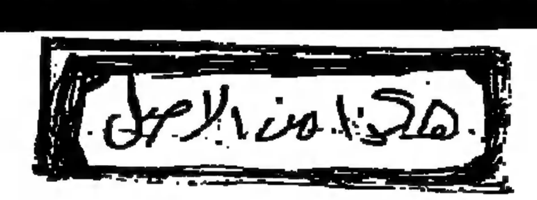
● **M. Jacques Delors** affirme, dans une interview publiée mercredi 24 août, par le journal *la Croix*, qu'il n'est *« ni un saint Sébastien sous les flèches, ni un avaleur de couleuvres pour des raisons qui tiendraient à la religion »*. Il refuse d'autre part *« le mariage de l'Evangile avec une politique »*. Interrogé sur son option socialiste, le ministre de l'économie, des finances et du budget déclare qu'il a toujours été révolté par *« la pire des injustices, l'inégalité des chances »*, et que sa lutte *« a pris la couleur de la révolte évangélique contre l'injustice, l'oppression des petits »*, ce qui, pour lui, cadre bien avec l'option socialiste. *C'est toujours la foi qui me soutient implicitement, mais je ne l'invoque plus, parce que la vie m'a appris à admirer et à respecter ceux qui ne pensent pas comme moi et qui sont, socialement, aussi fortement engagés que moi. Cela m'a beaucoup fait réfléchir et évoluer au sujet de l'engagement politique »*, ajoute M. Delors.

LE DÉFICIT DE L'UNEDIC ATTEINDRAIT 10 MILLIARDS DE FRANCS A LA FIN DE 1983 selon M. Bergeron

Le déficit cumulé de l'UNEDIC pour ces deux dernières années pourrait atteindre *« 10 milliards de francs à la fin de 1983 »*, selon M. A. Bergeron, secrétaire général de F.O. et président de cet organisme d'assurance-chômage.

Interrogé le 24 août sur France-Inter, M. Bergeron a précisé que la situation financière de l'UNEDIC *« n'était pas brillante »* et qu'elle se traduisait, le 8 août, par *« un découvert de l'ordre de 10 milliards de francs »*. Aux banques qui consentent des avances pour répondre aux besoins de trésorerie, l'UNEDIC est amenée à *« payer des agios très importants »*, a ajouté M. Bergeron.

Le président de l'UNEDIC, qui craint *« cinq cent mille chômeurs supplémentaires d'ici fin 1984 »*, s'est d'autre part déclaré peu optimiste sur la négociation, à partir du 21 octobre entre le patronat et les syndicats, d'une nouvelle convention paritaire de l'UNEDIC.



ÉNERGIE

L'ÉQUIPEMENT NUCLÉAIRE DE L'ÉGYPTE

Un mauvais risque ?

L'Égypte vient d'annoncer le report à fin novembre du dépôt des réponses à son appel d'offres international pour la fourniture d'un ou deux réacteurs de 1 000 mégawatts à El Dabaa, à l'ouest d'Alexandrie. Un délai supplémentaire de deux mois — les dossiers devaient être remis le 26 septembre, — qui sera le bienvenu pour tous les soumissionnaires à la recherche d'un partenaire et de financement.

Il y a un peu plus de deux ans, l'Égypte — sous le charme d'une forte augmentation de sa production pétrolière et de la flambée des prix du brut — annonçait son intention de développer un programme nucléaire important : huit réacteurs de 1 000 mégawatts chacun devaient assurer 40 % de la consommation d'électricité en l'an 2000. La France était au premier rang des fournisseurs : deux accords-cadres définissaient la coopération nucléaire entre les deux pays en mars 1981, et il était admis que la construction des deux premiers réacteurs serait assurée de gré à gré par des entreprises françaises.

La volonté de réaliser ce programme était telle qu'en 1982 — sous la pression de Washington — Le Caire signait le traité de non-prolifération nucléaire, un acte politique majeur, puisqu'Israël ne l'a pas signé.

Pour les Français, les choses se sont mal passées. Insuffisance du *financement selon* les Américains, pressions américaines selon les *Français, toujours est-il que* l'Égypte a renoncé au gré à gré *et lancé pour septembre* 1983 un appel d'offres international. Pour *une industrie nucléaire en plein* marasme dans le monde entier, cet appel d'offres était *une aubaine.* Neuf consortiums ont donc manifesté *leur intérêt. Mais, pour les* financiers, il n'en va pas de même. *La conjoncture pétrolière* s'est retournée, aggravant un endettement extérieur déjà important (22 milliards de dollars à la fin de 1982). Aussi les banques s'interrogent-elles sur la nécessité d'un programme nucléaire de cette importance dans un pays qui n'aura pas les moyens de payer ces réacteurs et sans doute pas le personnel pour les faire fonctionner (les rares ingénieurs atomistes sont très bien payés en Irak, où ils travaillent, et il n'y a guère de techniciens). Les banquiers ont — il est vrai — été échaudés par le nucléaire tant au Brésil qu'en Iran.

Ce risque, l'Eximbank (équivalent américain de la COFACE) l'a souligné au début du mois d'août 1983 en refusant de garantir les crédits de deux des soumissionnaires américains (Westinghouse et Combustion Engineering), qui réclamaient un crédit de 850 millions de dollars.

La difficulté de trouver un finan*cement n'affecte pas seulement les* soumissions américaines. En France, *où Framatome s'est vu redonner le* leadership un temps détenu par *E.D.F., il a été nécessaire de trou*ver un financement additionnel aux crédits publics (800 millions de dollars accordés par le gouvernement *pour un projet — si deux réacteurs* sont construits — de près de 3 milliards de dollars). Framatome, Alsthom et Spie ont donc négocié avec les *Italiens* (qui pourraient se voir accorder une part de la centrale, y compris des parties nobles) et ont reçu des offres sud-coréennes pour le génie civil. La K.W.U. ouest-allemande s'est associée avec son partenaire brésilien et des Australiens. Et les Américains eux-mêmes — Westinghouse notamment — se sont alliés avec des Japonais et des Anglais. Répartition du risque ou d'un marché réduit à une peau de chagrin ?

Toujours est-il que, utiles ou non à l'Égypte, ces réacteurs feront l'objet d'une rude bataille de la part des constructeurs. — B. D.

Au premier semestre

LA FRANCE N'A IMPORTÉ QUE 33 MILLIONS DE TONNES DE PÉTROLE BRUT

La France a importé 33 millions de tonnes de pétrole brut au premier semestre 1983, soit 7,7 millions de tonnes de moins que pour la même période de 1982, selon les chiffres publiés par le comité professionnel du pétrole. Le recul a été particulièrement net pour les « bruts » originaires du Proche-Orient et notamment d'Arabie Saoudite (7,6 millions de tonnes contre 16,3), alors que les approvisionnements en provenance de la mer du Nord, de l'Algérie, du Nigéria et du Mexique ont légèrement progressé.

Les importations de produits raffinés ont en revanche poursuivi leur progression, atteignant 12,3 millions de tonnes (+ 22,9 %). Les exportations de produits raffinés ont baissé dans une même proportion à 5,1 millions de tonnes (– 25,6 %).

La facture pétrolière globale (pétrole brut, produits raffinés et produits *à distiller*) *pour les besoins* français aura atteint 64 milliards de francs contre 66 milliards l'an passé. Quant à la facture énergétique totale, elle atteint 85 milliards.

Les ventes totales de produits pétroliers sur le marché français ont représenté au cours de cette période 41,42 millions de tonnes, soit 865 000 de moins qu'au cours du premier semestre de 1982 (– 2,1 %), les ventes de carburants auto (+ 2,2 %), et de gazole (+ 2,2 %) progressant, tandis que celles de fuel domestique (– 4,82 %) et de fuel lourd (– 9,7 % dans l'industrie et – 40,8 % dans l'électricité) régressait. Ces chiffres prouvent que les *sociétés opérant en France ont* procédé à un certain déstockage.

CONJONCTURE

LANCÉ DANS QUELQUES JOURS

Le nouvel emprunt d'État (15 milliards de francs) proposera deux formules différentes

Le ministère de l'économie et des finances a arrêté, mercredi 24 août, les modalités et le montant — *15 milliards* de francs — du nouvel emprunt d'Etat qui sera lancé dans les tout prochains jours, avec effet de jouissance au 19 septembre.

Cet emprunt sera le second de l'année 1983, après celui de 10 milliards de francs sur huit ans assorti de 14,60 % *d'intérêt émis* le 31 janvier. Il s'est toutefois ajouté l'emprunt obligatoire de juin (*11 %* sur trois ans) qui a collecté quelque 14 milliards de francs.

L'emprunt de la rentrée — outre sa durée plus longue que la *moyenne, qui s'établissait pour* les dernières émissions à six/huit ans — présente une innovation : les souscripteurs auront le choix entre deux formules. La première consistera en un titre assorti d'un taux de 13,70 %, d'une durée de dix ans, amortissable *in fine.* La seconde consistera en un titre assorti d'un taux de 13,20 % et d'une durée de douze ans, échangeable chaque année à partir de 1985, lors du détachement du coupon, contre un titre assorti d'une rémunération à taux variable (égale au taux moyen constaté sur le marché pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans non indexés).

Les souscripteurs pourront ainsi choisir entre un taux fixe plus rémunérateur et une formule susceptible de s'adapter à l'évolution du marché obligataire.

[L'emprunt de 15 milliards de francs que va lancer le gouvernement portera à 25 milliards de francs l'épargne longue collectée par le Trésor depuis le début de l'année (ou à environ 37 milliards de francs si l'on tient compte de l'emprunt forcé de juin dernier). Le déficit du budget devant s'établir cette année aux environs de 120 milliards de francs, l'Etat devra lancer au moins un nouvel emprunt avant la fin de l'année pour environ 15 milliards de francs, ce que M. Delors a confirmé jeudi matin. L'épargne longue ainsi collectée par le Trésor dépasserait cette année 50 milliards de francs, finançant moins de la moitié du déficit budgétaire de 1983.

L'Etat devrait absorber cette année — selon les estimations du ministère de l'économie et des finances — 25 % des ressources du marché obligataire contre 40 % pour les entreprises du secteur privé, 20 % pour les entreprises nationales et 10 % pour les collectivités locales.

Le taux de 13,70 %, qui correspond aux taux actuels du marché (la B.F.C.E. a lancé la semaine dernière un emprunt à 14,30 %), rapportera à ses souscripteurs 9,50 % net d'impôt, soit à peu près le taux de l'inflation actuel. Le taux offert par l'Etat s'explique aussi par l'importance de l'emprunt, le premier depuis septembre 1981 à atteindre 15 milliards de francs (le taux d'émission avait alors été fixé à 16,75 %).

L'époque semble bien choisie : les taux baissent de nouveau depuis le printemps et l'inflation marque le pas.]

AFFAIRES

LA GUERRE DES PRIX DES CARBURANTS

Une concertation semble probable

La décision du gouvernement de suspendre pour six mois la licence d'importation de produits pétroliers — dite « A3 » — de la SEPIC, société liée aux centres Leclerc, et des supermarchés qui auraient offert des rabais supérieurs à ce qu'autorisent les textes suscite de nombreuses réactions. Pourtant, la SEPIC n'a pratiquement jamais utilisé la possibilité que lui donne son A3 d'importer de Rotterdam, par exemple, jusqu'à 20 % des quantités qui lui sont nécessaires. Cette A3 lui sert essentiellement à mieux négocier ses contrats d'approvisionnement avec les raffineurs opérant en France.

Les défenseurs de M. Leclerc et des hypermarchés se font légion. L'Union fédérale des consommateurs a ainsi invité les automobilistes à un soutien actif. Selon l'U.F.C., *« le gouvernement viole les engagements internationaux de la France et se met en contradiction avec sa propre politique de lutte contre l'inflation ».* Elle dénonce un gouvernement qui *« ose prétendre défendre les consommateurs et les petits pompistes en les privant d'une économie virtuelle de 300 F par voiture et par an ».* La C.G.C., qui affirme que la position des pouvoirs publics est une *« entorse à la libre concurrence et porte atteinte à l'intérêt des consommateurs »,* ajoute : *« Ce que M. Auroux ne veut pas dire, c'est que son seul souci est de préserver le monopole de distribution de l'Etat, et cela, d'ailleurs, en dépit des règles du Marché commun ».*

La C.F.D.T. en revanche rappelle que *« l'intérêt des consommateurs ne réside pas seulement dans le prix du litre de carburant (...). Cela doit conjuguer avec la notion de service rendu ; or il est évident que les stations installées dans des sites géographiques peu fréquentés n'ont pas les mêmes possibilités de rabais que celles placées sur des axes à forte fréquentation ».*

Et toutes les parties en cause d'appeler à une concertation, à laquelle, on le sait, M. Auroux se dit depuis plusieurs semaines, favorable.

Les compagnies pétrolières, qui s'intéressent au plus haut point au jeu actuel — et qui, pour certaines d'entre elles, y participent en sous-main — comptent les coups : Elf a perdu deux points de part du marché des carburants au premier semestre, Total un peu plus, et seule a gagné des parts de marché la société Shell. Une manière de désigner le coupable ? »

B. D.

ÉTRANGER

En Grande-Bretagne

LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS A ÉTÉ DÉFICITAIRE EN JUILLET

Londres *(A.F.P.).* — La balance des paiements courants de Grande-Bretagne est redevenue déficitaire en juillet, de 100 millions de livres, après avoir enregistré en juin un excédent de 412 millions (chiffre révisé). Selon le ministère du commerce, cette balance évolue très irrégulièrement depuis le début de 1983 : un déficit de 257 millions en janvier a été suivi d'excédents de 92 millions en février et de 610 millions en mars, puis de déficits de *110 millions* en avril et de 302 millions en mai. Au total, pour les sept premiers mois de l'année, l'excédent courant atteint 345 millions de livres.

La dégradation de juillet a été entraînée, précise le ministère du commerce, par une diminution de 7,4 % de la valeur des exportations, principalement de pétrole, de biens d'équipement et de produits semi-finis autres que chimiques, alors que les importations augmentaient de 2,7 %,surtout celle de produits *manufacturés et de pétrole.* Au total,les exportations se montent à 4 731 millions de livres (*5 107* millions en juin), tandis que les importations s'élèvent à 5 081 millions (4 945 millions). La balance commerciale est ainsi déficitaire de 350 millions,elle était excédentaire de 162 millions en juin. L'excédent de la balance des « invisibles » reste par ailleurs estimé à 250 millions pour juillet.

CONSOMMATION

FAUSSES TURQUOISES ET VRAI PLASTIQUE

Pour environ 90%, les turquoises vendues sur le marché français sont de fausses pierres faites de plastique coloré ou mélangé à de la poussière de tur*quoise et non de véritables* pierres venant des Etats-Unis. Tel est le résultat d'une enquête faite depuis trois mois par la direction de la consommation et de la répression des fraudes du secrétariat d'Etat à la consommation.

Ces imitations de turquoises sont, pour la plupart, faites en Allemagne — on les appelle German Blocks — puis envoyées aux Etats-Unis, où elles sont travaillées et montées sur de l'argent ou du plaqué-or à la façon des vraies turquoises utilisées depuis des millénaires par les Indiens, et enfin importées en France. Le chiffre d'affaires de ces importations est de l'ordre de 50 millions de francs.

Certes, ces bijoux sont souvent jolis et ils sont vendus à des *prix en général inférieurs à ceux* qu'atteindraient les vraies turquoises américaines. Mais beaucoup sont vendus avec le label « turquoise naturelle » ou même « turquoise véritable ». La tromperie est donc certaine. L'acheteur s'y laisse prendre d'autant plus facilement que le bijou lui est souvent vendu avec la taxe de produit de luxe (33,33 %) et qu'une expertise coûte 400 francs...

Le truc pour déceler la fausse turquoise : *faire chauffer* au rouge la pointe d'une aiguille (te*nue avec une pince*) et l'appliquer sur la « pierre ». Le plastique fond, la vraie pierre ne fond pas. — Y. R.

Aux Etats-Unis

LES 8 000 OUVRIERS DE L'ACIÉRIE DE WEIRTON ENVISAGENT DE CRÉER UNE COOPÉRATIVE DE PRODUCTION

Les huit mille salariés de l'aciérie de Weirton, en Virginie, vont probablement devenir propriétaires de leur outil de travail. Ils en décideront par un vote le 23 septembre qui, s'il est positif, aboutira à la création de la plus grande coopérative de production des Etats-Unis. Que la politique ultra-libérale de M. Reagan provoque un regain d'*« économie sociale »* a de quoi surprendre.

En vérité, les vastes restructurations des secteurs traditionnels, la sidérurgie en premier lieu, pourraient le laisser prévoir. Beaucoup d'usines, considérées comme irrécupérables, sont abandonnées par les directions des groupes, et les ouvriers, pour conserver leur emploi, n'ont d'autre solution que de se grouper en coopérative. Les capacités de la sidérurgie *américaine ont déjà chuté* de 175 millions de tonnes en 1974 à 150 millions aujourd'hui, et elles seront réduites à 120 millions en 1990 selon diverses estimations. L'emploi (400 000) pourrait dans le même temps fondre de moitié.

A Weirton, la direction voulait limiter les effectifs à 1 500 personnes *chez National Steel, le n° 3 de la* sidérurgie. Ayant refusé, les sidérurgistes devront reprendre à leur compte le passif (192 millions de dollars) et verser encore 194 millions au groupe propriétaire. Pour financer ces sommes, les ouvriers accepteraient une diminution de près de 20 % de leurs salaires et d'autres *avantages acquis. Le conseil de ges*tion, où siégera l'actuel directeur, lancera également un emprunt de 120 millions de dollars auprès d'un consortium de banques dirigé par la Citibank. Les pertes de l'aciérie depuis le début de l'année seraient de 41 millions de dollars mais, avec la reprise, les sidérurgistes espèrent retrouver un profit dès l'an prochain.

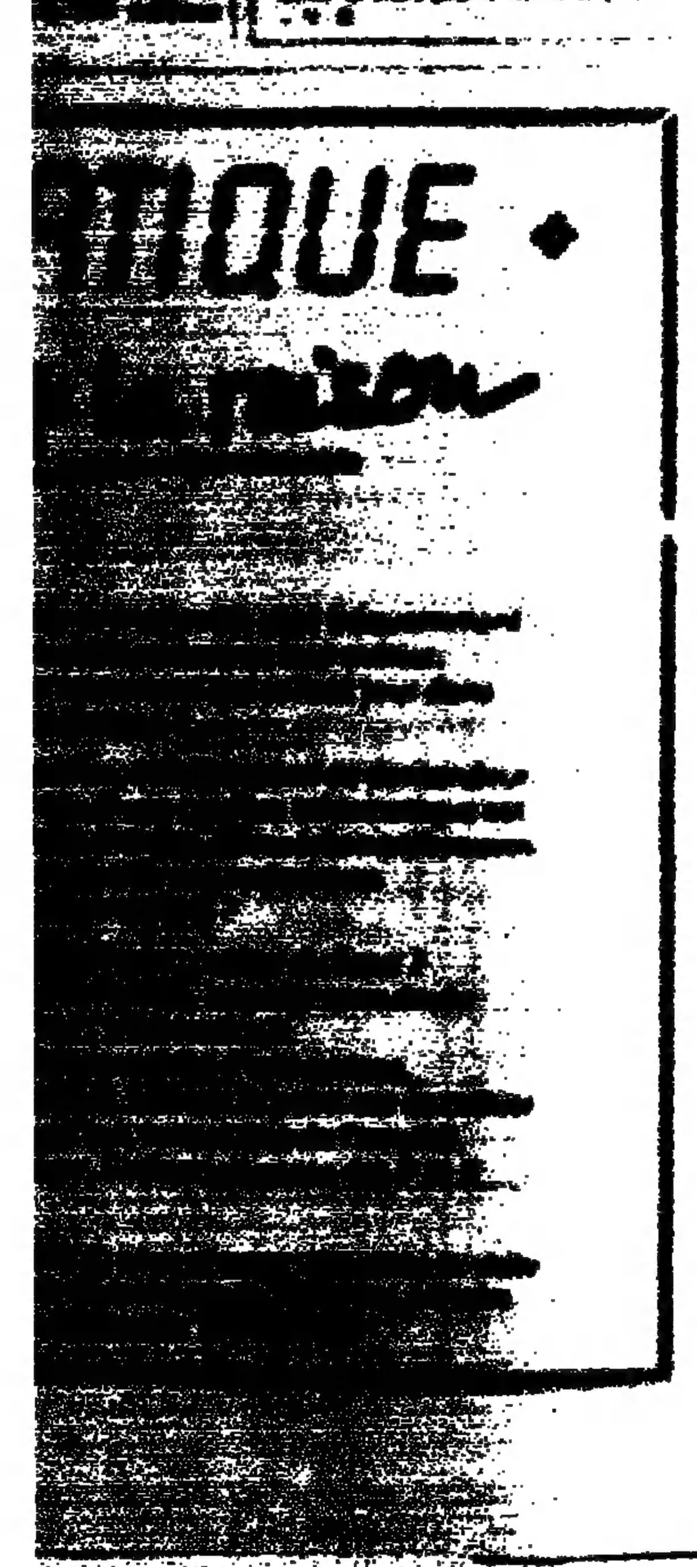
MONNAIES

Stabilité du dollar

Le dollar, qui s'était vivement redressé mercredi 24 août, a marqué le pas sur toutes les places financières européennes. A Paris, le cours de la devise américaine n'a pratiquement pas varié, à 7,9550 F (contre 7,9560 F). Il en a été de même à Francfort, où le « billet vert » s'est échangé à 2,6420 DM.

Le franc, qui avait quelque peu fléchi mercredi, s'est montré résistant.





MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

24 août

Toujours bien orienté

La séance de mercredi, la première du nouveau mois boursier, a bien failli commencer à l'heure. La vieille horloge Lapaute, qui sonna l'inauguration de la Bourse de Paris en 1828, avait été remise à l'heure, ou presque. Mais à la dernière minute, en raison du renouvellement très abondant des ordres au comptant, la décision fut prise de retarder d'un quart d'heure l'ouverture du marché. Résolument, la tendance resta orientée à la hausse, ce malgré quelques décrochages, comme celui de C.S.F., enregistrés çà et là. Les pétroles firent bonne contenance, la distribution aussi, ainsi que quelques valeurs indexées sur le dollar. Même la crinière du Lion de Sochaux (Peugeot) s'agita (+ 1,2 %). Bref, à la clôture, l'indicateur instantané, pour la huitième fois consécutive, marquait une avance supérieure à 0,9 %.

Manifestement, la rechute de Wall Street n'a pas dissuadé les opérateurs de reprendre position. Les professionnels s'en félicitaient, faisant valoir que c'est en début de mois que se dessinent ou se redessinent les tendances profondes du marché. Les liquidités, il est vrai, sont toujours abondantes. Cependant, les achats effectués ont été plus sélectifs. Le « papier » fait souvent défaut et les limites fréquemment fixées par les investisseurs freinent l'élan de telle ou telle valeur. Mais, dans l'ensemble, cette première séance de septembre, boursièrement parlant, a été très satisfaisante.

Le taux des reports à fin août a baissé, revenant de 13 3/4 % à 12 7/8 %.

En hausse la veille au soir, l'or a fléchi à Londres : 423,75 dollars l'once contre 426,40 dollars.

A Paris, toutefois, le lingot a regagné 750 F, à 108 100 F. Progrès également du napoléon, à 705 F (+ 5 F). Maigreur persistante du volume des transactions : 6,30 millions de francs contre 6,55 millions de francs.

NEW-YORK

Nouvelle baisse

Après avoir un long moment évolué dans des limites assez étroites, Wall Street s'est derechef orienté très franchement à la baisse mercredi et, à la clôture, l'indice des industrielles s'inscrivait à 1 184,24, soit à 8,64 points en dessous de son niveau précédent. En quarante-huit heures, sa perte s'élève désormais à 18,90 points.

Le bilan de la séance a encore été assez mauvais. Sur 1 919 valeurs traitées, 999 se sont repliées, 543 ont monté et 377 n'ont pas varié.

L'évolution des taux d'intérêt reste le principal sujet de préoccupation du marché. Un dirigeant d'une importante firme de courtage a résumé la situation en quelques mots. Selon lui, l'on peut tenir pour acquis que *« le Fed ne resserrera pas les conditions de crédit. Mais il n'assouplira pas pour autant sa politique monétaire, et le loyer de l'argent restera à des niveaux élevés ».*

D'autres pensent, au contraire, qu'un événement va se produire en relation avec la décision du Brésil de cesser le paiement des intérêts de sa dette. Cela étant, de nombreux professionnels attribuent le comportement décevant de la Bourse à des ventes de lassitude favorisées par la torpeur de l'été.

La faiblesse de l'activité paraît en témoigner. Les échanges ont porté sur 72,20 millions de titres contre 66,80 millions.

VALEURS	Cours du 23 août	Cours du 24 août
Alcoa	43 5/8	42 1/2
A.T.T.	65 3/8	65 1/2
Boeing	37 1/8	36 1/2
Chase Manhattan Bank	47 3/8	47 1/4
Du Pont de Nemours	51	52 1/8
Eastman Kodak	67 3/8	67 1/2
Exxon	38 3/8	37 7/8
Ford	54 5/8	53
General Electric	47 5/8	47 1/2
General Foods	44	43 1/2
General Motors	67	66 7/8
Goodyear	28 3/4	29 1/8
I.B.M.	119 1/2	116 1/2
I.T.T.	41 3/4	41 3/4
Mobil Oil	32 5/8	32 1/4
Pfizer	36 1/4	35 1/2
Schlumberger	60	58 7/8
Texaco	38 5/8	38 1/8
U.A.L. Inc.	28 5/8	28 1/2
Union Carbide	67	67
U.S. Steel	27 7/8	27 3/8
Westinghouse	41 7/8	42 1/4
Xerox Corp.	46 5/8	46 1/2

LA VIE DES SOCIÉTÉS

SALSIGNE. – La France ne fabriquera pas de lingot d'or avec le métal jaune extrait dans l'Aude de la mine de Salsigne, la seule existant dans notre pays. M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche, a, en effet, rejeté le projet présenté par l'entreprise exploitante, la Société des mines et produits chimiques de Salsigne (S.M.P.C.S.), et soutenu par les syndicats, visant à mettre en place une unité de transformation.

Ce projet était pourtant bien avancé avec une unité pilote déjà en fonctionnement et la prise d'un brevet déposé dans le monde entier. Trop cher, a répondu le ministre, jugeant que l'importance de l'investissement (380 millions de francs) mettrait en danger la santé financière de la firme. Les Suédois continueront donc, comme par le passé, à transformer l'or français. Cependant, le plan de rénovation du site d'exploitation de Salsigne n'est pas abandonné. Sa mise en œuvre coûtera 238 millions de francs et permettra, a précisé M. Fabius, *« d'effectuer sur le territoire national la majeure partie du cycle de la valorisation de l'ensemble des sous-produits »*. La S.M.P.C.S. est contrôlée, depuis 1980, par Coframines, filiale du B.R.G.M. Elle a réalisé, en 1982, un chiffre d'affaires de 141 millions de francs (+ 19 %) et produit 1 350 kilos d'or (contre 971 kilos). Sa durée d'exploitation avec les réserves et le nouveau puits de mines est fixée à une quizaine d'années.

TOYOTA MOTOR. – Pour l'exercice clos le 30 juin dernier, le bénéfice net de la maison mère s'élève à 201,37 milliards de yens contre 141,59 milliards l'année précédente pour un chiffre d'affaires de 4 893 milliards de yens contre 3 850 milliards. Le dividende est fixé à 15 yens. Il comprend une prime de 1 yen versé au titre du premier anniversaire de la fusion avec Toyota Motor Sales. Pour le nouvel exercice, les dirigeants de l'entreprise tablent sur un bénéfice du même ordre de grandeur pour un chiffre d'affaires de 5 000 milliards de yens (+ 2,2 %) environ.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1982)

	23 août	24 août
Valeurs françaises	140,3	140,4
Valeurs étrangères	160,4	157,2

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1982)

	23 août	24 août
Indice général	137,3	137,4

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 25 août .... 12 1/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	24 août	25 août
1 dollar (en yens)	243,45	243,25

BOURSE DE PARIS — Comptant — 24 AOUT

SECOND MARCHÉ

Hors-cote

SICAV 24/8

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Hausmann Oblig.	1192 80	1138 52	Unifrance	238 23	227 43 ◆
Horizon	589 90	563 15 ◆	Unifoncier	628 86	600 34 ◆
I.M.S.I.	343 50	327 92 ◆	Unigestion	615 78	587 86 ◆
Indo-Suez Valeurs	660 53	630 58 ◆	Uni-Japon	1067 48	1019 07 ◆
Ind. française	12196 03	12196 03 ◆	Unirente	1695 28	1638 54 ◆
Interoblig.	10188 80	9726 78	Univer	12467 04	12467 04 ◆
Intersélect France	262 06	250 18	Valorem	401 01	382 83
Interval. Indust.	390 99	373 28 ◆	Valorg	10535 81	10483 39
Invest. Obligataire	11930 16	11906 35	Valrep	115430 02	115314 71
Invest. St-Honoré	695 96	664 40 ◆	Worms Investiss.	686 86	665 26
Laffitte-crt-terme	113389 99	113389 99			
Laffitte-Expansion	637 28	608 38			

◆ : prix précédent.

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

Marché à terme

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
2136	4,5 % 1973	2147	2151	2150	2131
3026	C.N.E. 3 %	3023	3025	3030	3025
506	Eurafrance	507	500	503	490
786	Euromarché	780	820	820	820
	B. Ottomane	954	930	957	940
	BASF (Akt)	650	622	625	634
	Bayer	638	628	632	630
	Buffelsfont.	687	685	685	672
	Charter	46 60	44 85	44 90	44 20
	Chase Manh.	520	519	519	509
	Cie Pétr. Imp.	337	338 50	338 50	333
	De Beers	106 60	104 30	105	104 20
516	Gén. Electr.	518	512	515	512
730	Gen. Motors	730	724	724	718
105	Goldfields	105	103 80	102 80	103 80
275	Harmony	278	275 50	274	270 10
40	Hitachi	39 55	39 85	39 75	39 60
670	Hoechst Akt.	670	656	657	668
90	Imp. Chemical	93	90 10	91	90 10
180	Inco. Limited	178	176 80	174 80	173 40
1320	IBM	1302	1317	1317	1302
61	Ito-Yokado	59 80	59 75	59 80	59 95
460	ITT	460	457	458	452
74	Matsushita	73 10	72	72 50	72
1060	Merck	1032	1047	1047	1055
850	Minnesota M.	854	840	845	832
370	Mobil Corp.	365	360	359 50	352 80
20800	Nestlé	20800	20800	20740	20850
840	Norsk Hydro	838	821	821	806
1230	Petrofina	1238	1215	1208	1193
1440	Siemens A.G.	1438	1418	1416	1418
148	Sony	147 50	147	147	147
256	T.D.K.	253 80	247 50	247 50	248
800	Unilever	798	808	808	....
750	Unit. Techn.	747	736	733	735
1490	Vaal Reefs	1479	1460	1461	1475
680	West Deep	679	655	655	658
620	West Hold.	618	608	608	602
495	Xerox Corp.	496	490	490	483
3 02	Zambia Corp.	3 02	3 01	3 01	2 98

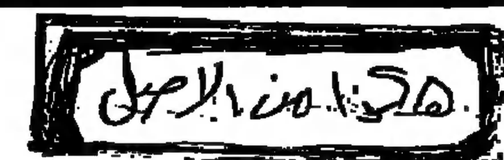
c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé.

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 24/8	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	7 876	7 956	7 730	8 130
Allemagne (100 DM)	300 890	301 180	290	310
Belgique (100 F)	14 996	15 007	142	153
Pays Bas (100 fl.)	268 970	269 140	256	276
Danemark (100 krd)	83 510	83 590	80	88
Norvège (100 k)	106 960	107 520	106	112
Grande-Bretagne (£ 1)	12 090	12 108	11 700	12 600
Grèce (100 drachmes)	8 747	8 760	8 100	10 100
Italie (1 000 lires)	5 043	5 044	4 707	5 200
Suisse (100 fr.)	369 720	368 600	363	384
Suède (100 krs)	101 670	101 940	99	106
Autriche (100 sch)	42 760	42 860	41 800	43 800
Espagne (100 pes.)	5 307	5 309	5	5 600
Portugal (100 esc.)	6 485	6 500	5 750	7 200
Canada ($ can 1)	6 396	6 465	6 260	6 580
Japon (100 yens)	3 254	3 268	3 200	3 360

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 24/8
Or fin (kilo en barre)	107800	108000
Or fin (en lingot)	107350	108100
Pièce française (20 fr)	700	705
Pièce française (10 fr)	408	.....
Pièce suisse (20 fr)	692	697
Pièce latine (20 fr)	680	686
Souverain	831	844
Pièce de 20 dollars	4160	4120
Pièce de 10 dollars	2130	2100
Pièce de 5 dollars	1265	.....
Pièce de 50 pesos	4450	4445
Pièce de 10 florins	710	710



Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 25 août 1983 a été tiré à 452 744 exemplaires



A B C D F G H

En Argentine

M. ITALO LUDER BRIGUERA L'INVESTITURE PÉRONISTE A LA PRÉSIDENCE

Buenos-Aires (A.F.P., Reuter). — M. Italo Luder, âgé de soixante-six ans, professeur de droit constitutionnel, et ancien président intérimaire, en 1975, sera le candidat du péronisme, face au radical Raul Alfonsin dans la course à la présidence argentine après les élections générales du 30 octobre.

Après le désistement de M. Antonio Cafiero, avocat personnel d'« Isabel » Peron, il reste le seul leader qui, le 3 septembre, sollicitera l'investiture du Congrès péroniste pour tenter de s'installer au palais présidentiel. M. Cafiero, ancien ministre de l'économie, veut postuler le poste de gouverneur de Buenos-Aires, la plus importante des vingt-trois provinces argentines. Plus du tiers de la population du pays (28 millions d'habitants) y est concentrée.

On signale, d'autre part, l'enlèvement, mercredi 24 août, de M. Patricio Kelly, directeur de la revue *Quorum* qui dénonce avec violence d'importantes personnalités du régime militaire. M. Kelly, qui se proclame lui-même *« un franc-tireur nationaliste indépendant »*, a été enlevé par un commando d'une dizaine d'hommes. Selon les premières informations, il aurait été assassiné par ses ravisseurs. Mais, selon l'agence Reuter, il aurait été retrouvé sain et sauf dans la banlieue de Buenos-Aires ce jeudi 25 août.

LA « RENTRÉE » DE LA C.G.T.

« Il faut parvenir à retrouver la croissance » déclare M. Krasucki

Au cours d'une conférence de presse de rentrée qu'il a tenue le 25 août en fin de matinée, M. Henri Krasucki a souligné que deux préoccupations dominent chez les travailleurs : *« L'emploi, le plus grand sujet d'inquiétude avec les licenciements et les fermetures d'entreprises, et le pouvoir d'achat, plus grand sujet de mécontentement, alors qu'arrivent les feuilles d'impôt et les frais de la rentrée scolaire. Sur ces deux questions, ça ne va pas (...). En fait il n'y a aucune fatalité, toutes les difficultés peuvent être affrontées pour y trouver des issues. »*

Prenant directement le contrepied des thèses exprimées par M. Edmond Maire dans *le Monde* du 25 août, le secrétaire général de la C.G.T., après avoir réaffirmé son désaccord avec certaines mesures du plan Delors conduisant à réduire le pouvoir d'achat, a affirmé : *« La croissance, si elle ne suffit pas à changer la société, est une condition de son existence ; il faut parvenir à la retrouver. La rigueur, pour nous, a un tout autre sens, et la notion d'effort ne nous rebute pas, les travailleurs y sont aptes. »*

Pour M. Krasucki, il est possible de mobiliser les salariés dans le sens de l'effort, pourvu qu'ils puissent y croire, ce qui nécessite trois conditions : faire franchir à la justice sociale des *« pas substantiels »*, *« savoir clairement à quoi l'effort servira »*, et voir que *« les rapports dans le travail changent vraiment »* ; *« que les travailleurs ont droit à la parole, que leur avis compte, qu'ils sont partie prenante et non pas des pions inertes sur un échiquier »*.

Le secrétaire général de la C.G.T. a préconisé de nouveau un prélèvement exceptionnel de l'impôt sur les grandes fortunes, dont le produit devrait être affecté à l'industrie et à l'emploi. *« La clé du recul du chômage*, a-t-il ajouté, *reste cependant la création d'emplois dans l'industrie et les services utiles à la vie de la société, avant tout les services publics. On est très loin encore d'avoir mis en chantier des objectifs suffisants, à moyenne et à plus longue échéance ; mais aussi d'avoir utilisé toutes les possibilités immédiates pour faire autrement, arrêter l'hémorragie, préserver ou créer des emplois ou des entreprises qui peuvent l'être dès à présent. »* Avant d'affirmer : *« Je ne sais si d'autres ont des pannes d'imagination ; nous présentons, pour notre part, des propositions et des objectifs concrets d'action syndicale, qui ne sont ni autarciques ni subordonnées à une Europe, qui pourrait être utile, mais qui n'existe actuellement que dans un sens économiquement et socialement restrictif. »*

Manipulations génétiques et « outils thérapeutiques » d'un nouveau genre

Une équipe franco-américaine obtient un résultat prometteur

Un groupe de scientifiques français et américains (1) est parvenu à reproduire en laboratoire la synthèse d'une toxine naturellement produite par la bactérie responsable de la diphtérie. Obtenu grâce aux techniques des manipulations génétiques, ce résultat pourrait, à l'avenir, être utilisé pour mettre au point des « outils thérapeutiques » d'un nouveau genre.

Le temps passe vite dans les laboratoires. Les travaux qui étaient présentés il y a moins de cinq ans comme de véritables « premières » peuvent aujourd'hui être classés au rang de *« résultats intéressants »*. De la même manière, alors qu'elles jouissaient il y a peu encore au sein de la communauté scientifique d'un prestige sans égal, les techniques de manipulation génétique sont aujourd'hui qualifiées de *« banales »*.

Les travaux menés sur la bactérie responsable de la diphtérie illustrent parfaitement cette tendance. Il y a deux ans et demi (*le Monde* du 13 février 1981), une équipe française, dirigée par le professeur Louis Chedid (Institut Pasteur de Paris), annonçait qu'elle était parvenue à produire par synthèse une copie d'une structure fabriquée naturellement par cette bactérie. Aujourd'hui, une équipe associant des scientifiques français et américains publie dans le dernier numéro du magazine scientifique américain *Science* (numéro daté 26 août) un travail sur le même thème.

En substance, les chercheurs sont parvenus à identifier la partie du génome (support du patrimoine héréditaire) qui dans ce micro-organisme dirige la synthèse de la toxine (2). Ils ont ensuite cloné cette structure (ou gène) et l'ont intégrée au génome d'une autre bactérie où elle « s'exprime ». Pour des raisons de sécurité, c'est une toxine légèrement différente de la toxine mortelle qui est produite à partir d'un gène qui a été isolé dans une bactériophage (virus parasitant les bactéries) mutant. Par déduction, l'équipe est néanmoins parvenue à découvrir la structure du gène qui commande la synthèse de la « toxine sauvage ».

Sur quoi pourront, dans l'avenir, déboucher ces travaux et ces résultats ? Il n'est pas question ici de produire un vaccin : le vaccin protecteur contre la diphtérie est efficace et à bon marché. En revanche, la connaissance et la maîtrise du génome de la bactérie diphtérique pourrait être utilisée à d'autres fins. C'est ainsi qu'à l'Institut Pasteur de Paris on travaille dans deux directions : la production en grandes *quantités de protéines* données (après modification de la structure du gène et sa réintroduction dans des souches bactériennes) et la fabrication « d'outils thérapeutiques » d'un nouveau genre.

On sait, en effet, que la toxine diphtérique a la propriété de tuer les cellules de nombreuses espèces vivantes en parvenant à bloquer dans ces cellules les synthèses protéiques. Pour ce faire, après sa libération par la bactérie, la toxine vient se fixer sur la membrane des cellules. Ces dernières l'absorbent avant d'être détruites. La connaissance très précise de ces phénomènes permet de penser qu'ils pourraient être utilisés à des fins thérapeutiques. Ils permettraient, par exemple, le transport de principes actifs (des hormones ou des produits anti-cancéreux notamment) dans les cellules-cibles. On pense que l'efficacité des traitements se trouverait augmentée et les effets secondaires nettement diminués.

JEAN-YVES NAU.

(1) Cette équipe groupe des chercheurs français de différentes unités de l'Institut Pasteur de Paris (groupement de génie génétique, unité des antigènes bactériens et unité de recombinaison et d'expression génétique) ainsi que l'équipe de M. John R. Murphy (Harvard Medical School de Boston).

(2) L'infection diphtérique est due à la production dans l'organisme par la bactérie diphtérique d'une toxine.

En R.D.A.

M. Honecker confirme que le déploiement des nouvelles armes de l'OTAN entraînerait des représailles

Le chef de l'État et du P.C. est-allemands, M. Erich Honecker, a annoncé mercredi 24 août à Berlin-Est que le pacte de Varsovie répondra en cas de déploiement de nouveaux missiles de l'OTAN, par le stationnement de nouvelles fusées tactiques de portée accrue dans les *« positions avancées des pays membres »*. M. Honecker a fait cette déclaration en recevant M. Egon Bahr, expert du parti social-démocrate ouest-allemand (S.P.D.) pour les questions de désarmement.

M. Egon Bahr a lui aussi souligné le *« danger accru »* que représenteraient les contres-mesures du pacte de Varsovie en particulier pour la R.F.A. *Il a déclaré qu'en réplique* aux Pershing-II et aux missiles Cruise (qui peuvent être utilisés comme armes de première frappe), les Soviétiques déploieraient *« en R.D.A. et pas seulement en R.D.A., des systèmes analogues »*. Ils s'efforceraient, selon M. Bahr, de disposer du fusées qui *« atteindraient leurs objectifs avant que les Pershing-II ne soient arrivés à Moscou »*.

M. Bahr a affirmé d'autre part que ces contre-mesures impliqueraient également des systèmes menaçant directement les États-Unis.

Concernant un éventuel déploiement d'engins tactiques (moins de 1 000 km.) en Europe de l'Est, plusieurs responsables militaires de l'OTAN ont déclaré ces derniers mois que de tels systèmes étaient déjà en place et pouvaient atteindre le territoire de pays de l'OTAN. On estime à Bruxelles que les déclarations de M. Honecker, *« ne sont que la répétition de menaces déjà proférées par les dirigeants et la presse soviétiques »*. Elles devraient être évoquées le 2 septembre, lors de la prochaine réunion du groupe consultatif spécial de l'OTAN, chargé de la préparation des négociations américano-soviétiques de Genève. — *(A.F.P.)*

VENTES DE BLÉ OCCIDENTAL A L'U.R.S.S.

M. John Block, secrétaire américain à l'agriculture, est arrivé le 24 août à Moscou pour signer le nouvel accord américano-soviétique sur les céréales. Pour M. Block, cet accord doit être considéré comme *« la preuve concrète que les Etats-Unis et l'Union soviétique peuvent œuvrer ensemble sur les problèmes de grande signification mutuelle »*.

Négocié le 28 juillet (*le Monde* du 30 juillet), cet accord, prévu pour cinq ans, fera passer les achats minimaux de céréales américaines par l'U.R.S.S. de 6 à 9 millions de tonnes par an, et garantit des ventes d'une valeur au moins égale à 7 milliards de dollars sur cinq ans.

Dans le même temps, on a confirmé, à Paris, une rumeur de la Bourse de Londres, selon laquelle les opérateurs, sur le marché français (notamment Dreyfus), auraient vendu entre 600 000 tonnes et 700 000 tonnes de céréales à l'U.R.S.S. dans le courant du mois d'août.

BESNIER PREND LE CONTROLE DE PRÉVAL

Le groupe laitier Besnier vient de prendre le contrôle de Préval, en acquérant 58 % du capital de cette société.

Préval collecte un milliard de litres de lait par an auprès de dix-sept mille producteurs, et possède cinq usines dans l'ouest de la France. Cette société a traversé une grave crise en 1982, avec le divorce survenu entre l'Union laitière normande et la Société civile des producteurs Préval-S.C.P.P. (mise en liquidation amiable en septembre dernier), ses deux actionnaires à 34 % et 30,5 % respectivement.

L'entrée du groupe mayennais Besnier s'est effectuée grâce au rachat de 34 % du capital que détenait la S.C.P.P. et de 24 % sur lesquels elle avait une option.

Le groupe Besnier, dispose ainsi d'une capacité de production annuelle de deux milliards de litres de lait. Il entend désormais axer son expansion vers l'étranger, son chiffre d'affaires à l'exportation ayant progressé de plus de 80 % entre 1982 et 1983. — *(A.F.P.)*

ELISABETH VAILLAND EST MORTE

Elisabeth Vailland, épouse de l'écrivain Roger Vailland, est morte le mardi 24 août à 5 h 30 à l'hôpital de Bourg-en-Bresse, terrassée par une crise cardiaque. Elle allait avoir soixante-sept ans dans quelques semaines.

[Elevée dans une famille farouchement antifasciste, cette Italienne née à Bologne, en 1916, fit la connaissance de Roger Vailland au lendemain de la Libération. L'écrivain donna les traits d'Elisabeth à deux de ses personnages féminins dans *325 000 F* et dans *la Fête*.

Depuis la mort de celui-ci, en 1965, Elisabeth Vaillant vivait à Meillonnas dans l'Ain. Tout récemment, elle avait confié ses souvenirs à Philippe Garbit. Ils paraîtront prochainement. En 1972, Elisabeth Vailland avait publié *Voyage dans l'Amérique de gauche* (Fayard). Elle avait collaboré aussi à un livre sur son mari, dans la « Petite Collection Seghers. »]

Piqûres mortelles de frelon : trois victimes en une semaine

Alors qu'il tentait de détruire un nid de frelons, Louis Barrel, soixante-cinq ans, a été attaqué par les insectes. Il est mort, mercredi 24 août, à l'hôpital de Montbéliard (Doubs), où il avait été transporté immédiatement. C'est la troisième personne victime en une semaine d'une piqûre de frelon. (*le Monde* du 3 août).

Traitement par l'adrénaline

Le professeur Jean Charpin, de l'université d'Aix-Marseille, nous apporte à ce propos quelques précisions :

« Les hyménoptères dangereux pour l'homme sont rarement des frelons, beaucoup plus souvent des abeilles et des guêpes (du genre Vespula *surtout).*

» Les piqûres peuvent tuer soit par leur multiplicité, soit, et c'est le cas le plus général, par une injection unique de venin chez un sujet allergique.

» Les médicaments efficaces en cas d'accident aigu sont, certes, les corticoïdes et les anti-histaminiques, mais surtout, si la situation est réellement menaçante pour la vie, l'adrénaline, qui peut être administrée en pulvérisations ou en injections à petite dose.

» Actuellement, on prescrit à tous les sujets qui se savent allergiques aux piqûres d'hyménoptères une trousse incluant de l'adrénaline. L'industrie française se préoccupe de la mise au point d'une petite seringue automatique permettant à l'allergique lui-même ou à sa famille d'injecter sous la peau, avant même l'arrivée du médecin, le quart de milligramme d'adrénaline salvateur

» Ultérieurement, le malade peut faire pratiquer une désensibilisation spécifique au venin, qui est, actuellement, très au point. »

Les pays utilisant le français n'ont pas été consultés avant la création à Paris de trois organismes pour la francophonie

Il existait depuis 1981 un rapport très complet sur *l'état mondial* de la francophonie, réalisé par un groupe de parlementaires dirigé par le député gaulliste Xavier Deniau. Mais le gouvernement a éprouvé le besoin de demander un autre rapport sur le même sujet, qu'a terminé cette année M. Roger Fajardie, député socialiste à l'Assemblée européenne et conseiller officieux de M. Mauroy, notamment pour les rapports du premier ministre avec les... francs-maçons.

C'est donc sur la base du rapport Fajardie qu'ont été prises les décisions annoncées mercredi 24 août à l'issue du conseil des ministres *(nos dernières éditions du 25 août)* : création d'un Haut Conseil de la francophonie présidé par le chef de l'État français et réunissant *« une dizaine de personnalités françaises et étrangères connues sur le plan mondial pour leur action en faveur de la francophonie »* ; d'un Commissariat général de la langue française à composante uniquement nationale mais ayant également vocation internationale et qui, sous l'autorité du politologue Philippe de Saint-Robert, *« répartira tous les moyens qui seront consacrés à la promotion de la langue française »* ; d'un comité consultatif de la langue française placé auprès du premier ministre *« en vue de favoriser le bon usage de notre langue »* et qu'animera M. Fajardie.

Tout cela est fort bien, mais on peut s'étonner que les partenaires francophones de la France, au nombre d'une quarantaine et regroupés pour la plupart au sein de l'Agence de coopération culturelle et technique, installée à Paris, n'aient pas, autant que l'on sache, été officiellement consultés pour la mise sur pied d'un projet qui intéresse à travers le *monde plus* d'étrangers que de Français. Il faut espérer que l'organisation de la francophonie, déjà empêtrée dans le différend canado-québécois, sans parler de vives réticences, pour ne pas dire plus, de pays utilisant le français comme l'Algérie ou Madagascar, n'aura pas à pâtir des décisions « unilatérales » de Paris. Les nominations à venir au sein du Haut Conseil pourront peut-être calmer de légitimes susceptibilités.

Ce n'est pas une réaction aux décisions parisiennes, mais, mercredi 24 août à Téhéran, par pure coïncidence, l'imam Khomeiny faisait savoir que *« le point de vue des théologiens selon lequel il était sacrilège de savoir une langue étrangère »* était *« arriéré »*. En conséquence, les programmes étrangers de la radio iranienne, et notamment ceux en français, seront renforcés. *« Afin de mieux propager l'islam »*, a précisé le père de la révolution iranienne...

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

CINQ JEUNES VANDALES LILLOIS INTERPELLÉS

Cinq enfants de neuf à quinze ans auteurs de vols et d'actes de vandalisme au cours du week-end dernier à la société Olivetti-France et dans un lycée technique de Lille ont été interpellés lundi 22 août. Ils avaient dérobé de nombreuses calculatrices et machines à écrire électroniques et saccagé le matériel et les bâtiments de la société, qui estime les dégâts à 8 millions de francs. Une partie du butin a été retrouvée au domicile de l'un des mineurs.

● *Une aide de l'Etat pour les mytiliculteurs du Morbihan.* — La commercialisation des moules du Morbihan, interdite depuis les fortes chaleurs du mois de juillet par mesure d'hygiène, a été de nouveau autorisée le mercredi 24 août par le ministère de la mer. Les mytiliculteurs ont reçu la promesse de mesures d'aide en leur faveur, notamment des reports de prêts et de cotisations. Un crédit exceptionnel financera une campagne de promotion des moules pour faire oublier les effets qu'aurait pu avoir sur le public leur interdiction momentanée de vente.

